

Les chrétiens libanais sous le feu syrien

En quatorze années de guerre, le Liban a connu tant de drames et suscité, hors de ses frontières, tant de commentaires, scandales ou apitoyés, et pas toujours sincères, qu'on se demande parfois s'il n'a pas épuisé, dans l'opinion internationale, le capital de sympathie auquel son interminable tragédie lui donne droit. Et pourtant, comment ne pas s'indigner une nouvelle fois au spectacle du sanglant face-à-face qui oppose depuis trois semaines les troupes syriennes et l'armée nationale libanaise, à forte majorité chrétienne, que commande le général Michel Aoun ?

Chaque jour, chaque nuit, le million de civils qui vivent en « pays chrétien » — un réduit de 800 kilomètres carrés — subissent l'infamie du pillage de la puissance armée syrienne, épuisée en l'occurrence par des millions musulmans, alliés de Damas, notamment les combattants druzes obéissant à Walid Joumblatt. Cent vingt morts, sept cents blessés en trois semaines : seule l'efficacité protectrice des abris souterrains de la capitale épargne à ses habitants un bilan plus désastreux. Beyrouth, qui n'a plus que deux heures par jour d'électricité, en sera bientôt totalement privée, faute de carburant pour alimenter ses centrales.

La volonté syrienne de mettre à genoux les chrétiens de Beyrouth ne semble guère faire de doute. Le dégellement, le 14 mars, par le général Aoun d'une guerre de « libération » contre l'hégémonie et l'occupation syriennes a été ressenti par Hafez El Assad comme un inacceptable défi. Depuis, l'homme fort de Damas fait payer aux chrétiens, par les armes, le prix de cet affront. Cette épreuve de force sur le terrain s'accompagne sur le plan politique d'une totale intransigence. Non seulement la Syrie n'a pas répondu aux appels à l'apaisement lancés vendredi dernier, avec quelque solennité, par le Conseil de sécurité des Nations unies, mais elle a opposé une fin de non-recevoir aux bons offices de la diplomatie arabe.

Entre Beyrouth-Est et Damas, les positions paraissent irréconciliables. Se disant prêt à négocier à tout moment avec la Syrie, qu'il tient pour son interlocuteur obligé, le général Aoun réclame la mise en place d'un comité militaire syro-libanais chargé de préparer un cessez-le-feu et d'organiser ensuite le retrait du pays des trente-cinq mille militaires syriens.

Prétentions sont évidemment jugées inacceptables à Damas. Le président Assad n'a jamais reconnu la souveraineté du Liban ni renoncé à son rêve d'une « grande Syrie » qui annexerait « de facto » le « pays du Cédre ». Ce n'est pas pour les beaux yeux du général Aoun qu'il acceptera aujourd'hui de rapatrier ses soldats sans contrepartie politique. Bien au contraire, il exige en préalable absolu de profondes réformes du système politique au profit de ses alliés musulmans. En ce début de semaine, l'impasse est donc totale.

Ramenant son partenaire irakien, la Syrie a obtenu dimanche de Téhéran une vigoureuse protestation d'amitié face « aux complots ourdis contre les forces du progrès dans le monde islamique ». Se présentant comme l'animateur d'une croisade « nationale », le général Aoun bénéficie désormais du soutien actif des Forces libanaises, la milice de Samir Geagea. Face au péril syrien, le camp chrétien a recollé l'union sacrée.

(Lire page 4)
l'article de LUCIEN GEORGE.

M 0147 - 0404 0 - 4,50 F

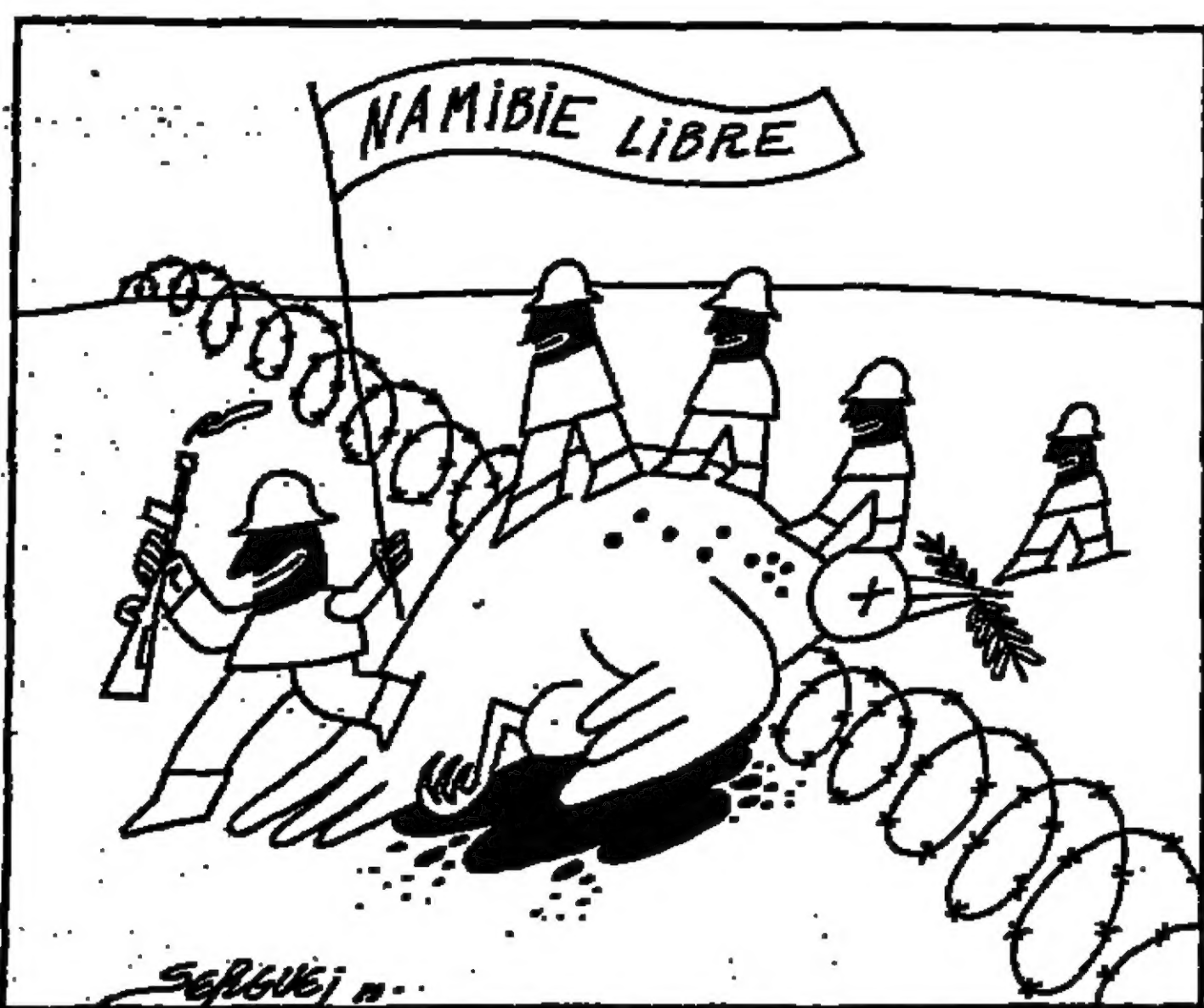


3790147004500 04040

Menaces sur le processus d'indépendance

Violents combats dans le nord de la Namibie

Alors que débutait le processus d'indépendance de la Namibie, des maquisards de la SWAPO, le mouvement indépendantiste, ont tenté de s'infiltrer, à partir de l'Angola, dans le nord du pays, en violation des accords de New-York, signés en décembre dernier. Ils se sont heurtés aux forces namibiennes, qui les ont repoussés. Ces violents combats, se poursuivaient, lundi matin 3 avril, ont déjà causé la mort d'au moins cent quarante guerilleros. M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a demandé une réunion d'urgence du conseil de sécurité de l'ONU.



Titre l'article de notre envoyé spécial M. BOLE-RICHARD, page 3

Une réunion de la FAO sur la sécurité alimentaire

La production mondiale de céréales inférieure à la consommation

Le comité sur la sécurité alimentaire mondiale de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) se réunit du lundi 3 au vendredi 7 avril, à Rome, en présence de tous les Etats membres. Cette manifestation, qui a lieu tous les deux ans, prend une importance particulière au lendemain des perturbations climatiques qui ont affecté, en 1988, les récoltes mondiales. La production céréalière du globe devrait, pour la deuxième année consécutive, être inférieure à la consommation. Cette relative pénurie redonne vigueur à l'arme alimentaire, émusée par dix ans de pléthore.

Sécheresse aux Etats-Unis, au Canada et en Chine, gabegie agricole en URSS, gel des terres en Europe, assauts des criquets en Afrique, moussons tardives en Inde. L'édifice de la sécurité alimentaire, construit sur des stocks qu'on croyait inépuisables, n'en finit pas de se lézarder.

Scientifiques, agronomes, géographes et statisticiens mettent en lumière l'avancée du mal, ses manifestations de moins en moins espacées et chaque fois plus intenses.

En huit ans, l'Amérique a subi trois sécheresses, celle de 1988 apparaissant comme la plus violente du siècle... en attendant la prochaine, car les surfaces céréalières des Etats-Unis glissent d'année en année vers les zones semi-arides, rarement arrosées.

Surchargée en gaz carbonique, l'atmosphère connaît un coup de

chaleur général, le fameux « effet de serre », qui transforme de façon déjà perceptible les climats, le cycle des saisons et la teneur des sols. « Certaines projections envisagent une montée des températures de 1,5 à 4,5 degrés Celsius d'ici à 2030, particulièrement sensible en Asie centrale, écrit le professeur Philippe Chalmers (1). Les conséquences d'un tel réchauffement seraient catastrophiques, les grandes plaines américaines deviendraient arides, le niveau des océans monterait et risquerait d'emporter les rizières des grands deltas alluviaux. »

ERIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 45.)

(1) Dans le rapport Cyclope sur les marchés de matières premières 1988-1989, à paraître le 25 avril. Editions Economica.

L'islam en fièvre (I)

Allah contre Satan

Au moment où un certain islam s'enferme dans le dogmatisme et où d'autres musulmans paient de leur vie leur refus de la haine, les correspondants et envoyés spéciaux du « Monde » au Proche-Orient, au Maghreb, en Afrique noire et en Asie, ont enquêté sur la profondeur du mouvement intégriste. Nous commençons la publication d'une série de dix articles.

par Jean-Pierre Langellier

A quelque chose, malheur est bon : l'hallucinante « affaire Rushdie » rappelle aux oubliettes la vraie nature de l'islamisme. Cette fièvre haineuse, que d'âgés imprécateurs inoculent aux peuples du Croissant, au nom d'Allah — le Miséricordieux !

— incarne l'ultime idéologie du siècle, le nouveau « sommeil de la raison ». De la mer de Chine au fleuve Sénégal, l'islam immense est multiple : tîde ou ardent, austère ou joyeux, paisible ou rebelle. L'islamisme n'est que sa caricature, mesquine et frénétique.

Nobles sont ses ambitions : « L'islamisme, résume Maxime Rodinson, aspire à résoudre au moyen de la religion tous les problèmes politiques et sociaux et à restaurer simultanément l'intégralité des dogmes ». Beaucoup moins nobles sont ses anathèmes. Cabré dans ses refus doctrinaires, il fustige la modernité tout en la récupérant, vomit l'Occident, offense la démocratie. Modernité, Occident, démocratie : trois thèmes « sataniques ».

Au début était le Coran. Celui-ci ignore le partage chrétien

entre César et Dieu, entre pouvoirs spirituel et temporel, entre l'Eglise et l'Etat. L'islam étant à la fois « une religion, un monde temporel et un Etat », cette confusion joue au détriment de ce dernier. Comme la multitude des croyants, l'Etat doit en effet, selon la définition même de l'islam, « se soumettre à Dieu ». Le pouvoir politique se vout donc entièrement à une mission religieuse : transmettre au plus grand nombre le message divin légué par le Prophète. L'Etat ne peut qu'être un instrument d'Allah, un palliatif imparfait au service de la transcendance, dans un monde où règne l'islam, unique source de légitimité. Pour les islamistes, surtout les chiites iraniens, c'est peu dire que la religion l'emporte sur la politique. Elle l'annexe et l'embrôle (1).

Une double conséquence en résulte. D'abord, aux yeux des islamistes, l'idéologie prévalant sur la foi. « L'islam est politique ou n'est rien », tranche l'imam Khomeiny. Le monde chiite contemporain, du moins sa branche révolutionnaire, fait une lecture politique de sa religion, et — par contagion — les islamistes sunnites font, à leur tour, une « relecture » du même type. L'islamisme revendique le pouvoir et s'efforce de le conquérir. Ensuite, l'Etat étant soumis à Dieu, les islamistes jugent la laïcité absurde et haïssable. Là où elle existe, il est vrai, elle n'est pas authentique, l'Etat imposant sa tutelle.

(Lire la suite page 5.)

(1) Le Langage politique de l'islam, de Bernard Lewis. Gallimard (1988).

La visite de M. Chevènement en Union soviétique

L'armée rouge à l'épreuve de la perestroïka

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, séjourne, du lundi 3 au vendredi 7 avril, en URSS, à l'invitation du général d'armée Dmitri Iazov, ministre soviétique de la défense. Depuis M. Yvon Bourges, en 1977, il n'y avait pas eu de visite officielle d'un ministre français de la défense en URSS.

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Les états-majors soviétiques voudraient convaincre M. Chevènement qu'il se trompe en persistant à considérer — comme il l'a affirmé il y a sept mois en Allemagne fédérale, où il inspectait les forces françaises — que

l'URSS a « une posture militaire offensive », alors que la doctrine des armées du pacte de Varsovie, officiellement affichée depuis la conférence de Berlin, en mai 1987, est « strictement défensive ». Le ministre français de la défense est comme saint Thomas, ou plutôt — c'est sa propre comparaison — comme Napoléon, qui ne jugeait pas sur des intentions mais sur la réalité.

Négociateur de son gouvernement à la conférence de Genève, avec les Etats-Unis, sur la réduction des armes nucléaires et premier chef adjoint, à Moscou, de la direction juridique de l'état-major des armées soviétiques, le général major Iouri Lebedev, renverrait volontiers, lui, la balle dans le camp des Occidentaux, qu'il accuse de ne pas vouloir apprécier « correctement » la situation et de se refuser au moindre « geste

concret » à la conférence de Vienne sur le désarmement classique en Europe.

Au passage, il égratigne la France, qui n'a conservé, dit-il, de « la défense tous azimuts gauloise » qu'un seul azimut, « l'Est », et « un adversaire numéro un, l'Union soviétique », et qui, « co-inspiratrice, avec l'URSS, de la conférence de Stockholm sur la sécurité », lui donne aujourd'hui l'impression d'un pays « moins dynamique à la conférence de Vienne pour accorder ses actes à ses paroles ».

Cet ancien artilleur, spécialiste des missiles, aligne les arguments qui, de son point de vue, témoignent du « changement » dans les forces soviétiques décrété en 1987.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 6.)

GRAHAM GREENE

Le capitaine et l'ennemi

" Es-tu sûr de pouvoir distinguer le bon du mauvais, le capitaine de l'ennemi ? "

George A. Birmingham

Collection Pavillons



ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Débats

La France et l'Europe

Un cri séditieux

par MICHEL DEBRÉ

« **VIVE la France !** » Ainsi ai-je terminé mon discours. « Voilà qui ne se dit plus », me prévient un ami. « Désormais, vous criez « Vive l'Europe » en ajoutant, si vous le souhaitez et selon l'endroit où vous parlez, vive la région Rhône-Alpes, à moins que ce ne soit la région Midi-Pyrénées-Côte d'Azur ou la région Centre. »

En cette année où l'on fête le bicentenaire de la Révolution, deux bons vivants révolutionnaires ont déjà disparu : « Vive la patrie », « Vive la nation ». Est-il vrai qu'il faut ajouter à cet abandon celui de « Vive la France » ? Peut-être ! Mais alors les lendemains seront difficiles et sans doute tragiques.

Ce n'est pas par hasard que la Révolution française a été nationale. Elle entendait réagir contre un temps où l'intérêt de la monarchie avec ses privilèges, ses préjugés et son organisation désuète l'emportait sur l'intérêt de la France. N'oublions pas non plus malgré la revanche indirecte qu'avait apportée notre aide à la victoire des insurgés américains contre la Grande-Bretagne, les hostes accumulées au dix-huitième siècle. « Bête comme la paix ». Cette formule des femmes des Halles de Paris au lendemain d'un traité légèrement signé est restée dans l'histoire comme le symbole d'un sentiment national humilié. La France, certes, était un mastodonte et le centre des Lumières, mais son déclin politique était sensible, et c'est contre ce déclin que la Révolution française, dès ses débuts, a été « nationale ».

De nos jours, le souci du régime qui, sous le nom de République, redevient le régime des partis, l'importation de nouveaux, semble-t-il, sur l'intérêt de la France.

Alors que chacun sait que 1992 prépare le succès de l'Europe anglo-américaine au Nord, italo-espagnole au Sud, nous nous précipitons et abandonnons à la fois nos intérêts et notre fierté.

Alors que dans la guerre économique afin de faire le choix des investissements les plus utiles à la France, jamais l'autorité de l'Etat n'a été aussi indispensable, un social-libéralisme nous condamne à la fois à d'incessantes concessions à des organisations indifférentes à

l'intérêt général telles les syndicats ou les corporations et à l'effacement derrière le monde des affaires — au point que les plus belles entreprises françaises sont achetées ou en voie de l'être par leur concurrents allemands, japonais, anglais, italiens.

Alors que, pour remédier au non-renouvellement des générations qui crée à travers la Méditerranée un déséquilibre démographique anglo-saxon, il conviendrait de donner à la politique en faveur de la mère de famille, de la famille une priorité sur toutes autres dépenses, cette exigence démographique est totalement oubliée quand elle n'est pas pénalisée par l'absurdité des positions de Bruxelles et de Luxembourg.

Alors que seule la France entière est à l'échelle européenne, n'envisage-t-on pas de fabriquer de « grandes » régions qui, sous prétexte d'Europe, créent un tragique démembrement politique ? Ne voit-on pas derrière la coalition de grandes villes pointer le début de fédéralités hostiles à la nation et d'abord à la nation française ? Oui, le cri « Vive la France ! », déjà insolite, va devenir bientôt séditieux.

Seule l'idée de nation...

Que faire ? D'abord — et c'est l'essentiel — rappeler la valeur fondamentale de notre idée de la nation. C'est grâce à l'appartenance à la nation française considérée comme la qualité fondamentale de tout homme que régent la nation, c'est-à-dire la liberté, les chances de promotion, qui est la forme la plus noble de l'égalité, la solidarité, qui est l'expression juridique et sociale de la fraternité. Ne suit-on pas que seule l'idée de nation permet à un préfet alsacien d'être nommé à Marseille, un magistrat d'origine bretonne de présider la cour d'appel de Bastia et réciproquement ?

Seule l'idée de nation permet à quiconque quelle que soit sa religion, quelle que soit l'origine sociale de ses parents, quel que soit son lieu de naissance, de pouvoir postuler où il voudra et ce qu'il voudra à la

mesure de ses talents et de sa chance. Seule l'idée de nation assure la bonne marche d'une démocratie dont la définition est le gouvernement par une majorité qui se remet régulièrement en cause, à dates régulières. Seule l'idée de nation permet les cotisations et les impôts qui constituent un pot commun grâce auquel sont entrepris les travaux dans tout le pays et qui permet de donner à chaque Français le droit aux mêmes prestations. Enfin, c'est l'idée de nation qui assure la base du patriotisme, soutient l'Etat et permet de faire appel au sacrifice de ses enfants pour la défense du territoire.

Ensuite — et ce fait est capital — savoir que nous vivons un temps de guerre impitoyable. Sans doute n'y a-t-il pas de conflit en Europe et aucun n'est prévisible à court ni moyen terme. Mais l'absence de conflit militaire n'est pas la paix. Combien de temps faudra-t-il pour faire comprendre à nos dirigeants, à nos informateurs, que la guerre économique et les déséquilibres démographiques provoquent une compétition aussi âpre, dans ses moyens et ses conséquences qu'un conflit militaire ? La France peut mourir d'insuffisance industrielle et d'avantage encore de dénatalité.

Du jour où l'idée de nation serait rétablie dans sa splendeur réelle et où la vérité de la compétition en Europe aurait place dans les esprits au lieu d'une nébuleuse idéologique, alors on saurait que l'autorité politique est seule responsable des affaires intérieures et extérieures. Alors on saurait que dans notre société, fût-elle de consommation et de loisirs, le travail doit toujours avoir la première place. Enfin, on saurait que l'idée de patrie est essentielle pour la liberté.

Ce jour-là n'est peut-être pas pour demain, car il est agréable pour les hommes en place, ou ceux qui cherchent à le devenir, de laisser l'Etat en déshérence et de faire croire aux Français que les seuls problèmes sont ceux de leurs vacances, de leurs congés ou de leur retraite. Mais si les Français veulent demeurer un peuple libre, il faudra après demain qu'ils sachent que crier « Vive la France ! » n'est ni insolite ni séditieux.

Et en tirer les conséquences !

L'évolution de l'URSS et la liberté

par ALFRED GROSSER

NON, les pas décisifs n'ont pas encore été accomplis. Le pluralisme n'a pas été institutionnalisé. Le parti et ses chefs n'ont pas renoncé à la détention du monopole de la vérité. Mais il y a déjà eu un premier vote-choix et la parole a déjà été si largement libérée, notamment pour l'évocation du passé, qu'il devient difficile d'envisager un complet retour en arrière. Mao a pu brutalement réprimer ceux qui avaient, à son invitation, ouvert la bouche pendant la brève période des Cent Fleurs. Ce serait beaucoup plus difficile pour Gorbatchev ou pour le successeur qui l'aurait éliminé.

Il est donc permis aujourd'hui de demander aux théoriciens de bien vouloir reconnaître leurs catégories : la sorte pacifique de la dictature était possible, nous disaient-ils, mais pas la sortie du totalitarisme. La distinction est-elle encore si claire ? Gorbatchev n'est pas Juan Carlos, disciple de Franco devenu instaurateur et protecteur de la démocratie parlementaire. Mais les Occidentaux doivent dès maintenant se demander quelle attitude adopter dans l'hypothèse d'une libéralisation, d'une démocratisation accrues à l'Est.

Or, pendant qu'en France certains prétendent déjà déceler une dérive américaine abandonnant la défense de l'Europe libre et une dérive allemande loin de cette Europe, on se demande hors de France, notamment en Allemagne, si une dangereuse dérive française n'est pas en train de se produire, qui ramènerait notre pays de la solidarité des pays libres vers la solitude de la nation redevenant valeur politique suprême.

En principe, il ne devrait pas en être ainsi. Au départ, en 1945, la valeur suprême n'était pas la nation. Le début du préambule de la Constitution de 1946 — ce préambule qui est devenu la charte du Conseil constitutionnel — le disait bien. « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine... » On ne voulait simplement pas voir que des peuples libres peuvent contribuer à en libérer d'autres, mais aussi menacer la liberté. C'est ce que François Mit-

terrand a rappelé à Erich Honecker lorsqu'il l'a reçu à l'Élysée le 7 janvier 1988 : « Le passé ne s'oublie pas, comme ne peut s'effacer, chez les Français, le souvenir des efforts héroïques de tous les Allemands qui, comme vous, monsieur le Président, se sont opposés au nazisme. L'esprit de liberté animait alors, contre le même ennemi, les combattants de tous les horizons... Puisse-t-il redevenir le bien commun de toute l'Europe ! Car comment s'imaginer que les Européens s'accrochent sur la paix s'ils se séparent sur la liberté ? »

L'éthique de la démocratie libérale

Ce fut au nom de la liberté que la France, la Grande-Bretagne et les pays du Benelux signèrent en 1948 le traité de Bruxelles puis demandèrent aux États-Unis d'accepter de garantir la sécurité de l'Europe occidentale. Le traité de l'Atlantique nord vint, l'année suivante, apporter cette garantie par un engagement mais automatique, moins absolu que celui du traité de Bruxelles qui devait devenir en 1954 le traité de Paris fondant l'Union de l'Europe occidentale à sept (les cinq de 1948 plus l'Italie et la République fédérale d'Allemagne). Et c'est en 1948 aussi que la crise de Berlin transforma soudain l'ancienne capitale du Reich en symbole de la liberté, transformation qui constituait le prétexte à la naissance, en 1949, de l'Etat ouest-allemand fondé non sur l'idée de nation, mais sur l'éthique de la démocratie libérale.

Quarante ans après, il existe bel et bien chez nombre d'Allemands, à gauche comme à droite, la tentation d'accroître la perméabilisation des frontières entre les deux Europe, en particulier de la frontière entre les deux Allemagnes, en se contentant des libéralisations limitées déjà intervenues à l'Est et en se mettant à parler de nation plus que de liberté. Mais cette tentation n'a pas grand-chose en commun avec le désir de voir s'accroître encore les développements positifs en URSS, de les voir enfin s'installer en RDA.

Ce désir-là, il est commun à tous les Européens, Français compris, qui sentaient leurs idéaux menacés hier et qui se réjouissent aujourd'hui de les voir si largement victorieux.

Sans pour autant se vouloir désarmés face à la puissance soviétique. Simplement, le sens de l'effort militaire commun a changé. Hier, on contenait une menace directe. Aujourd'hui, il s'agit de ne pas enlever au langage de liberté que nous tenons vers l'Est l'appui d'une force équilibrant l'Europe occidentale face à l'URSS. Seule la proclamation de ce changement de sens peut faire accepter l'effort militaire non seulement aux Allemands, mais aux Hollandais, aux Danois, aux Espagnols plus épris de liberté que de grandeur.

La politique française semblait avoir évolué dans ce sens. La priorité, en 1987, c'était la solidarité. A preuve, l'engagement enfin pris, dans la plate-forme de l'UEO, reprise en 1988 dans le protocole franco-allemand accepté par le Parlement en décembre dernier, de défendre chacun des partenaires à sa frontière. Une solidarité que la Grande-Bretagne et les États-Unis avaient depuis longtemps manifestée, tout en préservant l'élément-clé de la dissuasion qu'est l'incertitude du niveau de l'emploi des armes. Nous, nous y avions constamment ajouté la notion d'incertitude sur notre solidarité elle-même. Alors que, pour les deux autres puissances nucléaires occidentales, la frontière orientale de la République fédérale était bien leur ligne de défense, nous avons dit longtemps que l'URSS était intimidée par le seul fait que nous ne disions pas d'avance où était la nôtre.

La priorité nationale

Ce temps paraissait révolu. Or voici qu'on y revient. D'instinct, dans son discours devant l'Institut de hautes études de défense nationale, en octobre dernier, le président de la République paraissait en retrait. Notre ministre de la défense, lui, exprime plus clairement encore un retour à la priorité nationale, par exemple en écrivant, dans sa très brève préface à un Dictionnaire de la défense et des forces armées (Larousse) : « Les Français s'accrochent très largement sur la valeur de l'indépendance nationale et sur l'impératif de défense qui en découle. Dans le monde où nous vivons, dominé par la compétition économique et par la rivalité des deux superpuissances... » Le mot liberté n'est pas prononcé. Le mot alliance non plus. Le mot Europe pas davantage. Et les Deux Grands sont placés sur le même plan, comme s'il n'y avait pas solidarité avec l'un dans la défense contre le poids de l'autre.

Le gouvernement allemand, lui, continue de dire que la défense, c'est celle des libertés. Il le dit aux antimilitaristes qui profitent de la liberté de manifester. Il le dit aux citoyens tentés d'oublier que la libéralisation n'a pu s'amorcer à l'Est que parce que nous avons su, grâce à l'alliance atlantique, préserver celle de l'Europe de l'Ouest. Un nationalisme français ne provoquerait pas automatiquement une vague nationaliste allemande. Mais quel soutien il apporterait à ceux parmi les Allemands qui voudraient séparer l'idée de liberté de l'idée de nation au profit de cette dernière !

Au courrier du Monde

ŒUVRE

La France et l'Afrique

Une lecture de la réponse faite par M. Paul-Marie Tédga à l'article de M. Felleter, ministre de la coopération et du développement (le Monde des 1^{er} mars et 27 janvier), laisse l'impression d'un formidable malentendu :

1^{re} « L'œuvre de la France en Afrique noire francophone, depuis trente ans d'indépendance, se solde par un succès considérable... », écrit M. Tédga. En réalité, notre « œuvre » dans ce pays a pris fin avec l'arrêt de notre rôle de puissance administrante. Depuis, nous nous sommes limités à fournir une assistance librement et généreusement consentie.

Dans le même esprit, M. Tédga évoque plus loin « l'échec des pays d'où il (le ministre français de la coopération) a la charge... ». Là encore, nous nous sommes désistés intégralement de cette « charge » dès la proclamation des indépendances.

2^e M. Tédga adresse un certain nombre de critiques aux dirigeants africains. C'est son droit. Mais rien de tout cela ne nous concerne. Pas plus qu'il ne nous appartient de dénoncer les éventuels écarts de gestion d'interlocuteurs avec lesquels nous entretenons des rapports d'Etat à Etat. Aux citoyens des pays concernés de mettre de l'ordre chez eux.

3^e Les « enseignements de 1789 » sont à la portée de tous. Nous ne les cachons à personne, et surtout pas à nos amis.

4^e Quant au destin de la jeunesse africaine, il lui appartient sans partage. Le rôle de la France ne saurait aller au-delà d'aides à la formation.

Le texte de M. Tédga offre un caractère ambigu : il reproche, en somme, à notre pays de ne pas prendre en Afrique francophone des initiatives de caractère tutélaire. Aurait-il oublié les privilèges d'une indépendance qu'Albert Camus qualifiait de « décevante et totale » ?

JEAN CHESNEAU
(La Croix-Valmer, Var.)

« La République bananière », de Sophie Coignard et Jean-François Lacan

Les failles de l'Etat de droit

LE livre de Sylvie Coignard et Jean-François Lacan (1) va irriter. Du titre au contenu, il sera facile de le qualifier dans le Tout-Paris politico-administratif en l'affublant du qualificatif mortel : « excessif ». Comment, en effet, oser en cette année du Bicentenaire, mettre en doute les vertus de la démocratie, de la République, de cette administration « que le monde entier nous envie » ? Car les deux auteurs n'y vont pas de main morte et enquêtent dans tous les recoins de l'écurie d'Aulus. Personne n'est épargné, du chef de l'Etat au Parlement en passant par la justice ou la télévision.

Les quatre cents pages de cette enquête fourmillent d'informations, de précisions, de faits qui, tout en rendant agréable et facile la lecture du livre finissent par constituer, par une technique pointilliste très efficace, un tableau d'ensemble du système politique français. Inutile de dire que cette peinture de nos mœurs est sombre et que le lecteur, en dépit d'anecdotes amusantes, sort accablé d'un tel constat. Comment, en effet, ne pas être abasourdi par la multiplicité des violations du droit, la manipulation des règles, l'indifférence aux normes les plus élémentaires de la morale civique et politique ? Car les analyses des deux journalistes apportent moins des révélations ou des informations inédites qu'une analyse systématique et une mise en perspective des faits scandaleux ou délictueux, des compromissions et des facilités dont le pouvoir politique se rend coupable et dont les citoyens semblent s'accommoder. Qui pourrait nier les dérives monarchiques du régime, la faiblesse des contre-poids et des contrôles, la manipulation de la justice par l'exécutif, l'interventionnisme « bananier » dans les médias et l'économie ?

Malgré la diversité des champs d'observation, le lecteur ne peut manquer d'être frappé par le contraste entre un « Etat de droit » caractérisé par le formalisme, la

multiplicité des normes et des procédures et l'aisance avec laquelle hommes politiques et administrations prennent leurs aises avec les « contraintes » légales ou morales qui légitiment le système politique. Les règles générales sont contour-nées ou modifiées pour satisfaire aux caprices ou aux besoins du moment. Les tribulations des fameuses autorités administratives « indépendantes » (1), la construction, au mépris des décisions du juge, du pont de l'île de Ré, le financement occulte des partis politiques, l'affaire Greenpeace ou celle des diamants ne sont que quelques-unes des mille et une illustrations d'un phénomène déjà dénoncé par Tocqueville, il y a un siècle et demi : « La règle est rigide, la pratique est molle. »

Une oligarchie toute-puissante

Certes, une vision cynique peut souligner qu'un certain degré de corruption est fonctionnel ou rappeler que l'action n'est jamais pure. Mais la tolérance a ses limites, car ce sont les fondements mêmes de la démocratie qui se trouvent mis en cause. La suprématie des moyens par rapport aux fins, les petites et grandes manœuvres politiciennes, l'oubli des valeurs qui fondent le système politique finissent toujours par susciter l'anomie, ou la révolte des citoyens.

Il serait dommage que le constat accablant dressé par Sophie Coignard et Jean-François Lacan alimente ou réveille les pulsions poudjades ou extrêmes qui resurgissent périodiquement dans la vie politique française. Les formules « tous les mêmes » ou « tous pourris » sont trop faciles et ne contribuent guère qu'à renforcer « les poisons et les délices » du système. Ce livre technique incite plutôt à s'interroger sur les causes de dérives qui soulignent les failles et

les graves imperfections de ce que l'on dénomme « l'Etat de droit ».

Bien que les auteurs ne s'y réfèrent pas toujours explicitement, toute leur argumentation conduit à mettre en lumière deux ou trois facteurs-clés : la confusion des rôles au sein d'une oligarchie toute-puissante (fonctionnaires, hommes politiques, dirigeants de l'industrie, patrons des médias, constituent une élite restreinte et interchangeable qui passe sans complexe d'un secteur à l'autre) ; l'ignorance des conflits d'intérêts, c'est-à-dire l'indifférence quasi totale à l'incompatibilité, simultanée ou successive, de certaines fonctions, ce qui permet des cumuls ou des évolutions de carrière qui feraient scandale partout... sauf dans une démocratie approximative ; la faiblesse du citoyen, trop souvent considéré comme le gène de cette tragi-

comédie (d'où les phases de protestation et de violence, après les périodes d'apathie, comme seul recours efficace).

Le livre réfermé, le lecteur est saisi de vertige par l'ampleur des problèmes et la difficulté à vaincre la gangrène qui ronge le corps politique et contamine la société tout entière. Puis, à la réflexion, on se prend à penser que l'affaire est moins politique ou administrative que morale. La République a besoin de se refaire une vertu et les « principes qui nous gouvernent » (mais pas seulement eux) de retrouver le sens de l'éthique et de la déontologie.

YVES MENY.

(1) La République bananière. De la démocratie en France. Belfond, 406 pages, 125 francs.

Un livre que l'on lit, relit et relit encore se doit d'être bien relié.



Les Codes Dalloz sont déjà de parfaits auxiliaires de travail, efficaces, toujours réactualisés. Leurs nouvelles couvertures plus souples, plus solides avec deux rabats en font des outils remarquables.

CODES DALLOZ-NOUVELLE PRÉSENTATION.

NAMIBIE : en tentant de s'infiltrer dans le nord du pays

Les maquisards de la SWAPO se sont heurtés aux forces régulières

Au moins cent quarante morts

WINDHOEK
de notre envoyé spécial

Ce devait être un week-end de paix, un vrai week-end de fête, le premier de la marche vers l'indépendance. Ce fut celui du premier accord au processus de décolonisation. Pas une amorce mais une violation grave des accords de New York au premier jour de la mise en vigueur de la résolution 435 des Nations unies, seulement quelques heures après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Des heurts violents à la frontière angolaise entre guérilleros de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et la police namibienne ont fait, selon un bilan provisoire : plus de cent 140 morts du côté du mouvement indépendantiste et au moins six chez les forces de l'ordre.

La PLAN (Armée populaire de libération de la Namibie), la branche armée de la SWAPO, a lancé, à l'aube du samedi 1^{er} avril, une vaste opération d'infiltration en territoire namibien. Entre quatre cents et six cents guérilleros puissamment équipés de mortiers et de missiles SAM 7, selon M. « Pika » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. Un défi ouvert aux Nations unies et à la tentative de règlement pacifique du conflit namibien. La veille, vendredi 31 mars, M. Sam Nujoma, le président de la zone frontalière, côté angolais, pour donner des directives concernant le cessez-le-feu et « s'assurer que celui-ci serait respecté dans sa lettre et son esprit », selon un communiqué de l'Organisation en provenance de Luanda. Le mot qui l'a puise dire est qu'il n'a pas été entendu, que la PLAN agit de sa propre initiative, comme branche pratiquement autonome de l'aile politique.

Différents groupes de guérilleros de la SWAPO se sont heurtés aux forces de police après avoir franchi la frontière. Deux affrontements directs se sont produits samedi et deux autres dimanche. On ignorait, lundi matin, si les combats continuaient ou si les maquisards s'étaient repliés en territoire angolais. A Windhoek, la police et le porte-parole de l'administrateur général sud-africain, M. Louis Pienaar, ont confirmé que l'armée était intervenue sans préciser s'il s'agissait des forces namibiennes ou sud-africaines. Il a aussi été précisé que certaines unités namibiennes qui avaient suspendu temporairement leur démobilitation actuellement en cours.

Un aven

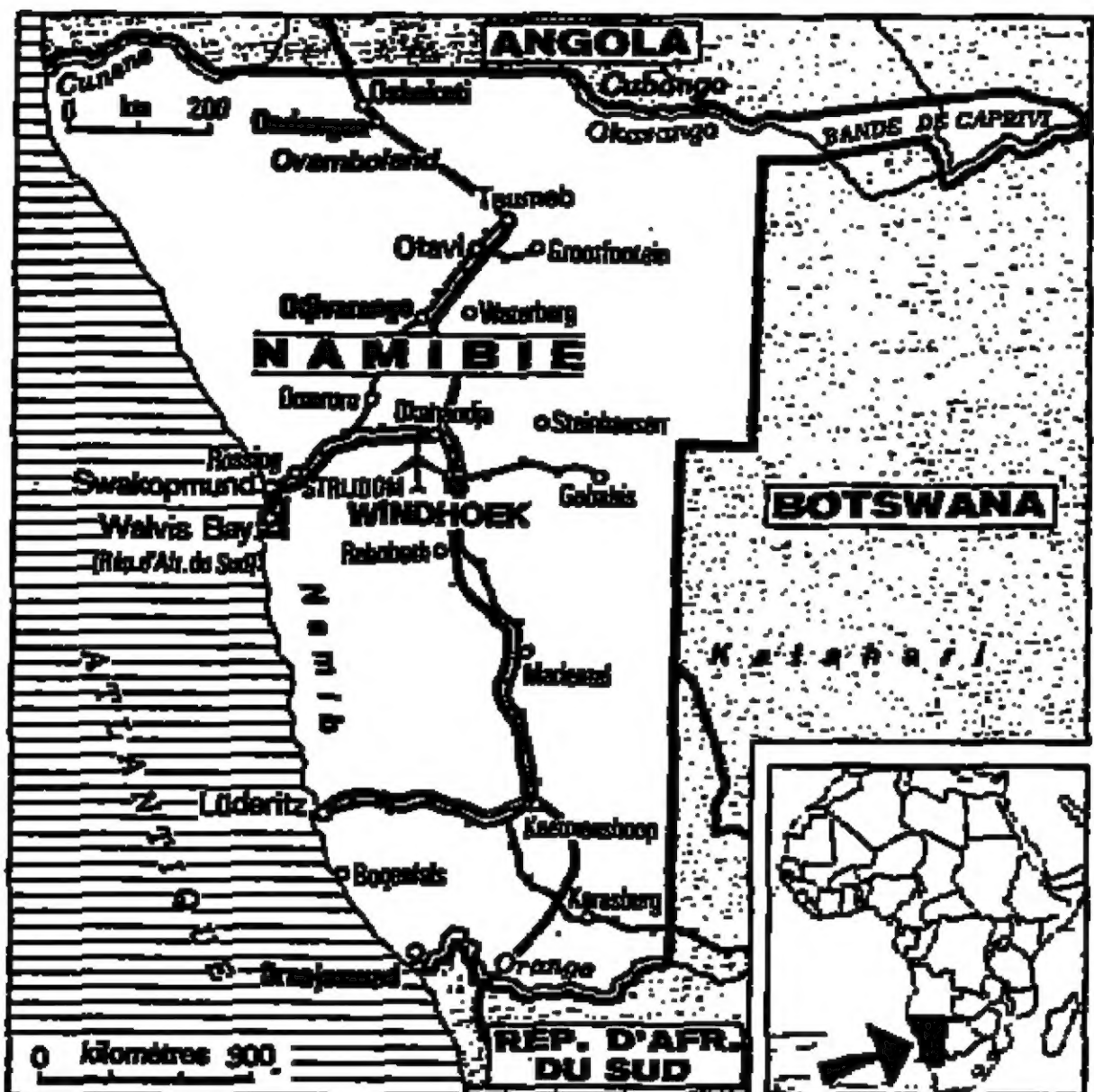
Depuis samedi 1^{er} avril, les soldats sud-africains sont consignés dans leurs casernes jusqu'à leur retrait définitif le 1^{er} juillet. Cependant, samedi, M. Martin Amisari, représentant spécial de M. Javier Perez de Cuellar en Namibie, avait donné son accord pour qu'il soit fait appel à certaines unités spécifiques si le maintien de l'ordre l'exige. Cela,

sous le contrôle des « casques bleus » du GANUPT (Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition). Mais celui-ci est encore bien insuffisant pour s'assurer du bon déroulement du retour à la sécurité.

D'autre part, les forces de la SWAPO devaient, elles aussi, être cantonnées dans leurs bases et en principe ne trouver au nord du 16^e parallèle, c'est-à-dire à 150 kilomètres au nord de la frontière. La tentative d'infiltration est un aveu de leur présence dans une zone qui leur est normalement interdite. C'est une violation du protocole de Genève qui a constamment été soulignée par les Sud-Africains. La police namibienne a, enfin, démenti l'information donnée par le conseil

unies pendant vingt-trois ans en tant que « représentant unique et authentique du peuple namibien ». L'organisation indépendantiste a toujours le capital de confiance qui lui avait été accordé. Elle a, malgré tout, réaffirmé que le contingent des « casques bleus » soit d'urgence renforcé et critiqué le fait qu'il ait été ramené de 7 500 hommes à 4 650 hommes.

Pour M. Botha, il est clair que « les commandants de la SWAPO ont donné des ordres pour que les guérilleros franchissent la frontière ». Le ministre des affaires étrangères a réaffirmé, dimanche 2 avril, la réunion d'urgence du conseil de sécurité. La veille, samedi, il avait qualifié l'engagement de la SWAPO de respecter la cessation des hostilités de « farce ».



namibien des Eglises selon laquelle huit civils auraient été tués par des hélicoptères sud-africains.

« La SWAPO a reconnu son passage à l'action en dépit du cessez-le-feu. Cependant, dans un communiqué, le Mouvement de libération explique que « l'initiative a été prise par les forces sud-africaines qui pourchassent les guérilleros » avant l'entrée en vigueur de la cessation des hostilités. « La SWAPO a agi en légitime défense », précise le texte, ajoutant néanmoins que, pour éviter d'autres incidents, il conviendrait d'installer rapidement les combattants de la PLAN en territoire namibien dans des endroits et des bases où ils seraient consignés.

Un aven, de la part de cette organisation, de sa volonté d'occuper le terrain qu'elle a mis en danger le déroulement d'une formule de paix qu'elle avait pourtant pleinement acceptée, voire réclamée pendant plus de dix ans. En cherchant ainsi à renforcer sa position, la SWAPO a bafoué le principe d'impartialité que l'ONU est censée garantir avant les élections. Protégée par les Nations

expliquant que « le gouvernement n'avait pas d'autres choix que de demander le départ des troupes de l'ONU jusqu'à ce que la SWAPO soit amenée à la raison ».

Visite-surprise de M^{re} Thatcher

Dimanche, des membres de l'administration générale sud-africaine en Namibie et une délégation de quatre personnes des Nations unies se sont rendus sur les lieux. Un long entretien a réuni en fin d'après-midi, l'administrateur général sud-africain et M. Amisari. A l'issue de cette conversation, M. Pienaar a simplement déclaré que « des mesures appropriées étaient en train d'être prises par la police appuyée par des unités militaires... Pour contrôler la situation ». Aucune déclaration n'a été faite par les représentants des Nations unies à Windhoek avant consultation de M. Perez de Cuellar.

Le processus d'indépendance de la Namibie a, dès les premières heures, pris un bien mauvais départ. Pourtant, dans la capitale, la journée

du samedi 1^{er} avril s'était déroulée sans incident notable. Certes, une marche de la Township de Katutura en direction de Windhoek, avait été bloquée par la police aux premières heures de la matinée. Mais, les meetings prévus par les trois principales organisations politiques s'étaient déroulés dans le calme. La SWAPO avait, d'ailleurs, réussi à rassembler le plus de monde dans une atmosphère très militante mais n'était pas parvenu à distancer sans nettement qu'elle l'espérait sa principale rivale, la DTA (Démocratie Turballe Alliance) qui a déployé avec un certain savoir-faire tous les artifices d'une campagne électorale. Le résultat du test politique est donc en faveur de la SWAPO, mais pas avec une marge suffisante qui lui permette d'espérer la victoire qu'elle escompte.

Des manifestations hautes en couleur ont été organisées, dans la soirée, par les coups de feu tirés au nord du pays contre des véhicules de militants de la SWAPO qui retournaient chez eux. Des coups de feu tirés par les occupants blancs de deux voitures, qui ont fait sept blessés, dont deux sérieusement.

Une journée aussi marquée par la visite surprise de M^{re} Margaret Thatcher venue exprimer sa solidarité à l'égard du processus d'accession à l'indépendance. Neuf heures de présence sur le sol namibien ont été consacrées à des entretiens avec M. Pienaar, Amisari, Prem Chand, général commandant les « casques bleus » et « Pika » Botha ainsi qu'à une rencontre avec une partie du contingent britannique installé à proximité de Windhoek et enfin à une visite à la plus grande mine d'uranium du monde, Rossing, dont la société anglaise « Rio Tinto zinc » détient 46,5 % du capital.

Son passage discret, dont les allées et venues ont été tenues secrètes, s'est donc produit au moment même où la tourmente déferlait à la frontière. Rien n'a filtré des conversations du premier ministre britannique qui a déploré « le sérieux défi aux accords de paix et à l'autorité de l'ONU ». Manifestement, M^{re} Thatcher n'a pas du tout apprécié la tournure prise par les événements alors que sa visite symbolique était celle d'un message de la paix.

La SWAPO fait de plus en plus figure d'accusé et de suborneur de l'entrée dans l'ère de la pré-indépendance en voulant assurer une présence physique de ses combattants sur le territoire. Cette initiative risque de coûter cher au mouvement qui n'a pourtant cessé de lutter pour la libération du pays et qui laisse planer un doute sérieux sur ses intentions dans le futur puisqu'il ne respecte même pas un accord internationalement reconnu.

Un pas de clerc peut entièrement remettre en cause le processus laborieusement élaboré par l'ONU dont l'exécution n'a été possible qu'après une décennie et des négociations particulièrement difficiles.

MICHEL BOLE-RICHARD.

PORTUGAL

Le Parti rénovateur démocratique et les socialistes s'engagent sur la voie d'une fusion

LISBONNE
de notre correspondant

Premier signe d'une éventuelle fusion entre deux partis qui se réclament de la même philosophie politique : telle est l'interprétation donnée à Lisbonne à l'accord annoncé samedi 1^{er} avril entre les directions du Parti socialiste (PSP) et du Parti rénovateur démocratique (PRD), portant sur les élections européennes de juin. D'après les termes de cet accord, le PRD ne se présentera pas au scrutin. En contrepartie, deux de ses membres figureront sur la liste du PS. Il est probable que le même accord sera appliqué pour les élections municipales de décembre.

Créé en 1985 par un groupe de personnalités proches du général Ramalho Eanes, alors président de la République, le PRD prétendait occuper l'espace du socialisme démocratique qui, aux yeux de ses fondateurs, n'était plus représenté par le PS de M. Mario Soares. Aux législatives d'octobre de la même année, les rénovateurs recueillirent 18 % des suffrages, et le projet semblait ainsi se concrétiser. Des baisses très sensibles se sont pourtant vérifiées lors des élections suivantes, les municipales de décembre 1985 et la présidentielle de février 1986. Une déconvenue a eu lieu en juillet 1987, le PRD étant tombé à moins de 5 % lors des élections qui ont suivi la dissolution de la Chambre des députés.

Avec la victoire à l'élection présidentielle de M. Mario Soares et l'effacement politique du général Eanes — deux adversaires déclarés — les rapports entre socialistes et rénovateurs, « libérés » de leur leader traditionnel, se sont considérablement améliorés. Le dialogue qui

s'amorçait a été définitivement ouvert à la suite de l'élection du nouveau secrétaire général du PS, M. Sampaio, en janvier.

Crise

L'accord conclu entre le PS et le PRD, créant une dynamique d'unité, vise à tirer profit de la crise que traverse le gouvernement social-démocrate de M. Cavaco Silva. Les estimations en matière d'inflation pour le premier trimestre de l'année ont été largement dépassées. Aussi, un vaste plan de reconstruction du crédit est-il entré en vigueur lundi 3 avril. Les grèves, en particulier dans le secteur des transports publics, se multiplient. L'adoption d'un nouveau régime d'accès à l'université provoque des réactions fortement négatives. Enfin, des scandales financiers impliquant certains membres du gouvernement viennent d'être dénoncés. A la demande du PS, soutenu par tous les autres groupes de l'opposition, une enquête parlementaire sur les activités du secrétaire d'Etat à la santé sera prochainement ouverte. Accusé d'avoir utilisé ses fonctions officielles pour favoriser une entreprise dont il est le principal actionnaire, M. Costa Freire a subitement donné sa démission le 22 mars. Quelques semaines avant le déclenchement de cette affaire, un autre cas avait fait les manchettes des principaux journaux portugais : le ministre des finances aurait déclaré un faux prix pour un appartement qu'il venait d'acheter à Lisbonne, afin de ne pas payer les impôts correspondants. Une enquête parlementaire a été également demandée à ce sujet, cette fois-ci par le Parti communiste.

JOSÉ REBELO.

GRÈCE

Le Parlement adopte la nouvelle loi électorale

ATHÈNES
de notre correspondant

Le Parlement grec a adopté, vendredi 31 mars, malgré l'abstention de quarante députés du PASOK, la nouvelle loi électorale qui sera appliquée dès les élections législatives du 18 juin. Le système se rapproche de la proportionnelle simple, en favorisant toutefois les deux premiers partis par un mécanisme de quotient électoral et de répartition des restes. La loi arrivant en tête disposera de la majorité absolue au Parlement s'il obtient 45 % des voix et distance de plus de 7 points le second parti. En l'état actuel, cela favorise la parti conservateur de la Nouvelle Démocratie, qui a le vent en poupe dans les sondages.

Les petites formations ont critiqué ce nouveau système. La gauche, notamment estime qu'elle aurait pu obtenir de 8 à 10 sièges (sur les 300) si le système de la répartition proportionnelle des restes avait été retenu. La Nouvelle Démocratie a, pour sa part, défendu le système du quotient électoral contenu dans la nouvelle loi en invoquant la nécessité d'un gouvernement stable. On se demande à Athènes pourquoi le

PASOK (parti de M. Papandréou) s'est orienté vers cette formule, alors qu'une proportionnelle simple aurait pu, selon certains, ouvrir la voie à une coalition entre lui-même et la gauche. Certains commentateurs émettent l'hypothèse d'un accord entre M. Papandréou et la Nouvelle Démocratie : la nouvelle loi électorale contre la discrétion relative d'un éventuel gouvernement conservateur sur l'affaire Koskotas.

Th. M.

● YUGOSLAVIE : purge au Kosovo. — La direction du PC du Kosovo a exclu samedi 1^{er} avril plusieurs responsables accusés d'être impliqués dans le mouvement de contestation albanaise qui a fait près de trente morts dans la province la semaine dernière. Le week-end a été calme au Kosovo où, selon les autorités, quelque quatre cents personnes de souche albanaise ont été arrêtées à la suite des émeutes des 27 et 28 mars. En Croatie, à Osijek, une bombe a explosé samedi devant les locaux du journal *Politika*, généralement considéré comme un porte-parole du courant nationaliste serbe. — (AFP, AP.)

Asie

La négociation sur le Cambodge

Le prince Sihanouk accepte de rencontrer M. Hun Sen le 2 mai à Djakarta

PÉKIN
de notre correspondant

Le prince Norodom Sihanouk a de nouveau renversé la vapeur et accepté de revoir M. Hun Sen, premier ministre de l'administration de Phnom-Penh, pour tenter de parvenir à un règlement politique du conflit du Cambodge. Il a proposé, dans un communiqué diffusé dimanche 2 avril à Pékin, que la rencontre se tienne le 2 mai, à Djakarta, ou, à défaut, en septembre à Paris.

L'ancien monarque, qui, ces dernières semaines, jouait plutôt la ligne dure, pro-chinoise, d'alliance avec les Khmers rouges, a expliqué qu'il avait reçu, le 26 mars, par l'intermédiaire d'un émissaire du Quai d'Orsay, un message de M. Hun Sen demandant à le revoir afin de lui présenter « deux concessions », dont la nature n'est pas précisée. On pense connaître la première : à la « demande » de Phnom-Penh, le Vietnam retirerait unilatéralement ses troupes du Cambodge d'ici au mois de septembre cette année, plutôt que d'attendre le

début de décembre 1990 qu'il s'était initialement imposé.

La deuxième « concession » pourrait être la réponse à l'exigence du prince Sihanouk que, si des élections libres sont organisées au Cambodge, elles ne se déroulent pas dans le cadre de la République populaire du Kampuchéa, la structure mise en place par les forces vietnamiennes en 1979. En effet, Phnom-Penh vient de créer une commission chargée de réviser la Constitution de cette RPK. L'annonce de cette mesure est inconnue : il s'agit d'amender la Loi fondamentale « conformément à la situation prévalant actuellement dans le pays et en prévision d'évolutions à venir ». Le chef de cette commission est le président de l'Assemblée nationale de Phnom-Penh, M. Chea Sim. Un de ses vice-présidents est M. In Tam, ancien chef d'état-major de l'armée du prince Sihanouk, qui, après avoir démissionné de ce poste il y a plusieurs années, est récemment retourné à Phnom-Penh.

Aucun détail n'est connu sur les amendements constitutionnels, mais cette concession est visiblement chargée d'opérer une ouverture institutionnelle destinée à satisfaire le prince Sihanouk, au moins en paroles. Cette révision est entreprise alors que le parti communiste de Phnom-Penh a donné le feu vert, la semaine dernière, au développement de l'économie privée au Cambodge, autre concession qui va dans le sens des plans du prince pour l'avenir de son pays.

Les promesses des Khmers rouges

Il est encore trop tôt pour savoir si les offres de M. Hun Sen seront suffisantes pour permettre au chef de file de la résistance de relancer la négociation du règlement politique proprement dit, c'est-à-dire du partage du pouvoir au départ des troupes vietnamiennes. Le courant passe particulièrement mal entre les deux hommes après l'échec des trois premières sessions de pourparlers qu'ils ont eues en France depuis fin 1987. Tous deux semblent cependant avoir fait le calcul que, contrai-

rement à ce que la Chine laisse entendre, rien de nouveau ne pouvait se produire au sein du conflit du Cambodge au cours de la réunion au sommet sino-soviétique, à la mi-mai à Pékin, si les protagonistes khmers restaient sur leurs positions tranchées des derniers mois.

Les Chinois, pour leur part, se sont donnés la peine de faire pression sur leurs encombrants protégés Khmers rouges pour qu'ils promettent, plus solennellement que par le passé, qu'ils ne chercheraient pas à regagner le pouvoir militairement au Cambodge. C'est le sens d'une déclaration faite le 29 mars par le chef militaire en titre des Khmers rouges, M. Son Sen, sur les ondes de leur radio, qui émet depuis le territoire chinois. M. Son Sen, dont l'agence Chine nouvelle a reproduit les propos de façon détaillée, a annoncé que son groupe était disposé à permettre aux Nations unies d'enquêter sur le terrain, dans le cadre de son éventuelle mission de paix au Cambodge, afin de s'assurer que les Khmers rouges ne disposent pas de caches d'armes. Lentement, laborieusement, le processus de règlement du conflit du Cambodge se poursuit.

FRANCIS DERON.

MICHEL NOIR



La chasse au mammoth

Entretiens avec Mgr Decourtray, Sakharov, Brzezinski, Delors, Dalle, de Closets, Labro, Rostropovitch.

Editions F. Laffont

Europe

HONGRIE

Reconstitution
du Parti
de l'indépendance

Un ancien parti de la grande bourgeoisie hongroise, le Parti de l'indépendance hongroise, fondé en 1947 et supprimé en 1948, lors de l'instauration du communisme, s'est reconstitué dimanche 2 avril, à Budapest, sous le slogan « Dieu, patrie, liberté ».

« Pendant les dernières décennies, ils n'ont pas réussi à discréditer l'idée d'une nation hongroise ni les valeurs morales chrétiennes », a déclaré, devant deux cents partisans réunis au théâtre József, Tibor Horváth, 67 ans, un ancien dirigeant du parti, Tibor Horváth, 67 ans, un ancien dirigeant du parti, Tibor Horváth, 67 ans, un ancien dirigeant du parti.

Parallèlement, le radio nationale hongroise a diffusé dimanche, pour la première fois, le discours intégral prononcé par le cardinal József Mindszenty, le 3 novembre 1956, veille de l'écrasement du soulèvement hongrois par les chars soviétiques. Ce discours était jusqu'ici considéré comme « contre-révolutionnaire ». — (AFP, Reuters.)

A TRAVERS
LE MONDEM. Arafat confirmé
à la tête
de l'Etat indépendant
de Palestine

M. Yasser Arafat a été confirmé par le conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans les fonctions de chef de l'Etat indépendant de Palestine dont l'avenir investit le comité exécutif de l'OLP, a annoncé, dimanche 2 avril, le numéro deux de l'OLP, M. Abou Iyad, M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, a été nommé ministre des affaires étrangères, a-t-il précisé.

La confirmation de M. Arafat s'est faite à l'unanimité des membres du conseil central de l'OLP, où est représentée l'opposition palestinienne, notamment MM. Nayef Hawatmeh, secrétaire général du Front démocratique de libération de la Palestine, et M. Georges Habbache, secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine. — (Reuters.)

Deux nouvelles victimes
palestiniennes
en Cisjordanie

Deux Palestiniens sont morts, samedi 1^{er} avril, dans les territoires occupés, dont l'un avait été blessé jeudi par des colons juifs lors d'incidents à Hébron, en Cisjordanie. L'autre a été tué par des soldats israéliens au cours de heurts samedi à Azyariya, près de Jérusalem.

D'autre part, les autorités israéliennes en Cisjordanie ont convoqué des militants palestiniens à une réunion dimanche, les obligeant à entreprendre une interdiction de l'OLP sur de tels contacts. Le général Shaike Erez, responsable de l'administration civile de Cisjordanie, a rencontré vingt-cinq militants locaux de Tulkarem et de Kalkiya pour évoquer des problèmes de la vie courante et des questions politiques, indiquant de source autorisée israélienne.

Le premier ministre
de l'Ontario
en visite en France

Le premier ministre libéral de la province centre-est canadienne de l'Ontario, M. David Peterson, commence lundi 3 avril une visite officielle de quatre jours en France. Cette visite, sans précédent, traduit la volonté de Paris de rééquilibrer une politique jusqu'ici très marquée par les relations privilégiées entretenues avec la province francophone du Québec.

Ce séjour, cependant, sura une tonalité essentiellement économique. L'Ontario est la plus riche (et la plus peuplée) des dix provinces canadiennes. Il contribue pour près de 40 % à la formation du produit national brut, et sa capitale, Toronto, est considérée comme la « locomotive économique » de la Fédération. M. Peterson est accompagné d'une cinquantaine d'industriels et hommes d'affaires. Il a déclaré souhaiter renforcer la « coopération économique et technologique », jusqu'à présent, avec la France (3,25 milliards de francs d'importations et 1,35 milliard d'exportations).

M. Peterson rencontrera le président Mitterrand mercredi 5 avril à Paris.

POLOGNE : après sept ans d'interruption

La culture indépendante
reprend ses droits

Huit cents personnalités du monde culturel polonais ont tenu, samedi 1^{er} avril, à l'université de Varsovie, un Forum de la culture indépendante, représentant ainsi, après plus de sept ans, la réunion du Congrès culturel polonais interrompue par la proclamation de l'état de guerre, le soir du 12 décembre 1981.

« La culture indépendante existe », a déclaré dans un discours d'ouverture le cinéaste Andrzej Wajda. « Grâce à l'attitude intrinsèque de la plupart des artistes et des scientifiques, grâce aussi à l'appui de toute la société, elle n'a pas été brisée. » Comme Wajda, Lech Walesa a rendu hommage, dans un message lu à la tribune, aux éditions clandestines qui ont permis

aux Polonais, pendant toutes ces années, de continuer à lire, à s'informer et à se cultiver en dehors de la censure officielle. « Il existe une seule culture polonaise », a ajouté M. Walesa : « officielle et clandestine, en Pologne et à l'étranger. »

Les participants, parmi lesquels l'acteur Andrzej Lapicki, l'historien Bronislaw Geremek, les écrivains Jan Józef Szczepanik, Stefan Kisilewski et Marek Nowakowski, les journalistes Jerzy Turowicz et Stefan Bratkowski, les éditeurs parallèles Sławomir Bielecki et Grzegorz Boguta, ont adopté une charte de la culture polonaise, puis lancé deux appels : l'un en faveur de l'écrivain tchécoslovaque Vaclav Havel, l'autre en faveur du poète roumain Mircea Dinescu.

● URSS : manifestation en Abkhazie. — Plusieurs milliers de Géorgiens ont manifesté dimanche 2 avril à Soukhoumi, capitale de la République autonome d'Abkhazie, dans la Caucase, pour protester contre les revendications sécessionnistes des Abkhazes, qui souhaitent la plus dépendre administrativement de la République soviétique de Géorgie. — (AFP, Reuters.)

ESPAGNE : le cinquantième anniversaire
de la fin de la guerre civile

« Jamais plus »

MADRID
de notre correspondant

« Aujourd'hui, une fois faite prisonnière et désarmée l'armée des rouges, les troupes nationales ont atteint leurs derniers objectifs militaires. La guerre est finie. C'était il y a cinquante ans, le 1^{er} avril 1939. Ce bref communiqué, le dernier émis par l'état-major franquiste, venait de marquer la fin de trois années d'une atroce lutte fratricide. Quatre jours plus tôt, les républicains avaient perdu leur dernière place forte : Madrid.

Cinquante ans plus tard, c'est avec retenue que l'Espagne célèbre ce funeste anniversaire. Les hommes politiques de gauche comme de droite, qui ont su éviter tout au long de ces dernières années de se jeter le passé au visage, se sont cette fois encore abstenus de tout commémoraison publique de la fin de la guerre civile aura été un non-événement.

La presse, la radio et la télévision, pour leur part, y ont consen-

cré éditoriaux et suppléments. Avec une exhortation commune : « Jamais plus ! Jamais plus ! », affirmant-ils à l'unisson, déplorant un conflit qui n'aura fait, en fin de compte, que des victimes et des vaincus. Jamais plus de prétendue « victoire » d'une Espagne sur l'autre.

C'était il y a tout juste cinquante ans, mais pour les jeunes Espagnols interrogés aujourd'hui à ce sujet, c'était il y a cinquante siècles : dans une autre ère, sur un autre continent. Pour tous ceux, de plus en plus nombreux, qui ont connu le conflit de bon près qu'à travers les livres d'histoire, la guerre civile semble aujourd'hui tout simplement incompréhensible. L'Espagne d'aujourd'hui, celle qui s'intègre à l'Europe et réalise sa révolution technologique, ne peut se reconnaître, ni socialement ni culturellement, dans celle qui se déchirait hier sur les bords de l'Èbre. Et plus personne au sein ne songe désormais à rouvrir les blessures enfim cicatrisées d'hier.

THIERRY MALINIAK.

TURQUIE : répression et tracasseries

La liberté d'expression
reste relative

ANKARA
de notre correspondant

« La liberté d'expression en Turquie : à quel prix ? » Elevé, selon le rapport que viennent de publier conjointement le Comité d'observation des accords d'Helsinki (dont la Turquie est signataire), une organisation non gouvernementale américaine, et le Comité international pour la liberté de publication.

Ce rapport de deux cent dix pages, rédigé à partir d'enquêtes réalisées en octobre 1988, dénonce la contradiction entre une réelle liberté de la presse, qu'atteste, en ces lendemains d'élections, la virulence des attaques contre le premier ministre, et le maintien d'une législation répressive, applicable en cas de violations de certains articles du code pénal, en particulier ceux qui visent « l'affaiblissement des sentiments nationaux ».

S'il se félicite des progrès réalisés depuis le retour du pays à un gouvernement civil en 1983, le rapport relève que, entre cette date et juin 1988, deux mille cent vingt-sept journalistes ont été jugés pour leurs écrits, au cours de quatre cent vingt-six procès ; quarante et un sont encore en prison, la plupart d'entre eux en tant qu'éditeurs de journaux

des partis d'extrême gauche, déclarés illégaux après le coup d'Etat de 1980.

Le magazine *Vers l'an 2000*, animé par d'anciens marxistes, est donné en exemple : en deux ans de parution, il a connu vingt-huit procès, et sa rédaction, en chef, Fatma Yazici, a récemment été condamnée à un an et trois mois de prison pour avoir publié un rapport du Comité d'observation des accords d'Helsinki, daté de mars 1988, sur « la destruction de l'identité ethnique kurde dans le sud-est de la Turquie ».

Les quotidiens sont également l'objet d'interminables tracasseries. Exemple parmi d'autres, le rédacteur en chef de l'influent *Cumhuriyet* (gauche), « passe en moyenne deux jours par mois au tribunal ». Le rapport dénonce également les poursuites dont sont victimes les éditeurs pour atteinte à la loi supposée protéger les mineurs de l'obscurité anonyme : « loi obscène » par l'opposition ; c'est elle qui a permis la condamnation récente, par le tribunal d'appel, de la sentence de destruction des exemplaires du *Tropique du Capricorne*, de Henry Miller, et d'un roman de jeunesse d'un auteur turc Ahmet Altan.

MICHEL FARRÈRE.

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

Proche-Orient

LIBAN : les affrontements dans la capitale

Beyrouth a vécu un nouveau week-end infernal

BEYROUTH
de notre correspondant

Le week-end a été infernal. La soirée de samedi, mais encore plus toute la journée du dimanche 2 avril, ont été marquées par des bombardements d'une extrême violence qui ont balayé les 800 kilomètres carrés du réduit chrétien et, en riposte, de larges portions du territoire musulman sous contrôle syrien, en particulier Beyrouth-Ouest et ses environs. Depuis vendredi, les milices chrétiennes des Forces libanaises participent plus activement à la bataille.

Où que l'on fût, les obus s'écrasaient aux alentours, souvent à proximité, quand on ne les recevait pas de plein fouet. Les abris ont sauvé beaucoup de vies. Il y a quand même eu dans le réduit chrétien trois morts et trois blessés civils samedi, huit morts et vingt et un blessés dimanche, et en secteur musulman deux morts et dix-sept blessés dimanche. Au total, depuis que la nouvelle guerre syro-chrétienne a été déclenchée, le 14 mars, le bilan est de cent dix-huit morts et de plus de sept cents blessés. Pis, tout le monde se rend à présent à l'évidence : cette guerre va durer. L'illusion des premiers temps — « trois ou quatre jours terribles, mais l'abcès aura été crevé » — s'est évanouie.

D'autres évidences ont pris corps. La première est que la Syrie, affiliée mais toujours trop forte pour le Liban, en l'occurrence pour le Liban chrétien, n'acceptera jamais de « solution arabe », ni sur le fond de la crise ni pour sortir de l'actuelle phase de violence. L'ajournement de quarante-huit heures de la visite à Damas de la mission arabe de bons offices, pourtant présidée par le ministre koweïtien des affaires étrangères, et, plus encore, sa cause « les dirigeants syriens sont trop occupés avec mardi », — sont, à cet égard, plus que significatifs.

Après avoir patiemment sorti tous les Arabes de sa chasse gardée libanaise, Damas n'accepterait que contrainte et forcée leur retour sur scène. Or, si bien des pays arabes sont tentés de porter atteinte au régime syrien à la faveur de son enlèvement libanais, personne ne paraît décidé pour l'instant au bras de fer. Même l'Irak s'en tient à des envois d'armes, certes massifs — les brigades chrétiennes et les Forces libanaises en ont reçu et en reçoivent des lots impressionnants, des chars notamment, — mais évite l'affrontement.

La deuxième évidence est que l'Occident peut se faire arracher des soutiens verbaux : Paris, après Washington, a fini par plus ou moins mettre en cause la Syrie, mais c'est de l'un des bureaux de la Ligue du monde musulman — dont le siège se trouve à La Mecque — dans « une capitale européenne », affirme un quotidien saoudien qui cite des « sources officielles ».

A Téhéran, l'agence officielle IRNA rapporte que, à son arrivée, samedi, dans la capitale iranienne, M. Habib Chatfi, conseiller du directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, a estimé que Salman Rushdie, l'auteur des *Versets sataniques*, était « un apostat ». Lui-même ancien secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique, M. Chatfi (Tunisien) est allé plus loin que ne l'a fait ce dernier organisme à propos de cette affaire en précisant que « l'apostasie est punie, dans toutes les religions, y compris chrétienne et juive, de la peine de mort ». M. Chatfi se trouve en Iran en mission officielle pour l'UNESCO, porteur d'un message de M. Mayor aux responsables iraniens relatif à la rénovation des monuments historiques endommagés lors de la guerre contre l'Irak, précise l'IRNA. — (AFP, Reuters.)

L'affaire des « Versets sataniques »

Des intérêts britanniques visés
par deux attentats en Turquie

Deux attentats à la bombe ont visé des intérêts britanniques en Turquie, dimanche 2 avril, l'un contre une voiture de l'ambassade de Grande-Bretagne à Ankara et l'autre contre un bâtiment du British Council, à la suite de menaces liées à l'affaire des *Versets sataniques*, a indiqué la police turque.

Par ailleurs, des menaces de mort, semblables à celles reçues par le royaume (saoudien) de la mort de Rushdie, M. Abdullah Alhadi, pe avant son assassinat mercredi dernier dans la capitale beige, ont été proférées à l'encontre du directeur

de l'un des bureaux de la Ligue du monde musulman — dont le siège se trouve à La Mecque — dans « une capitale européenne », affirme un quotidien saoudien qui cite des « sources officielles ».

Par ailleurs, des menaces de mort, semblables à celles reçues par le royaume (saoudien) de la mort de Rushdie, M. Abdullah Alhadi, pe avant son assassinat mercredi dernier dans la capitale beige, ont été proférées à l'encontre du directeur

IRAN

Le ministre de l'intérieur
réclame
l'élimination des libéraux

Le ministre de l'intérieur iranien, M. Ali Akbar Mohtachemi, a réclaté samedi 1^{er} avril l'élimination des éléments libéraux et dissidents du régime et soutenu la mise à l'écart de l'ayatollah Montazeri, ex-dauphin désigné de l'imam Khomeini.

Présant la parole lors d'un rassemblement à Téhéran marquant le jour de la République islamique iranienne, M. Mohtachemi a déclaré que les Iraniens travaillant pour les États-Unis et la Grande-Bretagne avaient essayé d'orienter l'Iran vers l'Occident, depuis le cessez-le-feu conclu en août avec l'Irak. Evoquant la disgrâce de M. Montazeri, M. Mohtachemi a déclaré : « Qui-que agit de façon à porter préjudice à la révolution ou est influencé par la tradition de groupuscules, de libéraux ou d'hypocrites subtra la colère de l'Islam. » — (Reuters.)

Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, puissance financière et zone franc. Défense, sciences de pointe : les armes classiques et nucléaires. Études : 2^e domaine territorial mondial (zone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française.
368 pages, 90 F. Franco chez l'auteur : **FRANÇOIS DE PREUIL** 49560 NUEL-SUR-LAYON

(Publicité)
CHAQUE MERCREDI DANS LE DATÉ JEUDI
LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE du Monde
C'est + de choix d'affaires en vente et en location
C'est une exclusivité du Monde : « La Sélection des Institutionnels »

TOUS LES ÉLÉMENTS EN VRAI BOIS
1 ou 2 places, nombreux modèles, nombreuses possibilités. Style en Contemporain : Chêne, Acajou, Merisier ou Laiton.
CAPÉLOU
37, Av. de la République 75011 PARIS
Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PARENTHESE

200 000 000

L'islam en fièvre

Allah contre Satan

(Suite de la première page.)

Mais l'arbre chiite ne doit pas cacher la forêt musulmane : dans son ensemble, le monde arabe - massivement sunnite - se sécularise peu à peu (2).

L'islamisme prétend, comme toute idéologie, donner un sens à la vie. A l'humble serviteur de la volonté divine, il présente un projet utopique à la portée de tout vrai croyant qui accepte le règne de la charia, la loi islamique fondée sur le Coran, la *sunna* (tradition) et les commentaires autorisés. La charia, toute la charia et rien qu'elle, car elle est la seule loi légitime, la loi de Dieu. La charia régit l'ensemble des activités humaines, elle a réponse à tout.

Chercher ailleurs? Seuls les hérétiques ont cette tentation. On ne conteste pas la parole d'Allah. La charia assure une entière prise en charge du musulman, dans sa vie publique et privée. Elle lui permet de se réaliser pleinement en tant que croyant. Car l'islam est un tout : une foi et un culte, un horizon et une morale, un mode de vie et une vision du monde. Intransigeant, il offre le salut ou la perdition.

Sûr depuis quatorze siècles de détenir la « vérité », celle des « vrais » croyants, que flatte le Coran - ne forment-ils pas, dit le Livre, « la meilleure communauté » - ayant mis Dieu dans son jeu, l'islamisme est allergique au doute, ignorant qu'en religion aussi tout est relatif, même l'absolu. Sceau de la prophétie monothéiste, cet islam inflexible, fort de sa bonne conscience, n'incline guère à la tolérance. Il engendre le fanatisme, cette « lepre lyrique » (Cloran). Ainsi la belle notion d'*ijtihad* - « l'effort de jugement », cher au Coran - s'est-elle effacée devant une autre, moins sympathique, le *fiqh*, la guerre sainte. En tout adopte de Coran - sommeille un militant, un poète, un combattant, que sa lutte fait accéder au sacré. Aux yeux des islamistes, tout homme est un converti en puissance.

Devoir de meurtre

Seul monothéisme en essor, même si son dynamisme est plus démographique que géographique, l'islam a tout son temps. Il lui importe surtout de ne pas reculer face aux mondes adverses, religieux ou païens. Idéologie de combat, l'islamisme tient pour illégitime tout droit international commun aux nations musulmanes et aux autres. L'imam Khomeiny, pour qui « tuer l'infidèle » - il l'a dit et écrit - est une vengeance sacrée, un « devoir de meurtre », estime n'avoir de compte à rendre qu'à Dieu.

A ses yeux, les « pieux exécuteurs », lancés aux trousses de Salman Rushdie, sont les dignes héritiers des « Assassins » médiévaux, ces vaillants « *mudschahids* » qui s'en allaient chasser les mauvais musulmans. A une grande différence près : les assassins d'aujourd'hui rôdent hors de la « demeure de l'islam ». Et les califes modernes s'arrogent un droit de poursuite en Occident, en même temps qu'un droit de censure.

Voilà, resurgisse du fond des âges, l'empoignade millénaire entre l'Europe et l'Orient, voilà revenu le grand malentendu entre

deux mondes rivaux qui, de Poitiers aux croisades, de Byzance à Bonaparte, n'ont cessé, de trêves en affrontements, de se toiser, de se frotter, de s'emprunter l'un l'autre, enrichissant ainsi leurs imaginaires respectifs. Ici, l'Orient drogué d'islam provoque un retour d'angoisse et de mépris. Là-bas, on désigne l'Occident, opulent et humain, comme un lieu de perdition. Vieilles rancunes et nouvelles ruses, sur un fond d'ambiguïté.

D'un côté, l'Iran manie l'épouvantail de l'Occident comme un faire-valoir au service de sa volonté de puissance sur l'ensemble du monde musulman. De l'autre, les rigneurs de l'islam trouvent grâce aux yeux de l'Amérique, pourvu qu'elles soient le fait d'un allié (Arabie saoudite) ou d'ennemis du communisme (résistance afghane). Exception faite de l'Iran, la plupart des grands pays musulmans, sunnites il est vrai, sont politiquement proches de l'Occident (Indonésie, Turquie, Egypte, Pakistan).

Comme pour faire aujourd'hui grief à l'Occident de tous les retards accumulés par l'Orient, l'islamisme s'empare précisément contre la double innovation qui scella les progrès de l'Europe : la maîtrise technologique, clé de la modernité ; le libéralisme politique, source de la démocratie. Mais si l'islam prétend rejeter avec tant de vigueur la modernité, c'est qu'il en est un avatar. L'Iran du chah, par exemple, ne lui voulait-il pas un culte aveugle ?

L'islamisme naquit dans des sociétés en voie de modernisation. Ses militants sont des citadins, souvent perdants - mais pas exclus - de la modernité. Celle-ci est au service de sa propagande : les haut-parleurs des mazzins, les prières télévisées, les tee-shirts à l'effigie des maîtres. Qui niera le rôle des cassettes et du téléphone dans la victoire de Khomeiny ? « La cassette, note Bruno Etienne, est aux islamistes ce que l'imprimerie fut aux calvinistes » (3).

L'actuel langage économique de l'Iran ne manque d'ailleurs pas de pertinence, car dans l'ombre des mollahs, les technocrates veillent et gèrent. Sur le terrain politique, le régime khomeiniste, à son

innové de lui-même, soit conservé une part de l'héritage (vote des femmes, Parlement élu). A la différence de 1967? Les désarrois et les colères d'une jeunesse désenchantée ont fourni un terrain fertile aux prêches de l'islam populiste. Dans des sociétés épuisées par le galop démographique, rongées par la corruption pétrolière, désenchantées par l'échec de modèles de développement aussi divers que le socialisme nassérien et le libéralisme bourgeois, mais tout aussi incapables de tenir d'impossibles promesses, l'islamisme a brandi un contre-projet puisé dans le patrimoine religieux. Aux égoïsmes du nationalisme, souvent laïque, il oppose l'intérêt unitaire de l'homme, la communauté musulmane. Ainsi profite-t-il un peu partout de ce que Bruno Etienne appelle joliment un « transfert d'enthousiasme ».

Une pensée en sommeil

Cette crainte de l'innovation est le legs d'une tradition islamique engourdie, depuis la décadence des grands empires orientaux, par des siècles d'immobilisme culturel. Pour l'islam, il est vrai - et à l'inverse de l'Occident - toute nouveauté est présumée mauvaise - c'est même un péché - jusqu'à preuve du contraire. Ainsi la théologie et la pensée musulmanes, à qui la civilisation mondiale doit l'un de ses âges d'or, sont plongées dans un profond sommeil. L'islam, de longue date, a perdu l'audace d'inventer. Il n'a rejoint ni sa vision de l'homme et du monde ni son projet de société. La fièvre de religiosité n'a en rien régénéré une foi souvent réduite au seul rituel. Pourquoi qu'on observe les prescriptions coraniques, on est quitte envers Dieu. Qui sortira l'islam de sa torpeur intellectuelle ? (4).

Pourquoi qu'on observe les pratiques d'un autre âge qu'au contenu du message coranique. Le livre de l'islam, relève Jacques Berque, préfère nettement le mot « *raison* » au mot « *sacré* ». Et des dizaines de versets incitent le croyant à la réflexion et à la recherche. Vouer à l'opprobre les idées étrangères, c'est trahir une culture jadis nourrie d'apports extérieurs. Esprit du Coran, où es-tu ?

Lorsque, de surcroît, les aventures politiques inspirées par des idées venues de l'Occident, font naufrage, le lit de l'islamisme est

faible. Celui-ci n'a-t-il pas d'abord fleuri sur les ruines fumantes du nationalisme arabe, après la débâcle de 1967? Les désarrois et les colères d'une jeunesse désenchantée ont fourni un terrain fertile aux prêches de l'islam populiste. Dans des sociétés épuisées par le galop démographique, rongées par la corruption pétrolière, désenchantées par l'échec de modèles de développement aussi divers que le socialisme nassérien et le libéralisme bourgeois, mais tout aussi incapables de tenir d'impossibles promesses, l'islamisme a brandi un contre-projet puisé dans le patrimoine religieux. Aux égoïsmes du nationalisme, souvent laïque, il oppose l'intérêt unitaire de l'homme, la communauté musulmane. Ainsi profite-t-il un peu partout de ce que Bruno Etienne appelle joliment un « transfert d'enthousiasme ».

L'ironie aura voulu que l'Iran tire force et faiblesse du nationalisme. Le vieux sentiment persan, creuset de la révolution, l'amarre solidement au pays. En retour, le fervent religieux exalte l'identité nationale. Mais hors d'Iran, et des franges du Liban chiite, la greffe khomeiniste n'a pas pris. Les nations arabes résistent aux coups de boutoir de leur voisin. La monarchie saoudienne tient bon face aux visées iraniennes sur les Lieux saints. La forte minorité chiite d'Irak affiche un loyalisme sans faille. Les exemples du Bangladesh, hier, du Kurdistan, hier et aujourd'hui, prouvent que le ciment musulman peut craquer sous les poussées ethniques. Si l'Iran n'a pas embrasé les masses arabes, sunnites ou non, c'est parce que sa révolution conserve à leurs yeux son double caractère chiite et persan. Jusqu'à présent, le khomeinisme n'a pu faire qu'un seul cadeau aux militants de l'islam arabe : sa propre victoire.

Individu et démocratie

En islam, l'unité l'emporte sur l'égalité, la communauté sur l'individu, l'équité sur la liberté, le devoir sur le droit. Paradoxe d'une religion qu'on dit égalitaire, une triple inégalité niche au cœur du Coran, dont sont victimes les non-musulmans, les esclaves et les femmes. Aussi les humains ne

sont-ils pas semblables - comme les dents du peigne ». Par un immuable décret divin, les minorités religieuses et la plus forte des minorités - les femmes - sont vouées aux rôles subalternes. Rien d'étonnant si, dans les rares pays où existe un code de la famille réhabilitant la femme, les islamistes l'ont pris pour cible.

Non seulement l'individu, notion « moderne » par excellence, n'a pas acquis droit de cité aux yeux des islamistes, mais le culte qu'on lui rend en Occident les révolte. Les droits du croyant n'ont, en islam, qu'une valeur résiduelle : ils résultent des obligations du souverain. Droits et devoirs sont les deux versants de la justice, vertu chère au Coran. A s'en tenir là, on reste assez loin des postulats de la Déclaration universelle des droits de l'homme, fille des philosophes d'Occident : liberté religieuse, liberté de conscience, égalité des sexes. En piétinant ces droits, Khomeiny ne nargue pas seulement l'Occident, il engloutit les acquis de l'humanité tout entière. Tel est bien l'enjeu de l'affaire Rushdie.

L'islam, bien sûr, n'a pas le monopole de l'oppression, et plus d'une dictature prospère loin d'Allah. En Orient même, certains régimes « laïques » (Syrie, Irak) sont des plus féroces. Force est pourtant de constater qu'islam et démocratie font rarement bon ménage. Sur quarante-trois Etats musulmans, deux seuls sont des démocraties. Il est vrai que la théologie musulmane prépare mal au pluralisme (le christianisme, à l'idéologie pourtant égalitaire, est passé par là... avant d'en sortir). Et puis, les islamistes méprisent d'autant plus la démocratie qu'elle vient d'Occident. D'où ce nouveau paradoxe : l'islam, qui ignore le sacerdoce, a engendré des castes de grands prêtres (oulémas, ayatollahs). Privé du droit au doute, cette véritable « clé de la certitude », le peuple d'islam délègue son destin aux gestionnaires du sacré, seuls interprètes autorisés de la parole divine (5). L'islamisme rime avec élitisme.

L'islamisme lance à l'islam un grave défi. A l'Orient désorienté, qui se pose de vraies questions - comment concilier tradition et modernité? Religion et progrès? Coran et démocratie? - il

apporte de fausses réponses : le dogme sanctifié, l'étranger satanisé, le meurtre exalté. Les cruels caprices de la charia - faut-il le préciser? - n'ouvrent pas la voie du salut. Aujourd'hui alié d'une nostalgie trompeuse, la charia n'a pas empêché, au fil des siècles, l'irrésistible déclin de l'islam et le retard pris sur l'Occident. « Comment peut-on gouverner avec le Coran seul? », s'exclamaient Nasser.

Alors? Il reste aux croyants à retrouver l'audace des origines : se réappropriant l'islam, réinterpréter le Coran, préférer l'esprit à la lettre. L'islam a connu des réformes - autant d'échecs, mais n'a vécu ni Réforme ni Renaissance. L'islam a trouvé ses Savonarole. Il attend son Luther.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(2) Voir l'excellent numéro de la revue *Autrement*, « Islam, le grand malentendu », dirigé par Olivier Mongin et Olivier Roy (décembre 1987).

(3) Citation extraite du récent - et déjà classique - ouvrage de Bruno Etienne, *L'islamisme radical*, Hachette (1987).

(4) Voir le *Radeau de Mahomet*, de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, « Champs », Flammarion (1983).

(5) *L'islam, la peur et l'espérance*, d'Habib Boularès, Lattès (1983).

Demain

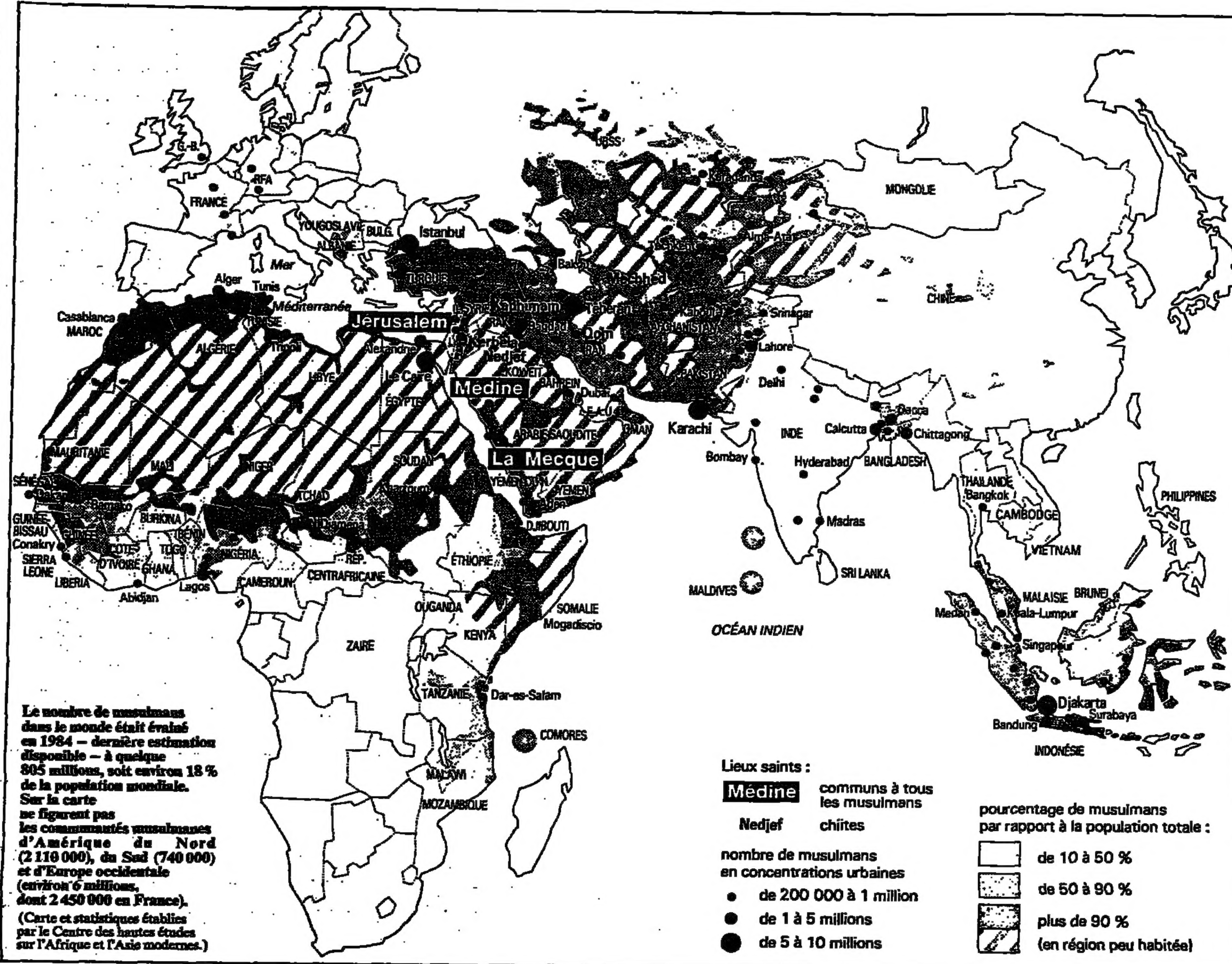
- Egypte : entre dialogue et violence.
- Arabie saoudite : le mariage de la politique et de la religion.
- Les loisirs appréciés de Bahreïn.

(Publicité)

LA DIASPORA FACE À ISRAËL

Marie-Chaire Mendès France, Théo Klein, Jean Daniel, André Aronowicz évaluent pour *Arabes* les perspectives de paix au Proche-Orient.

Dans le numéro d'avril d'*Arabes* en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14



Le nombre de musulmans dans le monde était estimé en 1984 - dernière estimation disponible - à quelque 805 millions, soit environ 18 % de la population mondiale. Sur la carte ne figurent pas les communautés musulmanes d'Amérique du Nord (2 110 000), du Sud (740 000) et d'Europe occidentale (environ 6 millions, dont 2 450 000 en France). (Carte et statistiques établies par le Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes.)

KHAYRY S.T. WASSINI
ALGERIE :
La démocratie islamique
bafouée
 Histoire du vrai MDA mis à mort par la coalition TBS - IBS - PSF
 Tribune
 240 p. - Prix : 100 F.
 Chez votre libraire ou "Chemins Veris"
 B.P. 1080 - 59011 Lille cedex
 Egalement disponibles :
 « Algérie : le désastre des généraux », 60 F.
 « Tiennan : lettre d'outre-tombe de l'ALN à l'ANP », 60 F.
 Frais d'envoi : 15 F.
 Chèque à l'ordre de M. Talab.

Amériques

HAÏTI

Le général Prosper Avril a échappé à un coup d'Etat

Le général Prosper Avril, chef de l'Etat haïtien, a échappé, dimanche 2 avril, à un coup d'Etat fomenté par des officiers supérieurs de l'armée. Alors que le président se trouvait à la caserne de la 1^{re} division, le général Avril a été alerté, à 10 heures, par le colonel Rebu, se trouvant toujours lundi, aux premières heures, sous surveillance au palais national, le général Avril a dénoncé, dans une allocution télévisée, « quelques membres des forces armées se laissant aveugler par leurs ambitions démesurées ».

Port-au-Prince. — Dimanche 2 avril, à l'aube, les premiers coups de feu sont entendus dans la capitale haïtienne, à l'intérieur même du palais national. Des soldats prennent position devant les principaux bâtiments, et le rumeur s'amplifie : le général Avril serait victime d'un coup d'Etat. Alors que le calme règne dans les rues de Port-au-Prince, des unités militaires patrouillent. Aucun communiqué officiel n'est publié, et la radio et la télévision ne donnent aucun détail. Dans l'après-midi, toutefois, la directrice de la télévision d'Etat, Mme Anais Chavet, déclare que le général Hérard Abraham, commandant en chef des forces armées, a pris le pouvoir et que l'annonce officielle du coup d'Etat est imminente.

La plus grande confusion règne alors : certaines sources affirment que le général Avril est toujours au Palais national et qu'il contrôle la situation, d'autres qu'il a été arrêté. Dans la République dominicaine voisine, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Fabio Herrera, indique qu'un « visa temporaire pour des raisons humanitaires » a été accordé au général. L'aéroport de

Port-au-Prince est fermé. Bientôt l'on apprend que le corps des Léopards, une unité d'élite de l'armée dirigée par le colonel Himler Rebu, dévient le général Avril — arrêté dans la nuit — ainsi que le ministre de l'Intérieur et de la Défense, M. Acedius Saint-Louis. Les deux hommes se trouvent dans la caserne de Frère, à une douzaine de kilomètres de la capitale. Les putschistes tentent de gagner le général Abraham ; mais celui-ci refuse de conduire la rébellion.

Des unités du corps des Léopards commencent alors le chef d'Etat à l'aéroport. Sur la route, des blindés de la garde présidentielle interceptent le convoi. Les soldats fidèles libèrent le général Avril et le ramènent au palais national. Cinq personnes, dont le fils du chef de l'Etat, qui étaient détenues au camp des Léopards, sont finalement libérées dimanche, en début de soirée. Un capitaine des Léopards affirme que son unité « reconnaît l'autorité du général Avril et espère la libération du colonel Rebu ». Celui-ci est désormais détenu au palais présidentiel ; il a été arrêté alors qu'il se trouvait à la tête du convoi emmenant le président à l'aéroport.

Quelques patrouilles militaires sillonnent la capitale, demeurée calme. Le général Avril prononce, peu après minuit, une allocution dans laquelle il appelle « tous les secteurs de la nation, particulièrement les dirigeants de partis et d'organisations, à faire preuve de pragmatisme et de réalisme politique ». Il ajoute : « Nous demandons à tous nos partenaires étrangers d'être compréhensifs et de nous accorder leur soutien ». Le coup d'Etat n'a provoqué aucune effusion de sang. — (AFP, AP, Reuter, UPI.)

A nouveau la précarité ?

La tentative manquée de coup d'Etat en Haïti survient au moment où le général Avril semblait en mesure de réussir son pari de transition démocratique. Ce militaire — putschiste lui-même puisqu'il avait renversé en septembre dernier le général Henri Namphy — a su conserver une ligne modérée : le plus part des acteurs politiques et opposants au régime Duvalier lui accordent leur soutien, avec à est vrai, plus ou moins de réserve. A l'étranger, le préjugé plutôt favorable dont il bénéficiait a connu un nouvel élan lorsqu'il a annoncé la remise en vigueur de la quasi-intégralité de la Constitution démocratique votée en 1987. Les Etats-Unis avaient également accueilli avec satisfaction, en septembre 1988, le limogeage du colonel Jean-Claude Paul, un militaire influent qui commandait le bataillon d'élite Dessalines, et qui était inculpé par la justice américaine dans un trafic de drogue.

Ce limogeage, l'éviction de dizaines d'officiers accusés de corruption et soupçonnés d'avoir participé aux violences lors des élections avortées de novembre 1987, ainsi que les efforts déployés par le général Avril pour enrayer le trafic de drogue ont été appréciés par Washington. Au point que le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires caribéennes, M. Richard Melton, avait affirmé, la semaine dernière, après une visite de quarante-huit heures à Port-au-Prince : « Nous croyons que le moment est propice pour les Etats-Unis de fournir de l'aide au gouvernement haïtien en soutien au processus de démocratisation ». M. Melton avait lié la reprise de cette aide au rétablissement d'un gouvernement

civil, au respect des droits de l'homme et aux efforts dans la lutte contre le trafic illégal de stupéfiants.

C'est, semble-t-il, ce dernier point qui a provoqué la tentative de coup d'Etat perpétrée par le chef du corps des Léopards, le colonel Himler Rebu. A la suite de la visite du secrétaire d'Etat américain, le général Avril avait procédé à une nouvelle vague de limogeages : quatre lieutenants-colonels avaient été remerciés, dont le propre adjoint du colonel putschiste, qui semblait craindre à son tour pour son poste. Ces mises à l'écart avaient coïncidé avec la création d'un bureau chargé de superviser la lutte contre le trafic de drogue au sein des forces armées.

L'échec — de bien peu — du coup d'Etat paraît dû au refus du général Abraham, chef d'état-major des forces armées, de conduire la rébellion. Il semble néanmoins que des tractations aient eu lieu entre les mutins et les autorités pour parvenir à la libération des otages détenus par les militaires rebelles. Le sort réservé au colonel Rebu permettra de connaître l'étendue des éventuelles concessions faites par le général Avril.

Il reste que dans un Etat haïtien secoué depuis plus de trois ans — après trois décennies de dictature des Duvalier — par d'innombrables tentatives de déstabilisation dans sa transition vers la démocratie, la situation semble à nouveau précaire. L'appel lancé par le général Avril à l'attention des Haïtiens et des pays étrangers ne devrait pas être négligé par ces derniers, au risque de voir une nouvelle fois le pays plongé dans le chaos.

D.H.-G.

Trois années très agitées

7 février 1986. — Au terme d'un mois de troubles antipourparlements ayant provoqué la mort de cinquante personnes, Jean-Claude Duvalier — dit « Bébé Doc », successeur de son père Jean-François (1957-1971) et, lui-même, « président à vie » de la République d'Haïti — est chassé du pouvoir et se réfugie en France. Un Conseil national de gouvernement, composé de trois militaires et de deux civils, prend les rênes : il est dirigé par le général Henri Namphy, chef d'état-major des forces armées. Le nouveau gouvernement, formé le 10, est composé de personnalités ayant eu pour la plupart des fonctions sous le régime déchu.

29 mars 1987. — Une nouvelle constitution est massivement approuvée par référendum.

29 novembre 1987. — Les élections présidentielle et législatives sont annulées à la suite de massacres perpétrés par des « duvaléristes » contre des citoyens attendant devant des bureaux de vote. Il y a vingt-quatre morts et soixante-quatre blessés. La campagne électorale avait été violente, marquée en particulier par l'assas-

sinaat de deux des principaux dirigeants démocratiques.

17 janvier 1988. — M. Leslie Manigat, naguère personnalité prestigieuse de l'exil, est élu président au terme d'un nouveau scrutin boycotté par la quasi totalité des antiduvaléristes.

19 juin 1988. — Le général Namphy, toujours commandant en chef des forces armées, dépose M. Manigat après que celui-ci eut tenté de le démettre de ses fonctions afin de réimposer un contrôle civil sur les promotions militaires. M. Manigat part en exil le 20. Le même jour, Henri Namphy constitue un gouvernement purement militaire et dissout l'Assemblée nationale élue le 17 janvier. Il suspend la Constitution.

18 septembre 1988. — Après un massacre survenu le 10 septembre à l'église Saint-Jean Bosco, dans la capitale, le général Prosper Avril, chef de la garde présidentielle et ex-homme de confiance de Duvalier, renverse le général Namphy. Il promet de respecter les libertés et les droits de l'homme. Le 13 mars 1989, il annonce une restauration, partielle de la Constitution de 1987.

Diplomatie

Le voyage du numéro un soviétique à Cuba

M. Gorbatchev minimise ses divergences avec M. Fidel Castro

Après une brève escale à Shannon, en Irlande, au cours de laquelle il a rencontré le premier ministre, M. Charles Haughey, M. Mikhaïl Gorbatchev est arrivé dimanche 2 avril à La Havane pour une visite officielle de deux jours et demi. La coopération économique bilatérale et la situation en Amérique centrale devraient être les deux principaux thèmes des conversations entre le chef de l'Etat soviétique et son hôte cubain, M. Fidel Castro. M. Gorbatchev se rendra ensuite en Grande-Bretagne.

LA HAVANE
de notre envoyé spécial

Deux heures après son arrivée à Cuba, dimanche 2 avril en fin d'après-midi, M. Mikhaïl Gorbatchev a tenu des propos destinés à couper court aux spéculations sur les désaccords avec son hôte, M. Fidel Castro. Dans une brève interview imprévue aux télévisions cubaines et soviétiques, il a fait part de sa « grande satisfaction » à propos de l'accueil « enthousiaste » qui lui a été réservé. « Je suis réellement touché », a-t-il ajouté en présence de M. Fidel Castro. Celui-ci a, pour sa part, souligné « l'énorme intérêt du monde entier pour cette visite ». Dans un message adressé à M. Gorbatchev avant son arrivée et diffusé sur les journaux du dimanche, le dirigeant cubain avait souligné qu'il était d'autant plus impatient « de le recevoir que sa visite avait dû être ajournée en décembre dernier à cause du tremblement de terre en Arménie ».

Si la cérémonie d'accueil s'est déroulée exactement comme prévu sur le plan technique, on ne peut pas dire que la foule ait manifesté un immense enthousiasme — comme elle avait été invitée à le faire. On sentait tout au plus la curiosité pour ce visiteur de marque — le premier dirigeant soviétique, depuis Leonid Brejnev en janvier 1974, à faire le voyage à Cuba.

Seule surprise dans le scénario de la réception réservée au dirigeant soviétique : après s'être donné l'« abrazo fuerte » (l'accolade) au pied de la passerelle, MM. Gorbatchev et Castro ont traversé la capitale

debout à bord d'une voiture décapotable. A son arrivée à l'aéroport, le chef du Kremlin, tout souriant, était apparemment plus déçu que son hôte. Il avait créé une petite émotion en allant serrer quelques mains dans la foule. Ces petits détails révèlent un désir de créer un contact avec le peuple cubain — naturellement chaleureux, mais aussi, sans doute, celui de donner à la presse américaine, massivement présente (1), l'image d'une « amitié indéfectible » entre les deux pays, conformément à l'expression utilisée par les journaux soviétiques.

La visite de M. Gorbatchev est, en effet, suivie de très près aux

Etats-Unis : les Américains en attendent des résultats concrets, en particulier sur l'Amérique centrale. « Ils espèrent, même s'ils ne se font guère d'illusion, affirme un diplomate en poste à La Havane, que les Soviétiques vont réduire leur aide militaire à Cuba et convaincre M. Castro de ne plus appuyer les guérillas d'Amérique centrale ».

Quelques jours à peine avant l'arrivée du dirigeant soviétique à La Havane, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, avait fait parvenir un document « confidentiel » de trois pages à tous les postes diplomatiques des Etats-Unis, rappelant qu'il n'était pas question de rétablir des relations normales avec Cuba ni de suspendre l'embargo de 1960 tant que M. Castro poursuivrait sa politique « hostile » à l'égard de Washington et ne travaillait pas à un terme à la « répression » contre les opposants. Selon la note de M. Baker, qui a délibérément fait l'objet de fuites, « Cuba même actuellement une campagne diplomatique pour renforcer l'impression que nous sommes sur le point d'améliorer nos relations bilatérales à la suite de l'accord signé en décembre sur le retrait des troupes cubaines d'Angola ».

M. Gorbatchev doit prononcer mardi 4 avril devant l'Assemblée nationale du pouvoir populaire son plus important discours.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Deux heures « historiques » en Irlande

L'aéroport de Shannon, dans l'ouest de l'Irlande, a connu, dimanche 2 avril, son heure de gloire en accueillant le premier sommet irlandais-soviétique de l'histoire, entre le premier ministre, M. Charles Haughey, et le président Mikhaïl Gorbatchev, en route pour Cuba. Au cours de cette escale, le numéro un soviétique a exprimé sa foi dans l'Europe, une Europe à laquelle il refuse appartenir et qui ne peut réussir, selon lui, que si elle englobe tous les pays européens, de l'Est comme de l'Ouest.

Après avoir répondu aux paroles de bienvenue de M. Haughey, M. Gorbatchev avait, affirmé, que, dans le calendrier de ses voyages, cette année, l'Irlande n'était pas « une escale », mais « un jalon important ». La presse irlandaise sautait, dimanche, le sommet

« historique » de Shannon. L'entretien entre les deux dirigeants n'a, certes, duré que quarante minutes, mais, insistait les Irlandais, il a eu lieu à la demande de M. Gorbatchev. Rien de concret n'a été annoncé à son issue, si ce n'est la décision d'envoyer prochainement à Moscou une délégation de ministres irlandais pour poursuivre le sommet de Shannon. M. Haughey a, par ailleurs, indiqué aux journalistes, après le départ de son hôte, qu'il lui avait proposé d'organiser le prochain sommet américano-soviétique à Dublin.

Après avoir passé deux heures en territoire irlandais, M. et Mme Gorbatchev ont repris leur Boeing 747 spécial à destination de La Havane. Ils seront mercredi 6 avril à Londres, pour une visite officielle. — (AFP.)

L'armée rouge à l'épreuve de la perestroïka

(Suite de la première page.)

« Depuis deux ans, dit Iouri Lebedev, aucun de nos exercices sur le terrain n'a revêtu un caractère offensif. Le 7 décembre 1988, Mikhaïl Gorbatchev a annoncé une réduction unilatérale de cinq cent mille hommes, soit 20 % des forces soviétiques, ou 14 % de celles du pacte de Varsovie (1). Des experts américains ont même été contraints de constater que l'URSS, avec cette diminution de ses effectifs militaires, serait incapable de conduire des opérations offensives en Europe sans en appeler à une mobilisation. Le croiseur porte-avions Tbilissi en construction est dépourvu de catapultes, contrairement aux porte-avions de l'OTAN, et il ne peut servir que des avions à court rayon d'action. Vers 1991, nous aurons réduit le nombre des avions d'attaque au sol SU-24 et nous aurons retiré d'Allemagne de l'Est, de Tchecoslovaquie et de Hongrie, pour les dissoudre, six divisions blindées, avec leurs moyens de génie de franchissement des obstacles et avec le dernier modèle de chars T-72 qui seront envoyés à la casse ou démantelés pour servir comme des tractors. Sans exclure les formations d'assaut soviétiques stationnées dans ces trois pays alliés ».

De l'offensive à la défensive

Précisément, à l'école des troupes aéroportées qu'il dirige à Riazan, à quelque 250 kilomètres au sud-est de Moscou, le général Albert Slousar cherche à mettre en pratique ce que signifie la doctrine Gorbatchev de « posture défensive » pour l'implication des futurs officiers — environ trois cents par an — des unités parachutistes.

Avec son faux air de Charles Bronson, sa décoration de héros de l'Union soviétique gagnée sur le front et fort de ses trois années passées en Afghanistan à commander la 103^e division aéroportée, le général Slousar établit de subtiles distinctions de tactique entre « défensive », « offensive » et « contre-offensive », chères aux cinq divisions parachutistes dont est dotée l'Union soviétique (les services de l'OTAN lui en attribuent sept).

« On organise la formation des cadres », explique-t-il, pour qu'ils puissent monter des actions offensives dans un dispositif défensif, prêts à reprendre l'assaut en cas d'agression. « En somme, les armées soviétiques n'engageront pas le combat si elles ne sont pas elles-mêmes la cible d'une attaque armée. Mais elles doivent demeurer capables de conduire des opérations de riposte en profondeur, à l'intérieur même du dispositif et du territoire adverses. L'ancien commandant en chef des forces du pacte de Varsovie, le maréchal Viktor Koulikov, appelle cela de l'« auto-défense ». Le général Slousar préfère avouer que ses parachutistes (4 500 à 6 000

par division) ne se sentent pas « frustrés » avec la doctrine Gorbatchev. « Le but, dit-il, est toujours de détruire l'ennemi et, comme l'infanterie, nos hommes restent agiles pour des actions contre-offensives ».

Une manœuvre comme une autre, estime l'historien Alexei Arbatov, de ne pas régresser, en ayant conservé des forces contre-offensives de deuxième échelon d'un volume suffisant — « la grosse erreur de calcul de Staline », lorsqu'il fallut endurer trois ans et demi de pertes humaines et de dévastations avant de repousser les Allemands.

« La guerre continue sans nous »

Pour important et actuel qu'il soit, ce débat de doctrine entre l'Est et l'Ouest à l'occasion des négociations de Vienne passe au-dessus de la tête de nombreux militaires soviétiques. Les conséquences de la guerre en Afghanistan, d'une part, les effets de la restructuration des forces, d'autre part, devraient laisser davantage de cicatrices dans la corporation des officiers.

« Difficile de déterminer si c'est un échec ou une faute, dit le général Lebedev à propos des huit années de guerre en Afghanistan. Sans aucun doute, on a commis des fautes et, en particulier, celle d'avoir censuré l'information du soldat soviétique... Marx disait qu'il existe des guerres offensives et des guerres défensives, des guerres justes et des guerres injustes, renchérit le général Slousar. Le peuple afghan considérerait sa guerre comme juste, puisqu'il défendait sa révolution. A l'étranger, on a cru que cette guerre avait été rendue particulièrement sanglante par l'intervention soviétique. Et maintenant, cela continue sans nous. » Le capitaine Nikolai Kouchnarev se fait véhément : « La Charte des Nations unies autorise un jeune pays à se construire avec l'aide d'un autre Etat. Et, pendant ce temps-là, des bandits s'en sont pris, en Afghanistan, aux secours de première urgence de la Croix-Rouge internationale. »

Aujourd'hui rédacteur militaire à l'agence Novosti, le colonel Dimitri Beiskii regrette d'avoir omis de lire auparavant l'Encyclopædia Britannica : « J'y aurais découvert qu'on avait négligé les aspects ethniques et religieux de l'Afghanistan et, surtout, j'y aurais appris à ne pas me mêler d'affaires intérieures. »

De retour d'Afghanistan, où certains d'entre eux ont séjourné jusqu'à trois années de suite, les officiers soviétiques ont connu les affres de la « perestroïka » et de la restructuration de l'institution de défense. Il n'est jamais agréable à une armée, longtemps « vache sacrée » et incriminée aujourd'hui pour le poids de ses dépenses sur le développement économique du pays, de devoir se préparer à se serrer la ceinture. La seule annonce de la réduction de 500 000 hommes d'ici à 1991 concerne directement l'armée, dit-

on à Moscou, de 80 000 à 100 000 officiers.

Les plus anciens se souviennent de l'année 1960, lorsque Nikita Khrouchtchev licencia 1 200 000 militaires pour cause, déjà, de restrictions budgétaires. « Cela a été jugé comme un bien pour l'économie nationale, se souvient le général Ivan Panov, rédacteur en chef de l'« Etoile rouge », le quotidien de l'armée soviétique, qui tire à deux millions d'exemplaires. Mais cela a été vécu par le corps militaire comme une injustice sociale et un arbitraire. »

Des landaurs contre des missiles

« Il ne faut pas répéter les fautes de Khrouchtchev », ajoute le lieutenant général Panov. La position du journal est pour cette réduction, mais sans attente aux droits sociaux des intéressés. La situation des officiers n'est pas bonne. Ils n'ont pas de logement. Leurs femmes ne peuvent pas trouver de travail. Les familles sont inquiètes. Nous sommes, au journal, un « lobby » national, au sens noble du terme, de soutien à la profession. C'est à l'Etat soviétique de résoudre ces problèmes. Ces officiers ont des droits que le ministère de la Défense n'est pas la seule administration, dans la vie quotidienne, à pouvoir satisfaire. »

« Le rôle des médias, dit cet officier-journaliste depuis trente-cinq ans, doit se renforcer comme un moyen d'expression de l'opinion publique et une alternative à l'opinion officielle. La glasnost, ce ne doit pas être la propagande. »

Une armée plus ramassée en effectifs, donc, mais pas nécessairement moins bien équipée. Au contraire, reconnaît le général Lebedev, avec « des caractéristiques techniques plus sophistiquées ». Même si, à en croire le colonel Beiskii, on a déjà entrepris la reconversion, totale ou partielle, de trois cent quarante-cinq usines d'armement en usines de fabrication de machines-outils, d'ustensiles ménagers, d'équipements agricoles et, même, de landaurs...

« Des voitures d'enfants à la place des missiles ? » interroge l'économiste Kirill Samsonov. Pourquoi pas ? A la condition que la production d'armement, qui n'avait pas la notion de ses coûts, soit réellement reconstruite.

JACQUES ISNARD.

(1) En réalité, M. Gorbatchev, recevant une délégation de la Commission trilatérale le 18 janvier dernier, a estimé lui-même cette réduction à 12 % des effectifs. Les 20 % annoncés par le général Lebedev se rapportent apparemment aux effectifs soviétiques stationnés à l'est de l'Oural, chiffrés à deux millions et demi d'hommes par la Pravda du 30 janvier, alors que plus de la moitié des personnes démobilisées avant prévues en Sibérie et dans les régions du Sud.

Les changements dans le haut commandement soviétique

La restructuration des forces armées soviétiques annoncée par M. Gorbatchev, le 7 décembre dernier, en même temps que la réduction des effectifs s'est traduite par un important remaniement du haut commandement, le plus vaste depuis la série de limogeages (dont celui du ministre de la Défense, le maréchal Sokolov), qui suivit l'intrusion du jeune pilote allemand Matthias Rust jusqu'à la place Rouge au printemps 1987. On trouve ci-dessous un inventaire, non encore exhaustif d'ailleurs — car toutes les nominations sont loin d'être annoncées officiellement malgré la glasnost ambiante — des principaux postes qui ont changé de main depuis l'automne dernier, notamment à la suite du remplacement du chef d'état-major, le maréchal Akhromeev, en décembre 1988.

M. T.

POSTES	TITULAIRES	en sept. 1988 (1)	en avril 1989
Premier vice-ministre de la Défense :			
• Chef de l'état-major général	S. Akhromeev (84)	M. Melnikov	
• Commandant du pacte de Varsovie	V. Koulikov (71)	P. Lechev	
• Affaires générales	P. Lechev (86)	K. Kouchkov	
Vice-ministres :			
• Commandant de l'armée de terre	E. Frouzinski (85)	V. Voronov	
• Responsable de la construction	N. Chostoplov (78)	N. Tchoukov	
Etat-major général :			
• Chef	S. Akhromeev (84)	M. Melnikov	
• Premiers sous-chefs	A. Grishin (76)	R. Osmeltchev	
	V. Voronov (79)		
Pacte de Varsovie :			
• Chef d'état-major	V. Koulikov (71)	P. Lechev	
• Chef d'état-major adjoint	A. Grishin (76)	V. Lechev	
Troupes chimiques :			
• Commandant	V. Piskov (69)	S. Petrov	
Commandants de régions militaires :			
• Tchékoslovaquie Ouest	N. Ogorkev	S. Pastukhov	
• Moscou	K. Kouchkov (88)	N. Kabanov	
• Kiev	V. Ogorkev (84)	R. Gromov	
• Bulgarie	V. Grichine (87)	F. Kouzmine	

(1) Entre parenthèses : la date à laquelle ces responsables avaient été nommés.

Politique

Le Monde 4 avril 1989 7

Aux journées parlementaires du RPR à Nice

Les volontaires de la rénovation

Depuis que Charles Millon a publiquement lancé l'idée d'un regroupement de tous les rénovateurs de l'opposition pour les élections européennes du 18 juin, cette idée-là a fait beaucoup de chemin. Comme autant de volontaires pour un nouveau printemps de l'opposition, les cadets de la droite semblent s'être soudainement réveillés, mus par une complicité de génération que l'on pouvait soupçonner; mais qui apparaît désormais réelle. Chez les centristes, MM. Bernard Bosson, Dominique Baudie, François Bayrou ont emboîté le pas de M. Millon. Côté RPR, MM. Michel Noir, Alain Carignon, Michel Barnier sont décidés à suivre. Ils viennent de recevoir le soutien spectaculaire de M. Philippe Séguin, qui, dans *Libération* du lundi 3 avril déclare qu'il faut faire « ce geste » afin de « marquer de manière spectaculaire une volonté d'évolution » de l'opposition. Dans le même journal, son ami François Fillon approuve aussi cette idée, « la seule qui soit de nature à provoquer un choc dans l'opinion comme dans l'opposition ». Enfin, c'est encore un autre ancien barista, Philippe de Villiers, qui, dans *Ouest-France* du samedi 1^{er} avril, souhaite la

constitution d'une telle liste pour en finir « avec la vision politicienne de nos aînés ».

Rajeunissement des hommes, rénovation des structures de l'opposition, participation plus grande des élus locaux ainsi que le souhaitait au « Grand Jury RTL-le Monde » M. Carignon, voilà les trois motivations profondes et mêlées de ce mouvement qui rendent incontestablement l'idée séduisante.

Deux autres éléments ont provoqué ce sursaut de survie de tous ces jeunes ducs de l'opposition. D'abord, le syndrome Fabius : la confirmation de l'octroi de la tête de liste socialiste au jeune président de l'Assemblée nationale n'a pas peu contribué à accentuer le phénomène de rejet du couple Giscard-Balladur, qui ne demandait qu'à s'exprimer. L'ancien ministre de M. Chirac semble en avoir tiré la leçon. Rien n'indique, en revanche, que l'ancien président de

la République soit disposé à céder la place. Il serait plutôt prêt à utiliser tous les moyens pour se garantir les deux tiers des suffrages nécessaires du conseil national de l'UDF du 13 avril.

Puis, la détermination affichée par les centristes de constituer leur liste autonome si MM. Giscard d'Estaing et Chirac réussissent leur forcing sur le terrain de l'union à sans doute aussi interpellé ces rénovateurs de l'opposition, plus que jamais convaincus que, précisément, cette rénovation de l'opposition ne pourra s'opérer qu'au centre et avec le centre.

Comment tous ces volontaires de la rénovation pourront-ils maintenant passer rapidement — puisque le temps leur est compté — et ensemble des intentions aux actes ? Plusieurs problèmes restent en suspens. Il n'est pas dit que le RPR, jouant sur les vertus du compagnonnage et saisi à nouveau d'anti-giscardisme, ne tente pas d'accompagner, pour mieux

l'endiguer, ce mouvement déstabilisateur. Les rénovateurs ne vont pas non plus pas manquer à l'UDF. Alain Madelin a déjà, par exemple, émis l'idée que Giscard d'Estaing pourrait très bien diriger ces grandes manœuvres de rajeunissement. Simone Veil est également disposée à servir de marraine à tous ces jeunes.

Tous ces volontaires de l'Europe sont-ils également prêts, en vertu de la loi sur le cumul des mandats, à abandonner Paris ou leur région pour Strasbourg ? M. Carignon répond déjà non. Enfin — peut paraître mesquin de soulever cette position — l'argent sera un obstacle de taille que n'ont pas devant eux les « grands chefs ». Quant au choix de la tête de liste, le fait que MM. Bosson et de Villiers en soient à suggérer un tirage au sort indique bien que l'affaire ne sera pas simple. Un homme pourrait peut-être tenter de mettre tout ce jeune monde d'accord : François Léotard, qui a le handicap d'être chef de parti, mais le grand atout de savoir communiquer. Pierre Méhaignerie n'est plus hostile à ce que le président du PR emmène ce mouvement.

DANIEL CARTON.

M. Jacques Chirac face aux critiques divergentes de MM. Charles Pasqua et Michel Noir

Les parlementaires RPR ont clos, dimanche 2 avril, leurs journées d'études par une messe à la mémoire du président Georges Pompidou, disparu il y a quinze ans.

La veille, ils avaient visité le Musée océanographique de Monaco, dont l'inscription au programme — comme la découverte de Sofia-Antipolis — avait pu faire penser à certains que ces journées parlementaires de Nice se réduiraient à une simple promenade

touristique. Le débat politique de fond, lancé vendredi dès l'ouverture par le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, a rapidement démenti cette impression. Au dire de nombreux participants, c'est la première fois que la formation gaulliste acceptait, devant la presse, de débattre sans fard de son identité et de sa stratégie, au risque d'apparaître partagée, voire divisée.

M. Jacques Chirac s'est employé, samedi, à rassembler ses troupes au-delà de leurs divergences d'appréciation. Cette journée, consacrée au débat de politique générale, a été notamment marquée, outre le discours de M. Chirac, par l'intervention de M. Michel Noir — qui a manifesté son hostilité à une liste européenne menée par M. Valéry Giscard d'Estaing.

NICE de notre envoyé spécial

Les journées parlementaires de Nice pourraient être la première étape d'une révolution culturelle qui se présente pour la formation de M. Jacques Chirac comme une longue marche. « Les socialistes avaient promis de changer la vie; c'est la vie qui les a changés. Il est temps que nous apprenions à changer ! » a lancé de la tribune M. Jacques Godfrin, député de l'Aveyron. « Nous sommes dans l'opposition pour un bout de temps ! Avant de profiter pour procéder à un véritable aggiornamento », entendait-on dans les couloirs de la monumentale Acropolis de Nice.

« Aggiornamento » : le mot avait été prononcé par M. Pasqua lui-même pour que ces journées ne soient pas celles du repli derrière la ligne Maginot de l'union à tout prix. M. Edouard Balladur est venu apporter à la tribune sa contribution au débat. L'ancien ministre de l'économie et des finances, au premier chef dans la ligne de mire de M. Pasqua et de ses amis, a voulu clarifier sa position.

Slogan facile et cache-misère

Lui aussi est d'accord pour un débat de fond. « Nous devons nous transformer en un laboratoire d'idées et de propositions, sans aucune autocensure, sans aucune sclérose. N'ayons pas peur de la discussion, n'ayons pas peur des divergences de vues, n'ayons pas peur des différences d'approche. C'est de la diversité que naîtra la richesse. »

Le député de Paris, contenté dans sa volonté d'établir avec l'UDF une confédération, a néanmoins son idée tout en l'assortissant d'un avertissement à l'UDF : « Nous ne pouvons nous borner à demeurer éternellement à la porte de l'église, attendant le conjoint, avec, à la main, un bouquet qui deviendrait des fleurs séchées. »

« Le seul moyen pour l'opposition : être unie » réaffirme le président du RPR

M. Chirac, dans son discours de samedi 1^{er} avril, a d'abord dénoncé « l'immobilisme, le consensus mou, encouragé par le pouvoir, combiné à une certaine lassitude des Français pour les consultations électorales, qui ont engendré une désaffection inquiétante envers l'ensemble des partis et pour notre démocratie tout entière ».

Quant à l'opposition, elle doit faire « un puissant effort de réflexion pour adapter ses idées et ses mentalités aux aspirations nouvelles des Français. Le seul moyen pour l'opposition de présenter une alternative crédible au pouvoir actuel, à son immobilisme et à son archaïsme, est d'être unie ». Car, selon M. Chirac, « nos divisions sont, pour l'essentiel, fondées sur des références dépassées et, surtout, sur des concurrences partiales ou personnelles... Débarrassons-nous donc de ces querelles, de ces égoïsmes, et montrons aux Français que nous sommes capables de

constituer une force d'opposition renouvelée et puissante. Seul un travail considérable de renouvellement de nos idées, d'adaptation de nos propositions et de changement de nos responsables — lorsque c'est nécessaire — nous permettra de retrouver la confiance du peuple ».

M. Chirac a poursuivi : « Les récentes élections municipales ont révélé la force, la richesse d'une génération nouvelle de dirigeants qui sont, pour l'opposition et pour la France, une chance. Il nous appartient d'encourager l'expression de tous ces talents, de favoriser notamment l'entrée de ces responsables dans les instances dirigeantes du mouvement. Mais un mouvement politique est aussi à l'image de la société tout entière : une mosaïque de sensibilités; il n'est donc pas question de susciter ou d'accepter d'absurdes querelles entre les générations, qui seraient la négation même de l'esprit de rassemblement du gaullisme. »

M. Chirac a cherché à concilier les différentes positions exprimées au sein de son mouvement, pour éviter toute fracture.

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, dont la ligne a semblé contestée par l'intervention de M. Pasqua, a, lui aussi, cherché à calmer le jeu : « L'union ? Prenons garde qu'elle ne finisse par devenir un slogan facile et ne serve de cache-misère à notre pusillanimité. Mais à ceux qui déclineraient de cette analyse une stratégie consistant à pousser les centristes hors du champ de l'opposition, M. Juppé a répondu : « Que faire vis-à-vis des centristes ? Les uns souhaitent un divorce rapide (...), les autres hésitent à prendre la moindre initiative qui puisse effaroucher des partenaires susceptibles. »

Pour l'ancien ministre du budget, il ne faut « rien faire qui puisse pousser les centristes hors de l'opposition », sans pour autant « se laisser paralyser par des considérations de voisinage ».

Ce voisinage inquiète un homme comme M. Franck Borotra, qui soutient la ligne Pasqua. Dans un discours très applaudi, il a appelé ses compagnons à retrouver leur identité plutôt que de se plonger avec déflection dans « un consensus mou » avec les partenaires de l'UDF. Après avoir précisé que la personne de M. Chirac n'était pas en cause, le député des Yvelines a reproché à son mouvement de s'être laissé gagner par « le langage technocratique et sans âme (...). Nous avons perdu notre fondement populaire », au profit d'une « image gestionnaire ». Au passage, M. Borotra a proposé de ne plus permettre aux fonctionnaires élus au Parlement de bénéficier du statut de la fonction publique : une proposition très applaudie. A l'Assemblée, M. Borotra est partisan d'une opposition irréductible.

Ici encore se dessine une ligne de fracture avec un homme comme M. Balladur, qui, « tout en affirmant clairement qu'il l'est, ce que

Contre « les grands chefs »

Il a invité son parti à se mettre à l'écoute du message lancé par les Français : « Nous nous sommes décalés par rapport aux préoccupations des Français », et il a ajouté : « Les Français en ont assez des jeux tactiques, des querelles de chefs, des problèmes de statut de tel ou tel. Si on me propose, pour les élections européennes, une liste version Giscard ou une liste version Millon (2), je n'aurai pas d'hésitation. Les Français, eux, ont déjà choisi. Un ange passe dans la salle. Ce qui se murmure depuis plusieurs jours prend corps : les rénovateurs du RPR auraient pris langue à nouveau avec M. Pierre Méhaignerie (CDS) et avec Charles Millon (PR) pour lancer l'idée d'une liste européenne d'union de toute l'opposition, mais une liste de renouvellement. »

Dans les couloirs, M. Noir sera encore plus explicite, déclarant qu'il n'aurait pas question pour lui de voir une liste européenne se reconstruire autour des « grands chefs ». Il devait s'en expliquer en tête à tête avec M. Chirac. Dans les couloirs, M. Michel Barnier, député de la Savoie, approuve chaudement l'initiative de M. Noir : « L'idée de Charles Millon est la bonne, même

s'il ne faut pas se polariser sur la question de l'âge : la liste devra être neuve par son langage, son image, ses idées. Nous voulons l'union avec les centristes : ce n'est pas le moment de laisser partir des gens sans lesquels nous mettrons dix ans de plus à reconquérir le pouvoir. »

A deux pas, M. Pasqua, très entouré, affirme en faisant la grosse voix que tout le monde est d'accord au sein du RPR et qu'il n'y a pas de divergences de fond sur les thèmes de l'union.

Et M. Giscard d'Estaing tête de liste ? M. Pasqua répond : « On nous a dit que c'était le meilleur moyen d'avoir tout l'UDF dans une liste d'union : à lui maintenant de le prouver. » Le RPR doit-il s'organiser en courants ? « Il n'y a pas de courants au RPR ! » La même question, posée à d'autres parlementaires, ne suscite pas la même réaction : « C'est vrai qu'il y a un courant gaulliste intégriste », dit en plaisantant M. Patrick Devedjian. « Ce qui est bon, c'est que plusieurs sensibilités s'expriment. Pasqua prend des voix à l'extrême droite, d'autres en prennent à gauche, c'est bien », conclut M. Philippe Auberger. Le RPR n'est-il pas, comme l'indique son sigle, un rassemblement ?

PIERRE SERVENT.

(1) C'est sans sans un malin plaisir que M. Bernard Pons a pu publier une lettre de M. Séguin expliquant que les dates de vacances scolaires empêchaient d'être présent à Nice, puis celle, longue, dissonnante et très chahutée pour M. Chirac, envoyée par M. Alain Carignon, également absent car il n'est plus député. L'effet fut immédiat : un murmure d'approbation ponctué d'un cinglant « Bonnes vacances ! » a accueilli la lecture de la lettre de M. Séguin.

(2) Dans une entree à *Libération*, le président UDF du conseil régional Rhône-Alpes se prononçait pour la constitution aux Européennes d'une liste rassemblant les jeunes espoirs de toutes les formations de l'opposition.

« A débat nouveau, hommes nouveaux »

déclare M. Alain Carignon au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 2 avril, a déclaré :

« Les élections européennes doivent être l'occasion de préparer l'avenir de chacun, c'est-à-dire de faire en sorte que, le plus possible, les débats européens soient près des citoyens. Pour ce faire, nous bénéficions d'un réseau d'élus locaux représentatif des différentes parties du territoire national. Ces élus ne paraissent être les mieux placés pour participer à la constitution d'une liste européenne. »

« C'est au niveau des villes que l'Europe du concret va se faire. »

« Ce qui manque à la construction européenne, c'est un souffle, une ampleur, une volonté, une envie de participer (...). »

« Surtout, il faut renouveler la conceptualisation du débat politique. Les Français souhaitent un débat public abordant un nouveau

champ de compétences, telles que l'environnement, la scolarité. »

« Ce qui doit incarner le renouveau, c'est un nouveau débat politique (...). »

« Si l'on ne veut pas que le phénomène abstentionniste et le phénomène extrémiste se développent, le débat politique doit retrouver son autre niveau, porter sur le fond des problèmes, pour qu'ainsi les Français fassent du nouveau confiance aux hommes publics (...). »

« J'avais proposé que nous préparions les élections européennes par des primaires. On ne l'a pas fait. Je souhaite que les prochaines échéances ne soient pas préparées dans la cacophonie, que l'opposition s'organise autour des idées et des hommes qui incarneront celles-ci. »

« En ce qui me concerne, je ne suis pas candidat aux élections européennes. »

L'ancien député de l'Isère a poursuivi :

« Dans la VI^e République en gestation, le Parlement aura un rôle de plus en plus important à jouer (...). Aujourd'hui, nous sommes dans une société complexe, où le pouvoir exécutif n'a plus que le pouvoir médiatique en face de lui; il n'a plus le Parlement. Il faut redonner au Parlement une vraie place. Les moyens du Parlement sont insuffisants en matière de contrôle et d'initiative. »

Le président du conseil général de l'Isère, évoquant la situation au RPR, indique : « Le fait qu'il y ait débat au sein d'une formation politique me paraît bon. Le RPR a entrepris des actions pour se renouveler, se réformer. Il y a encore beaucoup à faire ! Ce qui me paraît nécessaire, c'est le regroupement des Français, et pas seulement ceux de l'opposition, autour de valeurs qui les rassemblent. Il ne faut donc pas aller vers le morcellement. »

Les instants les plus mythiques ne sont pas les plus chers

ATHENES
VOL ALLER RETOUR
DEPART DE PARIS
A PARTIR DE
990 F

50, RUE RAMBUTEAU
42 73 10 44 - 36 15 NF

NOUVELLES FRONTIERES

Politique

L'échéance de 1992 et le débat au sein du PS

Au colloque de République moderne, M. Chevènement se prononce pour une défense commune européenne

M. Michel Rocard, dont l'intervention était attendue samedi matin en conclusion d'un premier débat intitulé « Penser l'Europe », s'est borné à adresser au colloque un message, dont le ministre de la Défense a donné lecture et qui se voulait rassurant. Selon le premier ministre, si « deux écoles se sont affrontées lors de la négociation de l'acte unique, l'une tenant à une Europe dite libérale, l'autre défendant l'Europe sociale », l'accord auquel on a abouti représente un « équilibre » entre « l'économique comme levier » et « l'ensemble des politiques communes » monétaire, sociale, d'environnement, etc. — auquel il doit permettre de prendre essor.

Sans, pour autant, « taire les difficultés, qui sont grandes », M. Rocard estime qu'il faut, avant tout, mobiliser les Français pour préparer le pays à faire face à l'échéance de 1993, dans la perspective d'une « construction politique dotée d'institutions donnant la parole aux citoyens », avec « ce qu'il faudra de transfert de souveraineté dans le respect des identités de chacun ». Le premier ministre a invité les socialistes à « enrichir [leur] message européen » et renoué avec M. Fabius l'assurance de son soutien.

A cette vision d'une Europe dont l'économie serait le « levier », à la fois nécessaire et impérieux, M. Max Gallo, membre du secrétariat national du PS, avait opposé, à l'avance, l'ombre d'un sérieux doute. « Qui prouve, avait demandé l'ancien ministre, que le libre-échange — la libre circulation des capitaux — soit la meilleure manière de construire l'Europe ? Sur l'union européenne, doute encore : est-elle « la forme obligée, préalable de cette construction ? », s'est interrogé M. Gallo, pour qui l'Europe des technocrates et celle des idéologues ont le commun de défier l'histoire et de négliger les inquiétudes légitimes des citoyens.

Alors que certains, à droite, suivant l'exemple donné par M. Charles Pasqua, parlent de « faire l'impasse » sur l'élection européenne, les socialistes, forts de l'avance qu'ils ont prise en se mettant d'accord dès le lendemain des élections municipales sur le choix de leur tête de liste, s'engagent sans tarder dans le débat européen. République moderne, le club qu'anime M. Jean-Pierre Chevènement, a organisé, samedi 1^{er} et dimanche 2 avril, à Paris, un colloque qui, sous le titre « Une ambition pour l'Europe », a permis de mieux cerner les enjeux actuels de la construction européenne et donné l'occasion à M. Laurent Fabius de préciser sa conception de l'Europe sociale, l'un des principaux axes de sa campagne. M. Chevènement a insisté davantage sur l'Europe démocratique, qui, à ses yeux, doit être, sous l'impulsion de la France, celle des nations et d'une volonté de défense commune.

La défense du cadre national convenait parfaitement au représentant du Parti conservateur britannique, M. de Courcy-Ling, qui, avec l'humour de rigueur, a empli au service de sa cause ces socialistes français soucieux de permettre à chacun de ne pas être plus européen qu'il ne le souhaite. M. Alain Minc a installé dans le débat une dose de pessimisme serein qui ne déparait pas, en balayant l'« utopie européenne », en ramenant le débat unique à une simple « dérégulation » et en affirmant : « Il n'y a pas de problème européen, il n'y a qu'un problème allemand ». Cette réassurance de « l'Europe de la géographie », faisant vaciller celle des rapports de forces issus de la seconde guerre mondiale, dessinait, selon M. Minc, une réalité économique et politique sensiblement différente, à certains égards plus inquiétante, mais pas moins prometteuse que celle sur laquelle est fondée la problématique classique de l'Europe.

Que reste-t-il, alors, d'une Europe qui, selon M. Didier Motchane, membre de l'Assemblée de Strasbourg, n'est ni « notre passé », ni « la thématique européenne », a-t-il dit, « à toujours servi d'alibi aux impérialismes » — ni notre avenir, en tout cas pas le plus sûr, car « les nations sont inachevées » ? Il en reste un double risque, celui des « maladies mortelles jumelles » que sont, selon M. Motchane, l'atlantisme et le libéralisme, tendant tous deux « à la destruction du politique, c'est-à-dire de la démocratie ».

M. Stoléru :
« Le socialisme sera européen ou ne sera pas »

Les économistes se sont sentis impuissants à contourner sous la logique libérale à l'œuvre dans l'évolution économique européenne actuelle. M. Michel Suchod, député de la Dordogne, l'a dit d'entrée de jeu : « L'Europe des citoyens doit elle organiser ses marchés ou se laisser organiser par ses marchands ? ». La logique libérale est celle de la libre circulation du capital, qui va « mettre les pays en concurrence » et provoquer un alignement par le bas des réalités sur le marché. Elle est, aussi, celle du système monétaire. « Sous l'angle de l'édification d'une politique monétaire, le SME a été un échec », constate M. Suchod.

Le franc, entré dans ce qui n'est qu'une « zone mark », a été artificiellement surévalué, comme les autres monnaies nationales du SME. La conséquence en a été bénéfique sur l'inflation, mais cela s'est traduit, aussi, par un « affaiblissement relatif de son potentiel industriel ». Précisément l'industrie en déclin continu en Europe mériterait qu'on ne se limite pas à une politique monétaire et qu'on définisse une autre dimension autour de l'économie mixte. Celle-ci, selon M. Suchod, s'articule autour d'un contrôle de la puissance publique, d'une « planification prospective » et de la mise en œuvre de grands programmes d'investissements.

Philippe Labarde, directeur de la rédaction de la Tribune de l'Economie, juge que cette absence de politique se retrouve en France même. Le pays apparaît balloté entre le libéralisme et une économie mixte indéfinie, et il ne choisit pas. « Un déficit d'idées, c'est vrai », a admis M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, mais à ceux qui clament que « l'Europe sera socialiste ou ne sera pas », il répond que « le socialisme sera européen ou ne sera pas ». Le seul moyen est pratique et concret, selon M. Stoléru : proposer et convaincre nos partenaires. Le SME dans l'impasse ? Non, a-t-il dit, car l'appartenance au système monétaire européen a permis de mettre fin aux « facilités des dévaluations successives », mais le secré-

taire d'Etat a reconnu que la phase actuelle est « la plus difficile », puisque c'est celle de la rigueur sans, encore, les bénéfices, qui viendront.

M. Claude Cheysson, ancien ministre et ancien commissaire européen, ne semble guère y croire. Les fonctionnaires européens n'ont pas les moyens matériels ni politiques de diriger des politiques sociales, régionales, ni même, agricoles, a-t-il affirmé. Et puis, quand une politique d'accompagnement est proposée, elle est écartée, comme l'exemple de l'audiovisuel l'a montré. « Il faut un pouvoir politique européen », a dit M. Cheysson, sinon, si l'Europe continue de glisser vers le rêve de M. Thatcher, elle arrivera à un point où elle ne sera plus acceptable.

M. Fabius :
protéger « le modèle social commun »

L'Europe « acceptable », c'est d'abord l'Europe sociale, « élément central » de la construction européenne, selon M. Fabius. Refusant à la fois l'« Europe du chacun pour soi » et l'« Europe du chacun chez soi », le président de l'Assemblée nationale a souligné la nécessité de « préserver l'originalité du modèle social européen ».

Les socialistes, a dit M. Fabius, soutiennent l'idée d'une charte européenne des droits fondamentaux, garantissant l'égalité des chances, notamment entre hommes et femmes, un vrai contrat de travail, la protection sociale et la formation professionnelle. Le « modèle social commun », qui assure un « haut niveau de productivité, de salaire et de protection sociale », doit être protégé, a souligné le vice-président de la commission de l'Union soviétique, l'Europe doit demeurer incapable d'assurer sa défense par ses propres moyens. A cette condition, selon M. Chevènement, un « dialogue nouveau » pourra s'ouvrir avec l'« autre Europe », et le continent devenir la « maison commune » dont parle M. Mikhail Gorbatchev.

C'est sur de telles bases que, selon le ministre de la Défense, chef du courant Socialisme et République au sein du PS, ce dernier pourra, de nouveau, « polariser le champ idéologique ». De moins M. Chevènement et ses amis peuvent-ils déjà s'engorgner de contribuer à « polariser » le débat européen en France.

M. Vigouroux demande la dissolution et M. Chevènement la reconstitution de la Fédération PS des Bouches-du-Rhône

M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, exclu du Parti socialiste en janvier, estime que « étant donné les résultats, il faut mettre à plat » la Fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. Interrogé, dimanche 2 avril, lors du « Forum » RMC-FR3, M. Vigouroux s'est déclaré partisan d'une dissolution de cette fédération, tenue depuis 1979 par les proches de M. Michel Pezet, candidat socialiste « officiel » aux élections municipales à Marseille le mois dernier.

Précisant qu'il figure « toujours dans la mouvance socialiste (...) un socialisme de solidarité, de progrès social, non personnel, non sectaire, ouvert », M. Vigouroux n'exclut pas de réintégrer le PS, même s'il affirme vouloir se consacrer en priorité à « la gestion de Marseille ». Le maire de Marseille, qui n'a pas démenti une rupture de contact avec la direction nationale du PS, s'est toutefois refusé à indi-

quer précisément des noms. Il s'est, enfin, déclaré favorable à la candidature d'un actuel « député de la majorité de Marseille, un député qui ne soit pas du conseil municipal » aux élections européennes, précisant immédiatement qu'il ne serait pas, lui-même, candidat.

M. Jean-Pierre Chevènement, qui prononçait, dimanche, le discours de clôture du colloque de République moderne sur l'Europe, a évoqué la « cure de jeunesse » dont le PS, selon lui, a besoin, dix-sept ans après le congrès d'Epinay. « Le Parti socialiste, a déclaré le ministre de la Défense, doit être capable d'assumer, sans délai, ses structures. Je pense à telle grande fédération du Sud-Est, qui mérite d'être reconstituée sur des bases claires. Un peu de glissement ne ferait pas de mal à Marseille ».

« Au cours de la réunion du courant dirigeant du PS, dimanche, M. Chevènement a esquisé, sur tout, une dimension « prospective », mais, à ses yeux, décisive, de l'Europe, celle de la sécurité. « La situation de dépendance où elle est, globalement, n'est pas enviable, ni d'ailleurs, durable », a déclaré le ministre de la Défense. Tout en demeurant, comme la France l'allié des Etats-Unis, l'Europe, selon M. Chevènement, « peut ambitionner d'être, à l'Ouest, un pôle de défense dissuasif, afin de trouver, au plus bas niveau d'armement possible, un équilibre de sécurité sur le continent ».

« Quelle que soit la politique soviétique de l'heure, a-t-il expliqué, et même si l'on retient l'hypothèse la plus favorable — celle de sa réussite et de son maintien, — l'URSS restera une superpuissance (...). Il n'y aura pas de paix solide si, à côté de l'Union soviétique, l'Europe demeure incapable d'assurer sa défense par ses propres moyens. A cette condition, selon M. Chevènement, un « dialogue nouveau » pourra s'ouvrir avec l'« autre Europe », et le continent devenir la « maison commune » dont parle M. Mikhail Gorbatchev.

C'est sur de telles bases que, selon le ministre de la Défense, chef du courant Socialisme et République au sein du PS, ce dernier pourra, de nouveau, « polariser le champ idéologique ». De moins M. Chevènement et ses amis peuvent-ils déjà s'engorgner de contribuer à « polariser » le débat européen en France.

PIERRE-ANGEL GAY,
PATRICK JARREAU
et **ERIC LE NOUCHER.**

Plaidoyer de M. Jospin pour l'Europe du savoir

Les jeunes socialistes seront sans doute peu nombreux à figurer sur la liste du PS pour les élections européennes du 13 juin. Ils entendent malgré tout être présents dans ce débat des prochains mois. Ils ont d'ailleurs signé le protocole de ce nouveau rendez-vous électoral : plus de quatre cents d'entre eux ont participé ce week-end, à l'initiative de leur mouvement national, le MJS, à un forum de trois jours organisé à Lille sur le thème « Construire une Europe de progrès ».

LILLE
de notre correspondant

Après avoir été accueillis samedi 1^{er} avril par M. Pierre Mauroy, maire de Lille et premier secrétaire du PS, les jeunes socialistes recevaient dimanche le ministre de l'Éducation nationale, M. Lionel Jospin, et l'appelaient à débattre, au cours d'un bref déjeuner prévu lundi, avec M. Laurent Fabius, qui conduira la liste du PS pour les européennes.

Si, pour M. Mauroy, l'Europe de demain sera l'Europe des villes, pour M. Jospin, elle sera l'Europe du savoir. Elle l'a déjà été dans le passé « s'il y a eu une Europe au Moyen Âge, à la Renaissance ou au dix-huitième siècle, elle a été l'Europe du savoir » — et c'est la condition de son développement économique, c'est la condition de la survie des cultures européennes, qu'elles soient italiennes, allemandes, anglaises ou françaises. Pourtant, note M. Jospin, « l'éducation ne fait pas partie du traité de Rome ».

Dans quelques mois, la France va prendre la présidence européenne et fera des propositions en faveur de l'enseignement des langues en Europe.

Quelle peut être la place de la France dans cette Europe du savoir ? M. Jospin note que « nous avons des atouts » (« nous sommes l'un des premiers pays à avoir développé l'enseignement de masse », « nous avons de bonnes universités », « nous avons de bonnes méthodes », « nous avons de bons enseignants », « nous avons de bons professeurs »), mais aussi des « handicaps » : un « centralisme qui conduit à la thématisation », une « trop forte tendance à l'uniformité », la « tradition encyclopédique ».

Il s'agit, insiste M. Jospin, de « réussir le passage à l'éducation de masse à tous les niveaux », d'augmenter « le taux de réussite dans toutes les classes sociales ». Comment concilier cette double exigence de quantité et de qualité ? La réponse se résume en un mot : diversité. « Il faut une évolution profonde du système éducatif, il faut instaurer le suivi individuel ; changer la pédagogie ; revoir les contenus, élargir ce qui n'est pas nécessaire, intégrer les nouveaux savoirs ; revoir les rythmes scolaires ; rompre avec une vision excessivement hiérarchique de l'institution scolaire, passer de l'orientation verticale à l'orientation horizontale. » Immense tâche qui ne pourra se mener que « si nous entraînons la communauté éducative dans son ensemble ».

M. Jospin, qui a regretté un passage à la forme de « conservatisme » dans le corps enseignant, a insisté également sur l'importance de l'enseignement supérieur, « lieu de création » et pas seulement de « transmission » du savoir, avant de répondre aux questions de l'assemblée. Traversé, plus encore peut-être que la parti lui-même, par les courants, le MJS a aussi ses notions. L'une d'elles, émanant des jeunes socialistes de Haute-Garonne, réclamait une loi de programmation pour l'éducation. M. Lionel Jospin, qui en était partisan, a dû s'écarter devant l'arbitrage rendu par le président de la République et le premier ministre. Il s'est refusé à relancer le débat sur cette question tout en se félicitant de la priorité reconnue à l'éducation et des 12 milliards de francs obtenus en faveur de mesures nouvelles pour 1989 et pour 1990.

J.-R. L.

Le PS ne tiendra qu'un seul congrès

Les dirigeants et les cadres du Parti socialiste appartenant au courant « A-B » (mitterrandiste et mauroyiste) se sont réunis, dimanche 2 avril, à Paris, pour préparer la session du comité directeur qui, mardi, doit procéder au « classement des candidatures à l'élection européenne ». Cette réunion a été l'occasion pour M. Pierre Mauroy d'insister de nouveau sur la nécessité unifiée du courant dirigeant du PS, sous peine, s'il se divise, de faire le jeu de M. Michel Rocard et de ses amis, constat déjà établi avant les élections municipales et devenu plus évident encore depuis.

Le choix de M. Laurent Fabius comme tête de liste du PS pour les élections européennes est, selon M. Mauroy et selon ses alliés, proches de M. Lionel Jospin, de nature, sinon à effacer l'affrontement de l'an dernier pour le contrôle du parti, du moins à apaiser les tensions parmi les mitterrandistes.

L'accord s'est fait, au sein du courant dirigeant, pour renoncer à l'organisation, initialement prévue pour le printemps 1990, d'un congrès extraordinaire, dit « idéologique », distinct du congrès statutaire prévu pour cet automne. Les

rocardiens et les amis de M. Jean-Pierre Chevènement étant du même avis, le congrès extraordinaire, idée de M. Mauroy au départ, devrait donc être abandonné, un seul et même congrès ayant pour objet de renouveler les instances dirigeantes du parti et de moderniser sa doctrine.

Reste à savoir quand ce congrès aura lieu, le premier secrétaire ayant proposé qu'il se tienne « entre le 15 décembre prochain et Pâques 1990 » (c'est-à-dire le 15 avril). M. Jean Poperen, qui a remis à M. Mauroy une lettre contenant ses « propositions », pour la future motion du courant « A-B », est hostile à ce que le congrès puisse se réunir que dans un an. M. Fabius a souhaité, pour sa part, que la campagne des élections européennes ne soit pas « polluée » par ces problèmes internes et il s'est déclaré d'accord avec M. Mauroy pour reporter au-delà du 18 juin la réunion du groupe de travail qui réfléchira aux axes de la motion.

L'élaboration de la liste des candidats aux élections européennes a été abordée, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national, chargé des élections, faisant une mise au point sur les bases de calcul. L'accord s'est fait, a-t-il dit, pour tabler sur vingt-cinq députés (ce qui représente entre 28 % et 31 % des voix) sachant que la conjoncture politique interdit toute comparaison avec l'élection de 1984 (le PS avait recueilli, alors, 20,75 % des voix, et la liste de centre, gauche ERE, 3,36 %).

P. J.

« L'Assemblée territoriale de Polynésie française approuve la nomination de ses ministres. — L'Assemblée territoriale de Polynésie française a approuvé, samedi 1^{er} avril, par 23 voix contre 16 et un bulletin blanc, la liste des ministres proposée par son président, M. Alexandre Léonoff. Les dix membres de l'ancien gouvernement sont ainsi reconduits à leur poste, y compris les cinq personnalités récemment invalidées par le tribunal administratif de Papeete. Le Monde du 23 mars. L'opposition territoriale a dénoncé les conditions, régionales selon elle, dans lesquelles s'est déroulée l'élection du gouvernement. M. Guito Braun-Ortega qualifie même ce dernier d'association de professeurs. — (Corresp.)

Sup de Co
Marseille

ADMISSION
SUR TITRE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'EP ou d'une maîtrise, l'ESC Marseille propose une procédure d'admission directe en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en deux ans.

« Date limite de dépôt des dossiers : 29 juin 1989 »

« Epreuves écrites : 10 juillet 1989 »

« Epreuves orales : du 11 au 21 juillet 1989 »

Aux étudiants titulaires d'un diplôme de 1^{er} cycle (DEUG, DUT, BTS...) l'ESC Marseille propose une procédure d'admission en première année.

« Date limite de dépôt des dossiers : 8 avril 1989 »

« Epreuves écrites : 29 avril 1989 »

« Epreuves orales : du 10 au 21 juillet 1989 »



ECOLE SUPERIEURE
DE COMMERCE
DE MARSEILLE
ECOLE INTERNATIONALE
DES AFFAIRES
Données de l'Union - Case 911
13280 Marseille Cedex 9
Tél. 04.44.44.44 - Tél. 04.44.44.44
Téléfax 04.44.44.44

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

Politique

La Corse dans l'attente d'un nouveau geste du gouvernement

Les nationalistes et les socio-professionnels joignent leurs efforts

D'importantes manifestations, réunissant au total quelque dix mille personnes, ont eu lieu samedi 1^{er} avril à Ajaccio. Ces deux manifestations, qui se sont déroulées dans le calme et en silence regroupaient nationalistes et socio-professionnels. Le succès de ces démonstrations — qui ont rassemblé de manifestants que les précédentes sous les bannières syndicales classiques — illustre la montée en puissance du courant nationaliste (Le Monde daté 2-3 avril).

Les fonctionnaires grévistes ont confirmé lundi en assemblées générales, le refus par leurs intersyndicats des propositions gouvernementales. M. Edmond

Siméoni, l'ancien dirigeant autonomiste, a demandé samedi au gouvernement d'entamer la concertation. M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, a de nouveau invité les syndicats à se réunir pour mettre en route les tables rondes que prépare le gouvernement « dès que le calme sera rétabli ».

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste a déclaré, lundi que la proposition d'indemnité de transport faite par le gouvernement représente « une base de discussion » et qu'il est « indispensable que le dialogue avec les représentants de l'Etat s'engage sur cette base, qui est bonne ».

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a notamment réaffirmé lundi sur « Europe 1 » : « M. Rocard a vraiment accumulé les malchances. Il est en train de passer l'ensemble ou en tout cas un grand nombre de Corses — vers les autonomistes... ».

Une cinquantaine de syndicalistes nationalistes, notamment du STC, ont occupé, en fin de matinée, lundi, les locaux de la chambre régionale des comptes de Haute-Corse, à Bastia.

Le trafic aérien et maritime entre l'île et le continent reste partiellement interrompu.

BASTIA
de notre correspondant

Bastia a connu, samedi après-midi 1^{er} avril, la plus grande mobilisation populaire depuis 1976, époque des manifestations de soutien aux emprisonnés d'Algérie.

Groupés en un long cortège compact et silencieux, les manifestants étaient deux fois plus nombreux que pour le rassemblement de jeudi dernier à Bastia où, pourtant, près de 4 000 personnes avaient répondu à l'appel de la CGT, de FO, de la FEN et de la CFDT. Cette fois, c'est à l'appel du Syndicat d'I. T. Travailleurs (STC, nationaliste) et du Comité corse de lutte (CCL), tout nouveau groupement des socio-professionnels de la Haute-Corse, que des hommes et des femmes de tous horizons politiques qui, pour certains, n'avaient jamais manifesté publiquement leurs opinions, sont descendus dans la rue.

Aucun slogan n'était scandé dans le cortège impressionnant par son silence même. Seuls quelques centaines de drapeaux corse blancs frappés de la tête de Maure dominaient à la manifestation une unité grave et digne. En tête, une seule banderole écrite en langue française et en langue corse : « *Problema corse : pour une solution globale* ».

Les journalistes en garde à vue

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

Les habitants de la Corse sont très sensibles à leur langage. Tous les jours, les journalistes font des impairs sans s'en rendre compte. Il s'agit rarement d'un problème de fond. On peut se tromper facilement sur la connotation territoriale. Sur les détails, les choses sont plus délicates.

Il ne faut pas parler des lunettes de soleil des manifestants, alors qu'ils en portent puisque le soleil brille. Il ne faut pas promener sa caméra sur un chat qui passe sur une terrasse de Bastia, ou sur les cafés où s'installent les grévistes à l'heure de l'après-midi. Les journalistes qui enregistrent ces notations le font par esprit de dénigrement : pour conforter les clichés existants.

Il ne faut pas parler du 4 x 4 d'un syndicaliste. Tout le monde l'a vu en tête de la manifestation, toute la Corse le connaît, mais il est mal venu de lui faire traverser la mer. Il ne faut pas dire qu'un policier a serré la main d'un nationaliste alors que l'événement s'est déroulé dans la rue et devient une manifestation. Il ne faut pas dire « les Corses » car ce n'est « pas un chromosome », mais ceux qui en font le reproche affirment en même temps que « les Corses sont susceptibles ».

La presse locale est plus maternelle. Lors de la « farandole » nationaliste qui a suivi l'élection municipale à Ajaccio, la télévision a fait des proses pour ne montrer que les mains qui tenaient des pistolets automatiques et pas les visages. Or n'a vu dans les journaux que la figure des propriétaires de fusils-mitrailleurs, mais pas les yeux. Tout le monde vous le dira pourtant : tirer au fusil le soir des élections, c'est culturel, ancestral, millénaire et au dire même d'un représentant de l'Etat, « c'est comme la choucroute en Alsace ».

L'île est peuplée comme un quartier de Marseille et tout le monde se connaît. Les fautes sont vite repérées et les impairs se soldent par une explication. On rendent les journalistes en garde à vue pendant une dernière heure, on les prend par le bras pour une descente du cours Napoléon. Au pis on les renvoie à leur médiocratie : « Si vous aviez écrit un bon article, je vous aurais donné la figure. »

CORINE LESNES.

Une ambiance toute différente de celle que Bastia avait pu connaître ces derniers jours avec les rassemblements précédents qui avaient quelquefois dégénéré en affrontements violents. Cette fois, le cortège semblait concerner toute la ville, prolongeant son immobilisme, passant dans chaque rue, où les commerçants avaient d'ailleurs fermé boutique en signe de solidarité. Une unanimité populaire encourageante pour les organisateurs qui ont agité dans le même cortège une majorité de sympathisants nationalistes favorables au STC, mais aussi la quasi-totalité des socio-professionnels de la Haute-Corse : des commerçants, des artisans, des hôteliers, des travailleurs indépendants, des professions libérales et des agriculteurs venus de la plaine orientale, de Corte et de Balagne.

Non au « poujadisme »

« Ce ne sera pas une manifestation poujadiste », avait prévenu le porte-parole du Collectif corse de lutte, le docteur Edmond Siméoni. Depuis une semaine, l'ancien dirigeant autonomiste multipliait les prises de parole et les contacts individuels, expliquant — tant aux grévistes de la fonction publique qu'aux commerçants réticents à l'idée de manifester aux côtés des nationalistes — que, au-delà du conflit social sectoriel, engage par les fonctionnaires depuis six semaines, c'est à un problème global de dysfonctionnement de son économie et de ses institutions que la Corse doit faire face.

Les commerçants et artisans ont été peu à peu sensibilisés à cette argumentation et ont même fini par abandonner complètement leur premier mot d'ordre de « non-paiement des impôts et autres charges sociales », jugé publiquement « trop simpliste et carrément poujadiste » par le docteur Siméoni. Ainsi les socio-professionnels en sont-ils arrivés à se grouper derrière la revendication principale d'une « solution globale », (avancée d'abord par les nationalistes du STC) et à vouloir dépasser aussi le règlement du conflit des fonctionnaires par une « concertation sans délai entre l'Etat et les syndicats ».

A propos des conséquences économiques de la grève sur le fonctionnement financier des entreprises privées, cette « solution globale » passe par l'étude de solutions immédiates : comportant l'établissement ou le report d'échéance de certaines dettes fiscales et sociales des entreprises. Enfin, le CCL « suggère » une « méthode pour le règlement du problème corse » fondée sur une large concertation dans l'île et un dialogue avec l'Etat, qui suppose la définition et la programmation de réformes structurelles.

Dès lors, le docteur Siméoni pouvait estimer que le risque de déviation « poujadiste » des socio-professionnels était écarté, d'autant que les nationalistes du STC trou-

vaient dans le CCL un interlocuteur qui relayait leurs revendications. Une convergence qui relativise la revendication des personnels de la fonction publique. « Le conflit des fonctionnaires est, en fait, la simple émergence d'un mouvement populaire qui pose le problème — au fond — du développement global de la Corse », expliquait M^{me} Marie-France Giovannangeli, porte-parole du STC, au moment de la dislocation de la manifestation de Bastia. « Un développement fondé, immédiatement selon M^{me} Giovannangeli, sur la moralisation des fonctionnaires publics en Corse et ensuite sur la définition d'une société de production et d'échange valorisant les ressources locales tout en privilégiant la formation des hommes dans la perspective à la fois de 1993 et d'une économie méditerranéenne ».

Le STC, qui dès l'annonce du conflit de la fonction publique, en novembre 1988, avait rejeté l'idée d'une « prime d'insécurité » au profit d'une « solution globale concernant les travailleurs des secteurs public et privé », a donc vu sa thèse remporter un succès populaire et syndical très important à Bastia, puisque la manifestation de samedi se déroulait au lendemain de la décision — forcée — des syndicats de Haute-Corse de suivre leurs homolo-

Une enseignante dans le conflit De la FEN au STC

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

Monique a pris la grève en cours de route. Au début elle avait des « problèmes de conscience » : fonctionnaire de la jeunesse et des sports, elle jugeait suspect que les agents de l'Etat fussent, sous Rocard, ce qu'ils n'étaient pas sous Chirac. Monique s'est décidée il y a une quinzaine de jours. Elle a même regretté ses réticences du début : « Je me suis rendu compte qu'on ne prenait pas, là-bas, le problème au sérieux. » Elle est allée voir sa banque qui lui a consenti un découvert de deux mois de salaire mais elle devra payer des agios. Elle s'inquiète pour les cinq crédits débiteurs automatiquement sur son compte, dont un sert à couvrir les frais d'études de sa fille à Montpellier. Divorcée, Monique gagne 5 500 F par mois, avec vingt ans d'ancienneté.

Les femmes ne sont pas les dernières dans le conflit de la fonction publique et l'un des chefs de file des syndicalistes est Michèle Biggi, de Force ouvrière. Elles viennent parfois avec un enfant, elles restent souvent en groupes, s'assoient, mal-

gré leurs jupes, sur le macadam. Fonctionnaires mais aussi ménages. « Avant, avec notre salaire, on arrivait à se payer des vêtements, le restaurant... Mais les prix ont grimpé et certaines se sont mises à la course. » Ce qui n'angoisse, dit Monique, c'est que cela peut durer longtemps. Monique se plaint de son salaire et en même temps elle affirme qu'elle manifeste « pour que les dossiers sortent » et pour « savoir où va l'argent ». Ancienne syndicaliste FEN, elle se rapproche, depuis la grève, du syndicat nationaliste STC. « Ils prennent les problèmes à la base et le gouvernement négocie avec eux. » Elle a tenté de mettre sur pied une coordination avec les commerçants, mais elle s'est fait « un peu agresser ». Son père est lui-même commerçant : « Il est un peu furieux contre nous, mais il comprend. »

Monique se demande si les grévistes ont « effectivement un moyen de pression ». Mais elle ne pense pas faire marche arrière. « C'est un problème entre le gouvernement et les Corses, en fin de compte. »

Co. L.

Au conseil régional de Lorraine

Deux sénateurs écartés de l'UDF pour cause de soutien à M. Rausch

NANCY
de notre correspondant

M. Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur et maire de Metz, est en train de faire voler en éclats l'opposition UDF-RPR au sein du conseil régional de Lorraine qu'il préside depuis 1980. En 1986, élu sous l'étiquette UDF, il s'était personnellement — par écrit — engagé à céder en 1989 son fauteuil présidentiel au RPR. Rallié depuis 1988 à la majorité présidentielle, M. Rausch a refusé jeudi 30 mars, au cours d'une séance budgétaire de l'assemblée lorraine réunie à Metz, de tenir son engagement, considérant que la majorité du conseil régional a changé de camp.

Dix élus de l'UDF, quatre non-inscrits et un RPR ont en effet rejoint les vingt-quatre élus socialistes pour voter le projet de contrat de plan Etat-région et le budget primitif présenté par M. Rausch, contre les trente élus UDF, RPR et Front national fidèles à l'opposition nationale. « Il ne peut donc être question de céder la présidence de cette assemblée à un groupe minoritaire », a tranché le ministre du commerce extérieur, à la grande fureur de ses anciens amis.

La réplique de l'UDF ne s'est pas fait attendre. Dès vendredi matin, le président départemental de l'UDF de Meurthe-et-Moselle, M. André

Rossinot, député et maire de Nancy (UDF-rad.), a assuré que se sont « éloignés de l'UDF » les deux principaux dissidents locaux partisans de M. Rausch, c'est-à-dire les sénateurs MM. Richard Pouille (Parti républicain) et Claude Huriet (adhérent direct).

M. Huriet a répliqué : « Je suis et je reste adhérent de l'UDF », et il a rappelé que les instances réglementaires du parti n'ont pas été consultées. Pour lui, il s'agit d'un « règlement de compte personnel », « un de plus » a-t-il ajouté en faisant allusion au conflit qui a abouti, en octobre 1988, à son élection de la présidence du conseil général au profit de M. Jacques Baudot (CDS), un proche de M. Rossinot.

De fait, il semble que le maire de Nancy, qui la loi anti-cumul a privé en 1988 de son mandat de conseiller régional, ait profité de l'occasion pour croiser le fer par personnalités interposées avec son collègue de Metz. Sa réaction a en effet été plus immédiate — et plus virulente — que celle du seul élu UDF mosellan resté fidèle à l'opposition nationale à l'assemblée régionale, M. Henri Ferret (PR), qui s'est borné à annoncer vendredi qu'il confie aux instances nationales de l'UDF le sort de ses collègues séduits par l'ouverture menée par M. Rausch.

BERNARD MAILLARD.

Battant M. Mesmin (CDS)

M. Taittinger (PR) élu maire du seizième arrondissement de Paris

L'élection des maires d'arrondissement de Paris, samedi 1^{er} avril, a été marquée par une surprise dans le seizième arrondissement, où M. Georges Mesmin, maire sortant CDS, a été battu par M. Pierre-Christophe Taittinger, sénateur, conseiller PR. Celui-ci a été élu avec vingt-six voix sur trente-neuf au troisième tour de scrutin, contre douze voix à M. Mesmin et un bulletin blanc. Aux deux premiers tours de scrutin M. Gilbert Gantier, député PR avait recueilli neuf puis treize voix tandis que M. Junot (CND) qui n'était pas candidat en obtenant douze puis neuf. C'est à la demande de M. Dominati, président de l'UDF de Paris que M. Gantier se retirait pour le troisième tour et que M. Taittinger se présentait.

Après le scrutin M. Mesmin estimait que cette élection s'était déroulée dans des conditions « scandaleuses » et qu'il s'agissait d'un « coup monté au mépris des engagements pris par le président de l'UDF-Paris et par M. Chirac » et il dénonçait « la candidature de division présentée à l'improvise », par son collègue M. Gantier en qui il refusait de voir le « candidat de l'union », comme celui-ci l'affirmait.

A Madrid

M. Le Pen exhorte ses alliés franquistes à « s'adapter »

MADRID
de notre correspondant

« Patriotes de tous les pays, unissez-vous ! » C'est en invoquant

cette version inattendue d'un vieux et fameux slogan que M. Jean-Marie Le Pen est venu à Madrid, les 1^{er} et 2^{es} avril, prêter main forte à son coreligionnaire, M. Blas Piñar, « Caudillo » sans grande influence électorale au sud des Pyrénées. M. Piñar avait bien besoin de ce soutien du président du Front national français. Il a constitué un Front national espagnol en octobre 1986, qui subira son premier « test » aux élections européennes de juin prochain. (Son précédent parti, Force nouvelle, s'était volontairement dissous après les législatives de 1982 qui lui avaient à peine octroyé cent mille voix.) « La perspective du marché unique européen rend nécessaire l'existence d'une droite nationale dans chaque pays de la Communauté », a affirmé M. Le Pen.

Les deux hommes ont participé, dimanche, en compagnie d'un représentant du MSI (parti d'extrême droite italien), à un meeting conjoint dans un cinéma de Madrid, plein à craquer d'une foule exaltée acclamant tour à tour les noms de Franco et des orateurs. « L'Europe a jusqu'ici été dominée par les idéologies internationalistes, qu'il s'agisse du communisme, du socialisme ou du libéralisme capitaliste », a déclaré M. Le Pen, mais désormais c'est la droite nationale qui doit se faire entendre. « Il a évoqué à cet égard la « victoire » lors de la guerre civile espagnole, rappelant qu'elle était due au « rassemblement unitaire de toutes les forces nationales ».

Discrettement, le dirigeant français a invité l'extrême droite espagnole à « ne pas se figer dans le passé » et à « adapter les messages aux conditions nouvelles ».

T. M.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wourms

Rédacteur en chef :
Daniel Veret

Correspondant en chef :
Claude Sales

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDPAR 660572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	MONDIAUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 390 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVUEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements
tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en
prévision : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

NOTRE PAYS, C'EST LA PLANÈTE

L'APPEL DES 24:

*Créer une autorité mondiale,
dotée de vrais pouvoirs de décision et d'exécution
pour sauver l'atmosphère, c'est à cela qu'ont appelé 24 pays
prêts à déléguer une parcelle de leur
souveraineté nationale pour le bien commun
de l'humanité toute entière.*

François Mitterrand

François Mitterrand, France

Hussein

Hussein Ibn Talal, Jordanie

H. Kohl

Helmuth Kohl, RFA

Brian Mulroney

Brian Mulroney, Canada

Felipe Gonzalez

Felipe Gonzalez, Espagne

Muhammed Hosni Mubarak

Muhammed Hosni Mubarak, Égypte

Ce message
est publié simultanément
dans les 24 pays signataires.



الأمم المتحدة

(Publicité)

Gareth Evans

Gareth Evans, Australie

Emil Salim

Emil Salim, Indonésie

Miklos Németh

Miklos Németh, Hongrie

P.V. Narasimha Rao

P.V. Narasimha Rao, Inde

Enrique Colmenares Finol

Enrique Colmenares Finol, Venezuela

Robert Gabriel Mugabe

Robert Gabriel Mugabe, Zimbabwe

Gro H. Brundtland

Gro Harlem Brundtland, Norvège

Edward Fenech Adami

Edward Fenech Adami, Malte

Paulo Tarso Flecha de Lima

Paulo Tarso Flecha de Lima, Brésil

H. Bacconche

Hedi Bacconche, Tunisie

Abdou Diouf

Abdou Diouf, Sénégal

Giorgio Ruffolo

Giorgio Ruffolo, Italie

Ingvar Carlsson

Ingvar Carlsson, Suède

Masahisa Aoki

Masahisa Aoki, Japon

Geoffrey Palmer

Geoffrey Palmer, Nouvelle-Zélande

Félix Houphouët-Boigny

Félix Houphouët-Boigny, Côte-d'Ivoire

Rud Lubbers

Rud Lubbers, Pays-Bas

Daniel Toroitich arap Moi

Daniel Toroitich arap Moi, Kenya

Ce message
est publié simultanément
dans les 24 pays signataires.



NOTRE PAYS, C'EST LA PLANÈTE DECLARATION DE LA HAYE

Le droit de vivre est à la base de tous les autres. Sa garantie est un devoir absolu pour les responsables de tous les Etats du monde.

Les conditions mêmes de la vie sur notre planète sont aujourd'hui menacées par les atteintes graves dont l'atmosphère est l'objet.

Des études scientifiques faisant autorité ont mis en évidence l'existence et l'ampleur de dangers considérables tenant notamment au réchauffement de l'atmosphère et à la détérioration de la couche d'ozone. L'action entreprise pour résoudre ce dernier problème s'inscrit dans le cadre de la convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone (1985) et du protocole de Montréal (1987), tandis que la solution du premier problème a été confiée au Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, institué par le PNUE et l'OMM et qui vient de commencer ses travaux. De plus, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté en 1988 la résolution 43-53 sur la Protection du climat du Globe, qui reconnaît l'évolution du climat comme une préoccupation de l'humanité.

Les conséquences de ces phénomènes paraissent, en l'état actuel des connaissances scientifiques, susceptibles de porter atteinte aux systèmes écologiques et aux intérêts les plus vitaux de l'humanité toute entière.

Comme le problème est planétaire, sa solution ne peut être conçue qu'au niveau mondial. Compte tenu de la nature des dangers, les remèdes à y apporter relèvent non seulement du devoir fondamental de protéger l'écosystème terrestre, mais aussi du droit de l'homme à jouir dans la dignité d'un environnement mondial viable et, par conséquent, du devoir de la communauté des nations à l'égard des générations présentes et futures de

tout mettre en œuvre pour préserver la qualité de l'atmosphère.

C'est pourquoi nous considérons, face à un problème dont la solution présente la triple caractéristique d'être vitale, urgente et mondiale, que nous nous trouvons dans une situation qui requiert non seulement la mise en œuvre des principes existants, mais aussi une approche nouvelle, par l'élaboration de nouveaux principes de droit international, notamment de mécanismes de décision et d'exécution



nouveaux et plus efficaces.

Des mesures de régulation, de soutien et d'adaptation s'imposent, qui prennent en compte la participation et la contribution potentielle de pays ayant atteint des niveaux de développement différents. La plus grande partie des émissions qui affectent l'atmosphère à l'heure actuelle est due aux nations industrialisées. C'est également dans ces nations que les possibilités de changement sont les plus grandes, et ce sont elles aussi qui disposent des ressources les plus grandes pour traiter efficacement le problème.

La Communauté internationale, et spécialement les nations industrialisées, ont des obligations particulières d'assistance à l'égard des pays en développement qui seraient très sévèrement affectés par des changements de l'atmosphère lors même que beaucoup d'entre eux n'en seraient que très faiblement responsables aujourd'hui.

Les institutions financières et les organismes d'aide au développement, internationaux et nationaux,

doivent coordonner leurs activités pour promouvoir un développement durable.

Dans le respect des obligations internationales de chaque Etat, les signataires reconnaissent et s'engagent à promouvoir les principes suivants:

• Le principe du développement, dans le cadre des Nations unies, d'une nouvelle autorité institutionnelle, soit par le renforcement d'institutions existantes, soit par la création d'une institution nouvelle, qui,

dans la perspective de la préservation de l'atmosphère, sera chargée de lutter contre le réchauffement, en recourant à toutes procédures de décision efficaces même si, dans certains cas, un accord unanime n'a pu être atteint.

• Le principe selon lequel cette autorité institutionnelle procédera ou fera procéder aux études nécessaires, pourra accéder sur demande aux informations idoines, assurera la diffusion et l'échange des connaissances scientifiques et technologiques — ce qui implique de promouvoir l'accès aux technologies nécessaires —, développera des instruments et définira des normes favorisant ou garantissant la protection de l'atmosphère et contrôlera le respect de ces normes.

• Le principe de mesures appropriées destinées à promouvoir l'application effective et le respect des décisions de la nouvelle autorité institutionnelle, décisions qui relèveront du contrôle de la Cour internationale de Justice.

• Le principe selon lequel les pays sur lesquels les décisions prises en vue de protéger l'atmosphère feraient peser une contrainte anormale ou particulière, eu égard notamment à leur niveau de développement et à leur responsabilité effective dans la détérioration de l'atmosphère, recevront une aide juste et équitable à titre de compensation. Des mécanismes devront être mis en place à cette fin.

• La négociation des instruments juridiques nécessaires pour donner une assise institutionnelle et financière qui soit efficace et cohérente, aux principes énoncés plus haut.

Les chefs d'Etat et de Gouvernement, ou leurs représentants, qui ont exprimé leur adhésion à la présente Déclaration en y apposant leur signature, affirment leur volonté de promouvoir les principes ainsi définis et ce:

- en développant leur initiative au sein de l'Organisation des Nations Unies et en coordination et collaboration étroites avec les institutions existantes créées sous les auspices des Nations unies;

- en invitant tous les Etats du monde et les organisations internationales ayant compétence en la matière à participer, en prenant en compte les études du GIEC, à l'élaboration des conventions-cadres et autres instruments juridiques nécessaires à la création de l'autorité institutionnelle et à mettre en œuvre les autres principes énoncés ci-dessus en vue de protéger l'atmosphère et de lutter contre la modification du climat, en particulier le réchauffement;

- en exhortant tous les Etats du monde et les organisations internationales ayant compétence en la matière à signer et à ratifier les conventions sur la protection de la nature et de l'environnement;

- en appelant tous les Etats du monde à souscrire à la présente Déclaration.

Ce message
est publié simultanément
dans les 24 pays signataires.

ENVIRONNEMENT

La grande peur d'un village indien d'Alaska

Tatitlek guette la marée noire

TATITLEK (sud de l'Alaska)
de notre envoyé spécial

Une petite église à trois bulbes bleus, une trentaine de maisons et cent vingt habitants aux noms russes et aux prénoms américains : les Totemoff, Komploff et Solanoff sont des Indiens d'Alaska, ou plus exactement des Aléoutiens, et leur village, Tatitlek, est directement menacé par la marée noire du Prince-William-Sound. Le récif sur lequel s'est échoué l'Exxon-Valdez est à moins de huit kilomètres, et il appartient même à la communauté aléoutine.

L'instituteur, un doux Américain barbu aux yeux bleus - l'un des seuls Blancs du village - est allé recueillir un peu de pétrole sur les lieux du naufrage, et dans un bac en plastique, les enfants expérimentent les méthodes pour enrayer la marée noire. Quelques mouches de papier en guise de barrières flottantes, des pipettes pour figurer les skimmers, les bateaux échoués, au même moment, dans le Sound, s'efforcent de limiter les dégâts, qui s'étendent désormais sur près de 3 000 kilomètres carrés. Résultat de l'expérience : « On n'y arrive pas », comme dit Kristi, qui, tout à l'heure, l'instituteur emmènera filmer l'épave avec la caméra vidéo de l'école, depuis un petit avion-taxi.

« On n'y arrive pas » non plus avec un détergent - et il est douteux que les produits dispersants « offerts par la France », que Brice Lalonde est venu remettre en personne aux autorités américaines, soient beaucoup plus efficaces. (Des produits de ce type étaient disponibles sur place dès les premiers jours de la catastrophe, et on n'a pu les utiliser, d'abord pour une question d'autorisation administrative, ensuite en raison du temps. Selon les spécialistes, il est maintenant beaucoup trop tard.)

Les seize enfants de l'école, ou du moins les plus grands d'entre eux, ont aussi participé à la dissémination d'un canard mort en guise de pétrole. Si le titre de ce journal de l'école est un soupçon humoristique - « Un supercanard se gare sur le rocher Bligh », - l'inquiétude ici est profonde.

La marée noire, qui s'est répandue vers le sud, a pour l'instant épargné le rivage de Tatitlek, mais elle met en péril la ressource presque unique des Aléoutiens : la mer, les saumons, le hareng, les crevettes, et même les ours et les phoques que les indigènes ont, seuls, le droit de chasser, car c'est leur nourriture traditionnelle.

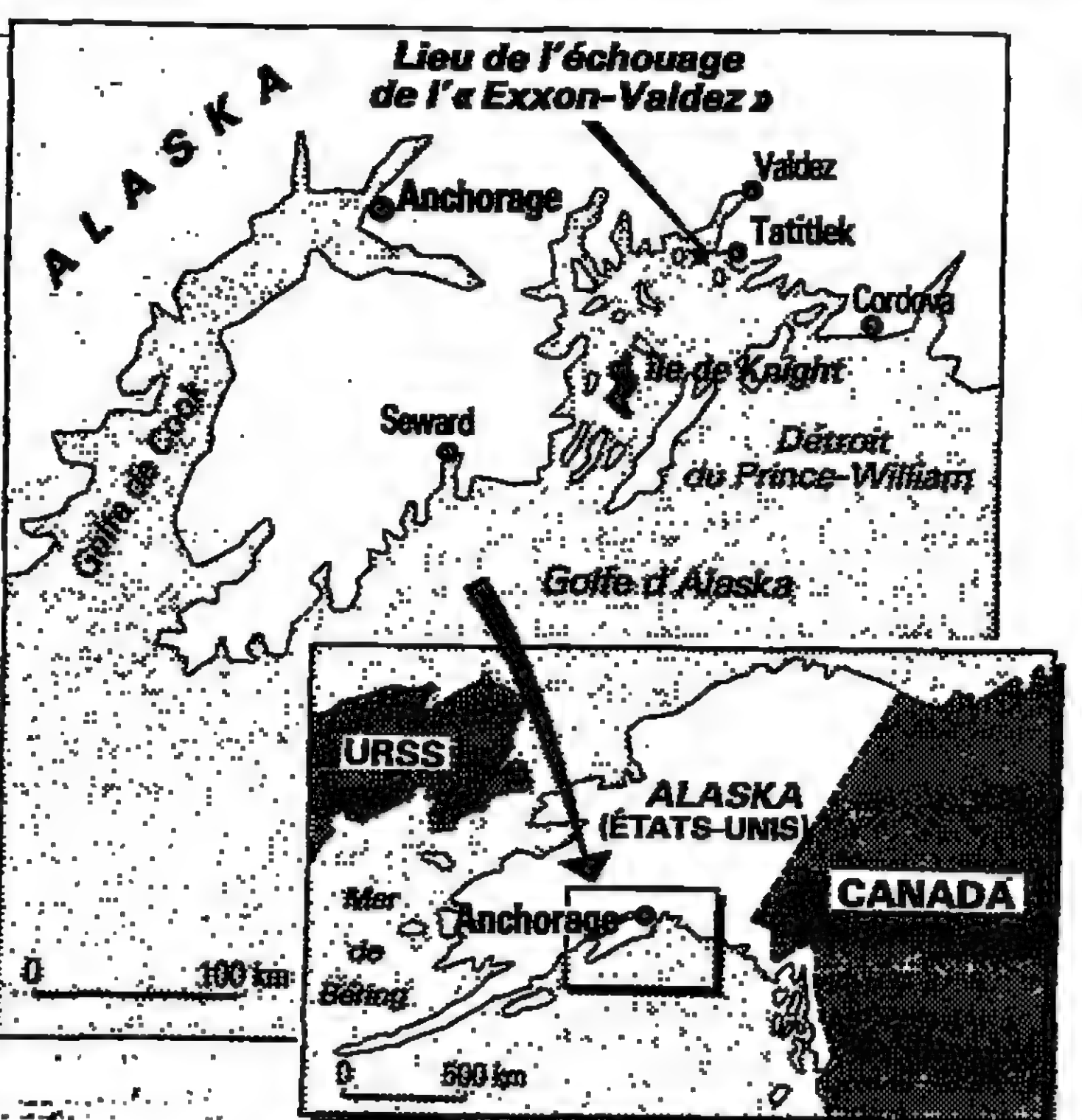
Judi 30 mars, un grand patron d'Exxon est venu en personne à Tatitlek assurer que sa compagnie « ferait face à toutes ses obligations », ce qui n'a qu'à moitié rassuré les habitants. Devront-ils intervenir une action en justice ?

Pour l'instant, tous leurs bateaux participent à la lutte contre la marée noire, sous contrat d'Exxon, qui paie grassement. Les femmes et les quelques hommes qui ne sont pas en mer s'apprêtent à se joindre aux équipes de nettoyage des rochers et des

Un mandat d'arrêt a été lancé contre Joseph Kazelwood, le commandant de l'Exxon-Valdez, pour avoir « conduit » en état d'ivresse le pétrolier qui a provoqué la marée noire en Alaska. Après avoir été licencié le 30 mars par Exxon, celui-ci semble avoir quitté l'Alaska. Il risque une peine maximum de deux ans et trois mois de prison et une amende de 10 000 dollars (63 000 francs).

La marée noire commence à sortir du Prince-William Sound et pourrait menacer une portion du golfe d'Alaska qui est parcouru par les autorités locales, les dégâts immédiats se monteraient à 100 millions de dollars (630 millions de francs) et, à long terme, pourrait dépasser les 500 millions de dollars (3 150 millions de francs).

Le commissaire à l'environnement d'Alaska, M. Dennis Kelso, a reproché à Exxon de propager constamment de fausses informations sur la situation. Le gouverneur a menacé de fermer l'école, qui amène à Valdez le pétrole de la côte nord de l'Alaska, si toutes les mesures nécessaires n'étaient pas effectivement prises. - (AFP, AP, UPI).



plages de l'île Knight, la compagnie devra leur verser près de 17 dollars (110 F) de l'heure.

Mais, de toute manière, les dollars ne remplacent pas un mode de vie qu'ils ne veulent pas perdre, parce que c'est la seule chose qui leur soit vraiment restée.

De toutes les implantations indiennes, aléoutiques ou eskimoes qui existaient sur les rives du Prince-William Sound lorsque celui-ci a été découvert par les premiers explorateurs - Vitus Bering, James Cook, George Vancouver - seule subsiste Tatitlek. Un autre village, Chenega, a été emporté par des vagues monstrueuses engendrées par le tremblement de terre du vendredi matin 1964, et a été depuis reconstruit ailleurs.

Seuls quelques vieux, comme Edward Gregoroff, parlent encore la langue aléoutine. L'école organise depuis quelques années des leçons d'initiation - mais, à vrai dire, sa langue maternelle, celle qui parlait

sa mère, c'était le russe. Il l'a oublié, aujourd'hui, mais quand, pendant la guerre, il était chargé de garder les avions soviétiques qui venaient prendre du matériel en Alaska, il comprenait encore ce que disaient les pilotes.

« Quand les Russes ont vendu l'Alaska aux États-Unis (en 1867, pour 7,2 millions de dollars), ils ont demandé aux Américains de promettre de ne pas toucher aux terres des Indiens et des Eskimos », mais, explique Ed Gregoroff, ces derniers ne l'ont pas su (ce n'est que beaucoup plus tard qu'ils ont pris argument de cette vieille promesse, lors des procès engagés pour la « restitution des terres »).

Alcool interdit

Aujourd'hui, la récupération progressive de certaines terres, et des subventions diverses, circulent un peu les vieilles blessures. Mais, si l'on en croit les habitants de Valdez,

à quarante kilomètres de là, Tatitlek n'est pas un endroit où il est recommandé de débiter à l'improviste. L'accueil qui nous a été fait ne confirme guère cet avertissement, et la marée noire a suscité un afflux exceptionnel de visiteurs : officiels en tout genre, journalistes... Mais, affirme Ed Gregoroff, d'ordinaire, les Blancs ne viennent guère : « Pourquoi voudraient-ils parler à des Indiens ? Et puis, ajoutait-il, énigmatique, nous savons ce que nous savons, ils savent ce qu'ils savent ».

D'ailleurs, il n'y a aucun moyen d'accéder par la terre à Tatitlek : reste le bateau, et l'avion-taxi qui se pose sur une piste en terre et que les Aléoutiens prennent quelque fois par an pour aller faire leurs courses. « En ville », c'est à dire à Valdez (3 000 habitants).

A en croire l'instituteur, la vie ici est paradisiaque - mais elle est aussi très, très tranquille. Quelques petites maisons et huit bateaux de pêche, une école et une mairie, pas de lieu de réunion, et bien sûr pas de bar : l'alcool est strictement interdit dans un rayon de huit kilomètres autour du village, en vertu d'une décision votée par le conseil de la communauté. Cela n'a pas pourtant complètement réglé le problème qui mine tant de réserves indiennes aux États-Unis. Le village va sous peu grande innovation être doté d'un policier dont la tâche principale devrait justement être de vérifier que personne n'introduit de bouteille interdite.

« Je disais ça à leur âge »

Pour le reste il y a, depuis quelques années, la télévision, mais l'avenir ne paraît guère brillant, du moins si l'on écoute les enfants de l'école, tous cousins, qui trouvent la vie ennuyeuse, et affirment de concert vouloir quitter le village, aller ailleurs.

« Moi aussi je disais ça à leur âge », rétorque Sandra Solanoff, dix-neuf ans, qui a quitté Tatitlek, et qui est revenue au bout de dix ans, parce qu'ici la vie est beaucoup moins chère (de fait, les prix des maisons, construites pour une part par l'État, sont dérisoires), et puis « parce qu'on mange ce qu'on aime ».

Tatitlek est une communauté où l'on partage beaucoup, où l'on donne aux vieux, ou à ceux qui n'ont pas de bateau, une partie de sa pêche et de sa chasse. C'est aussi une communauté qui va à l'église : il n'y a pas de pope, mais un diacre - Charlie Solanoff - et l'évêque orthodoxe qui passe de temps en temps. Et aussi un chœur à plusieurs voix, qui chante en russe et en slavon - sans comprendre, bien sûr.

Mais, depuis quelques années, il y a de la concurrence : une petite église évangélique a fait quelques adeptes. Pourquoi quittent-ils l'église orthodoxe ? Amer, Ed Gregoroff avance une explication : « Parce qu'ils ne veulent plus être indiens, parce qu'ils veulent aller à l'église américaine ».

JAN KRAUZE.

MÉDECINE

Coût excessif et efficacité discutée

Polémiques sur un nouveau médicament contre l'infarctus du myocarde

Un nouveau et coûteux médicament contre l'infarctus du myocarde - le TPA - suscite depuis peu une vive polémique. Celle-ci vient de rebondir avec les déclarations faites, mercredi 29 mars, par M. Claude Evin, ministre de la santé, dans le cadre du MEDEC à Paris, avec aussi la publication, le même jour aux États-Unis, d'un article du *New England Journal of Medicine*. Celui-ci tend à démontrer que, contrairement à ce qui a été avancé jusqu'à présent, ce produit n'est pas d'une efficacité supérieure à d'autres aux propriétés similaires, concurrents et beaucoup moins coûteux.

Le TPA (ou tissu plasminogène activateur) est une protéine capable de faciliter la destruction des caillots sanguins, notamment de ceux qui sont localisés au niveau des artères coronaires et qui sont la cause directe des crises d'infarctus du myocarde. C'est en « activant » la production d'une substance naturelle capable d'accélérer la dissolution de ces caillots que le TPA agit. Produite grâce aux techniques de manipulations génétiques à partir d'un procédé breveté par la firme californienne Genentech, le TPA est, avec l'hormone de croissance humaine, l'une des plus belles réussites de la biologie moléculaire et du génie génétique appliqués à l'industrie pharmaceutique. C'est aussi un dossier économique et médical particulièrement difficile (le *Monde* du 3 juillet 1985 et du 19 août 1987).

Car s'il est, en effet, nouveau, ce médicament est aussi le dernier-né d'une famille thérapeutique, celle dite des fibrinolytiques, dans laquelle on compte plusieurs molécules produites de manière traditionnelle par différents groupes pharmaceutiques. Ceux-ci n'acceptent pas sans réticence de voir le TPA réduire leur part d'un marché très fructueux, compte tenu de la fréquence des accidents cardiovasculaires dans les pays industrialisés. La firme Genentech et son partenaire européen, la multinationale pharmaceutique Boehringer Ingelheim sont ainsi attaqués sur plusieurs fronts : un conflit les oppose au groupe britannique Wellcome quant à la validité des brevets protégeant le procédé d'obtention du TPA ; beaucoup de responsables sanitaires jugent prohibitif le prix demandé pour la commercialisation de ce produit et certaines études préliminaires laissent aujourd'hui entendre que, tout bien pesé, le TPA ne serait pas plus efficace, pour un coût beaucoup plus élevé, que d'autres fibrinolytiques.

Pour la première fois, un ministre de la santé français a publiquement pris position sur ce sujet en qualifiant de « prohibitif » le prix de cette substance commercialisée en France depuis novembre 1987 sous le nom d'Actilyse. Une déclaration d'autant plus paradoxale qu'elle a été faite à l'occasion de la remise du prix Galien (1) au groupe Boehringer Ingelheim France. « Je ne peux ignorer que la supériorité de l'Actilyse, comparée à ses deux produits concurrents, est actuellement discutée », a poursuivi M. Evin. Réplique de M. Jean-Pierre Boissel, président du groupe Boehringer Ingelheim France : « Depuis sa mise sur le marché, le prix d'Actilyse a

baissé de 20 % et nous envisageons une nouvelle baisse ». M. Borgas a aussi rappelé que l'investissement nécessaire pour l'obtention de ce produit s'était élevé à 1 milliard 260 millions de francs.

Sur la base de 2 000 dollars les 100 milligrammes de TPA, le traitement de l'infarctus avec ce médicament revient à environ 8 000 francs, et les responsables du laboratoire estiment que l'on pourra bientôt descendre entre 6 000 et 7 000 francs. En France, le TPA n'est prescrit que dans les hôpitaux publics et, en 1988, il n'a été utilisé que chez environ deux mille cinq cents malades. « On souligne le coût très élevé de notre produit, nous a déclaré M. Borgas, mais il faut savoir que tout est relatif. C'est ainsi que le traitement de certains malades du sida, notamment avec des interférons, peut atteindre de 100 000 F à 200 000 F. D'éminents cardiologues français expliquent aussi que le TPA permet de réduire les durées d'hospitalisation et que le rapport coût-bénéfice, en termes de survie des malades, plaide en faveur de notre produit ».

« Il est impossible de conclure »

Il faudra, dès lors, comprendre pourquoi les conclusions de l'étude publiée par le dernier numéro du *New England Journal of Medicine* (daté 30 mars) ne correspondent pas aux propos de M. Borgas. Cette étude a été menée en Nouvelle-Zélande (hôpital du Lac Vert d'Auckland) auprès de deux cent soixante-dix malades souffrant d'infarctus, traités très précocement après leur crise, soit par le TPA, soit par un produit aux effets similaires (la streptokinase) et suivis médicalement durant près d'un an. Selon les auteurs de cette étude, les résultats de l'un ou l'autre médicament sont, en définitive, équivalents, et un éditorial de la célèbre revue américaine, signé par le docteur Elliot Rapaport, de l'université de Californie à San-Francisco, rappelle les coûts respectifs des deux produits (2 268 dollars pour le TPA, contre 78 dollars pour la streptokinase).

« Il est impossible, dans l'état actuel du dossier, de conclure », estime, pour sa part, le professeur Jean-Pierre Boissel (CHU de Lyon), le meilleur spécialiste français de ces questions. La conclusion définitive ne pourra être apportée qu'au terme d'une étude comparative à l'échelon mondial. Cette étude, dont le coût est estimé à 30 millions de francs, consistera à mesurer chez environ trente mille malades l'efficacité comparée de trois produits, la streptokinase, une variante de ce produit fabriquée par les laboratoires Beecham, et le TPA. Il faut aussi savoir que près d'une trentaine de laboratoires de par le monde disposent de brevets permettant de fabriquer le TPA, mais qu'ils hésitent encore à entrer dans la course commerciale.

JEAN-YVES NAU.

(1) Depuis 1970, le prix Galien récompense chaque année « le meilleur médicament mis récemment à la disposition du public ».

Les enseignants du privé mécontent. - Les enseignants CFTD de l'enseignement privé, réunis en congrès à Combric (Finistère) jusqu'au 1^{er} avril, n'ont pas caché leur déception face aux propositions de revalorisation faites la semaine dernière par M. Joseph. Ils regrettent notamment que les nombreux notulaires qui travaillent dans le privé soient oubliés par les mesures ministérielles. - (Corresp.)

Rassemblement scout à Strasbourg. - Dix mille scouts européens sont réunis à Strasbourg, jusqu'au 4 avril, à l'initiative des Scouts de France qui constituent, avec leurs cent mille adhérents, la principale association de scoutisme de l'Hexagone. Ce jamboree doit permettre aux participants de s'interroger sur quelques grandes questions : de l'environnement aux droits de l'homme en passant par le sida et l'éducation.

Vingt-quatre signatures

Les vingt-quatre chefs d'Etat ou de gouvernement qui, le 1^{er} mars, avaient lancé La Haye un appel pour la création d'une autorité mondiale pour sauver l'atmosphère, répètent cet appel sous forme de publicité. Plusieurs journaux français - dont le *Monde* daté 4 avril - publient, le lundi 3 avril, trois pages : deux avec les vingt-quatre signatures, une avec le texte adressé à La Haye.

Marée noire à Hawaï. - Quelque 40 mètres cubes de pétrole d'origine inconnue ont souillé plus de 30 kilomètres de plages de Lanai et Molokai, deux des îles de l'archipel d'Hawaï. Elle menace divers animaux marins, notamment des tortues et aussi des baleines. Le 2 mars dernier, le pétrolier Exxon Houston, quatre cents mètres cubes de pétrole s'étaient échoués du navire, mais n'avaient pas pollué les plages hawaïennes. - (AFP, AP.)

Demain, notre supplément

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

Dans le cadre de l'UNICEF

Une table ronde internationale pour préparer la Convention des droits de l'enfant

L'idée d'un sommet mondial de chefs d'Etat ou de gouvernement au sujet des enfants (le *Monde* du 23 mars) fait son chemin : vingt-trois pays (1) ont déjà déclaré qu'ils y étaient favorables. Dernier en date, le Sénégal dont le président a envoyé un message au directeur général du Fonds des Nations unies pour l'enfance, M. James Grant, lors de la table ronde mondiale sur « Les enfants aujourd'hui - le monde demain », organisée à Paris du 28 au 31 mars, par l'UNICEF, avec la coopération du ministère des affaires étrangères et le Centre international de l'enfance.

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a adressé à la table ronde un message dans lequel il laisse entendre son intérêt pour un éventuel sommet. Mais la décision revient au président de la République. Le directeur général adjoint de l'UNICEF, M. Marco Vianello Chiodo, a exprimé l'espoir que M. Mitterrand profite de la réunion des sept grands pays industrialisés à Paris, en juillet, pour donner le coup d'envoi à une telle formule.

Pour M. James Grant, un sommet serait le meilleur moyen d'engager les responsables des nations. Ceux-ci, après avoir défini une stratégie pour subvenir aux besoins les plus urgents des enfants, se concentreraient par la suite obligés de prendre les mesures adéquates dans leur propre pays.

Plus de deux millions de vies d'enfants ont été épargnées ces dernières années grâce à une mobilisation en faveur de la vaccination. Mais cette mobilisation n'a été possible que parce que les chefs d'Etat et de gouvernement ont compris que la lutte pour la survie des enfants était une cause populaire qui ne pouvait qu'être favorable à leur image.

A partir de ce moment-là, l'aide matérielle et logistique apportée par l'UNICEF et d'autres organisations internationales a pu devenir efficace. Dans les pays où la guerre fait rage, comme au Salvador, les fusils se sont mis plusieurs fois, le temps de procéder aux vaccinations des enfants de moins de cinq ans.

Pourquoi un sommet ? L'UNICEF et tous ceux qui soutiennent ce projet ne manquent pas d'arguments, et un chiffre doit frapper les esprits : quinze millions d'enfants de moins de cinq ans meurent chaque année (environ trente-huit mille par jour) à cause de la malnutrition et de conditions de vie extrêmement précaires qui en font des proies faciles pour les maladies infantiles. Celles-ci seraient bénignes ailleurs, mais ici elles tuent.

Et lorsqu'elles ne tuent pas, elles laissent de très nombreux enfants handicapés à vie, ou terriblement amoindris. D'immenses efforts ont été accomplis pour aider les nations défavorisées, mais la crise des années 80, ajoutée aux difficultés

économiques, à des guerres, à des conditions climatiques défavorables, a gommé ces efforts. Le poids de la dette et des ajustements économiques, qui ont négligé les secteurs sociaux, ont aggravé la situation.

Dans son rapport de 1989 sur les enfants dans le monde, l'UNICEF note que, pour environ un sixième de l'humanité, le progrès est aujourd'hui « en panne ». « Dans la majeure partie de l'Afrique et dans de nombreuses régions d'Amérique latine, le revenu moyen a reculé de 10 % à 25 % au cours des années 80 ».

Dans les trente-sept pays les plus pauvres, les dépenses de santé ont diminué de moitié et celles consacrées à l'éducation de 25 %. Dans une cinquantaine de pays en développement, le taux d'inscription à l'école primaire des enfants âgés de six à onze ans est en net recul, et le taux d'absentéisme est immense. Il ne faut pas croire que seul le sort des enfants du tiers-monde s'est considérablement aggravé ces dernières années. M^{me} Marian Wright Edelman, présidente de l'Association américaine Fonds de défense des enfants, a dressé, lors de la table ronde, un sombre tableau de la situation des enfants et plus particulièrement des jeunes Noirs aux États-Unis. « Nous sommes les premiers en ce qui concerne les armes nucléaires qui sont supposées défendre nos enfants des ennemis extérieurs. Nous sommes les dix-

huitièmes dans le monde pour la défense de nos enfants contre l'ennemi intérieur, qui est la mortalité infantile ».

Aujourd'hui, un enfant né aux États-Unis a moins de chances de survivre qu'un enfant né en Espagne ou à Singapour. Si les Noirs américains formaient une nation séparée, ils occuperaient le vingt-huitième rang. Un enfant noir dans l'Etat de Washington a moins de chances de fêter son premier anniversaire qu'un enfant né à Costa Rica.

L'Assemblée générale des Nations unies devrait adopter, en 1989, une Convention internationale sur les droits de l'enfant. Celle-ci, pour entrer en vigueur, devra être ratifiée par une vingtaine d'Etats. M^{me} Hélène Dorlhac, secrétaire d'Etat à la famille, a annoncé, pendant la table ronde, que la France la signifierait. Cette convention énoncerait de grands principes comme le droit à l'éducation, à la santé, etc. Mais plutôt que de mettre l'accent sur la répression ou la dénonciation internationale des pays qui ne respectent pas la convention, le texte devrait prévoir une aide internationale qui amènerait chacun à améliorer sa situation intérieure.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) Argentine, Bangladesh, Bénin, Bolivie, Brésil, Cameroun, Égypte, Éthiopie, RDA, Ghana, Hongrie, Indonésie, Italie, Jordanie, Kenya, Maldives, Mali, Nigeria, Suède, Tanzanie, Turquie, Zimbabwe, Guatemala, Sénégal.

Société

HISTOIRE

Les obsèques viennoises de Zita

Le cadeau à son peuple d'une impératrice défunte

VIENNE
de notre envoyé spécial

Les obsèques de l'ancienne impératrice d'Autriche et reine de Hongrie, Zita de Habsbourg-Sourbon, ont eu lieu samedi 1^{er} avril, à Vienne, en présence d'une foule nombreuse et nostalgique. Le corps de la souveraine, décédée le 14 mars en Suisse à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans, a été inhumé dans la crypte des Capucins. Zita de Habsbourg avait régné de 1916 à 1918, dans le sillage de son époux, le duc de Saxe, pendant le démantèlement de l'Empire austro-hongrois.

Il était encore tôt, ce 1^{er} avril de deuil, et on levait la rue à grande eau pour les pompes à venir. Le cortège mortuaire de l'empereur François-Joseph, sorti de son musée, tiré par six chevaux noirs, répétait comme un acteur, répétant son parcours. Vienne se réveillait lentement, la tête pleine de songes, dans un film au scénario confus qui mêlait Sissi, Mayerling, Sarajevo et Zita, dernière impératrice ayant régné, et dont les funérailles, impériales ou nationales, comme on voudra, allaient, ce jour-là, ramener au présent tout un passé enfoui.

Otto de Habsbourg, l'archiduc héritier de l'empire austro-hongrois, faisait quelques pas aux abords de sa dernière demeure, la crypte des Capucins. Après sa mère, Zita, il serait sans doute le dernier à ajouter, dans la petite église rose de la vieille ville, son cercueil à six siècles d'impériales dépouilles. Cette histoire-là aussi doit avoir une fin. La crypte n'est pas le Panthéon. La place y est comble. La république est un peu plus chère elle en Autriche chaque année, et il reste encore tant de Habsbourg de par l'Europe.

Une touriste japonaise, soudain, reconstruit l'archiduc. Une Japonaise égarée, mais pourvue de l'essentiel : son appareil photo. Elle s'installe. Le vieil homme sourit avec une infinie politesse. Et photo fut prise d'un prince solitaire, en chair et en os, sur fond de ville fantôme. Une photo historique, sans doute la plus juste, la plus symbolique de cette journée d'unique représentation monarchique.

Vienne l'exprime assez : son décor regorge de traces d'un empire rayé de la carte depuis soixante-dix ans. Les armes des Habsbourg y sont scellées, sculptées dans toutes les pierres. Toutes les boutiques regorgent de dessins, de photographies. On polémiquait encore sur l'assassinat d'Elizabeth - Sissi - à Genève, sur le suicide des amants de Mayerling. On écrit tant de livres, et les Autrichiens vous parlent encore des Croates et des Slováques, des gens de Cracovie ou du Frioul comme de proches cousins.

Il ne manquait à ce patrimoine obsédant que les Habsbourg eux-mêmes. Des âmes, vivantes ou mortes, pour habiter ces pierres. Condamnée à l'exil, parfois en procès avec l'État autrichien, comme les archiducs Carl Ludwig et Felix, frères d'Otto, pour d'illusoires affaires d'abdication, ou privées de certains droits civiques, la dynastie, à l'image de la dernière impératrice, s'était longtemps tenue éloignée de la capitale. Il y avait là comme une plaie, un regret d'ordre culturel.

Leçon d'histoire
pour les jeunes générations

La république n'avait rien à redouter de ces funérailles. Le chancelier autrichien, Mr. Franz Vranitzky, aurait pu reporter sans crainte son voyage au Portugal. Il aurait pu écouter, même debout - raison officielle de son absence - l'hymne impérial de Haydn, chanté dans la cathédrale Saint-Étienne. Il n'y avait rien là, dans le retour de Zita en terre autrichienne, que finalement de bien normal pour Vienne et l'Autriche.

Les Habsbourg ont fait, samedi, par la grâce d'un d'un très vieille capitale impériale. Mais cela tenait de la leçon d'histoire à l'usage des jeunes générations, un peu du péplum. Beaucoup du respect que Vienne voue à la mort. Pas du tout de la provocation.

Et si Zita avait tant tenu à ce cérémonial impérial, si elle avait elle-même dessiné sur une carte le parcours du cortège, si tout avait été si patiemment négocié entre les Habsbourg, l'Eglise et l'État pour que ces obsèques-là ressemblent en tous points à celles de l'empereur François-Joseph, c'est que l'impératrice d'Autriche, reine de Hongrie et de Bohême, princesse de Bourbon et de Parme, savait les Viennois friands d'un spectacle qui marie le fastueux au sacré.

Edifiée pendant beaucoup plus d'un demi-siècle, presque oubliée jusqu'à la vague de « sissimania » de ces dernières années, elle ne pouvait faire à son peuple d'autre cadeau que sa mort. Son seul droit : un dernier tour calotant sur la plate-forme d'un carrosse postmoderne.

La république, vraiment, n'avait rien à redouter. Cela n'eût rien d'un show. Les fidèles, les badauds, les touristes, ne furent tout au long du cortège qu'une quarantaine de milliers. On en attendait dix fois plus. Les Hongrois ne vinrent pas, ou, s'ils étaient dans Vienne, comme chaque samedi, ce fut plus prosaïquement pour s'approvisionner en nourriture contemporaine. Il se mit à pleuvoir, au début du Requiem de Mozart, juste à l'heure des vingt et un coups de canon. Le ciel joua sa partition sans conviction. Dieu abandonnait les Habsbourg.

Ils furent nombreux, le matin, à venir se recueillir, dans la nef de Saint-Étienne, devant le petit cercueil recouvert d'un linceul aux armes impériales. Mais moins nombreux que ne l'avaient prévu les services de police, qui avaient disposé tout autour de la cathédrale trop de barrières. Des infirmières du très catholique ordre de Malte, en cape noire, comme vêtues pour une guerre des Balkans, étaient là pour parer à d'éventuels malaises. Personne ne s'évanouit.

Nulle honte, mais une sympathie polignonne, retenue, pour celle que les grands-parents avaient entravée, un jour de 1916, belle, fine, un peu hautaine, et couronnée, et que des petits-enfants découvraient par ses traits d'ancêtre presque centenaire, presque avoué, vibrante, sur les images pieuses diffusées dans les rues, d'une foi que les plus savants affirmèrent dynastique.

Entre ces deux visages, le vide d'une vie d'errance. Le départ vers la Suisse d'un convoi ferroviaire croisé à la frontière par Stefan Zweig. La mort, à Madère en 1922, de Charles, l'époux aimé sacré empereur contre son vœu, parce que les Habsbourg multipliaient les fins tragiques : l'Espagne, la Belgique, la seconde guerre mondiale, le Canada et les États-Unis, jusqu'à une retraite volontaire dans un couvent de Suisse, où Zita confiait parfois aux scribes du Gotha sa vérité sur Mayerling ou Sarajevo.

Le vide
d'une vie d'errance

C'est ce destin-là que Vienne accompagnait et tout au long des hauts murs de la Hofburg, l'ancienne demeure impériale devenue résidence laïque et républicaine. Retrouvailles tardives, discret pardon sollicité pour l'indifférence de l'histoire au sort des princes déchus. La ville salua à sa manière, par les uniformes et les dignités d'un passé qui hante ses rues. Grenadiers d'empire empilés, hussards de grande folklorique, sapeurs à fausses barbes, orchestres de régiments tyroliens jouant des marches funèbres qui allaient en prendrait pour des invitations à la danse.

De toute l'Autriche, de Hongrie ou de Trieste vinrent les corps-fraîches, en chapeau à plumes et sabre au fourreau, citoyens qui aiment à jouer aux sujets le dimanche, comme ces personnages de plomb qu'on voit dans les boutiques des antiquaires. Exactement comme pour François-Joseph, à la cantinière près, mais les uniformes trop étroits, un relâchement très républicain dans les mines et les mines, donnant l'impression d'un cortège de figurants. Bien forcé, Vienne a perdu l'habitude d'enterrer ses empereurs.

Restaient les Habsbourg. Pas les têtes couronnées d'Europe, qui ne s'étaient pas dérangées, pour ne pas effrayer les démocrates, et avaient délégué des héritiers qui avaient peu de chances de monter un jour sur le trône. Pas les monarchistes activistes, militants de Trieste, scouts d'une Europe défunte, chevaliers d'une très sainte inquisition. Les uns et les autres ne furent qu'une poignée, marginalisée par la foule et la famille elle-même.

Des rêves
de retrouvailles

Car les Habsbourg avaient soigné leur retour, comme si, confusément, les obsèques de Zita marquaient pour eux aussi un autre temps, celui de la réconciliation, de la fusion dans la masse roturière. Ils s'avancèrent en noir, l'habit volontairement sobre, parfois de vieille noblesse, derrière Otto, l'archiduc, et Karl, le petit-fils. Le premier, député européen de Bavière, connu pour son respect des règles démocratiques, le second, jeune Salzbourgeois presque comme les autres.

Les Habsbourg ressemblaient à Zita sur la fin de sa vie. Ils affichaient une différence, mais intérieure. Un humanisme, une spiritualité que les intellectuels viennois, depuis une semaine, ont longuement commentés. Des socialistes ont admis que les juifs n'avaient jamais été inquiétés sous les Habsbourg, et que les monarchies constitutionnelles d'Europe appuient les démocrates. Bref, à peu près ce que l'archiduc Otto est venu dire à Vienne pour les funérailles de Zita. Ce qu'il a dit à Budapest, lors d'un récent voyage. Ce qu'il est prêt à répéter dans toutes les anciennes cités de l'empire.

Lorsque les Autrichiens auront pris l'habitude de revoir des Habsbourg, quelques-uns des verrous culturels, des interdits historiques de la « Mitteleuropa » sautent peut-être plus vite. On parle de plus en plus souvent dans Vienne du « dévergondage ». Des rêves de retrouvailles avec la Hongrie ou Trieste s'avouent au grand jour. L'exposition universelle de 1995 sera peut-être conjointement organisée par Budapest et la capitale autrichienne.

Manquait donc les Habsbourg pour que ces songes prennent toute leur force. Manquait un bel entourage, le doux visage d'une vieille dame. Manque encore, pour que l'histoire, si moins populaire, puisse ici trouver ses marques définitives, le retour de la dépouille mortelle de l'empereur Charles, oubliée, retenue à Madère, car quel les Viennois espèrent porter un jour prochain jusqu'à la crypte des Capucins. Alors seulement les régiments de parade de la garde impériale fermeront le ban.

PHILIPPE BOGGO.

JUSTICE

Instruction de l'affaire Simone Weber

Le mystère des empreintes génétiques

NANCY
de notre correspondant

Simone Weber, cinquante-sept ans, accusée d'avoir assassiné à Nancy, le 22 juin 1985, son ancien ami Bernard Hettler, a été de nouveau entendue, vendredi 31 mars, par M. Gilbert Thiez, juge d'instruction chargé du dossier. Le magistrat devait notifier à l'accusée le rapport d'expertise rendu public par le laboratoire alsacien Appligène, chargé, en décembre dernier, d'établir l'empreinte génétique du tronc humain repêché en septembre 1985 dans la Marne à Poincy (Seine-et-Marne). Du côté de la défense, qui a déposé la douzième demande de mise en liberté, on espérait prouver, une fois pour toutes, que ce corps n'était pas celui de Bernard Hettler.

Mais trois ans après la découverte du tronc l'état de conservation des fragments humains n'a pas permis au laboratoire de Strasbourg de se prononcer sur le code génétique de l'homme de Poincy. Un rapport qui n'a pas vraiment surpris le juge d'instruction, qui avait pourtant noté, à la fin 1988, la demande pressentie de la défense, formulée dès juillet de cette année-là, de faire procéder aux tests des empreintes

génétiques à partir du tronc repêché dans la Marne et dont l'accusation soutient qu'il est celui de Bernard Hettler. Si le laboratoire alsacien a pu extraire de l'ADN (acide désoxyribonucléique), il n'est pas en mesure d'établir formellement qu'il s'agit d'ADN d'origine humaine. Les tests se sont révélés négatifs compte tenu de l'état de dégradation avancée des tissus organiques transmis.

Echantillons
sanguins

« Cet ADN, dit le rapport, ne peut être utilisé pour réaliser une empreinte génétique spécifique du tronc. Il ne permet pas de garantir que l'empreinte génétique soit spécifique de l'être humain d'origine. » Le problème auquel a été confronté le laboratoire Appligène, a expliqué M. Parentin, un des avocats de Simone Weber, est qu'on ne peut dire si l'on se trouve en présence d'ADN d'origine cellulaire ou extracellulaire, c'est-à-dire provenant de bactéries qui se sont développées sur le cadavre en putréfaction. En l'espèce, la prolifération de micro-organismes, bactéries, champignons, levures, et la destruction des tissus par les enzymes qu'ils contiennent rendent donc impossible la détermination de l'empreinte génétique.

Toutefois, la défense, qui dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations et demander éventuellement une contre-expertise ou un complément d'expertise, n'a pas abandonné l'espoir de faire déterminer l'empreinte génétique du tronc. Le laboratoire de toxicologie de la préfecture de Paris est, en effet, en possession d'échantillons sanguins qui, selon la défense, pourraient être exploités par Appligène. Là encore, un problème de conservation se pose. Si, dans le cas des échantillons déjà analysés par Appligène, on se trouvait en présence de tissus ayant séjourné dans l'eau pendant plusieurs mois, on risquerait à l'état de magma humain, le sang conservé par le laboratoire parisien a, lui, déjà subi des expertises toxicologiques qui l'ont sans doute altéré, et il a sans doute été conservé au froid. Des éléments techniques qu'il faut prendre en considération.

Si la défense sollicite une nouvelle expertise, cela aurait pour effet d'allonger encore une détention qui dure déjà depuis le 10 novembre 1985.

MONIQUE RAUX.

A Rouen

Un voleur de voiture tué
par un gardien d'entreprise

Alors qu'il tentait de voler une voiture avec deux complices, un jeune homme, Oudine Charaf, vingt et un ans, a été tué, dans la nuit du vendredi 31 mars au samedi 1^{er} avril, par le gardien d'une petite entreprise de Rouen.

Le gardien, M. Yves Pinot, cinquante-cinq ans, a été réveillé vers 3 heures par le bruit du démarrage de sa voiture. Pendant que son épouse téléphonait à la police, l'homme est descendu avec une carabine dans la cour où les jeunes gens se trouvaient encore. Il a déclaré avoir pris peur lorsqu'il a vu l'un des jeunes mettre la main à la

poche de son blouson. Il a ouvert le feu dans sa direction et l'a blessé. Tous ont toutefois pu prendre la fuite. Oudine Charaf, atteint d'une balle dans la poitrine, est mort peu après son admission au centre hospitalier. Ses deux complices se sont présentés à la police dans l'après-midi de samedi. Ils ont été inculpés dimanche de tentative de cambriolage et laissés en liberté.

Le gardien a été inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

EN BREF

• Collé piégé au domicile d'un membre du Front national de Toulouse. — Un paquet postal à l'adresse duquel se trouvait un détonateur devait déclencher l'explosion d'un engin plus important a été reçu, samedi 1^{er} avril, à Toulouse par M. Alain Sorbier qui figurait sur la liste du Front national pour les dernières élections municipales. Le paquet a pu être neutralisé par un artificier, le système de mise à feu n'ayant pas fonctionné.

• Explosif à la mosquée de Carcassonne. — Trois bâtons de dynamite reliés à une mèche ont été découverts devant la mosquée de Carcassonne (Aude). On pense qu'ils ont été déposés dans la nuit du samedi 1^{er} au dimanche 2 avril. La mèche de cet assemblage avait été

SCIENCES

Après un lancement parfait

La dernière fusée Ariane-2
a mis en orbite un satellite scandinave
de télévision directe

Après un lancement parfait effectué à l'heure H - 4 h 28 heure de Paris - dans la nuit du samedi 1^{er} au dimanche 2 avril, du centre spatial de Kourou (Guyane française), la fusée européenne Ariane, pour son trentième vol, a mis en orbite le satellite scandinave de télévision directe Tele-X.

Résultat d'un programme commun entre la Suède, la Finlande et la Norvège, ce dernier, mis en œuvre par la Swedish Space Corporation, devait d'ici à quelques mois offrir aux pays nordiques des services de télévision à forte puissance. C'est un des satellites français TDF-1, et ost-eu-land TVSAT-1, déjà lancés par Ariane, Tele-X, destiné à fonctionner pendant sept ans à 36 000 kilomètres d'altitude au-dessus de l'équateur, détiendra de ses canaux à un réseau de télécommunications professionnelles, qui permettra de relier entre eux plus de cinq mille utilisateurs.

Prévu à l'origine dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril, le tir avait été retardé par une panne survenue dans le système de liaison entre un ordinateur de contrôle au sol et la fusée.

Finalement résolu en quelques heures, cet incident, compris dans des délais imposés par les fenêtres de tir, a obligé les ingénieurs à reporter le lancement de vingt-quatre heures. Avec ce lancement - le dernier de la fusée Ariane-2 - la société Arianeespace enregistrera son douzième succès consécutif depuis la reprise des vols, en septembre 1987.

Prévu pour le 28 avril, le prochain tir devait mettre sur orbite les satellites de télécommunications Superbird (Japon) et Kopsat-2 (RFA). Si tout se passe bien, ce sera ainsi la première fois que deux lancements d'Ariane seront effectués le même mois.

C'est au cours du printemps que devrait intervenir le dernier vol d'Ariane-3. Après quoi la fusée Ariane-4, lanceur lourd capable d'embarquer des charges utiles de 2,6 tonnes à 4,2 tonnes, devrait prendre entièrement le relais - en attendant l'arrivée du lanceur super-lourd Ariane-5. Avec un carnet de commandes concernant trente-trois satellites, - soit plus de 13 milliards de francs, - Arianeespace espère toujours détenir la moitié du marché de ces prochaines années.

(Publicité)
**CHAUQUE MERCHÉ
DANS LE DATÉ JEUDI**
**LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
du Monde**
C'est + de choix d'affaires
en vente et en location
C'est une exclusivité
du Monde
« La Sélection des Institutions »

Carnet

Mariages

— Géraldine JOUIN
et
Jean-Pierre DELAVAL,

ont la joie de faire part de leur mariage, célébré en toute intimité, le 1^{er} avril 1989, à Paris.

48, rue Boissacade,
75014 Paris.

— Hélène HONORAT
et
Pierre GUIGU,

font part de leur mariage, célébré, dans l'intimité, le vendredi 31 mars 1989.

125, boulevard du Général-Koenig,
92200 Neuilly.

Décès

— M^{me} Bertrand,
sa mère,
Michèle et Jean-Paul Bertrand,
son frère et sœur,
font part du décès de :

Philippe BERTRAND,

surnom le 15 mars 1989.

— M^{me} Jean Le Brun,
Jacques Le Brun et Annie Tardif,
Chantal et François-Xavier Tyl,
Jean-Baptiste, Sophie et Mathilde Le
Brun,
Benoît, Olivier, Agnès, Bernardine et
Mayen Tyl,
ont la douleur de faire part de la mort,
dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

M. Jean I.E. BRUN,

leur époux, père, beau-père et grand-père.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 29 mars 1989, à
Avernas (Allier).

Les Loges
Avernas, 03000 Moulins,
57, rue de Paradis,
63010 Paris,
6, avenue de Montparnasse,
78150 Le Chesnay.

— M^{me} Christiane PERRON-LÉPINE,
M. et M^{me} François LÉPINE,
M. et M^{me} Jean-Luc LÉPINE,
son fils et belles-filles,
Axel Andréani,
Laurent Dutoit,
les enfants de sa fille Karin LÉPINE (†),
Simone, Aurélie, Alice, Dorothée,
Jacques, Raphaël, Gabriel LÉPINE,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Pierre LÉPINE.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

31, rue Raymond,
75016 Paris.

(Le Monde daté 2-3 avril.)

— Marie-Thérèse
LOUCHE-FELISSIER,
née GROS,

est entrée dans la paix du Christ le
31 mars 1989.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mardi 4 avril, au Centre paroissial
Saint-Marc de Grenoble, à 14 h 15.

De la part de
Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et arrière-petits-enfants. Louche-
Felissier, Rivière.

— M^{me} Jean Reiller,
M. et M^{me} Jacques Reiller-Kim,
M. Philippe Reiller,
Ses familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean REILLER,
chevalier de la Légion d'honneur,
préfet honoraire,
trésorier-payeur général honoraire,
ancien maire de Ségur-le-Château.

survécu à Aïzi, le 29 mars 1989, dans sa
soixante-quatorzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le samedi 1^{er} avril, à Ségur-le-Château.

Ségur-le-Château,
19230 Arzac-Pompadour.

Soutenances de thèses

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le mercredi 19 avril à 13 heures, salle 310, entrée 1, rue Victor-Cousin, 5. — M. B. Dumas, M^{me} Claire Mabire La Caille : « Evolution topographique de la cité de Tours, des origines jusqu'au XVIII^e siècle ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le jeudi 20 avril à 9 heures, salle 308, entrée 1, rue Victor-Cousin, 5. — M. J.-B. Dumas, M^{me} Raïfola Andrianavivony : « Habitat fortifié et organisation de l'espace dans le Vozinongo (centre-ouest de Madagascar). Le cas de Lohavohitra ».

POMPES FUNÈRES
BOBLOT
ASSISTANCE TOTALE
DANS
L'ORGANISATION
D'OBSEQUES
N°VERT 05.45.22.32 PERMANENCE
24 HOURS 24 H

ous de l

d'Asie

Chapelle 1550

MUSIQUES

Le XIII^e Printemps de Bourges

Venus de la France profonde...

Le Festival donne déjà un coup de projecteur sur ce que la France compte de musiciens cachés dans les replis de ses provinces. Mais aussi sur l'Asie, sur l'Afrique...

Le Printemps a fait son lit dans cette ville de 80 000 habitants, placée en plein milieu de l'Hexagone, chargée d'histoire, de prudence et de silence. Et il a paru, samedi et dimanche — jusqu'à ce que Renaud triomphe le soir dans un stade comble — naviguer à l'image de la cité de Jacques Coeur : lentement, calmement, comme s'il prenait les mesures de sa treizième édition avant de démarrer vraiment.

Dès samedi pourtant, le festival nous est revenu changé : à l'empilement d'un Centre régional de la chanson qui, avec sa conception « rive gauche », avait fait son temps, il a inauguré un nouveau lieu, le Cernival, ouvert aux pirates de la house et au *acid music*, du *dub* et du *seratch*. Mais, il est vrai, que les dix lieux différents du Printemps ont affiché, samedi et dimanche, du déjà-vu : l'originalité est apparue moins dans la création que dans l'appellation de certains groupes : les Ignobles du Bordelais, Jo Bata-gaz et ses brûloirs.

Fort heureusement, le zoulé de Kassav, la rumba-rock de Papa Wemba, les chansons saugrenues de Pierre Vassiliu ont permis d'entendre découvertes et nouveautés. Puis est arrivé Spinich, un groupe vocal de beaus et de beurettes de la région du Doubs, un mélange de Frères Jacques, des Compagnons de la chanson, de Queen et des Mille Brothers. En première partie du specta-

cle de Smaïn, Véronique Gain s'est présentée avec une voix entre métal et mousseline qui swingue superbement mais manque encore de répertoire. Enfin, d'un petit village du Cher, le Gai-de-la-Pierre, à 35 kilomètres de Bourges, a débarqué un musicien inattendu, un joueur de vielle, Valentin Clastrier, qui a fait un pied de nez à ceux qui croient que cet instrument, vieux de plus de six siècles, est une curiosité du passé ou du folklore.

A vrai dire, Valentin Clastrier est originaire de Nice, et il a participé à Paris à de nombreux enregistrements de variétés et de musique de films, avant de se consacrer entièrement, depuis cinq ans, à la vielle à roue. Aux six cordes de l'instrument traditionnel, il en a rajouté quinze, et il a travaillé activement à la fabrication d'une vielle électronique acoustique à vingt-sept cordes. Il a ainsi changé l'image de l'instrument, multiplié ses possibilités harmoniques. Depuis, avec ses deux vieilles, Valentin Clastrier a travaillé avec François Rabbath et Michel Portal et a enregistré, chez Auvidis, un premier disque-compact.

Paradoxalement, il y a aujourd'hui en France beaucoup plus de joueurs de vielle qu'on ne le pense : plus d'un millier, et plus de cinquante en vivent. L'instrument a connu son âge d'or au dix-huitième siècle. Ensuite, les aveugles, les mendiants, toute une catégorie de déshérités, l'ont adopté.

Valentin Clastrier, qui donne un court concert à Bourges sur le thème libertaire des Cathares et participe ensuite à de nombreux festivals traditionnels en Italie, en Allemagne, en Suède, veut donner un nouvel élan à la vielle à roue. Un de ses projets sous : un big bang de joueurs de vieilles.

CLAUDE FLÉOUTER.

...et d'Asie, d'Amérique, d'Afrique

Il y a des beaux comme des stars de comédie musicale indienne. Les musiciens de la Pardiési Music Machine viennent du centre de l'Angleterre, mais ils portent le turban, comme au Pendjab. Et quand ils demandent, avec un enthousiasme juvénile et une politesse plus qu'orientale, aux quelques centaines de personnes perchées dans le Palais des congrès de Bourges s'ils aiment la house music, ils ne se formalisent pas de la perplexité des réponses. Ils reprennent leur démonstration de hip hop indien, rythmes fracturés et mélodies orientales, batterie et tabla, jusqu'à ce que le public dans le temps d'une chanson, on s'imagine pourquoi il peut inquiéter les autorités chinoises.

L'Afrique, elle, commence à devenir une destination traditionnelle. En première partie de Pierre Vassiliu, Papa Wemba, Zaïrois de Paris, héritier des sapeurs (comme dans *Vous vous sapez place des Victoires*, pas comme dans *Camembert*), a imposé sans trop d'efforts sa voix de ténor toujours au bord de l'étranglement et sa rumba rock, euphorisante.

Et puis on a fait un détour par le delta du Mississippi et les sources de la musique américaine avec le Docteur John, venu jouer devant les fans de Charlie, Couture, McRebennack, dit Doctor John, énorme et vieillissant, ne prêtant aucune attention à la salle, seul devant son piano. McRebennack a donné un cours accéléré de musique louisianaise avec une virtuosité et une simplicité impressionnantes. La musique du Professor Longhair et de Fats Domino, celle qui, il y a maintenant presque cinquante ans, a embrassé le blues et la musique cajun, les Antilles et le bayou, et dont le cri de guerre est : « Laisse le bon temps rouler ». Comme celle des Pardiési et de Papa Wemba, cette musique-là faisait se rencontrer les montagnes, et l'on pouvait danser dessus.

THOMAS SOTINEL.

NOUVELLE FORMULE

Le Monde

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

Eddy Louiss au Petit-Journal de Montparnasse

Un orage de bonheur



Eddy Louiss

celui qui s'en empare joue avec, tourne autour, survole ou trafique. Pas un mot, pas un trait dans la musique d'Eddy Louiss qui ne soit, de près ou de loin, « à la mode ».

Boîtes électroniques, effets, drumming binaire, enchaînement des accords, Eddy Louiss se sert de tout avec avidité. Il y a une intelligence de la musique chez lui qui suffirait à justifier le reste.

Les bonnes intentions, c'est comme les modes. Elles s'usent avant d'être perçues. Utiliser une fanfare où se retrouvent toutes

sortes de pingouins, des directeurs d'écoles, des dentistes, des musiciens professionnels, des critiques de jazz, des neveux de critiques, des amateurs, des fleuristes, leurs amis, voilà typiquement une bonne intention. Chez n'importe qui elle est (au mieux) tournée à la qualité, à ce que la qualité sympathique peut avoir de profondément déprimant. Avec Eddy Louiss, elle tourne à la musique. Eddy Louiss fait swinguer ensemble soixante-huit individus dont la plupart, pris individuellement, swinguent sans doute comme des fers à repasser. Il n'a aucun mérite : il ne sait pas faire autrement.

L'activité, c'est comme les bonnes intentions. Il y a des années par exemple où Eddy Louiss ne joue pas. Comme si on pouvait jouer tous les ans. Mais il est un de ces musiciens qui n'ont pas forcément besoin de jouer pour faire croire qu'ils sont musiciens. Il n'a pas besoin de faire ses preuves. Sa chaleur, son lyrisme, cette façon douce, impossible, de faire entrer la musique à pas comptés, en roulements et en trémolos, de la faire secrètement danser, parade d'amour, c'est une histoire de fidélité.

C'est par fidélité à son père, Pierre Louiss, le trompettiste marseillais avec qui, encore enfant, il tournait dans les bals et les casinos. Après quoi, chaque fois qu'Eddy Louiss s'est mêlé publiquement de musique, avec Gillespie et Quincy Jones, avec Jean-Luc Ponty et Humair, ou avec René Thomas et Lubat, avec Kenny Clarke comme avec Stan Getz, ce fut pour le meilleur. Jamais pour le pire : toujours pour le meilleur. Il ne sait pas faire autrement. Même sa passion de la danse n'est pas voulue. Rien de calculé, chez lui, rien de contrôlé, rien de programmé. Une simple, énorme joie du jeu, comme l'imperceptible colère du bonheur.

FRANCIS MARMANDE.

★ Eddy Louiss Feeling, au Petit-Journal Montparnasse, 21 heures, les 4, 5 et 6 avril. Tél. : 43-21-56-70.
★ Discographie : Eddy Louiss, Multicolor Feeling Fanfare, NTCD 105.

Le chanteur algérien Ferhat à Paris

Une voix berbère

Ferhat avait été arrêté (douze fois), torturé, emprisonné durant deux ans, puis privé de son passeport de 1982 à 1987.

Interdit de radio jusqu'à tout récemment, deux de ses albums qu'il a enregistrés étant toujours prohibés, il continue de chanter partout où il y a un espace libéré, partout où on le lui demande, sans crier gare.

Sa voix, jamais travaillée, jamais revue par un Conservatoire, sort de sa poitrine comme un geyser de l'écorce terrestre, roulant ce mystérieux idjeme berbère de Grande-Kabylie qui ne s'écrit pas mais n'a pas besoin, comme l'arabe d'emprunter au français le mot « démocratie ». Chez nous, ça se dit toudj de toute éternité.

Musique et surtout paroles, celles-ci presque toujours composées par le chanteur — même s'il a berberisé le *Déserteur* de Boris Vian et Mouloudji — retiennent toute sa concentration avec un souci d'épure très moderne et en même temps des éclats de nonchalance, une ironie typique de la littérature populaire algérienne. Sans vouloir faire de jeu de mots facile, Jean Ferrat est l'artiste français faisant le plus penser à Ferhat.

Le célèbre romancier algérien Kateb Yacine n'est pas berbérophone, mais il a volontiers préfacé le spectacle de Ferhat. « De la liberté et des hommes », où « le maquisard de la chanson utilise des armes qui font vivre ».

Ferhat et ses musiciens, mis en scène par Jean-Paul Rolin, se produisent en compagnie du conteur kabyle francophone Moussa, qui dit aussi bien la circoncision des petits musulmans que la Révolution de 1789 ou... Dieu.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

★ Théâtre Dejazet, du 5 au 13 avril. Location, tél. 43-58-23-25, ou 42-74-20-50 et aux trois FNAC.

ARTS

Faux Utrillo chez Sotheby's ?

Sept toiles du peintre français Maurice Utrillo qui doivent être vendues mercredi 4 avril aux enchères à Londres sont des faux, affirme un héritier du peintre dans le *Sunday Telegraph*. Cette déclaration a toutefois été démentie par la salle des ventes Sotheby's. Ces toiles pourraient atteindre 700 000 livres (environ 6,7 millions de francs).

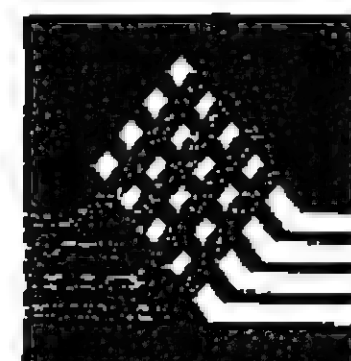
Utrillo, qui est mort en 1955, a souvent été copié, y compris de son vivant, mais le catalogue de la vente affirme que les sept toiles mises en question ont toutes été authentifiées par un expert spécialiste de ce peintre, M. Paul Péridès. L'héritier du patrimoine d'Utrillo doit se rendre à Londres pour tenter d'empêcher la vente de ce qu'il croit être de « grosses et vulgaires » copies contemporaines.

POUR TOUT SAVOIR
SUR LES MESURES CONCRÈTES POUR L'EMPLOI
LA PAROLE EST AUX ACTES.

ÉCOUTEZ DU 27 MARS AU 7 AVRIL
FRANCE INTER, EUROPE 1, RTL, RMC ET SUD RADIO

APPELEZ N° VERT 05.11.222

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



Culture

DISQUES

Schumann et Ravel
par Yvonne Lefebvre

« Le Concerto de Schumann, je ne l'aime pas, je l'adore ! Il n'y a pas un premier mouvement de concerto qui me donne une telle plénitude, un tel bonheur de jouer. J'aime aussi beaucoup l'intermezzo et le finale... Tout de même, je mets hors pair le premier mouvement. » Yvonne Lefebvre met dans son piano la passion qu'elle exprime en parlant. Elle ne joue pas du piano, elle joue au piano. Ses mains minuscules (elles ne faisaient que l'octave) la trahissent parfois, l'obligent à décomposer des accords à la main gauche, à arpéger. Qu'importe, ses arrangements s'ajustent à son jeu. Son jeu est vibrant, déclamatoire parfois, toujours inspiré, allant droit au but, coloré, péroratoire, parfois vindicatif. La pianiste ignore la peur, prend tous les risques (le finale est pris à toute allure), et même celui de ne pas être toujours synchronisée avec l'orchestre que dirige Paul Paray.

En 1970, l'Orchestre philharmonique de l'ORTF était passablement acide, et ne brillait pas par son homogénéité. Tiré par la pianiste, il se met vite à son diapason ; sonne de mieux en mieux.

Dans le *Concerto en sol* de Ravel, nos deux fringants jeunes vieillards (près de cent soixante ans à eux deux) s'amuse comme des fous, caracolent en tout sens. Quel pianiste ose prendre le premier mouvement à cette vitesse ? Quel pianiste ose attaquer le finale avec ce punch ? La tradition illustrée par Marguerite Long (doigts ronds, idées courtes) en prend un sacré coup. Et Yvonne Lefebvre, qui détestait ce style de piano (« Madame Long, ce n'était rien du tout », avait-elle coutume de dire), semble, quatre ans après la disparition de l'illustre pianiste, nous dire : « Voilà comment il faut jouer le Concerto en sol, le reste n'est que mondanité. »

A. L.
★ Un disque compact Solstice CYD 85. Distribution Solstice. Tél. : (1) 43-45-64-81.

Enfin, un quatuor
français !

Avec les Capet et les Calvet, la France avait au début de ce siècle deux quatuors à cordes qui dominaient la vie musicale internationale. Dépassant les frontières de notre pays, les Capet firent découvrir aux Allemands, bien avant les Busch, les derniers quatuors de Beethoven. A la

même époque, Edouard Risler et Alfred Cortot évangelisaient les mêmes terres en jouant les grands Schumann et les dernières sonates pour piano de Beethoven. Heureuse époque.

Formé au Conservatoire de Paris, puis par la Quatuor Amadeus et par Hatto Beyerle (l'altiste fondateur du Quatuor Alban Berg), le Quatuor Ysaye a remporté le premier prix du Concours d'Évian 1988. Pour la première fois depuis l'époque héroïque des Capet et des Calvet, nous entendons un quatuor français souple, homogène, qui joue juste, dont les partenaires ne tirent pas à hue et à dia, qui ne ressemble pas à un trio accompagnant un violoniste qui fait sa star.

Pour leur premier disque, les Ysaye ont choisi le *Quatuor KV 421*, et le *Quintette en sol mineur* de Mozart (qu'ils jouent avec Hatto Beyerle). Leur témérité est récompensée. Malgré une prise de son fluette, trop spatialisée, leur approche musicale frappe par sa dignité, sa simplicité et sa profondeur. Elle surpasse par sa tendresse, aussi.

Les Ysaye ne font, bien sûr, pas oublier l'interprétation légendaire du Quatuor de Budapest (CBS, disques hors catalogue), mais s'en approchent tout près. La France a enfin un quatuor à cordes.

A. L.
★ Un disque compact Harmonia Mundi HMC 905 203.

Jazz Classics

Les séries *Jazz Classics* et *Classic Years* (BBC records and tapes, Media 7) sont, pour l'histoire du jazz, ce que le compact a suscité de mieux. Duke Ellington (1927-1934), Louis Armstrong (1923-1931), Fats Waller (1923-1931), Bix Beiderbecke (1924-30) (CD 601), Bessie Smith (1925-33) (CD 602), Johnny Dode (1923-29) (CD 603), Jelly Roll Morton (1923-34) (CD 604), Duke Ellington (1927-34) (CD 605), Joe Venuti et Eddie Lang (1926-33) (CD 606), Red Nichols (1923-29) (CD 607), Jelly Roll Morton (1923-34) (CD 608), Al Bowlly (1931-34) (CD 609), Duke Ellington (1927-34) (CD 610), Love Songs (1928-33) (CD 611), Sully (1933) (CD 612), Movie Musicals (1927-

36) (CD 654). Swing Big Bands (CD 655), Fred Astaire 1926-37 (CD 665), Swing Small Groups 1931-36 (CD 666), Hot Violins (CD 680), Dance Bands UK (CD 681), Fletcher Henderson Rhythm 1934-36 (CD 684), Sacred Songs (CD 689), Sidney Bechet 1924-38 (CD 700), Fletcher Henderson 1923-38 (CD 720), Clarence Williams 1927-34 (CD 721). The best of jazz classics, anthologie (CD 662). Distribution : Media 7, tél. : 47-24-24-11.

Les premiers numéros de la série sont consacrés aux villes, New-Orléans, Chicago, New-York. Du blues aux chants sacrés en passant par les « love songs », la danse et la musique de films, les voix y ont une place de choix. Quant à l'histoire du jazz, elle ne peut plus se passer de ces années 20 ainsi présentées.

Avec *Jazz Classics* et *The Classics Years*, la question qui se pose n'est pas celle du choix. C'est uniquement la question de l'ordre de préférence dans lequel se les procurer. Question de patience et d'argent. Pour collectionneur, pour amateur, pour découvreur, on commencera par Bessie Smith, évidemment.

★ Robert Parker's Classics in Digital Stereo, BBC records and tapes, 32 CD (de New Orleans à Clarence Williams) : New Orleans (BBC CD 388), Chicago (1923-29) (CD 389), New York (1923-31) (CD 390), Fats Waller (CD 398), Bix Beiderbecke (1924-30) (CD 601), Bessie Smith (1925-33) (CD 602), Johnny Dode (1923-29) (CD 603), Jelly Roll Morton (1923-34) (CD 604), Duke Ellington (1927-34) (CD 605), Joe Venuti et Eddie Lang (1926-33) (CD 606), Red Nichols (1923-29) (CD 607), Jelly Roll Morton (1923-34) (CD 608), Al Bowlly (1931-34) (CD 609), Duke Ellington (1927-34) (CD 610), Love Songs (1928-33) (CD 611), Sully (1933) (CD 612), Movie Musicals (1927-

1935) (CD 653), Movie Musicals 1927-

36) (CD 654). Swing Big Bands (CD 655), Fred Astaire 1926-37 (CD 665), Swing Small Groups 1931-36 (CD 666), Hot Violins (CD 680), Dance Bands UK (CD 681), Fletcher Henderson Rhythm 1934-36 (CD 684), Sacred Songs (CD 689), Sidney Bechet 1924-38 (CD 700), Fletcher Henderson 1923-38 (CD 720), Clarence Williams 1927-34 (CD 721). The best of jazz classics, anthologie (CD 662). Distribution : Media 7, tél. : 47-24-24-11.

Marc Perrone,
les musiques du monde

Marc Perrone est un des musiciens qui vont changer l'idée de l'accordeon. Nouvelle génération. Ils arrivent avec une autre idée de la musique. Ce n'est pas la technique qui a changé, c'est le jeu. On trouve autour de Marc Perrone, dans son premier disque, *Velverde*, Marcel Azzola, Henri Texier, André Minvielle, Louis Scialoja ou Bernard Lubat. C'est un signe, du même ordre que son répertoire. Les aires traditionnelles, un hommage à Nino Rota, une suite irlandaise, la tarentelle, et évidemment la valse. A propos de valse, il faut écouter *Soir de Paris*.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, dans ce pays, que la tradition musette a frôlé celle du jazz. Mais on n'a pas si souvent l'occasion d'entendre des musiciens, en l'occurrence Perrone, Lubat et Texier, aussi capables de jouer dans l'esprit (ce qui ne s'invente pas) que dans l'élégance : le jeu de Lubat est un modèle de jazz. *Velverde* est une absolue réussite, poétique, légère, tentante, et un signe annonciateur.

Marc Perrone, *Velverde*, Chant du Monde, LDX 274 895.

F. M.

MODE

L'air de Londres

La carte postale déchirée

Dans le calendrier des collections, entre Milan et Paris, il y a eu Londres.

Vingt-trois créateurs y ont présenté leur collection hiver 1989-1990. Trois cents exposants ont accueilli six mille cinq cents visiteurs.

« Jetez vos aérosols » : voilà le message lancé par Katharine Hammett à l'issue de son défilé noir et vert. Sur les tee-shirts des hôtes, comme sur les cartons d'invitation, est imprimée une tête de mort surmontée d'un « clean up or die ».

Avec leur combinaison moulante en panne de velours, leur short de satin, les filles ont mis le public blasé en émoi. Cils épaissis au mascara, crinière à la Shrimpton, elles ont dansé, enfilées par Barry White et Mick Jagger. L'an dernier, elles défilèrent encore avec des robes de velours dignes de Lady Chatterley.

Hier, sur Hammersmith Road, la zone des défilés, chaque passant était une apparition : japonaises à perruque afro, héroïnes psychédélices en vison et mocassins plate-forme. Et puis les tenues se simplifient, se fondent dans des carnets-canonage (verts, marrons, ocres), ou se compliquent à force de superpositions.

C'est un blouson d'aviateur sur une chemise à jabot, un gilet souvenir de Katmandou sur une jupe façon Vasarely trouvée à Portobello Market... Tout se mélange au gré des basards, du chic à la « do-chard » et des Mickey à tête de mort confrontés à des badges Smiley, des croix, des signes anarchistes, des étoiles de David, une accumulation sans violence apparente, qui marque une certaine lassitude, des tenues-pancarte.

Mais l'anarchie donne le ton, le négligé est un style. La grosse médaille commerciale s'est mise en place. A Camden Market, les touristes achètent des jeans délavés, déchirés, au même prix que les neufs. Le cynisme, le rejet de l'establishment « mode », devient un thème d'inspiration. Pour l'hiver 1989-1990, Body Map présente des tee-shirts imprimés de « plan officiel du shopping » dans les villes européennes avec en points de repères, les boutiques Gaultier, Comme des garçons, Armani...

Le retour au naturel justifie toutes les mesquines. A Kensington Market, le souk « in » Londres, on solde les blousons noirs, on ressort les petites vestes « patchwork », en morceaux de cuir teints et grossièrement cousus, les gilets crochétés, les sacs à tout made in India, les casquettes bengales.

Les foulards perdus comme des rideaux, « James Brown » a transformé son stand en chapelle pour y vendre, dans une pénombre bleue, des jeux de tarot, des blocs de cristal porte-bonheur...

Il y a dix ans, Karl et Anthony ont fondé un lieu se reconstruisant dans les débris soviétiques en ouvrant Mark et Staline. Aujourd'hui, ils méditent de Jean-Paul Gaultier - qui ne s'est d'ailleurs jamais caché de venir sentir le

vent à Londres. « Il pourrait avoir ses propres idées, au lieu de nous les pignoler », disent les fauconniers les marteaux. Et pour cause. Sous leur nouvelle raison sociale, Big Jesus Trash Can, ils diffusent des vestes en lamé or et velours imprimés de scènes bibliques (environ 2 000 F) ou des bondeuses branchées, clips Jean-Paul II, etc., avec, en fond sonore, God le love, leur dernier disque. « Nous n'avons pas changé. La différence, c'est que nous sommes mieux organisés. »

La colère (contre Margaret Thatcher, le nucléaire, les pluies acides, le gaspillage, l'inégalité...) est moins ostensiblement affichée. Pourquoi le serait-elle ? Récemment, plus chère aujourd'hui que l'écologie la terre. Il suffit d'entrer chez Harrod's et on est conquis par les gros pulls de gentlemans-farmer, les pelles chromées, pour l'exposition-vente « Month in the country », et, sur les étageres entourées de gazon artificiel, des cakes en forme de vache.

Humours
et accessoires

Hier, selon une formule inspirée de Vogue, le journal-maison, montrait des coquettes pouffant dans des jupes de taffetas rose vif. Le style couture avait raison de tout.

Aujourd'hui, face à la récupération généralisée des modes, y compris de ses phénomènes de rejet, les créateurs semblent déclarer forfait. On ne prescrit plus rien. John Galiano tire le rideau : voici, accompagnés par des chants religieux arabes, des cols roulés rempés en tchador, des manteaux drapés, immenses, recouverts de la coupe comme des linceuls gris, noirs, violets sombres, indigo. Vivienne Westwood, elle, souligne les rondeurs, avec des caleçons et des tinssets imprimés de croissillons façon chaussettes Burlington.

Il y a là, comme toujours, ce qu'on ne voit nulle part ailleurs : des écarapies à brides géantes tournant autour du mollet, des ceintures guipées à miroirs, des marquises qui s'évanouissent sur le podium ou s'embranchent sur la bouche.

L'humour et le kitsch appartiennent désormais aux accessoires : Patrick Cox et ses souliers, Bernadette et Speirs, Stephen Jones pour leurs chapeaux extravagants, Simon Smith et ses broches rose shocking où brille une couronne royale émaillée.

Plus sage, le style « continental » est en vogue. Katharine Hammett a signé un contrat de fabrication avec des Italiens, et annonce qu'elle ne défilera plus à Londres, mais à Paris... Les « English Eccentrics » éditent des foulards-vitraux presque aussi élégants et discrets que ceux de chez Hermès... Les nouvelles victimes de la mode sont les financiers et les golden girls de Chelsea, arrosant leurs déjeuners d'affaires de Perrier.

Il y a aussi les classiques légèrement décalés, chemises à fleurs et gilets en cashmere mauve de Paul Smith, vendus en même temps que les livres d'art, la porcelaine blanche, à Covent Garden, du côté de Butler's Wharf.

LAURENCE BENAIM.

Communication

Réunis à la tour Eiffel

Les journalistes de télévision réfléchissent
sur les limites de leur pouvoir

A l'occasion de son centenaire, la tour Eiffel, en collaboration avec l'Institut national de l'audiovisuel (INA), organisait le 1^{er} avril les deuxièmes rencontres des présentateurs de journaux télévisés. Trente-cinq télévisions venues d'Asie, d'Afrique et d'Europe ont répondu à l'invitation.

Sur les télévisions, la succession des génériques et des sommaires est élogieuse. De la Côte-d'Ivoire au Canada de la Chine au Danemark, le rituel est immuable : courtes séquences d'images, titres en surimpression qui s'effacent pour laisser place, plein cadre, au présentateur vedette, grand prêtre de cette messe qu'est, aux quatre coins du monde, le journal télévisé.

Les trente-cinq journalistes qui se sont retrouvés à Paris le 1^{er} avril sont, dans leur pays, des stars connues de millions de téléspectateurs. Mais, réunis dans la salle Gustave-Eiffel, au premier étage de la tour, ils ne sont, les uns pour les autres, que des inconnus. Toute l'originalité de la manifestation, organisée par l'INA et la tour Eiffel, tient dans ce paradoxe qui se révèle, à l'expérience, d'une grande fertilité.

A l'abri des caméras et du vedettariat, les « demi-dieux » du petit écran redevenant de simples professionnels qui échangent librement leurs expériences, qui s'interrogent sur les contraintes et les risques de leur métier.

C'est les journalistes de télévision sont souvent les mieux placés pour mesurer quotidiennement les limites de leur spectaculaire pouvoir. Qui décide de la hiérarchie des informations, des précieuses secondes qu'elles occupent à l'écran ? Le pouvoir politique, répondent honnêtement les journalistes des États du tiers-monde ou des pays socialistes dans lesquels l'information s'identifie encore trop souvent aux vœux des maîtres du pouvoir. Certes, l'actualité internationale parvient à supplanter parfois le dernier congrès du parti mais les rédactions n'ont guère de prise sur ces images venues d'ailleurs par satellite et produites par les grandes agences mondiales ou Cable News Network (CNN).

A l'Ouest, les télévisions connaissent d'autres dérives : la concurrence, la lutte pour l'audience bousculent les vieilles hiérarchies héritées de la presse écrite. « Pourquoi le mettre à la une ? Les faits divers crapuleux », s'insinuit Jeremy Paxman de la BBC et Lally Hoffmann de la télévision danoise, pour lutter contre les chaînes par satellite de M. Rupert Murdoch qui vont arroser l'Europe ? Ladislav de Hays (CFI) et son confrère belge, Jacques Bedraet, s'alarment, eux, de voir les télévisions européennes renoncer à traiter certains sujets, trop complexes à mettre en images, ou cédant à la tentation de sponsoriser le sport, la météo et parfois même l'économie.

Quelques images des incidents du stade du Heysel, de la mort d'une petite fille colombienne prisonnière d'un glissement de terrain ou d'une prise d'otages relancent la discussion sur la responsabilité morale de l'information télévisée. Faut-il tout montrer au risque de flatter un certain voyeurisme ? Faut-il couvrir en direct les actions des terroristes qui risquent ainsi de prendre la télévision et l'opinion publique en otage ? La tentation est grande de répondre par la négative mais, encore une

fois, la concurrence des autres chaînes force souvent la décision.

Restait à évoquer les pressions des pouvoirs politiques, économiques ou religieux sur l'indépendance des rédactions. Là encore, les grandes télévisions européennes n'ont parfois rien à envier aux chaînes d'État des pays de l'Est ou tiers monde. Les journalistes britanniques ont vivement protesté contre la censure préalable du gouvernement de M^{re} Thatcher sur les reportages concernant l'IIRA. Les chaînes scandinaves se plaignent de ne pas recevoir de la télévision espagnole les images des attentats de l'ETA. Et Hisamori Isomura, présentateur de la NHK, explique lucidement comment le culte du consensus des télé-spectateurs japonais pèse sur l'attitude des journalistes à l'égard des hommes politiques.

Invité à clore les travaux de ces deuxièmes rencontres, Jean-Pierre Elkabbach, directeur d'Europe 1, a invité ses collègues à bousculer leurs habitudes et le carcan formel du journal télévisé pour préparer l'avènement des chaînes par satellite et de la mondialisation de l'information.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Dans une lettre
au président de la RépubliqueDes personnalités
de la culture dénoncent
la politique européenne
du gouvernement

L'ensemble des créateurs français se mobilisent contre la politique européenne du gouvernement en matière d'audiovisuel. Toutes les organisations de producteurs, réalisateurs, auteurs, artistes-interprètes organisent, mardi 4 avril une conférence de presse. Une centaine de personnalités ont signé une Lettre ouverte au président de la République pour dénoncer une politique « résignée au déclin et à l'abandon ». Ils reprochent à M^{re} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, d'avoir accepté le 3 mars, lors du conseil des ministres de la Communauté, une directive sur la « Télévision sans frontières » reconnaissant au quota de 60 % pour les œuvres européennes (le Monde du 7 mars 1989).

Les signataires demandent à M. Mitterrand que la France revienne à « ses positions initiales » lors du prochain conseil des ministres européens le 3 avril, « faute de quoi elle abdiquerait à nouveau et renoncerait définitivement à toute ambition culturelle pour l'Europe ».

Le compromis signé à Bruxelles sur la « Télévision sans frontières » a déjà suscité les vives protestations de M. Georges Marchais pour le Parti communiste et de MM. Valéry Giscard d'Estaing, François Léotard et Philippe de Villiers pour l'UDF. Au lendemain du 3 mars, un communiqué du Parti socialiste avait, lui aussi, déploré le recul des positions françaises.

Un groupe australien rachète
Metro Goldwyn Mayer-United Artists

C'est finalement le groupe australien Qintex, propriétaire notamment d'un réseau de télévision en Australie, qui rachètera au financier Kirk Kerkorian la compagnie cinématographique MGM-United Artists. Cette transaction, annoncée vendredi soir 31 mars, met fin à une longue période de spéculation à la fois sur la MGM et sur les intentions de M. Kerkorian, dont les deux précédentes tentatives de vente ont tour à tour échoué.

Le groupe Qintex va donc acquérir pour la somme de 1 milliard de dollars (63 milliards de francs) l'ensemble des actifs de la compagnie MGM-United Artists, dont les studios de production et la cinématèque de quatre mille films. Un montage complexe, désormais familier au financier américain, prévoit cependant le rachat par ce dernier pour 250 millions de dollars du nom de MGM, de son logo (le fameux lion rugissant), de la branche télévision - y compris le catalogue de mille sept cent cinquante heures de programmes - des trente-quatre films produits par le groupe ces trois dernières années, ainsi que du siège situé à Beverly Hills. Une troisième étape verrait enfin cette MGM nouvelle formule investir 75 millions de dollars dans le groupe Qintex, un accord prévoyant déjà de confier à United Artists la distribu-

tion de toutes ses productions cinématographiques et télévisuelles. M. Kerkorian, dont la transaction semble avoir été largement facilitée par l'énorme succès de *Rain Man*, le film aux quatre Oscars, est en effet bien décidé à poursuivre ou relancer ses activités de production.

United Artists est ainsi le deuxième grand studio de Hollywood à passer sous le contrôle d'intéressés australiens, puisque M. Rupert Murdoch - depuis lors naturalisé américain - a racheté en 1985 à Marvin Davis la 20th Fox Century. Ce n'est cependant pas le dernier à intéresser les investisseurs étrangers : des rumeurs et des révélations de la chaîne CBS font état de négociations avancées entre le japonais Sony et le groupe américain MCA pour le rachat des studios Universal.

● Les suites de l'affaire Michel Droit. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a examiné, jeudi 30 mars, l'appel interjeté par le parquet contre l'ordonnance par laquelle le juge Claude Grélier avait, le 5 janvier, renvoyé en correctionnelle l'académicien Michel Droit pour « corruption passive ». Le magistrat - aujourd'hui vice-

président du tribunal de Paris - n'avait en effet pas attendu les réquisitions du parquet pour rendre une ordonnance qui bousillait l'instruction de l'affaire Droit et concernait également MM. Yves de Chateauneuf, directeur général de la Soprasa, et Pascal Valléry-Radot, ancien chargé de mission à la CNCL. L'arrêt de la chambre d'accusation sera rendu le 27 avril.

Le bonheur
c'est aussi simple
qu'une rencontre

Plus on attend de son couple, moins on doit se tromper. Or, en dépit des apparences, le cercle de nos relations n'est pas aussi vaste qu'il le faudrait pour répondre à nos attentes nouvelles. Et la vie quotidienne dévore notre temps.

Il faut donc pouvoir rencontrer des personnes qui vous plaisent, qui ont les mêmes projets, les mêmes centres d'intérêt, les mêmes passions que vous.

Et que vos rencontres soient naturelles, spontanées, libres... Utopique ?

Pas si sûr ! Des milliers de couples qui ont vécu cette expérience témoignent du contraire.

Depuis 1959, cette idée a fait l'objet de nombreuses communications, lors de congrès de psychologie internationale.

Pour recevoir une documentation complète : Faites 36.15 code ION sur votre Minitel ou retournez cette demande.

Veuillez vous engager sérieusement et sans engagement, sous pli neutre et cacheté, votre livre d'information en couleur.

M. Mlle, Mlle
Prénom Age
Adresse

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare Tél. : (1) 45.26.78.85
■ TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-et-Coli Tél. : 61.59.48.58
■ BRUXELLES (1000) rue du Marche-aux-Herbes 105 BP 21 Tél. : 511.74.30
■ GENEVE (1206) 4, route de Florissant Tél. : (022) 46.84.88

● Ion International
UNE LIBERTÉ EN PLUS.

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

A NIGHT IN HAVANA. Film américain de John Holland, v.o. : Action, 14 h 30, 16 h 30, 19 h 30, 21 h 30. **CHRISTINE.** 6 (43-29-11-30) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-76). **HIGH HOPES.** Film britannique de Mike Leigh, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). **MISSISSIPPI BURNING.** Film américain d'Alan Parker, v.o. : Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de UGC Danton, 6 (42-22-87-23) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Courcelles, 8 (45-59-52-52) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Convention, 15^e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 19 (45-25-46-01) ; La Cambette, 20 (46-36-10-90). **UN TOUR DE MANÈGE.** Film français de Pierre Fadin, v.o. : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-56-31) ; Les Nations, 13^e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Flammes Bleues, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94). **LES FILMS NOUVEAUX** 93-40 : Pathé Wexler, 18^e (45-22-46-01). **OPPRESSIONS.** Film français de Jean Cayrol : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65). **TEQUILA SUNRISE.** Film américain de Robert Towne, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-33) ; George V, 8 (45-64-41-41) ; UGC Biarritz, 8^e (45-62-20-40) ; Sept Parnasses, 14^e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2^e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-25-46-01) ; La Cambette, 20 (46-36-10-90). **UN TOUR DE MANÈGE.** Film français de Pierre Fadin : Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-56-31) ; Pathé Hauteville, 6 (46-36-10-90) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alféria, 14 (45-25-46-01) ; Les Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15^e (45-74-94-94).

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24)
Hommage à Edward R. Pressman, producteur : Talk Radio (1988, v.o.), d'Oliver Stone, 21 h.

SALLE GARANCE

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-37)
Rimini et le cinéma : Un été violent (1959, v.o. s.t.f.), de Valerio Zurlini, 14 h 30 ; Courtier du cœur (1952, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 17 h 30 ; Les Vitelloni (1952, v.o. s.t.f.), de Federico Fellini, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-26-34-38)

Rélicie.

Les grandes reprises

L'ANNÉE DU DRAGON (A, v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41). **BRATZ (B, v.o.) :** Studio Galande, 5 (43-54-72-71). **CASINO ROYALE (B, v.o.) :** Le Champ, 5 (43-54-51-60). **CHOCOLAT (F, v.o.) :** Club, 9 (47-70-81-47). **LE CRIMINEL (A, v.o.) :** Action Christian, 6 (43-29-11-30). **LES DIABLES (B, v.o.) :** Accor, 5 (46-33-86-86). **DOUBLE DÉTENTE (A, v.f.) :** Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41). **EASY RIDER (A, v.o.) :** Cinoche, 6 (46-33-86-86). **LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A, v.o.) :** Action Christian, 6 (43-29-11-30). **GERTRUD (D, v.o.) :** Racine Odéon, 6 (43-26-19-68) ; Sept Parnasses, 14 (43-26-32-20). **L'HONNEUR DES PRIZZI (A, v.o.) :** Panthéon, 5 (43-54-15-04). **JULES ET JIM (F, v.o.) :** Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).

PARIS EN VISITES

LUNDI 3 AVRIL

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures : « Les francs-maçons au Père-Lachaise », 14 h 45, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).
« Rodin et Camille Claudel », 14 heures, 77, rue de Varenne (Tourisme culturel).
« De l'hôtel de Beauséjour et sa cave gothique à la place des Vosges », 14 h 30, 68, rue François-Miron (Sauvegarde du Patrimoine historique).
« Cours et ruelles du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (M^{me} Cazas).
« Les lieux mêmes de l'affaire du collier de la Reine », 14 h 30, métro Sébastien-Froissant (C. A. Mouton).
« La franc-maçonnerie et les rites du Grand-Orient de France », 14 h 45, 16, rue Cadet (M. Banaassat).
« La Bibliothèque nationale », 15 heures, 58, rue de Richelieu, dans le hall d'entrée (Mémoriaux historiques).
« L'Opéra, de Garnier à Chagall », 15 heures, dans le hall (D. Bouchard).
« Quand Marianne dansait avec Paris », 15 heures, Petit Palais, hall (Approche de l'art).
« Rodin et Camille Claudel », 15 heures, entrée, 77, rue de Varenne (M. Polyer).
« Le Musée de la police », 15 heures, 1 bis, rue des Carmes (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Salle Chailiot-Galliers, avenue George V, 15 heures : « Un art de vivre de Venise » (Paris et son histoire).

Lundi 3 avril

GERTRUD (D, v.o.) : Les Trois Balzacs, 6 (45-61-10-60) 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30. **HELLZAPOPPIN (A, v.o.) :** Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-68) 20 h 15. **L'ÉTHÉRE SAÏNS RIN (A, v.o.) :** Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-68) 14 h. **HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.o.) :** Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65) 22 h. **L'HOMME BLESSÉ (F, v.o.) :** Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 15. **HUGO ET JOSEPHINE (S, v.f.) :** Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55) 10 h. **JE T'AIME, MOI NON PLUS (F, v.o.) :** Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 20. **JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A, v.o.) :** Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 18 h 45. **LES JOYEUX PIRATES DE L'ÎLE AU TRESOR (Jap, v.f.) :** Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 11 h 30. **LE JUPON ROUGE (F, v.o.) :** Studio Galande, 5 (43-54-72-71) 18 h 15. **KRYSSAR, LE JOUEUR DE FLÛTE (tchèque, v.f.) :** Le Berry Zébre, 11 (43-57-51-55) 15 h. **LEGEND (A, v.o.) :** Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 13 h 45. **LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARAGOSSA (Pol, v.o.) :** Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 15. **METROPOLIS (A, v.o.) :** Denfert, 14 (43-21-41-01) 12 h 20. **MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit, v.o.) :** Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 17 h 15. **MOONWALKER (A, v.o.) :** Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 13 h 30. **MORT A VENISE (It, v.o.) :** Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h. **LA MOUCHE (F, v.o.) :** Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 17 h 15. **LE NOM DE LA ROSE (F, v.o.) :** Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 20 h 15. **NOSTALGIA (F, v.o.) :** Denfert, 14 (43-21-41-01) 22 h.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

VOLTAIRES FOLIES. Comédie de Voltaire (1718), 21 h. **LE THÉÂTRE DE BREL.** Espace Pierre-Cardin (48-04-31-04) 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Brasserie, Brel, 20 h 30. **COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11).** O. Voltaire, 21 h. **COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15).** Salle Richelieu, 0 La Cagnotte : 20 h 30. **ESPACE PIERRE CARDIN (48-04-31-04).** 0 Le Théâtre de Brel : 20 h 30. **GYMNASÉ MARIE-BELL (49-46-79-79).** L'Événement de rue vie : 20 h 30. **HUCHETTE (43-26-38-99).** La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Léopon : 20 h 30. Les Mystères de la Révolution : 21 h 30. **LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).** Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Le Jardin d'Al Mustafa le prophète : 20 h. Quant au diable, n'en parlons pas : 21 h 30. Théâtre rouge, L'Aquarium : 18 h 45. 0 Après la pluie, le beau temps : 20 h.

expositions

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. de 10 h à 22 h.

ERIK GUNNAR ASPLUND. Centre d'information Cci. Entrée libre. Jusqu'au 17 avril.

FORUM ET GRAND FOYER. Jusqu'au 4 septembre.

SUR LE PASSAGE DE QUELQUES PERSONNES. A travers une assez courte unité de temps, Situations 1957-1972. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 9 avril.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal. Eisenhower.

GAUGUIN. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h. Fermeture des galeries tous les jours à 19 h, mar. à 21 h. Nocturne mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 24 avril.

PAYSAGE DANS LE BROUILLARD (Gr. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 20 h. **PINK FLOYD THE WALL (Brit, v.o.) :** Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 18 h 45. **LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr, Tch.) :** Denfert, 14 (43-21-41-01) 18 h 40. **LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU ROI DRAGON (Chin, v.f.) :** Studio 43, 9 (47-70-63-40) 14 h, 15 h 30, 17 h. **PRINCESS BRIDE (A, v.o.) :** Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h. **QUERELLE (F, v.o.) :** Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) 11 h 45 ; République Cinéma, 11^e (48-05-51-33) 17 h 10. **QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A, v.f.) :** République Cinéma, 11^e (48-05-51-33) 17 h 10 ; Denfert, 14 (43-21-41-01) 17 h 10. **LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) :** Denfert, 14 (43-21-41-01) 10 h. **SCARFACE (A, v.o.) :** Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h. **LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A, v.o.) :** Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-68) 15 h 45. **LA TABLE TOURNANTE (Fr.) :** Denfert, 14 (43-21-41-01) 17 h 10. **TEX AVERY CARTOONS N° 3 (A, v.o.) :** Club Gaumont (Publicité Marignan), 8 (43-59-19-08) 14 h 15, 16 h 15. **TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (F, Bel.) :** Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h. **TITI SUPERSTAR (A, v.f.) :** République Cinéma, 11^e (48-05-51-33) 14 h ; Denfert, 14 (43-21-41-01) 12 h 20. **TOP GUN (A, v.o.) :** Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 15 h. **VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A, v.o.) :** Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-68) 18 h. **LES VOYAGES DE GULLIVER (A, v.o.) :** Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 13 h 45. **ZELIG (A, v.o.) :** Accor, 5 (46-33-86-86) 18 h 30.

MARIS (42-78-03-53). L'Avare : 20 h 45. **MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74).** La Face cachée d'Orion : 21 h. **MATHURINS (42-65-00-00).** Une vie de théâtre : 21 h. **MATHURINS (PETITS) (42-65-00-00).** Pour l'amour de Marie Salot : 19 h. **THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-37).** Nina c'est autre chose Théâtre en appartement : 20 h 30.

Concerts

ATHÈNES-LOUIS-JOUEVET (9) (47-42-67-27). Susan Dunn, 20 h 30. **John Westman (piano).** Œuvres de Haendel, Wolf, Liszt, Sibelius, chansons populaires finlandaises. **CHATELIER THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (1^{re}) (40-28-28-40).** Simon Eizen, 20 h 30. **Basse, William Nabors (piano).** Œuvres de Mozart, Schubert, Brahms, Mendelssohn, Caldaris, negro spirituals. **SALLE PLEYEL (9) (45-43-48-75).** Orchestre de Paris, 21 h. **Dietrich Fischer-Dieskau (baryton), Daniel Barenboim (piano).** Œuvres de Mahler. **THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (9) (47-40-36-31).** Ensemble Musiques, 20 h 30. **Dir. Christophe Coin.** Patrick Cohen (piano). Œuvres de Mozart.

L'ART ET LA VIE A MADAGASCAR. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F (dim. : 8 F). Jusqu'au 21 mai.

COSTUMES HISTORIQUES RUSSÉS 1700 - 1914. De la collection du musée de l'Héritage de Leningrad. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (45-52-99-94). T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 mai.

RICHARD MORRIS HUNT, ARCHITECTE (1827-1895). La tradition française en Amérique. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 mai.

Centres culturels

CLAUDE FERRAULT (1613-1688) OU LA CURIOSITÉ D'UN CLASSIQUE. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 16 avril.

LE RIRE EST UNE ARME. La caricature française et la Révolution 1789 - 1799. Bibliothèque Nationale, galerie Manant, 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.l.j. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 avril.

VISIONS DU SPORT. Cent ans de photographies de sports, sportifs et supporters. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 17 avril.

BOXES ET FOLIES. Ecole spéciale d'architecture, 254, bd Raspail (43-23-83-70). T.l.j. et sam. et dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 6 mai.

GASTON CHAÏSSAC. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York (47-23-36-88). T.l.j. et dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 6 mai.

LES PASSAGES COUVERTS. Mairie du 1^{er} arrondissement, 4, place du Louvre. T.l.j. de 11 h 30 à 18 h. Visites-conférences les jeudis et samedis à 15 h. Entrée libre. Du 3 avril au 16 mai.

MAN RAY. 360^e de Bercy, Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne, route de Sèvres (45-01-20-10). T.l.j. de 11 h à 18 h, nocturne le jeu, jusqu'à 21 h. Entrée : 15 F. entrée du parc : 5 F. Du 31 mars au 5 juin.

“Un film d'une belle subtilité... William Hurt époustouflant”.

PREMIÈRE

WILLIAM HURT · KATHLEEN TURNER · GEENA DAVIS

MEILLEUR FILM DE L'ANNÉE!



VOYAGEUR MALGRE LUI

UN FILM DE LAWRENCE KASDAN

WARNER BROS. présente WILLIAM HURT · KATHLEEN TURNER · GEENA DAVIS
UN FILM DE LAWRENCE KASDAN "VOYAGEUR MALGRE LUI" (THE ACCIDENTAL TOURIST)
CAROL LITTELTON, ALICE BRIDGES BO WELCH, JAMES HANCOCK, JOHN BAILEY, ASAC
JOHN WILLIAMS MUSIC BY FRANK GALATI et LAWRENCE KASDAN
ANNE TYLER COSTUME DESIGNER PHYLIS CARLYLE et JOHN MALKOVICH
LAWRENCE KASDAN, CHARLES OKUN et MICHAEL GRILLO MUSIC BY LAWRENCE KASDAN

MERCREDI



PROGRAMME SUR DEMANDE (16) 42.23.37.81

MERCREDI

GEORGES BENVAYON et PAUL ROZENBERG présentent

ÉTIENNE CHICOT

JACQUES PENOT

CAMILLE DE CASABIANCA

APRES LA PLUIE

un film de CAMILLE DE CASABIANCA



Le Monde ECONOMIE

LA STRATÉGIE DU DÉVELOPPEMENT

Un réalisme à risque

Reconnue indispensable,
l'arme de l'assainissement est
à manier avec la plus extrême prudence

AUSTÉRITÉ et rigueur, ce double mot d'ordre aura ponctué les années 80 dans la plupart des pays industriels. Pour le tiers-monde, cette remise en ordre des finances et de l'économie se poursuit sous la sévère bannière de l'« ajustement structurel ». Une terminologie barbare introduite par le Fonds monétaire international (FMI), au lendemain du premier choc pétrolier, en 1974.

A l'époque s'était imposée la nécessité de mettre en place un mécanisme de trois ans pour accompagner les pays en difficulté dans la mise en œuvre d'une politique de réformes de longue haleine. Tombée en désuétude, puis rénovée il y a quelques mois, cette formule visait à alléger le coût de mesures destinées à moderniser les institutions, lutter contre des distorsions fiscales, monétaires ou commerciales ; bref, à améliorer les structures mêmes de l'économie.

Depuis 1980, la Banque mondiale s'est lancée elle aussi dans des « prêts d'ajustement structurel » parfois très ciblés sous forme de programmes sectoriels. Le FMI a renchéri en offrant aux plus démunis des crédits sur sa « facilité d'ajustement structurel », élargie à l'automne 1987. Tous ces mécanismes sont assortis de sévères conditions préalables et exigent des bénéficiaires un engagement précis.

La prise de conscience

Quinze ans après, l'heure des bilans a sonné. Elle risque d'être délicate pour le comité de développement, l'institution conjointe de la Banque mondiale et du FMI, qui se réunit sur ce thème le 4 avril à Washington. Faire la part des progrès — ténus — et des échecs d'une politique appliquée à tâtons par les pays en développement sur les conseils et sous la haute surveillance des organismes multilatéraux est difficile.

Quelle part attribuer à l'aide ou aux réformes dans la lente amélioration de certains pays comme le Mexique, le Maroc ou le Chili ? Quelle responsabilité attribuer

aux gouvernements débiteurs mais aussi aux créanciers et aux instances internationales dans les dérapages ou les revers accumulés par d'autres, tels la Côte d'Ivoire, le Nigeria, l'Argentine, voire le Brésil ? Quelle leçon, enfin, tirer du passé récent pour établir les rôles respectifs des deux institutions sœurs issues des accords de Bretton Woods devenues concurrentes, la BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) et le Fonds ?

Une seule réunion du comité de développement ne suffira pas à répondre à ces questions. Le seul fait qu'elles se posent confirme au moins la prise de conscience générale de l'insuffisance de la stratégie du développement, de plus en plus liée à celle de la dette pour les pays latino-américains comme pour les plus démunis d'Afrique. Il suffit de se reporter quelques années en arrière pour mesurer le chemin accompli sur la voie d'une certaine lucidité.

Lors de son arrivée à la Maison Blanche, le président Ronald Reagan n'avait pas de mots assez durs pour le développement du tiers-monde. L'approche structurelle de la Banque mondiale était peu appréciée à Washington, irrité de voir un organisme spécialisé dans le financement de projets précis se lancer dans l'aide à la gestion des gouvernements.

Le second mandat Reagan a marqué une rupture avec cette idéologie tournée vers le « tout privé » et le vieux adage « Aide-toi l'Amérique, l'aidera ». Symbole de ce revirement pragmatique, le nouveau secrétaire américain au Trésor de l'époque, M. James Baker, poussait même la BIRD à multiplier les prêts d'« ajustement structurel » à l'automne 1985, dans l'espoir, depuis lors déçu, d'aider les pays en développement à sortir du piège de la dette et à renouer avec une saine croissance et par là-même avec une crédibilité financière perdue.

Ce type de crédits prenait alors son véritable essor. Durant le dernier exercice, 1987-1988, la Banque mondiale a consacré près du quart de ses opérations à de tels programmes, une proportion dépassant 30 % pour les grands

débiteurs d'Amérique latine, les plus préoccupants pour les États-Unis. La tendance est désormais la même en faveur de l'Afrique pour les prêts attribués à des conditions privilégiées par la filiale de la Banque, l'AID (Association internationale de développement).

Ainsi se sont créées des zones grises d'influence : la Banque, soudain préoccupée de politiques

ou des Philippines celui du Japon, la stratégie de l'ajustement se cherche. A l'autre bout de la chaîne, du côté du tiers-monde, les choix budgétaires imposés par des temps difficiles paraissent encore plus complexes lorsque tout semble prioritaire aux gouvernements, et surtout les dépenses militaires... Hommes de terrain, les « chargés de mission » en savent quelque chose. « La revue des programmes d'investissements publics, souvent financés avec l'aide de pays industriels prompts à prêcher la rigueur mais peu ouverts aux critiques ponctuelles », souligne l'un d'eux.



à relativement court terme, se trouvent en concurrence avec le FMI, appelé à replacer dans une vision à plus long terme ses interventions de sauvetage immédiat des pays en développement.

Des intérêts contradictoires

Plus que le volume des crédits ainsi consentis, dérisoires, avec quelque 20 milliards de dollars, face aux dégâts provoqués par

La promotion du secteur privé et, depuis peu, la protection de l'environnement constituent les priorités des États-Unis. L'amélioration des services sociaux et la lutte contre la pauvreté celles des Scandinaves. Le poids de l'histoire ou de la proximité régionale ne simplifie rien. Entre l'Amérique latine, objet de tous les soucis américains, l'Afrique, terrain privilégié de l'aide française, l'Inde, préoccupation britannique, l'Indonésie, enfant chéri des Pays-Bas,

ou les Philippines celui du Japon, la stratégie de l'ajustement se cherche.

A l'autre bout de la chaîne, du côté du tiers-monde, les choix budgétaires imposés par des temps difficiles paraissent encore plus complexes lorsque tout semble prioritaire aux gouvernements, et surtout les dépenses militaires... Hommes de terrain, les « chargés de mission » en savent quelque chose. « La revue des programmes d'investissements publics, souvent financés avec l'aide de pays industriels prompts à prêcher la rigueur mais peu ouverts aux critiques ponctuelles », souligne l'un d'eux.

resserrant brutalement le crédit peut aboutir à des catastrophes. Un débat difficile mais relativement clair, désormais, pour l'agriculture. Il en va tout autrement de l'évaluation du coût social des programmes d'ajustement structurel.

Dans le but de défendre une approche susceptible de libérer certaines énergies économiques, la Banque mondiale a, sur ce terrain, péché par excès de zèle. Dans un récent rapport sur l'Afrique, elle affirme n'avoir pas trouvé l'« évidence » statistique d'une détérioration de l'éducation ou de la santé à la suite de plans d'ajustement. Tout en soulignant qu'une nouvelle génération de programmes est née pour veiller de près à sauvegarder, voire à améliorer, les politiques sociales.

Reconnue indispensable, l'arme de l'assainissement est à manier avec la plus extrême prudence. Le FMI l'a appris à ses dépens en provoquant, il y a quelques années, des émeutes de la faim par la brutalité de ses méthodes. Plus souples aujourd'hui, ses méthodes comme celles de la BIRD, restent sujettes à critique.

Les événements des années passées ont prouvé qu'il existe une pédagogie de la crise. Les mentalités ont changé. Le recul des grandes idéologies et des « modèles » qui ont ballotté le tiers-monde de priorité en priorité — l'infrastructure, l'industrie, la substitution systématique aux importations, le « tout privé » — a permis l'émergence d'un réel pragmatisme. Mais, même appliquée au cas par cas, la politique d'ajustement suit une grille de préceptes chers au FMI ou à la Banque mondiale.

Comme le soulignait un expert international : « Le risque est grand, l'aide se concentre sur les pays en cours d'ajustement, de voir se concentrer... les erreurs de jugement. » Un risque dont la montée du populisme dans certains pays latino-américains permet de mesurer l'enjeu stratégique et dont les participants au comité de développement, orthodoxes ou non, seront obligés de tenir compte.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Les embarras de la Banque mondiale

Face aux réalités du tiers-monde et suite à des résultats limités,
la Banque a renoncé au volontarisme libéral

C'EST un fait. La Banque mondiale a pris l'ascendant sur le Fonds monétaire international (FMI) notamment parce que celui-ci est devenu depuis 1986 « prêteur net négatif », c'est-à-dire qu'il reçoit en remboursements plus d'argent qu'il n'en accorde. Avec la bénédiction de Washington, la Banque a donc été chargée de revitaliser les « programmes d'ajustement » et de participer indirectement au traitement de la dette du tiers-monde.

Cette mise sur orbite de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) apparaît aujourd'hui fragile. Malgré l'augmentation de son capital qui devrait faire passer son volume annuel de prêts de 14,8 milliards de dollars à 23 milliards en 1995, la Banque traverse une passe difficile. Elle est tout d'abord victime du conflit de direction qui oppose désormais Américains et Japonais sur le contrôle du scénario de sortie de la crise de la dette.

Afin de prévenir un accroissement des responsabilités japonaises au sein du FMI et d'offrir à l'Amérique latine une « conditionnalité » plus présente que celle du FMI, les États-Unis misent sur la Banque mondiale. Pour de multiples raisons, Japonais et Européens croient plutôt aux chances

par ZAKI LAIDI (*) du FMI. Le Trésor français a, par exemple, toujours craint que la banque, se substituant au FMI, ne favorise à l'excès des impératifs de développement plutôt que l'orthodoxie financière.

Ces attitudes au demeurant très fluctuantes n'expliquent pas tout. La Banque mondiale manque d'impulsion. En matière d'endettement, sa position reste financièrement conservatrice et politiquement suiviste. C'est dans ce contexte qu'il faut lire et analyser son récent rapport d'évaluation sur dix années d'ajustement structurel dans le tiers-monde.

Un montant très faible

En une décennie, la Banque a accordé des prêts d'ajustement structurel (PAS) à trente pays pour un montant global de 20 milliards de dollars. Ce chiffre paraît très faible au regard de l'importance des déséquilibres financiers de ces pays.

La Banque mondiale elle-même a évalué entre 7 % et 10 % du produit national brut (PNB) l'ampleur des chocs extérieurs

(*) Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques.

(dégradation des termes de l'échange et hausse des taux d'intérêt) subis par les pays en question. Or, en moyenne, les PAS n'ont pas représenté plus de 0,5 % du PNB des trente bénéficiaires privilégiés.

Ce hiatus est d'autant plus grave que les chocs extérieurs ont sur les économies des effets multiplicateurs particulièrement dévastateurs, alors que les ressources de la Banque mondiale sont « fongibles ». Elles le sont d'autant plus que les PAS laissent toute latitude aux bénéficiaires d'utiliser les « fonds de contrepartie », soulignant ainsi les limites du contrôle sur l'usage de ses ressources.

En Afrique, que l'on dit pourtant choyée, les transferts nets globaux de l'institution de Washington n'ont pas couvert en 1988 plus de 5 % du déficit courant. Entre 1986 et 1988, les transferts nets de la banque vers les dix-sept pays les plus endettés du monde étaient négatifs.

Le problème est d'autant plus préoccupant que la Banque mondiale entretient des rapports détestables avec les banques commerciales et qu'elle n'a en fin de compte que peu de moyens pour les inciter à refinancer les pays endettés.

(Lire la suite page 20.)

Le pseudo-don de la dette

L'annulation des créances ne constitue pas la meilleure réponse
aux problèmes de l'Afrique et des populations démunies

Au sommet de Toronto, en juin 1988, les sept pays les plus riches du monde ont reconnu que la dette des plus pauvres, les pays les moins avancés (PMA), constituait pour eux un fardeau insupportable. En accord avec la proposition française, chaque membre du G-7 a accepté de choisir l'une des trois solutions pour lui la plus appropriée : rééchelonnement de la dette sur vingt-cinq ans à un taux d'intérêt commercial ; rééchelonnement sur quatorze ans, mais à un taux concessionnel ; annulation d'un tiers du service de la dette dû dans une année donnée, avec rééchelonnement du solde sur quatorze ans au taux commercial. La France a opté pour la troisième solution.

Ce choix est sans doute plus magnanime que ceux d'autres gouvernements du G-7 puisqu'il permet d'entamer réellement la masse des créances et de soulager la trésorerie des débiteurs en réduisant les intérêts à verser. Mais, contrairement à une croyance largement répandue, la France n'annule pas d'un coup « le tiers de la dette des pays les plus pauvres ». Au train où l'on va, si Paris poursuit sa politique actuelle, il faudrait tout de même dix à quinze ans pour « éponger » la dette que lui doivent les PMA.

par SUSAN GEORGE (*) Dans le cadre de l'économie globale de l'Afrique, ce geste paraît d'ailleurs dérisoire. Selon le dernier rapport de l'OCDE sur la dette des pays en développement, entre 1982 et 1987, l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne a reçu au titre de l'aide au développement (bilatérale et multilatérale) quelque 78 milliards de dollars. La part des pays africains les plus pauvres, seuls concernés par la décision de Toronto, était de 41 milliards.

Le lourd prix

Pendant cette période, l'Afrique sub-saharienne a versé au Nord, en service de sa dette, 63 milliards de dollars, soit les quatre cinquièmes de ce qu'elle a reçu de ce même Nord. Les PMA africains, en versant près de 35 milliards de dollars en intérêts, ont carrément renvoyé à l'expéditeur 85 % de son aide.

Encore faudrait-il tenir compte du désinvestissement en Afrique qui, depuis 1979, a versé en redevances diverses près de 34 mil-

(*) Directeur associé du Transnational Institute (Amsterdam).

liards de dollars (dont 20 milliards pour les PMA), et de la fuite des capitaux — placés au Nord par les élites africaines, — estimée par l'OCDE à 22 milliards de dollars entre 1979 et 1986. Ajoutons enfin le manque à gagner sur les exportations de matières premières, en chute libre depuis le début de la décennie. Un rapport des Nations unies fait état d'une perte de 19 milliards de dollars sur ces denrées pour le seul exercice 1985-1986.

Qui finance qui ? Autre question : l'annulation de la dette, même si elle n'était pas aussi timide et partielle qu'aujourd'hui, est-elle la meilleure réponse aux problèmes de l'Afrique comme à ceux des autres pays lourdement endettés du tiers-monde ?

Il est permis d'en douter. Pour avoir droit à l'une quelconque des options proposées à Toronto, le débiteur doit se soumettre à un plan d'ajustement structurel sous la tutelle du Fonds monétaire international (FMI). Certes, l'assainissement des économies africaines est nécessaire ; ce sont toutefois les couches de la population les plus démunies — celles qui n'ont jamais profité de l'argent emprunté — qui se sacrifient pour en payer le lourd prix.

(Lire la suite page 20.)

Grande Foire d'Avril Milan 15-23 Avril '89



**Mettez - vous
en contact
avec 45.000 entreprises,
sans vous déranger**

Il vous suffira de venir à Milan. Rien de plus. La banque de données du Salon du Commerce Extérieur vous fournira toutes les informations utiles sur 45.000 entreprises italiennes et étrangères qui participent ou qui ont déjà participé à la Foire de Milan et qu'il vous sera donc possible de rencontrer. Le Salon du Commerce Extérieur est un espace qui se situe au-dessus des circuits parcourus par le grand public. Les opérateurs peuvent s'y rencontrer, se mettre en contact avec les délégations étrangères, pour de l'assistance d'experts hautement compétents, chercher des partenaires fiables. Vous ne manquerez pas de vous apercevoir immédiatement que faire des affaires devient particulièrement facile.

E.A. Fiera Internazionale di Milano
Tel. (02) 48971-1 (fax 33138) EARM I
33221 EARM I - Cabina FIERAMIL



**Grande Foire d'Avril 1989.
En direct avec 1992.**

ÉCONOMIE

LA STRATÉGIE DU DÉVELOPPEMENT

Le pseudo-don de la dette

(Suite de la page 19.)

Le directeur général du FMI, Michel Camdessus, souligne bien que « les décisions portant sur les budgets qui doivent subir les coupes et sur les secteurs de la population qui seront les plus touchés sont du ressort des gouvernements, pas du FMI ». Il n'empêche que ce sont toujours les dépenses sociales — santé, éducation, transports, subventions à la consommation alimentaire — qui souffrent.

De mémoire de bureaucrate, on n'a jamais lésé ni l'armée ni la police. Et pour cause. Dans les pays endettés est né depuis une douzaine d'années un nouveau phénomène social dont le Venezuela ne fournit que le dernier exemple en date. Dans le vocabulaire populaire, ce phénomène s'appelle « l'émeute FMI ». Provoquée par les licenciements massifs, la hausse brutale des prix des denrées de première nécessité, les mesures d'austérité qui menacent la survie, ces émeutes ont fait au moins 3 500 morts, 7 000 blessés et 15 000 arrestations dans vingt-trois pays, selon le bilan établi par l'économiste péruvien Denis Sulmont.

Des efforts héroïques

L'annulation des dettes pose ainsi un problème d'équité. Certains pays ont fait des efforts héroïques pour rembourser. D'autres ont bénéficié d'une indulgence suspecte de la part des créanciers. Le Zaïre, par exemple, détient le record mondial de rééchelonnements de sa dette, alors qu'il est de notoriété publique que la fortune personnelle de son président — environ 5 milliards de dollars — suffirait pour en effacer la quasi-totalité. Annuler aujourd'hui peut revenir à pénaliser les bons payeurs et à récompenser les mauvais.

En alléguant ou en annulant la dette, on n'améliorera pas forcément non plus le sort des populations les plus pauvres. L'histoire récente le confirme. Au cours de la décennie 1975-1984, quelque 14 milliards de dollars ont été mobilisés au bénéfice des pays du Sahel, soit environ 44 dollars par tête d'habitant et par an. Les huit gouvernements concernés n'ont consacré que 4,5 % de cette somme à l'agriculture vivrière non irriguée, alors que 95 % de leur production céréalière en dépend. Le secteur de l'élevage a reçu, lui aussi, moins de 5 % du total.

Une telle disparité ne serait pas injuste si la première catégo-

rie comptait les pays les plus pauvres, ce qui n'est pas le cas. Ainsi le Bangladesh, une des nations les plus déshéritées, ne reçoit pas ce qui devrait lui revenir, tandis qu'à l'inverse Israël, qui dispose d'un certain revenu, est le champion du monde des sur-aides. La Jordanie (1 500 dollars de revenu par habitant) obtient une aide dix-huit fois supérieure à celle qui devrait être la sienne, alors que le Chili (1 300 dollars) arrive au deuxième rang, après la Yougoslavie, des sous-aides.

A cette fin, il est possible d'en dresser les excès et les insuffisances en fonction d'une norme de référence, à savoir un revenu par habitant de 4 500 dollars (correspondant au revenu moyen mondial, Chine et Inde exclues). De la comparaison avec les chiffres actuels, il résulte que certains pays sont sur-aides et d'autres sous-aides.

Ainsi, sur la base de calculs portant sur la période 1978-1984 — mais le constat n'a pas changé depuis — la Colombie apparaît sous-aide, l'aide publique étant près de quatre fois inférieure à ce qu'elle devrait être. En revanche, la Zambie est sur-aide, l'aide étant plus de deux fois supérieure à ce qu'elle devrait être. Globalement, parmi les centaines de pays qui reçoivent une aide, une cinquantaine (400 millions d'habitants) sont trop aidés et 25 (1,1 milliard d'habitants) ne le sont pas assez.

Une telle disparité ne serait pas injuste si la première catégo-

rie comptait les pays les plus pauvres, ce qui n'est pas le cas. Ainsi le Bangladesh, une des nations les plus déshéritées, ne reçoit pas ce qui devrait lui revenir, tandis qu'à l'inverse Israël, qui dispose d'un certain revenu, est le champion du monde des sur-aides. La Jordanie (1 500 dollars de revenu par habitant) obtient une aide dix-huit fois supérieure à celle qui devrait être la sienne, alors que le Chili (1 300 dollars) arrive au deuxième rang, après la Yougoslavie, des sous-aides.

Une telle disparité ne serait pas injuste si la première catégo-

Une aide injuste

par JEAN-PIERRE LLABRES (*)

Il est périodiquement question d'accroître l'aide publique au développement (APD) accordée par les pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). Peut-être serait-il opportun de se demander, au préalable, si cette aide est équitablement répartie entre les bénéficiaires du tiers-monde, c'est-à-dire en proportion de leur degré de pauvreté.

Les démocraties désavantagées

La répartition de l'aide est donc injuste, puisqu'elle ne se justifie pas par le critère de la pauvreté. Correspond-elle alors au niveau de l'endettement ? Non, car les pays les plus endettés en valeur absolue sont sous-aides. De plus, même si l'aide paraît davantage liée à l'endettement, celle-ci varie dans une mesure limitée en fonction de ce dernier.

Une telle disparité ne serait pas injuste si la première catégo-

rie comptait les pays les plus pauvres, ce qui n'est pas le cas. Ainsi le Bangladesh, une des nations les plus déshéritées, ne reçoit pas ce qui devrait lui revenir, tandis qu'à l'inverse Israël, qui dispose d'un certain revenu, est le champion du monde des sur-aides. La Jordanie (1 500 dollars de revenu par habitant) obtient une aide dix-huit fois supérieure à celle qui devrait être la sienne, alors que le Chili (1 300 dollars) arrive au deuxième rang, après la Yougoslavie, des sous-aides.

Une telle disparité ne serait pas injuste si la première catégo-

rie comptait les pays les plus pauvres, ce qui n'est pas le cas. Ainsi le Bangladesh, une des nations les plus déshéritées, ne reçoit pas ce qui devrait lui revenir, tandis qu'à l'inverse Israël, qui dispose d'un certain revenu, est le champion du monde des sur-aides. La Jordanie (1 500 dollars de revenu par habitant) obtient une aide dix-huit fois supérieure à celle qui devrait être la sienne, alors que le Chili (1 300 dollars) arrive au deuxième rang, après la Yougoslavie, des sous-aides.

Une telle disparité ne serait pas injuste si la première catégo-

Les démocraties désavantagées

La répartition de l'aide est donc injuste, puisqu'elle ne se justifie pas par le critère de la pauvreté. Correspond-elle alors au niveau de l'endettement ? Non, car les pays les plus endettés en valeur absolue sont sous-aides. De plus, même si l'aide paraît davantage liée à l'endettement, celle-ci varie dans une mesure limitée en fonction de ce dernier.

Les embarras de la Banque mondiale

(Suite de la page 19.)

La Banque reproche essentiellement aux banques de déterminer leurs apports d'argent frais en fonction du risque de suspension des paiements de leurs gros débiteurs, plutôt que des progrès de fond réalisés par ceux-ci. Ce reproche paraît totalement fondé.

Malheureusement, la Banque mondiale est loin d'être un modèle de cohérence. Ainsi, sous la pression de Washington et d'une équipe désignée de chasser sur les terres du FMI, elle s'est engagée, dans la précipitation, à accorder plus de 1 milliard de dollars à l'Argentine alors que, à l'évidence, ce pays a mené jusqu'à présent une stratégie économique suicidaire.

Des paramètres négatifs

On a certes depuis appris que le déboursement de ce prêt était suspendu. Mais, au-delà de cet exemple d'amateurisme, il faut bien voir que l'on se trouve aujourd'hui dans une situation où le respect de la conditionnalité, le remboursement des dettes et le financement de la croissance posent aux emprunteurs et aux prêteurs de sérieux problèmes d'arbitrage.

Tout n'est cependant pas sombre. Dans certains pays, la Banque est parvenue à conjurer l'influence macro-économique, financièrement propre substantiel et effet de catalyse des ressources des autres bailleurs de fonds. Ces pays sont la Turquie, le Chili et le Ghana où les progrès sont réels.

Sur un plan global, la Banque mondiale estime que plus de 60 % des conditions imposées par ses PAS ont été respectées. Bravo ! Toutefois la difficulté à quantifier certains résultats (réforme des entreprises publiques, gestion des investissements publics), conduit

à s'interroger sur la validité d'un tel chiffre.

En s'appuyant sur le cas des pays fortement endettés, on constate entre 1982 et 1986 une chute de l'investissement, un accroissement du déficit budgétaire, une élévation du service de la dette. Le gain de croissance économique est insignifiant et la contraction du déficit courant doit malheureusement beaucoup à l'effondrement des importations.

En Afrique, les résultats sont bien plus dramatiques. Après ajustement, les cinq paramètres ont évolué négativement. En fait, le nombre de pays ayant réellement choisi, dans ces années de crise, de comprimer la consommation privée à l'avantage de l'investissement se compte sur les doigts des deux mains.

De manière générale, l'intégration de l'ajustement reste faible. En matière de réaffectation des ressources, les performances des PAS sont encore plus modestes, soit parce que l'origine des problèmes s'est déplacée au fil des années, soit parce que l'ampleur de la déflation a entraîné l'éviction du secteur privé plutôt que le désengagement de l'Etat.

La question des prix agricoles en Afrique illustre assez bien le premier cas de figure. Au début des années 80, la Banque mondiale plaide à juste titre en faveur de leur relèvement afin de permettre aux pays de regagner leurs parts de marché. Aujourd'hui, le problème est très largement dépassé.

L'effondrement des prix mondiaux est tel que la moyenne des prix aux producteurs est supérieure à celle du marché mondial. La Banque admet d'ailleurs que les surplus vivriers accumulés dans certains pays africains sous l'effet de la hausse des prix aux

producteurs et des bonnes conditions météorologiques ont fini par déprimer les cours.

L'autre problème sur lequel la Banque mondiale a beaucoup évolué est celui du rapport entre secteur privé et secteur public. L'indispensable réajustement de ces deux pôles est un processus de très longue haleine que l'ampleur des déficits publics a paradoxalement eu pour effet de retarder plutôt que d'accélérer. Le cas de la Turquie est à cet égard particulièrement éclairant : malgré une volonté affirmée de libéraliser l'économie, l'Etat turc a accru sensiblement sa position sur les ressources financières dégagées par le système bancaire.

Une forte influence

Le seul domaine où l'influence de la Banque semble avoir été à la fois forte et convaincante est celui de la promotion des exportations, avec l'abandon partiel des politiques d'importation-substitution ruineuses et la dévaluation du taux de change. Les résultats paraissent particulièrement spectaculaires au Chili, en Turquie et à Maurice. Ils semblent encourager en Colombie, au Mexique et peut-être demain au Maroc.

Dans la plupart de ces pays, la dynamisation des exportations est menée de pair avec un processus de diversification et de développement des productions manufacturières. Mais, à regarder de plus près, on constate que les meilleurs succès ont été obtenus en mettant en place des politiques hétérodoxes fondées sur une libéralisation très sélective et très lente des importations.

Cela est vrai en Colombie et en Turquie. Cela est aussi vrai en Argentine, où la relance de la production vivrière n'a été obtenue qu'au prix d'un arrêt des importations de riz et de blé.

En dix ans, la stratégie de la Banque mondiale en matière d'ajustement est passée d'un volontarisme néo-libéral à une vision transformiste à plus long terme. Mais, malgré ces évolutions positives, on reste confondu par certaines rigidités (méconnaissance des mécanismes socio-politiques de régulation économique, insuffisante concertation avec les bénéficiaires), qui reflètent l'influence excessive des macro-économistes sur son fonctionnement.

L'ajustement structurel est aujourd'hui en berne. Il serait indécrot de pavoiser.

ZAKI LAIDI.

Etudiants en droit, sciences éco, gestion
MSTCF, Grandes Ecoles

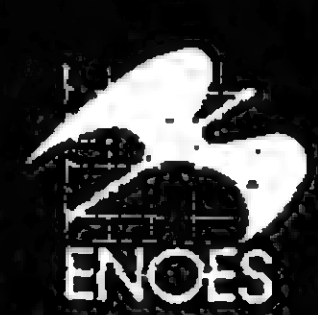
POUR DES DEBOUCHES PROFESSIONNELS ASSURES
(audit, gestion, expertise comptable et financière)

PREPAREZ-VOUS A L'ENOE

LE DECF ET LE DESCF

(1) 45.62.87.60

62, rue de Miromesnil - 75008 PARIS



LA CONJONCTURE

Paradoxes européens

Ce sont l'Espagne et le Portugal, les Etats-Unis et le Japon qui renforceront la CEE

par CLAUDE LEVANT

L'EUROPE arrive. L'Europe est là. La vie économique commence à en porter les marques : la hausse des prix en RFA en janvier, explicable par celle des taux de TVA, est peut-être le premier d'une longue chaîne de phénomènes macro-économiques qui résulteront des mesures d'harmonisation nécessaires à la construction européenne. Les évolutions de prix, mais aussi les mouvements de capitaux et les recettes fiscales seront bientôt touchés, avec une ampleur d'ailleurs difficilement prévisible.

du compte, et si la coopération ressemble encore trop au ralliement des pays déficitaires, jugés faibles, à la politique allemande dont les vertus seraient mesurées à l'aune des excédents qu'elle procure. La convergence des objectifs des pays européens n'est certes pas pour demain, mais nous partons de loin.

Une diversité légendaire

En effet, en dehors de leur appartenance au même continent, et du fait que presque chacun d'entre eux a été le pays le plus riche du monde à un moment de l'histoire, les douze Etats de la Communauté n'ont pas grand-chose en commun. Leur diversité, presque légendaire, interdit toute

Comme la population des pays « pauvres » croît un peu plus vite que celle des pays « riches », même le maintien de l'écart actuel des richesses par tête nécessiterait un écart de croissance annuelle du PIB de 0,3 point en faveur des pays « pauvres ».

déflation française de ces dernières années. Cependant, si le problème fondamental de la vieille Europe est qu'elle souhaite plus de croissance qu'elle ne sait en faire, l'imitation de l'Allemagne n'apportera pas de solution. En effet, l'appareil productif allemand n'est pas « meilleur » que celui des autres grands pays européens : depuis vingt ans le PIB de la RFA, c'est-à-dire son revenu, ne progresse pas plus vite que celui de ses voisins.

La seule différence entre la RFA et ses voisins, c'est que la RFA dépense moins qu'elle ne gagne tandis que les autres dépendent plus. Ainsi la RFA dégage des excédents et les autres des déficits.

Des locomotives méridionales

La vertu allemande réside en fait dans la capacité de cette nation à se contenter de ce qu'elle a. Acquiescer cette vertu résoudrait certes nos problèmes de commerce extérieur, mais non nos problèmes d'emploi. En fait si l'Europe a besoin de pays « locomotives », ce rôle sera plutôt joué par les pays « pauvres » (Espagne, Portugal). Leur démographie, plus dynamique que celle des pays « riches », est déjà un facteur favorable.

Rappelons que le maintien de la fécondité actuelle en RFA aboutira en 2025, même en l'absence de progrès sensibles de la médecine, à une proportion de personnes de plus de soixante-cinq ans supérieure à 25 %. La part des personnes âgées sera alors deux fois supérieure à celle des jeunes, alors qu'elle était quatre fois moindre en 1950.

Le besoin de croissance des pays « pauvres » pour rattraper le niveau de vie de leurs voisins fournira de nouveaux débouchés à nos exportations. Par ailleurs leur main-d'œuvre, encore moins bien rémunérée, assure aux capitaux investis chez eux une rémunération plus élevée que celle qu'ils obtiennent dans des pays « riches ».

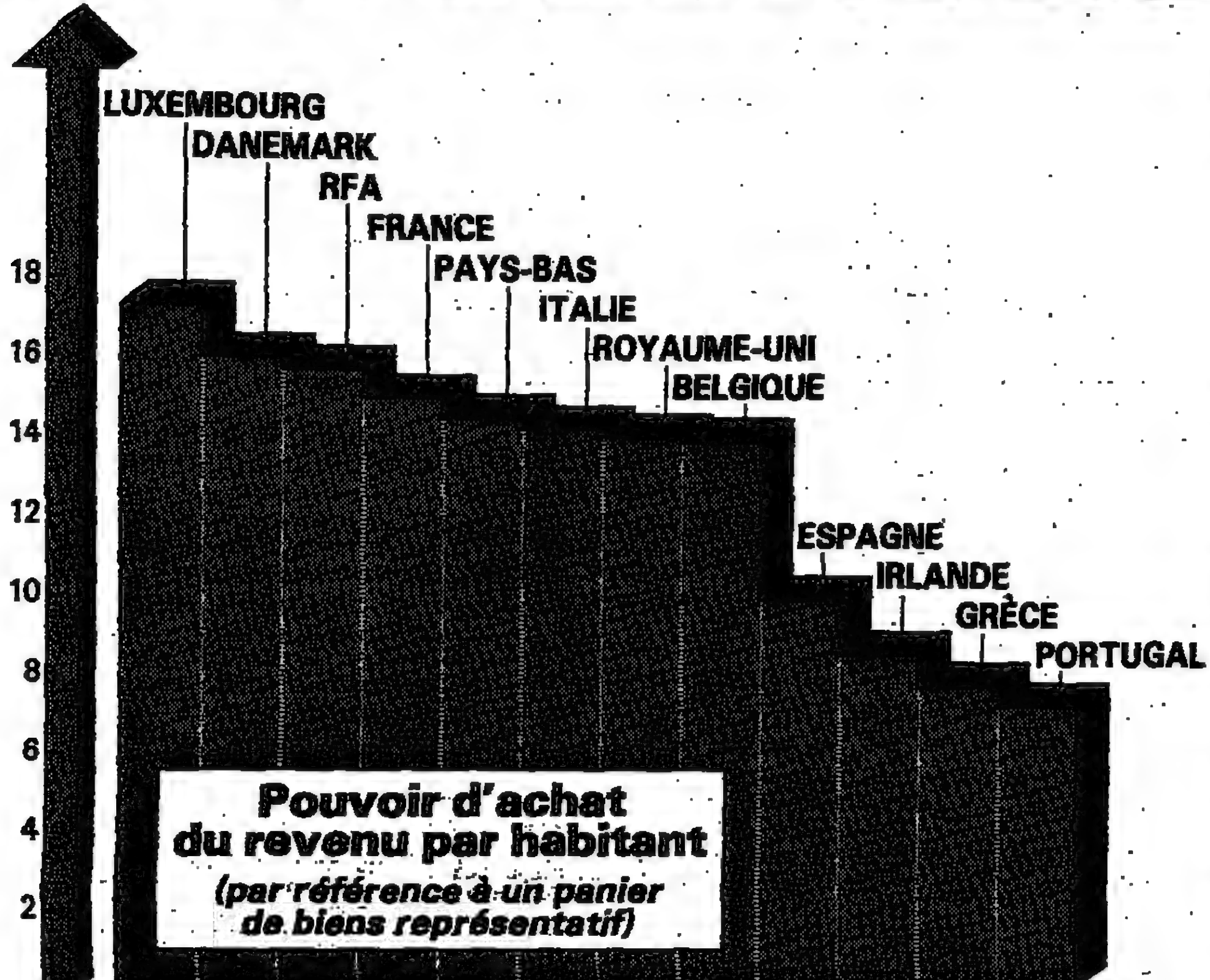
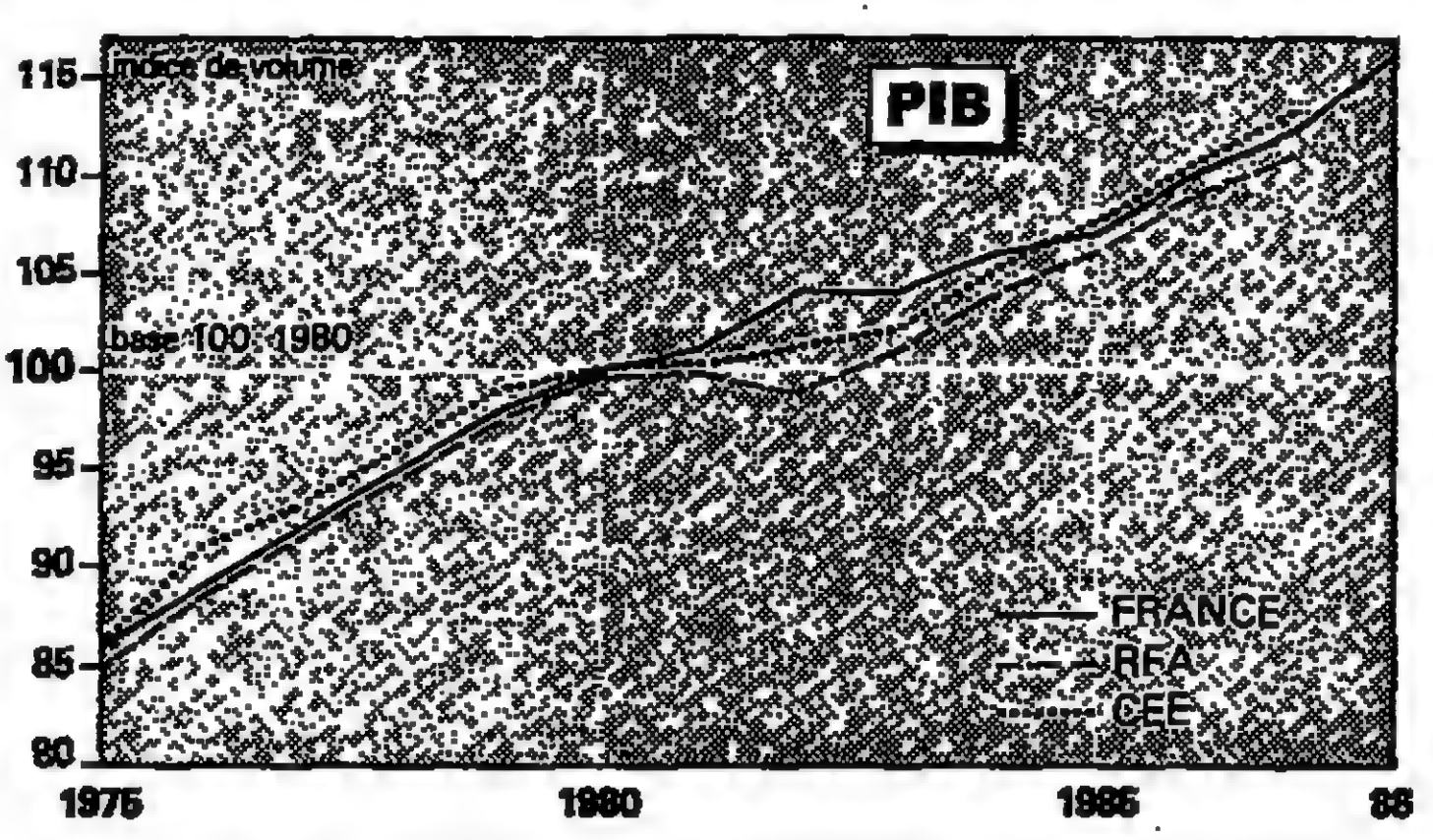
La délocalisation des capitaux des pays européens vers l'Espagne et le Portugal devrait permettre aux entreprises de dégrader des profits qui les aideront à affronter la concurrence internationale.

Déjà dans les années récentes, la France a orienté vers l'Espagne ses investissements à l'étranger : en 1987, les investissements français dans ce pays ont été cinq fois plus élevés que ceux effectués en RFA, pays il est vrai peu ouvert aux capitaux étrangers.

On insiste rarement sur cet aspect des choses, d'ailleurs difficile à chiffrer. On évoque plus

souvent les effets positifs de l'élargissement du marché, de l'ouverture des marchés publics, de la libéralisation des services financiers... Ces effets passeront essentiellement par des baisses de coût ; l'investissement européen en serait stimulé, les entreprises anticipant des profits plus élevés ; par ailleurs le gain de compétitivité-coût de l'Europe lui permettrait de gagner des parts de marché sur les pays non européens. Au total le grand marché européen devrait mettre les entre-

Cependant l'essentiel de ce que l'Europe apportera à ses habitants viendra peut-être de l'extérieur. La CEE sera le marché le plus peuplé du monde industrialisé (320 millions d'habitants) devant les Etats-Unis (245 millions) et le Japon (120 millions). Ce sera une zone de prédilection pour les investissements non européens, en particulier japonais ou américains. Ils compenseront les fuites nécessaires de l'épargne européenne vers des marchés extérieurs sur lesquels l'Europe s'est



Source : Eurostat. Commission des communautés européennes.

ment du « grand marché intérieur » que l'on parle déjà de l'union monétaire, même si c'est pour dire qu'elle n'est pas pour demain. Les querelles dogmatiques sur l'opportunité puis sur la manière de construire l'Europe ont fait place à une attitude volontariste et pragmatique.

On avance parce qu'on veut avancer, et en résolvant les problèmes au coup par coup. On sait que faire l'Europe, ce n'est pas atteindre une harmonie prédéterminée ; c'est d'abord coopérer pour résoudre des conflits d'intérêt, pour élaborer ensemble des politiques monétaires et budgétaires prenant en compte le besoin de croissance de l'ensemble de la zone.

Des progrès se font chaque jour, même si l'on est encore loin

comparaison exhaustive. Nous nous contenterons ici de quelques indicateurs macro-économiques.

On peut par exemple classer les pays selon le pouvoir d'achat de leur revenu, ou, de façon que l'on considérera ici comme équivalente, selon le volume de leur production (PIB). On sait, bien sûr, que certains pays sont plus pauvres que d'autres. Mais sait-on que le groupe des huit plus « riches » est en moyenne une fois et demie plus riche que le groupe des quatre plus « pauvres » (Portugal, Grèce, Irlande, Espagne) ?

Sait-on que dans le groupe des « riches » le Luxembourg et le Danemark devancent la RFA et la France, dont les revenus par tête sont très voisins ? Viennent ensuite les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Italie et la Belgique.

n'est pas impossible si l'on observe les évolutions récentes de l'Espagne et du Portugal : la croissance de leur PIB est devenue depuis 1985 nettement supérieure à celle des « riches », ayant été voisine de 4 % alors que celle des autres pays était de 2 à 2,5 %. Corrélativement, l'inflation reste encore beaucoup plus forte en Espagne et au Portugal que dans les pays « riches ».

On pense souvent que cette diversité est porteuse d'un dynamisme pour l'Europe, les moins bons bénéficiant de l'effet d'entraînement du meilleur, comme par là la RFA. Mais ce pays peut-il être considéré comme le « meilleur » ? Certes le peuple allemand a des qualités de sérieux que tous reconnaissent ; certes son horreur de l'inflation a aidé la

prises dans une situation plus favorable pour accroître leur capacité de réponse à la demande.

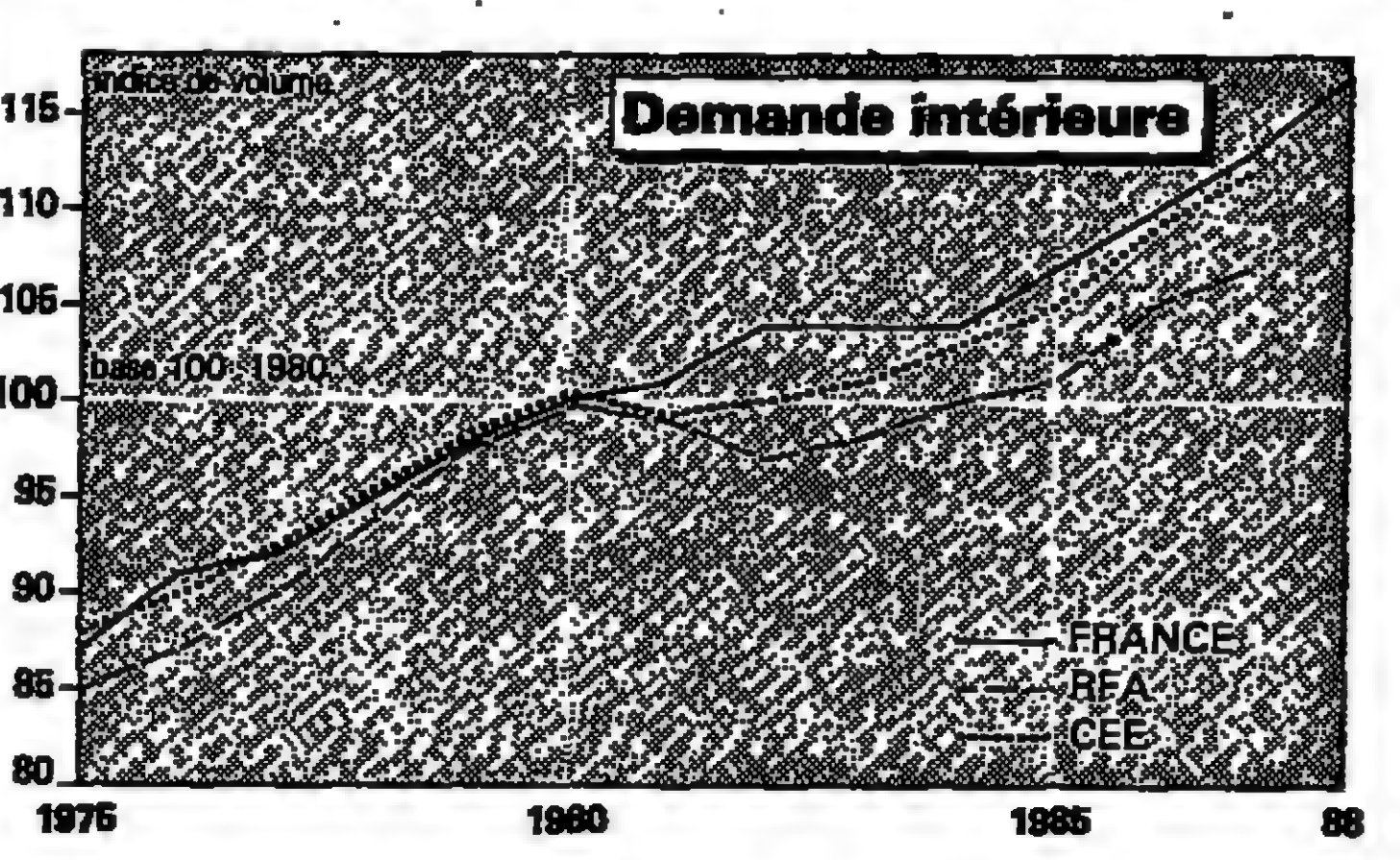
La grande question est de savoir si le supplément de croissance ainsi obtenu permettra de guérir la maladie de l'Europe (hors RFA) qui est son déficit extérieur endémique. Compte tenu, il n'y a pas de problème : les excédents allemands pourraient compenser les déficits des autres pays européens. L'amélioration de l'offre européenne, dont on vient de voir les causes, devrait par ailleurs permettre de satisfaire une plus forte demande européenne.

Le « bon élève » allemand supportera-t-il cependant de consommer moins que ses voisins

spécialisée, et contribueront à réorienter sa production vers l'électronique.

Ceci permettra d'améliorer sa spécialisation, dont les défauts expliquent l'essentiel de ses problèmes de croissance. Retrouver une part raisonnable dans ce marché d'avenir existerait sans doute les seules forces de l'Europe, même unie ; mais cela lui devient possible si elle est aidée par les investissements japonais et américains qui seront attirés par le grand marché en cours de construction.

En définitive, les ressorts les plus puissants de l'économie européenne résident probablement — outre l'effet de taille auquel chacun pense — dans ses pays les plus



lorsque ses efforts seront utilisés non pour engranger des excédents et museler son inflation nationale, mais pour combler les déficits dus aux autres pays européens ? Il lui sera difficile de rester sage s'il voit les autres pays consommer plus qu'il ne le fait, et lui faire subir ainsi cette inflation dont il a une sainte horreur depuis la crise des années 20.

pauvres et aussi chez ses concurrents les plus actifs que son marché va attirer. Ainsi vont se mettre en œuvre des forces paradoxales. Elles ne seront pas de trop pour aider à la consolidation de cet ensemble, dont les spécificités historiques et humaines ne céderont pas aisément devant les arguments d'opportunité ou même de nécessité économique.

BIBLIOGRAPHIE

« Le défi d'être humain »

« REVALORISER l'humain... » La tâche peut paraître surhumaine, alors que triomphent un peu partout la logique de l'affrontement, le culte du matérialisme et la raison d'Etat. Existe-t-il pourtant, à l'orée du vingt et unième siècle, un défi plus grand, plus urgent ? Le rapport final de la commission indépendante sur les questions humanitaires internationales démontre amplement que non (1).

Crée en 1983, cette commission, placée sous les auspices, mais hors du cadre de l'ONU, a regroupé, à titre personnel, des

personnalités (notamment Simone Veil, Robert McNamara, David Owen, Desmond Tutu, Léopold Senghor) et des experts venus d'horizons divers. Elle a recensé, analysé et mis en perspective les problèmes qui affectent non seulement la qualité de la vie, mais la vie elle-même. Elle suggère des solutions.

La commission a concentré ses efforts dans trois domaines : les groupes vulnérables (enfants, réfugiés, minorités, disparus) ; les catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ; les normes humanitaires et les conflits armés.

Outre le rapport final, une série de monographies font le point sur certains problèmes cruciaux (2).

Dans un domaine qui a déjà fait couler beaucoup d'encre, le risque de la saturation statistique et de la rhétorique idéaliste, mais platonique, sur la condition humaine était grand. Le réalisme tempérant la compassion, il a été, dans l'ensemble, évité. Il est toutefois possible de regretter que le souci consensuel ait conduit, sauf exception, à gommer toute mention nominale des Etats.

Reflet sans fard, mais non sans espoir, des réalités du monde, le

travail de la commission constitue une source de référence et une table d'orientation de première importance. Toutefois, les analyses et les propositions, aussi remarquables soient-elles, ne sauraient remplacer un programme d'action.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Berger-Levrault, 262 pages, 99 F.

(2) Famille : mieux comprendre mieux aider ; disparus : la guerre aujourd'hui ; la déforestation ; la désertification ; les populations autochtones ; les enfants de la rue.

LE MONDE diplomatique

Avril 1989

LES PARIAS DE LA TERRE

Par Claude Julien

Anonymes, absentes des « usages » médiatiques, les masses rurales du tiers-monde, loin d'avoir acquis leur dignité, continuent de subir la loi du plus fort, qui ne craint pas de s'imposer grâce à ses milices privées et à ses groupes paramilitaires. Trois exemples, choisis parmi d'autres : les coupeurs de canne à sucre des Philippines, dont parle Marc Mangin ; ceux d'Inde, dont Jean-Pierre Dardaud raconte le dur combat ; et les travailleurs de la terre du Brésil, dont Oliner Colombani présente les luttes meurtrières.

Également au sommaire :

- VIETNAM : Bérégovoi et cinéastes contre la dictature, par Nguyen Duc Nhuan, Nguyen Van Thi et Jacques Decoroy.
- DIPLOMATIE : Les sommets mondiaux, nécessaire réponse à la globalisation des problèmes, par Maurice Bertrand.
- EUROPE : quelle politique de l'environnement ? (Thierry Lavoux et Jean-Paul Montu) ; comment enrayer le déclin du monde rural ? (Alain Barbanel).
- URSS : La modernisation du commerce extérieur, par Marie Lavigne.
- LITTÉRATURE : « La Minute de vérité », une nouvelle de Graham Greene.

En vente chez votre marchand de journaux

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINTEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LE MONDE

EDITIONS STH

4, avenue Léon-Henry 75016 Paris. Tél. : 45.27.10.15

Des ouvrages qui font autorité

LES LIBERTÉS PUBLIQUES EN FRANCE ET DANS LE MONDE

JEAN-PAUL COSTA

« La foi, la guerre, la pauvreté, la maladie, la dictature sont le lot courant de millions d'habitants de la planète. Quand d'autres hommes sont dans les fers, nul n'est durablement libre. »

270 pages, 95 F.

L'auteur : Conseiller d'Etat, Secrétaire général de l'F.S.A.

La chronique de Paul Fabra

Un entretien avec Hervé de Carmoy

PENDANT les premiers mois qui suivent sa nomination, le 21 juin 1988, au poste d'administrateur délégué de la Société générale de Belgique, Hervé de Carmoy, qui passe un jour par semaine à Paris, descendait à la Compagnie financière de Suez. Aujourd'hui, le plus grand groupe belge — 12 000 entreprises, 260 000 salariés — possède dans le capitale français un local clair et soigneusement meublé de 100 mètres carrés : « Quand je ne suis pas là, mes collaborateurs utilisent mon bureau », me dit l'homme chargé de gérer l'empire qui fit l'objet l'an dernier de la plus célèbre (à l'époque) bataille boursière, celle en tout cas dont l'enjeu a été le plus considérable qu'on se soit encore disputé en Europe.

Le traumatisme infligé à la SGB par cette extraordinaire OPA, racontée avec vivacité par Bruno Desbordes et José-Alain Fréon dans un livre dont j'ai récemment rendu compte dans ces colonnes (*Le Monde* du 28 février), fut tel que, aujourd'hui encore, lorsque Hervé de Carmoy entame le récit de la transformation en cours du groupe il ne peut s'empêcher de commencer par le commencement. Il parle de la première pierre du nouvel édifice, comme pour s'assurer de sa solidité, qui écarte pour l'avenir prévisible tout risque de retour d'une lutte à coups de milliards pour la maîtrise du capital. Celui-ci est aujourd'hui bien tenu par un actionnaire plus largement majoritaire qu'on ne croyait le savoir. « La tâche préliminaire, ce fut de constituer un conseil d'administration qui joue son rôle, composé d'actionnaires bien décidés à se donner pour, tels. »

Le 12 avril, René Lamy qu'on n'appelle plus « gouverneur », titre-symbole de l'ancien régime, sous lequel la SGB se croyait à l'abri de toutes les révolutions, passera la présidence à Étienne Davignon. Mais ce dernier exerce déjà, vaillamment et diplomatiquement, la présidence, l'actionnariat belge ne représentant actuellement qu'environ 15 % du capital, auxquels, il est vrai, il convient d'ajouter sans doute, une bonne partie des 2 % répartis dans le public (1). À côté de l'ancien vice-président de la Commission européenne siégeant, dans un conseil qui a été renou-

velé de fond en comble, de jeunes compatriotes choisis d'abord pour leur talent. Avec 16 % du capital, Carlo De Benedetti, qui en convoitait naguère la majorité, pourrait bien parler moins qu'eux.

Ceux qui viennent de Paris, les gens de Suez, René de la Géraie entouré d'Antoine Jeancourt-Gallignani, de Patrick Ponsolle, de Gérard Werns, contrôlant directement ou indirectement 67 % du capital. On peut ainsi, sans heurt inutile, concilier l'équilibre et l'unité du commandement. L'appareil institutionnel est peut-être un peu compliqué, mais il mérite qu'on en rappelle l'ossature : elle a été aussi conçue pour perpétuer cette conciliation. Pour servir de liaison entre le conseil d'administration et la direction générale a été créé un comité exécutif dont la présidence alterne chaque année : René de la Géraie, président de Suez, vient de succéder à Maurice Lippens. Bien entendu Étienne Davignon — « Steevie » — et Hervé de Carmoy sont aussi du comité, ainsi que Carlo De Benedetti et le président du patronat belge, Philippe Bodson.

QUANT à l'administrateur délégué, il a formé à côté de lui un « comité de direction du groupe ». C'est en quelque sorte le gouvernement qui agit sous le contrôle du Parlement. Il comprend, outre un Français, François Quarré, normand venu de Rhône-Poulenc, d'autres hommes, choisis, comme lui, parmi les meilleurs professionnels de la génération des 30/40 ans, deux Belges, dont l'ancien collaborateur de Morgan Stanley, Georges Ugeux, et Marc Depuydt formé chez General Motors, un Allemand qui a appris le contrôle de gestion à la General Electric (E-U) et un Flamand versé dans la communication.

« La chose la plus difficile, c'était, dès le départ, de définir ce que nous voulions être. » On ne marque pas mieux la volonté d'éloigner le passé. Un souvenir, sans doute, mais la nouvelle vie sera toute différente. Hervé de Carmoy trace une : « La ligne directrice qui a été tracée

pour les cinq ans à venir, c'est de constituer un Centre belge d'excellence industrielle à vocation européenne. » Et l'administrateur délégué de préciser que chacun de ces mots compte : « Centre pour marquer que nous avons l'intention d'être l'opposé d'un holding financier et que nous voulons mettre l'accent sur notre unité. Belge parce que c'est la réalité. Et l'excellence industrielle détermine notre stratégie. Elle consiste à conquérir ou consolider des positions dominantes. »

En l'espace de moins de neuf mois, les décisions n'ont pas manqué pour matérialiser cette dernière intention. « On m'avait conseillé, dit Hervé de Carmoy, de vendre un certain nombre de sociétés dont plusieurs étaient en perte mais, depuis que nous y avons dirigé notre participation, et après restructuration, la plupart d'entre elles se révélaient au contraire très bénéficiaires. Tel est le cas pour nos entreprises chimiques regroupées dans Gechem : Rectisol, troisième leader mondial pour la mousse de polyméthane utilisée dans les sièges de l'entreprise Sol et oxyde métallique. Tel est le cas pour la Compagnie maritime belge, dont l'activité d'armement et de fret est de nouveau en plein essor. Nous avons racheté Hessestet, qui assure 60 % de la manutention du port d'Anvers. Dans la Vieille Montagne, notre participation est passée de 52 % à 98 % : cette société est la première du monde pour le raffinage du zinc, dont le prix de vente est récemment passé de 40 francs à 80 francs belges le kilo. Dans CBR (Ciment belge réuni), nous venons de porter de 38 % à 51 % notre part du capital. »

Plusieurs de ces entreprises, et notamment les deux premières citées (dans la chimie), ont fait l'objet d'investissements importants. « Au total, nous avons dépensé à cet effet 40 milliards de francs belges, soit près de 7 milliards de francs français », Hervé de Carmoy ajoute : « Nous avons mis aussi de l'argent dans FN (Fabrique nationale) qui, directement et par l'intermédiaire des sociétés qu'elle contrôle, Browning, Winchester, Beretta, représente 27 %

du marché mondial des armes de chasse — et 11 % du même marché pour les armes d'infanterie. »

Dans toutes ces entreprises, le patron a été changé : « On a fait monter des hommes nouveaux qui étaient déjà sur place, prouve que les ressources étaient bien là. »

Dans ce très gros effort d'investissement, la part du lion, soit environ 20 milliards de francs belges, la moitié du total, est allée au fleuron de la SGB, principale source de ses profits. Tractebel, c'est non seulement l'électricité de Belgique, mais aussi le gaz et l'eau. Les nouveaux actionnaires du groupe ambitionnaient d'y étendre la part de la SGB, mais eux qui s'étaient portés au secours de cette dernière contre l'attaque du bouilliant Italien se devaient à tout prix de respecter l'équilibre délicat qui règne dans le secteur énergétique du royaume. Aussi Étienne Davignon négocia-t-il avec le deuxième grand groupe financier, GBL (Groupe Bruxelles-Lambert), présidé par Albert Frère, et avec Gérard Eskenazy, patron de Fargesa, très lié à Albert Frère. Ces derniers acceptant que la participation de SGB dans Tractebel soit portée de 17 % à plus de 40 %, moyennant un nouveau partage de territoire, GBL obtint la prééminence chez Petrofina.

« L'excellence industrielle », reportez-vous à la devise nouvellement formée du groupe, doit se mettre au service de la « vocation européenne ». Là encore, selon Hervé de Carmoy, « il faut nous prendre au mot ». Sur le terrain, la vocation européenne, cela s'est traduit par les deux décisions complémentaires suivantes : « Pas un seul investissement direct aux États-Unis et ventes de participations minoritaires américaines, comme par exemple la part que possédait la SGB dans la banque Dillon Read, et qui s'élevait pourtant à 50 %. »

Cette politique d'allègement de certaines participations périphériques a eu aussi l'occasion de s'exercer en Europe, où la SGB a revendu à la CGE les 5 % qu'elle avait dans Alcatel. En revanche,

le groupe a procédé à « un début de rééquilibrage de son portefeuille, sans prendre de nouveaux risques ». D'où l'entrée chez Bouygues Accor, le Club Méditerranée. « Les filiales doivent se concentrer sur leur métier principal. La diversification, c'est désormais l'affaire du centre. »

C Le groupe était historiquement formé de « fœdérations ». Comment le cimenter ? Depuis décembre, l'administrateur délégué a entamé un « processus de réflexion » sur ce sujet avec les cent principaux cadres de la SGB telle qu'elle existe aujourd'hui. Hervé de Carmoy prend la mesure de la tâche : « Ce sera un apprentissage étalé sur deux ou trois ans. » On a constitué des « task forces » pour examiner « les thèmes communs à tous », par exemple les modalités du contrôle « qui ne doit pas être perçu négativement ». Un travail d'autocritique. Il aborde aussi en quelques mots un sujet à controverse possible (des deux composantes, la « réalité belge » et la « vocation européenne », laquelle primera ?). « On oublie, dit-il, qu'ensemble Suez et la SGB représenteraient le plus important holding de la CEE. L'idée sur laquelle existe une volonté commune, est de trouver dans les dix-huit mois « un projet commun » [probablement dans l'un des pays suivants : Espagne, Allemagne, Suisse], sur lequel puisse s'appliquer le potentiel d'énergie ainsi théoriquement réuni. Et de citer le proverbe chinois : « On ne tire pas sur l'herbe pour la faire pousser » (autrement dit, patience et longueur de temps).

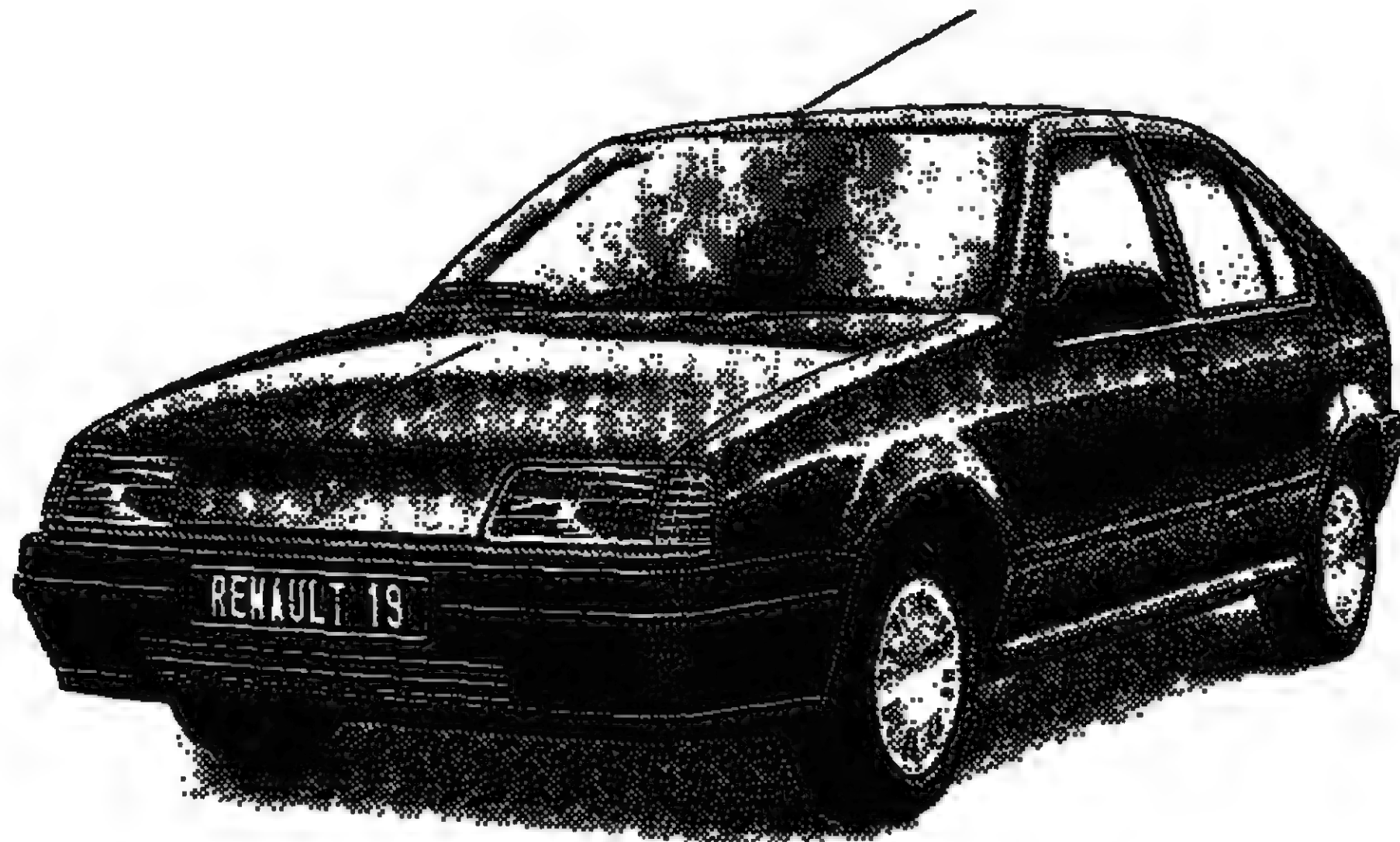
En attendant, les premiers résultats sont encourageants : 4 milliards de francs belges de bénéfices consolidés en 1987 (pour convertir approximativement en francs français, divisez par six), et, « pour le prochain exercice : entre 12 et 14 milliards de francs belges ». Pour l'administrateur délégué, « cette progression est la conséquence, pour une petite moitié, des décisions prises, et, à concurrence de la grosse moitié, de l'excellente conjoncture mondiale ».

(1) Le capital belge sera élargi dans les mois à venir à la faveur d'une offre publique de vente (OPV).

Ne baissez pas les bras.



Vous allez vous sentir des ailes.

La Renault 19 TR - 433^F par mois la 1^{re} année.

Fermez les yeux, vous êtes ailleurs. Et pour y aller, moi, Monsieur Financement, je vous propose une Renault 19 TR 3 portes en location avec option d'achat sur 60 mois, moyennant un versement initial de 24 760 F (dont 15 475 F de 1^{er} loyer majoré et 9 285 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 433 F, 12 loyers de 712 F et 36 loyers de 1 169 F. Coût total en cas d'acquisition 80 151 F. Renault 19 TR 3 portes, prix TTC au 06.02.89 : 61 900 F. Modèle présenté Renault 19 TR 5 portes, prix TTC au 06.02.89 : 64 900 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de F 321 490 700 27/33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre 8 702 002 221. Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au 05 25 25 25.

M. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT

 RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Bourgogne

Filiale d'un groupe important, notre société (100 p., 170 MF CA) est d'une part spécialisée dans la fabrication de contenants industriels pour l'alimentation ou la chimie et d'autre part est leader dans la fabrication et la commercialisation des barbecues.

Afin de poursuivre notre expansion, nous recherchons notre

Directeur Général

Chargé de définir notre stratégie de développement en France et plus particulièrement à l'étranger, il supervise l'activité industrielle, commerciale et administrative de la société.

Agé d'environ 35 ans, de formation supérieure, vous avez l'expérience de la gestion d'un centre de profit industriel en pleine expansion.

Homme de communication, vos qualités humaines vous aideront à intégrer notre structure et motiver nos équipes. Vous parlez couramment anglais.

Les perspectives d'évolution sont importantes pour un candidat de valeur.

Merci d'envoyer votre CV sous la réf. 1129-32-MPI, à notre Conseil :

ONOMA Tour du Crédit Lyonnais, 69431 LYON
Cedex 03. Tél : (16) 78.63.65.02.
Pour plus d'informations, consultez
le 3616 code UGE * ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

**Responsable des Achats
en Bretagne ou sur la Côte d'Azur**

± 400 KF

Nous sommes la filiale d'un grand groupe industriel très performant dans le domaine des systèmes électroniques militaires et professionnels. Les Achats représentent une part très importante de notre chiffre d'affaires et nous avons décidé une réorganisation de cette fonction afin d'en optimiser la performance. Les 3 départements que comprend notre division sont basés respectivement en Bretagne, sur la Côte d'Azur et en région parisienne. Chaque responsable des achats sera rattaché au directeur du site concerné dans un souci de décentralisation et d'autonomie de chaque unité industrielle et c'est pour la Bretagne et la Côte d'Azur que nous souhaitons recruter ces responsables. A la tête d'une équipe de 20 à 40 personnes (selon la taille du site choisi), vous serez responsable de la totalité de la fonction Achats (approvisionnement, magasin, contrôle d'entrée, marketing achats, ...) pour l'ensemble des besoins en produits, équipements et sous-traitance (dont la part est en croissance rapide). Diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous avez 5 à 10 ans d'expérience de la fonction Achats acquise dans un univers industriel. Vous avez déjà encadré des équipes d'acheteurs et négocié à haut niveau.

Merci d'adresser votre candidature sous référence A.225.89/M en précisant l'affectation choisie à notre Conseil Critère 4, rue du Général Lanrezac 75017 Paris.

Critère

BOURGOGNE Notre PDG
recherche son
Directeur Général

Face à l'important développement de notre groupe industriel, leader sur le marché européen (3 entreprises, 350 personnes), nous renforçons nos structures.

Pour cette création de poste, où vous serez partie prenante de la stratégie de notre société, vous assisterez notre PDG dans les différents aspects de sa fonction.

Agé d'environ 40 ans de formation Ingénieurs Arts et Métiers ou équivalent, vous avez acquis une expérience réussie dans l'animation et la gestion au sein d'une entreprise industrielle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. DGM à notre Cabinet Conseil : B.P. 2032, 25050 BESANCON CEDEX.

Cabinet Conseil J.P. Dornier

Fiscaliste international

PARIS - 400.000 F +

Ex-Manager chez l'un des «Big Eight» par exemple...

Nous sommes un groupe très bien implanté sur le plan international et nos ambitions de développement sont importantes. Nous sommes motivés par notre jeunesse et notre rentabilité.

Nous créons la fonction de Fiscaliste international : elle convient à un ex-Manager formé par l'un des Big Eight qui a le souci d'avoir un rôle très opérationnel chez nous.

Notre cible : un candidat bien sûr diplômé d'études supérieures de gestion, parlant l'anglais, avec une expérience professionnelle confirmée de 5 à 10 ans environ, acquise chez l'un des «grands» ou dans un cabinet plus petit mais très spécialisé en fiscalité internationale. Une expérience complémentaire en entreprise est un plus.

Monsieur ERNOULT vous décrira la poste au cours d'un entretien confidentiel : vous aurez l'opportunité de créer la fonction à votre image avec le support de professionnels rompus à leurs techniques.

Merci de contacter immédiatement notre conseil en précisant la réf. : VJ/8 M INFRAPLAN - 83, bd Raspail - 75006 PARIS - Tél. : 45 48 14 50 (demander Madame de RIDDER)

INFRAPLAN PARIS/BARCELONE

**DIRECTEUR
VENTES/MARKETING
Futur Directeur Général**

Responsable de notre filiale française (sur le plan commercial, administratif et financier), vous serez principalement chargé d'organiser les ventes et d'animer notre équipe commerciale : vous devrez également développer les actions marketing, en liaison avec notre siège, et superviser l'ensemble du personnel de la filiale.

Vous avez acquis une solide expérience du management ventes/marketing dans notre secteur d'activité ou dans un secteur proche (biologie, instrumentation médicale, réactifs...), vous maîtrisez parfaitement l'anglais et vous êtes habitué à travailler dans un contexte international.

Nous vous proposons un poste à forte implication pour le devenir de notre société. Conditions attractives (fixe + intéressement, voiture de fonction...).

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre dossier à MERCURI URVAL 14bis, rue Daru, 75008 Paris, sous réf. 61.2357LM, qui vous garantira une totale confidentialité.

Mercuri Urval

Executive Service

Transport

Notre groupe (750 MF CA, 450 p.), leader de l'approvisionnement des entreprises liées à la grande distribution crée une société regroupant ses activités transport et recherche son

Directeur Général

Son activité axée d'abord sur les entreprises du groupe s'élargira progressivement aux sociétés extérieures. Il sera chargé de définir la stratégie de développement de cette nouvelle entreprise en France et en Europe en proposant les moyens nécessaires à cette croissance : achats, investissements. Il harmonisera progressivement la politique transport du groupe et assurera l'expansion commerciale de la société.

Agé d'environ 40 ans, de formation supérieure, vous avez impérativement une expérience de direction dans le transport, en France et à l'étranger, acquise soit dans une entreprise spécialisée soit au sein d'un groupe de grande dimension.

Vous parlez anglais et votre enveloppe personnelle vous permettra d'évoluer au sein de notre groupe. Le poste est basé en Bourgogne Sud.

Merci d'envoyer votre CV sous la réf. 1129-32-MPI, à notre Conseil :

ONOMA Tour du Crédit Lyonnais, 69431 LYON Cedex 03.
Tél : (16) 78.63.65.02.
Pour plus d'informations
consultez le 3616 code
UGE * ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

Secondar notre Directeur Général

JEULIN
EVREUX - FRANCE

NUMERO 1 DU MATERIEL PEDAGOGIQUE

Leader sur son marché, notre société conçoit, fabrique et distribue du matériel d'expérimentation scientifique destiné aux établissements scolaires. Nos produits sont utilisés dans le domaine des sciences expérimentales - physique, chimie, biologie - et de l'informatique. Notre directeur général recherche aujourd'hui son bras droit à qui il confiera, dans un premier temps, la responsabilité de l'activité technique : coordination et animation des équipes recherche-développement et de production. Puis, dans un deuxième temps, ce nouveau collaborateur, qui fera partie du comité de direction, sera étroitement associé aux décisions stratégiques de l'entreprise tant sur le plan commercial que financier ; il devra être capable d'apporter de nouvelles idées et de les piloter. Ce poste convient à un homme, de formation ingénieur (électronicien de préférence) ou à un universitaire de très bon niveau, justifiant d'une expérience acquise dans le domaine technique : développement de produits, par exemple. La connaissance du milieu électronique - micro-processeurs ou logiciels - serait appréciée, ainsi que la pratique de l'anglais. Ce poste est basé à Evreux.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 963.89 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

**Sorefi de Haute-Normandie
Directeur de l'exploitation bancaire**

Une SOREFI, vous le savez probablement, c'est un établissement financier à compétence régionale, structure décentralisée du grand réseau national "Eureuil". C'est aussi, auprès de ce réseau, la mise en commun de moyens et de services d'animation et de gestion.

A Rotten, nous sommes une équipe légère, nous connaissons une évolution rapide (nos fonds propres ont doublé en moins de deux ans) et nous voulons apporter au réseau un "service à haute valeur ajoutée" basé sur la compétence et une grande capacité à s'adapter aux évolutions des marchés et de la conjoncture.

Votre poste de Directeur de l'Exploitation Bancaire est créé dans cette perspective. Directement rattaché au Directeur, vous êtes responsable du back-office de l'Etablissement. A ce titre, vous assurez une mission de gestion, de contrôle et de suivi sur toutes les activités de crédits (6 milliards de francs) d'une part, de moyens de paiement et de collecte d'épargne d'autre part.

Vous dirigez une vingtaine de personnes. Vous participez à la définition des nouveaux produits avec la Direction du Développement. Vous assurez, par votre compétence, en liaison avec le Centre Informatique Régional, la qualité de nos services auprès du réseau et la fiabilité de nos projets tant régionaux qu'internationaux.

Ce métier, vous l'avez, en tout ou partie, exercé en opérationnel ou en audit interne. Vous avez une connaissance approfondie de l'exploitation bancaire. Sans doute avez-vous complété par un DECS votre formation supérieure (Bac + 5 : économie, commerce, gestion). C'est maintenant, entre 30 et 40 ans, que vous pouvez, chez nous, donner un atout décisif à votre carrière.

SEFOP, notre Conseil, vous parlera de nous. Merci de lui adresser votre dossier sous réf. LSN 497 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

L'univers des fibres textiles : de l'endoscope aux fibres optiques, du caoutchouc au RNIS

L'un des tout premiers groupes mondiaux recherche pour son département TEXTILES INDUSTRIELS son

Responsable commercial

Il consolidera et développera les ventes et les achats de produits semi-finis destinés aux industries des pneumatiques, caoutchouc, fibre-ciment, matériaux composites, électronique.

Il prendra en charge la définition et le lancement de nouveaux produits.

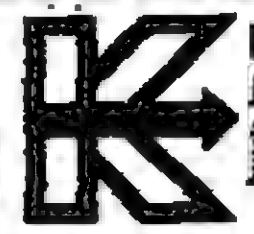
De formation commerciale supérieure, entrepreneur et ayant le goût de l'autonomie, il a environ cinq années d'expérience du marketing industriel et d'excellentes capacités de négociation.

Il aspire à s'intégrer dans un environnement international et polyvalent.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Ecrivez sous référence 530 M.

Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEE



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 Paris

Vous serez le patron européen de toutes nos communications.

T.V., P.Q.R., Presse Spécialisée, Marketing direct, R.P., Salons, documentation commerciale, vidéo, journal interne, ... ; toutes les techniques de communication sont utilisées pour aller au contact de nos clients, de nos prescripteurs, faire adhérer nos partenaires, et informer nos collaborateurs.

Un C.A. d'1,5 milliard, une croissance interne et par acquisition forte, un groupe international ambitieux présent dans 8 pays en Europe, un marketing très actif, un management participatif, des produits nouveaux chargés en design, voilà ce que vous allez dynamiser à la tête d'une équipe de 12 personnes, d'un budget de 40 millions de francs et avec l'aide des meilleures agences.

Homme ou femme, vous avez 30 ans au moins. Depuis 5 à 10 ans ou plus vous maîtrisez plusieurs des techniques de communication. Une origine de type HEC, ou ingénieur plus ISA, ou IEP plus CELSA, l'anglais opérationnel, une personnalité riche et chaleureuse, alors envoyez votre dossier complet à Jean-Louis Marques, associé du Cabinet Sirca, sous la référence J 968 260 M - 64, rue La Boétie - 75008 Paris, qui l'étudiera confidentiellement.

Sirca

Paris - Lyon - Madrid - Lisbonne

Membre de Syntec

Directeur des ventes produits industriels

35 ans environ, Ecole Supérieure de Commerce, vous avez déjà de réels talents d'animation et de négociation et vous réussissez.

Votre ambition vous pousse vers un nouveau challenge.

Vous connaissez le secteur des biens de consommation industriels ou des équipements légers.

Vos résultats, votre sens du terrain, votre courage, votre esprit d'entreprise,

vous permettront d'emmener à la performance un réseau de 30 gagners dans une Société constamment leader de son marché.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous Réf. DV/193/FR à notre conseil, PG CONSULTANTS, 9 rue Benoît Malon, 92150 SURESNES.

PG Consultants ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS TOULOUSE TOURS

Ingénieurs agronomes pour acheter nos tabacs étrangers à l'international

Seita

Avec un CA de 9 milliards de francs et 6400 personnes, un appareil de production très compétitif et une logistique de distribution très moderne, leader sur le marché français du tabac, nous renforçons notre développement à l'export. La Direction des Tabacs en Feuilles recherche pour son département «Tabacs Etrangers» de jeunes ingénieurs agronomes. Après une formation technique et commerciale au sein d'une équipe d'acheteurs, ils prendront en charge les programmes d'achats, l'analyse des marchés et la négociation des contrats d'achats des tabacs dans un secteur couvrant plusieurs pays. Ils devront posséder une première expérience réussie, si possible commerciale ou d'animation sur le terrain, à l'étranger. Rigueur dans l'analyse, esprit de méthode, sens du contact et de la négociation, autonomie et goût du risque, adaptabilité et créativité, équilibre physique et psychologique, très grande disponibilité, autant de qualités requises pour ces postes qui comportent de fréquents déplacements. A terme, les acheteurs confirmés pourront prendre la direction d'une filiale d'approvisionnement à l'étranger. Anglais impératif, espagnol apprécié.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + photo + prétentions à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL - 10, rue du Colisée - 75008 PARIS, sous la référence 528 M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

HEURY
VILLENOUVE

Etablissement Public à caractère industriel et commercial, nous aménageons et développons la Ville Nouvelle d'Evry et son agglomération. Evry, cité nouvelle d'innovation a pour vocation l'implantation d'activités de pointe.

Participez à notre développement économique !

A 27 ans environ, vous avez une formation de type Ecole Supérieure de Commerce et parlez l'anglais. Vous avez acquis votre expérience (2 ans minimum) de préférence dans le secteur de l'urbanisme, aménagement urbain, immobilier d'entreprise. Vous maîtrisez la négociation ou vous vous sentez apte à suivre une voie plus commerciale.

Assisté d'une structure composée d'urbanistes, d'ingénieurs, de financiers... vous négocieriez la vente de nos terrains auprès de dirigeants

d'entreprises, investisseurs ou promoteurs et leur apporterez toutes les solutions adaptées à leur implantation.

Vous serez en relation avec les élus locaux et le Conseil Régional et votre philosophie rejoindra la nôtre : favoriser l'innovation, l'ouverture et le développement économique du futur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et prétentions) à E.P. HEURY, Monsieur le Directeur Général, 6 Bd du Mail, Leclerc, 91011 Evry Cedex.

La passion de la conquête...

La Division ENGINES TACTIQUES de l'AEROSPATIALE, avec son expérience unique dans le domaine des missiles, a su tirer partie des technologies les plus modernes (missiles en œuvre pour l'EXOCET, ASTER, ROLAND, AS 30 LASER) et affirmer ainsi son premier rang européen parmi les constructeurs. Avec 6 000 personnes, un Centre pour les prototypes, séries et petites séries à CHATILLON et un centre grandes séries à BOURGES, nous mettons en œuvre tous les moyens industriels indispensables à notre tradition de qualité et de savoir-faire.

JURISTE EXPERIMENTE ET AUTONOME

Vous avez une expérience industrielle significative, vous êtes à même de développer les activités qui vous sont confiées, de vous rendre indispensable dans le domaine de la propriété industrielle et bien sûr dans les activités liées au droit commercial.

Vous aurez donc à intervenir dans la création d'entités, les accords de coopération, copropriété, cotraitance, licence, recherche et bien évidemment le contentieux. REF. JFM

Merci de faire part de vos motivations au Service EMPLOI FORMATION DIVISION ENGINES TACTIQUES 2 rue Béranget - BP 84 - 92392 CHATILLON Cedex.

L'ENTREPRISE QUI DEPASSE L'IMAGINATION

Vous êtes un (une) véritable spécialiste du management, et vous pouvez le prouver. Vous nous intéressez beaucoup.

Nous saurons apprécier votre formation aux méthodes modernes de management (un MBA serait un atout majeur), votre expérience vécue de l'entreprise (plusieurs années dans des postes opérationnels seraient un plus certain) et votre pratique confirmée, et réussie, du conseil de direction générale (dans l'un des meilleurs cabinets du marché, ce serait un avantage décisif).

Nous agissons comme conseillers personnels et permanents de nos clients, tous des chefs

d'entreprise ou leurs collaborateurs directs. Notre ambition est de faire progresser la qualité du management : en France et aussi ailleurs.

Grâce à une stratégie dynamique et à des produits originaux, nous y contribuons activement depuis notre création. Il y a cinq ans. Nos clients sont très satisfaits : ils nous poussent de l'avant. Pour répondre à leurs besoins, nous lançons aujourd'hui plusieurs projets nouveaux ; voulez-vous les mettre en œuvre avec nous ?

Dans une équipe jeune et pleine d'idées, avec un fort potentiel de croissance, nous vous offrons l'un des postes suivants :

**DEUX
CONSULTANTS
SENIOR**

**{ CONSEIL EN MANAGEMENT (M/365)
{ FORMATEUR EN MANAGEMENT (M/366)**

Associé(e) à une œuvre originale et ambitieuse, vous aurez l'occasion de faire la preuve de votre dynamisme et de donner la pleine mesure de vos compétences. Rencontrons-nous.

Merci d'adresser votre candidature, en indiquant sur l'enveloppe la référence choisie, à notre conseil

otnicar

3 avenue Bertie Albrecht 75008 PARIS

consultant en recrutement

Conseils en recherche de cadres et dirigeants, nous avons, au cours de vingt ans d'existence, affirmé notre professionnalisme. Nous sommes attachés à la notion d'excellence dans nos interventions au service des entreprises et des candidats. "Quality first" est d'ailleurs l'exigence du grand groupe international de SSI auquel nous appartenons.

Nous voulons renforcer notre équipe, vous associer à nos projets et vous faire bénéficier de nos compétences. Vous menez à bien des missions complètes de recrutement pour le compte d'entreprises évoluant dans des secteurs d'activités diversifiés. Vous assurez le suivi de votre clientèle et vous la développez aussi.

Vous avez 28 ans minimum, un diplôme d'études supérieures et au moins trois ans d'expérience du recrutement des cadres par voie d'annonce et/ou recherche directe.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/4182, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION - Groupe GFI
66, rue de Pontieu 75008 PARIS.

**SERTI
SELECTION**

L'« affaire Tigana » et la colère du secrétaire d'Etat

Les mauvaises passes du football français

Le Bordelais Jean Tigana ne jouera pas à Marseille jusqu'à la fin de la saison. La demande de dérogation refusée à l'Olympique de Marseille a déclenché une crise générale dans le football français, secoué depuis plusieurs mois par de multiples affaires. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a décidé d'intervenir alors que, dans le même temps, la France se déclare toujours candidate à l'organisation de la Coupe du monde de 1998.

Le football français s'enfonce. Comme s'il prenait du plaisir à couler dans le ridicule, à rouler dans l'affairisme et les règlements de compte. Jean Tigana ne jouera pas à Marseille, Bernard Tapie, grand patron de l'OM, saisit le conseil d'Etat, Claude Bez, président des Girondins de Bordeaux, quitte l'équipe de France et se répand en déclarations injurieuses... Le football tricolore fidèle à lui-même, se joue une si belle comédie que Roger Bambuck, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, a pu s'improviser *deus ex machina* pour intervenir pendant qu'il en était encore temps. Les plus hauts dirigeants du football — Jean Fournet-Fayard, président de la fédération et Jean Sadoul, président de la Ligue nationale — devraient prochainement lui rendre des comptes.

Il devront d'abord s'expliquer à propos de l'affaire Tigana. Privé de son joueur Abdoulaye Diallo, gravement blessé, l'Olympique de Marseille demande vendredi 31 mars, comme le règlement l'y autorise, une dérogation pour engager un joueur jusqu'à la fin de l'actuelle saison. Les Marseillais optent pour l'international bordelais Jean Tigana. Choix judicieux et ambitieux, mais qui provoque un tollé chez certains présidents de club, en particulier le Parisien Bernard Borrelli. C'est que, ainsi resté, le PSG, comme le règlement l'y autorise, demande une dérogation pour engager un joueur. Ils avaient déjà bénéficié d'une dérogation pour engager un joueur. Ils avaient en effet embaîché le Marseillais Eric Cantona le 14 février dernier. Et comment ces mêmes Bordelais ont-ils pu bénéficier d'une dérogation d'effectif sans qu'il y ait eu de séparation d'un joueur ? L'argument



Claude Bez (à droite), président des Girondins de Bordeaux, a démissionné de son poste de « super-intendant » de l'équipe de France après avoir traité d'« incompétents » les dirigeants du football français (dont Jean Fournet-Fayard, à gauche sur la photo) à la suite de l'affaire Tigana.

se tient : mais il ne résiste pas longtemps puisque les Girondins viennent de prêter l'un des leurs, le Yougoslave Zoran Vujovic, à l'AS Cannes ! A l'époque, personne n'avait trouvé à y redire.

Claude Bez et Bernard Tapie, jadis amis jurés, désormais complices dans l'adversité, hurlent au scandale. « Rendez-vous compte du scandale de la situation, lance le président et député marseillais : on n'oppose aujourd'hui des attitudes qui n'avaient pas tenu pour Vujovic. Ce sont des gens préoccupés d'éthique mais dans certains cas, seulement, pas dans d'autres. Quand ils sont dépassés, ils font n'importe quoi ! »

Bernard Tapie, s'estimant victime d'une cabale en raison de la personnalité et du talent du joueur concerné, décide aussitôt de porter l'affaire devant le tribunal administratif de Paris. Quant à Claude Bez, après la victoire de son équipe face au Matra-Racing (3-2) samedi 1^{er} avril, il annonce son intention de démissionner de sa fonction de « super-intendant de l'équipe de France » et de son poste de membre du conseil d'administration de la Ligue. Fidèle à son image de provocateur, il déclare : « Ces gens, c'est-à-dire Jean Fournet-Fayard et Jean Sadoul, sont irresponsables, des incompétents. Cette situation est devenue intolérable et agaçante. A la tête du football français, certains ne sont plus à la hauteur.

En fait, on ne sait pas ce qui se passe car on n'est pas dirigé. C'est de la magouille ! »

Bordeaux et Marseille n'ont-ils pas simultanément été victimes d'une surdose de « magouille » ? Depuis quelques mois, le football a tellement été ébranlé par des événements qu'il ne parvenait plus à maîtriser et soudain en proie à une crise d'autoritarisme, ont brusquement décidé de taper du poing sur la table. Car l'affaire Tigana n'est que l'ultime épisode d'une mauvaise série.

D'abord, un coup d'Etat, en novembre 1988 : fomenté par Claude Bez, homme fort de l'époque, il aboutit à l'incrimination de Michel Platini à la tête de l'équipe de France et à l'éviction d'Henri Michel, tenu au courant uniquement par voie de presse. Jean Fournet-Fayard prouve alors son impuissance face au pouvoir du président bordelais.

Examine une affaire financière, en janvier 1989 : les Girondins de Bordeaux, dont les résultats ne sont guère brillants, perdent un match important contre l'administration fiscale. Le score est sans appel : un redressement de 10 millions de francs. Claude Bez crie une nouvelle fois au scandale, mais accepte de revoir ses ambitions sportives à la baisse. Il rendra dans le rang et n'est plus en position d'officier chef de file du football français.

Enfin, un transfert à sensation, en février 1989 : après avoir, injurié Henri Michel (« un sac à m... ») en août dernier et jeté son maillot marseillais sur le terrain de Sedan, l'attaquant Eric Cantona est prêté par l'OM à Bordeaux. Un scandale de plus ? Les deux frères ennemis du football français, Bernard Tapie et Claude Bez, se découvrent des qualités communes. Les affaires sont les affaires.

« Une image non valorisante »

Platini, Bordeaux, Cantona, trois épisodes qui ont affaibli un peu plus la cote d'un sport déjà en baisse de popularité. Car dans le même temps, l'équipe de France perdait tout espoir de disputer la Coupe du monde 1990 en Italie, le champion de France Monaco était éliminé de la Coupe d'Europe par le modeste champion de Turquie Galatasaray et l'Olympique de Marseille se voyait miraculeusement d'une sombre histoire de contrôle anti-dopage.

L'affaire Tigana et ses conséquences sont donc simplement venues faire déborder un trop plein de plusieurs mois et qui a poussé le secrétaire d'Etat Roger Bambuck à déclarer dimanche 2 avril : « Je pense le plus grand mal de la situation du football français, car il est en train de donner de lui une image non valorisante avec toutes ces incriminations, les démissions des uns et des autres. Il faudra que malheureusement (...) nous puissions, avec les responsables fédéraux, essayer de trouver une solution. »

Jean Fournet-Fayard, directeur général de la fédération, est contenté d'une fois de plus, de minimiser : « Il n'y a pas de quoi déranger un ministre, la situation n'est pas telle qu'elle réclame une intervention. C'est un épiphénomène... » Les amateurs de football semblent convaincus du contraire. Le sondage de la Cinq dimanche 2 avril, révélait que 87 % des téléspectateurs estiment que le football français est « pourri ». A l'heure où les stades se vident, où l'équipe de France s'engage dans un long purgatoire, il bat de l'aile pour avoir grandi trop vite, assuré des salaires trop élevés à des joueurs moyens, laissé le pouvoir à des responsables « effectivement « dépassés », et englué dans des querelles de clocher d'un autre âge pour un sport professionnel. Paradoxalement, au plus fort de la plus grave crise de sa histoire, le football français a la prétention d'organiser la Coupe du monde de 1998 en France. Incapables de gérer au jour le jour le jeu d'une fédération, une Ligue débordée de toutes parts, les dirigeants français trouvent au moins qu'ils savent encore rêver.

PHILIPPE BROUSSARD.

CYCLISME : Tour des Flandres

Hooydonck, le Flamand roux

Le Belge Edwig Van Hooydonck (vingt-deux ans) a remporté en solitaire le Tour des Flandres cycliste, dimanche 2 avril, à Meerbeke (Belgique). Il rejoint en tête de la Coupe du monde le Français Laurent Fignon qui a abandonné en fin de course.

MEERBEKE
correspondance

De longues, d'interminables jambes, une peau laiteuse, des cheveux d'un roux flamboyant qui flottent au-dessus du peloton : Edwig Van Hooydonck et ses 193 centimètres passaient difficilement inaperçus jusqu'à ce dimanche 2 avril. Dorénavant, il sera totalement impossible au jeune Belge de se faire oublier : en s'imposant à l'âge de vingt-deux ans dans le Tour de Flandres, la seule course qui puisse véritablement consacrer un coureur en Belgique, il surgit au sommet du cyclisme international.

Van Hooydonck possède la « classe », la vraie. Il l'a démontré en démarrant de fort belle manière d'un groupe d'échappés à 13 kilomètres du but. Mais la véritable révélation de ce jeune Belge remonte à deux ans. A vingt ans à peine arrivé dans les rangs professionnels, Van Hooydonck avait terminé cinquième de Paris-Roubaix, septième de l'étape contre la montre du col d'Eze dans Paris-Nice et remporté la Flèche brabançonne, une épreuve de bon niveau en Belgique.

Ainsi le jeune Campinois (il est originaire de la région frontalière avec les Pays-Bas) avait été bien vite catalogué comme un grand espoir du cyclisme belge. Un statut qui faisait craindre pour son avenir car tous ceux qui se le sont vu attribuer depuis l'époque dorée d'Eddy Merckx n'ont pu répondre aux espoirs placés en eux : ainsi de Daniel Willems, d'Alfons de Wolf ou, à un degré moindre, d'Eric Vanderarden.

Si Van Hooydonck semble plus apte que d'autres à concrétiser ses promesses, c'est qu'il fait preuve d'une grande maturité. C'est ainsi qu'il limite de lui-même le nombre de courses qu'il dispute chaque année et que la discrétion affichée tout au long de la dernière saison (marquée essentiellement par un succès dans le

Grand-Prix Eddy Merckx, épreuve contre-la montre disputée autour de Bruxelles) ne l'a en rien troublé.

Entouré de glorieux anciens au sein de la formation néerlandaise Superconfex (l'ancien champion du monde Jan Raas en est le directeur sportif, et Jopp Zoetemelk, vainqueur du Tour de France 1980, est chargé des relations publiques), Van Hooydonck veut se donner le temps de réussir. Il devrait cependant disputer cette année le Tour de France. Une première expérience en haute montagne, l'an dernier, lors du Critérium du Dauphiné libéré, s'est d'ailleurs révélée des plus concluantes : le nouveau champion devrait parvenir à hisser sa fine carcasse au sommet des cols alpestres avec les meilleurs grimpeurs.

Si Van Hooydonck court pour une équipe néerlandaise, c'est qu'il estime le niveau des formations belges médiocres. Mais aussi parce que, lorsqu'il était amateur, il avait pris l'habitude de s'entraîner avec le vétéran belge Ludo Peeters. Celui-ci, ancien coéquipier de Jan Raas, avait signalé au directeur sportif néerlandais l'existence de ce jeune résident chez ses parents agriculteurs, à une dizaine de kilomètres des Pays-Bas.

Plutôt réservé, Van Hooydonck est aussi un coureur de tradition. Non seulement de par ses racines terriennes et flamandes — il ne parle pas le français et comprend tout juste l'anglais, — mais aussi parce qu'il accorde une grande importance au respect de l'hygiène de vie et suit des méthodes d'entraînement éprouvées.

L'homme inspire la confiance. Une confiance évidemment renforcée par la victoire acquise dimanche devant quasiment tous les meilleurs coureurs de « classiques » du monde. Van Hooydonck affiche des ambitions internationales. Mais le meilleur moyen de se rendre crédible était d'abord de s'imposer chez soi. Voilà qui est fait. Comme si le Tour des Flandres devait marquer les grandes étapes de sa carrière : en 1986, avant de passer professionnel, Van Hooydonck avait déjà remporté l'épreuve chez les amateurs.

GILLES VAN KOTE.

RUGBY : Agen-Toulouse

Villepreux songe à l'exil

Bien qu'ils aient inscrit l'unique essai d'une superbe partie dont l'enjeu était la première place de la poule 1, les Toulousains ont dû s'incliner (7-9) devant le réalisme des Agenais, samedi 1^{er} avril à Agen. Pour Pierre Villepreux, l'entraîneur toulousain, il s'agit d'une brève incursion sur les terres d'Albert Ferrasse, président de la Fédération. Avant son probable départ pour l'Italie, l'été prochain.

AGEN
correspondance

Les 120 kilomètres d'autoroute entre Toulouse et Agen sont autant d'années-lumière séparant Pierre Villepreux des barons de l'ovale agénais. Albert Ferrasse et Guy Basquet (patron du SU Agen). Pourtant, samedi soir dans les vestiaires du stade Armandie, à Agen, l'entraîneur toulousain refusait de « mêler ses joueurs à des côtés », qu'il estimait tout juste « bons à mettre au panier ». S'il admet qu'il était bien « en rébellion contre la bêtise humaine », Pierre Villepreux parut réellement désabusé. Bien sûr, il affirma que la faute de Bérat à la 56^e minute sur Charvet méritait « sans aucun doute » un essai de pénalité, mais il laissa les accents de la colère à son adjoint Jean-Claude Skrela. Comme si Villepreux le dissident s'était soudain résigné, à quarante-cinq ans, à n'être plus désormais qu'un exilé du système : « Je n'ai plus rien à dire à ces gens-là. C'est tout. S'ils changent d'avis avant que j'aie quatre-vingts ans, on verra... Moi je n'ai rien à me reprocher. Mon seul but était de servir le rugby français. C'est tout à fait

compromis et cela restera le grand regret de ma vie ! »

En fait, loin d'être résigné, l'ancien international se prépare tout simplement à poursuivre sa carrière à l'étranger, étant sur le point d'accepter le pont d'or que lui fait la fédération italienne : « Cela fait sept ans que je suis au Stade toulousain... Les Italiens ne réclament depuis des années. Peut-être que sur un coup de colère je vais finir par accepter ! ». Le probable départ pour l'Italie du meilleur technicien français (1) serait la preuve dramatique que la lente entreprise d'usure menée par le pouvoir fédéral a fini par réussir. En effet, l'océan d'incompréhension qui s'est installé entre le Toulousain et Albert Ferrasse ne date pas de son escapade portugaise auprès du XV anglais en janvier dernier. Il y a huit ans Villepreux, de retour d'Italie, se permit d'émettre des jugements sur le système de jeu de l'équipe de France et scella ainsi son destin. De telles fausses notes dans le grand concert du rugby français eurent tôt fait d'exaspérer Albert Ferrasse qui, comme le rappelait récemment une enquête de l'équipe magazine, avait jeté les bases de son action dès le soir du 3 décembre 1966 lorsque sa tendance eut déboulonné le président Jean Delbert : « Nous allons travailler en équipe, les francs-tireurs seront éliminés ! ».

Avec un quart de siècle d'avance Villepreux était prévenu. Ferrasse qui affirme « ne pas aimer l'originalité », décida bientôt que cet intello de Toulouse s'était de lui-même « coupé de la famille ». Il avait naïvement pensé que ses appuis répétés pour faciliter les nominations de Villepreux à Tahiti en 1974 et en Italie en 1978 lui garantiraient la reconnaissance éternelle du Toulousain et n'en reve-

naît pas de tant d'ingratitude : « C'est le grand drame de la Fédération, estime Villepreux. Quand ils vont ont donné quelque chose, ils considèrent qu'ils vous ont acheté. L'univers d'Albert Ferrasse et de Guy Basquet, est parfaitement géré dans cette phrase de Ferrasse : « Entre la politique et la franc-maçonnerie, je choisis la seconde ! ».

Une fois pour toutes ces deux anciens du pack agénais, champions de France en 1945, ont décidé que ceux qui ne sont pas avec eux sont contre eux. Ferrasse n'est pas avare de ses témoignages de reconnaissance : l'histoire récente du microcosme agénais peut se lire sur les panneaux publicitaires qui bordent la pelouse du stade Armandie : à gauche, « Sella Sportswear », à droite, « Michel Cousturas, assurances, placement et retraite (Cousturas, l'entraîneur d'Agen nommé en septembre 1988 à la tête de l'équipe de France junior 1). Et puis, sur le côté de la tribune d'honneur, en beaucoup plus grand : « Etablissement Albert Ferrasse, tout pour la maison ».

Agen capitale du rugby français

Quant à ceux qui n'ont pas à faire de commerce, ils ont pu, « grâce au club », entrer dans les esprits et les championnats (Erbaum), dans les relations publiques (Sella chez Leo Cooper) ou dans les affaires (Berbizier chez Astra-Calvet, sponsor du SUA avec la marque Fiprod). Un Berbizier qui, philosophiquement, est certainement plus proche de Villepreux que de Fouroux, mais qui, en quittant Lourdes pour Agen, a accepté de rejoindre le clan. Le capitaine du XV de France a joué la carte de la fidélité et en sera récompensé en 1991 en succédant très pro-

bablement à Jacques Fouroux. La loi ferrassienne est ainsi faite : tout pour les amis, rien pour les autres. Pour avoir choisi la voie de la dissidence, Pierre Villepreux peut toujours attendre le poste de directeur technique adjoint ou d'entraîneur national auquel ses diplômes lui donnent accès. En bon dictateur éclairé, Ferrasse n'accepte pas la contradiction ni ne connaît les limites du raisonnable. Des limites qu'il franchit en étant toujours persuadé d'agir dans l'intérêt supérieur du rugby. Et tant pis si cet intérêt se confond parfois avec l'intérêt supérieur du Lot-et-Garonne.

An fil de ses six mandats à la tête de la FFR, Albert Ferrasse a voulu faire de sa ville d'Agen la toute-puissante capitale du rugby français. C'est cette confusion entre la Fédération et la préfecture du Lot-et-Garonne qui rendait ce match Agen-Toulouse si symbolique. En s'asseyant dans la tribune du stade Armandie, Villepreux s'asseyait chez Ferrasse, pas à la table d'hôte, mais chez Ferrasse tout de même. A Agen où, à l'ombre du pouvoir fédéral, tout semble dû à la ville, du Centre interrégional de rugby (quarante emplois, 6 millions de travaux), à l'organisation d'un match de la Coupe du monde 1991. Finaliste en 1984 et 1986, champion de France en 1988, le SU Agen et ses treize internationaux (7 « A » et 6 « B ») sont aujourd'hui la grande fierté d'Albert Ferrasse. Agen, capitale du rugby français, c'est un mirage auquel on est parfois bien obligé de croire.

ERIC MAITROT.

(1) Dès cet été ou au plus tard en juillet 1990, Pierre Villepreux devrait signer un important contrat avec la Fédération italienne et devenir l'entraîneur de l'équipe nationale avec pour objectif une place de demi-finaliste lors de la Coupe du monde 1995.

Les résultats

Athlétisme

MARATHON DE NICE
Le racingman Pierre Levisse a remporté dimanche 2 avril le cinquième marathon de Nice en 2 h 13 min 43 s.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Nationale 1
(huis-clos de finale aller)

* RCF Paris b. Montpellier... 111-104
* Avignon b. Monaco... 93-68
* Saint-Quentin b. * Gravelines... 94-73
* Lorient b. Villeurbanne... 99-92

BARRAGES

(quarts de finale aller)
* Toulouse b. Antibes... 111-73
* Nantes b. * Evreux... 87-78
* Vichy b. Le Mans... 96-91
* Saint-Etienne b. Dijon... 78-68

Equitation

COUPE DU MONDE
La cavalière française Margit Otto-Crépin, sur Corlandus, a remporté dimanche 2 avril à Göteborg (Suède), le classement général de la dernière épreuve comptant pour la Coupe du monde de dressage. Ce succès permet à la vice-championne olympique de terminer en tête du classement général de cette compétition.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(trente et dernière journée)

* Paris-SG n. Nice... 1-0
* Auxerre b. Sochaux... 2-1
* Marseille b. Metz... 3-1
* Monaco b. Montpellier... 4-2
* Nantes et Laval... 1-1
* Lille et Toulouse... 0-0
* Caen b. Lens... 3-0
* Toulon et Saint-Etienne... 0-0
* Bordeaux b. Matra-Racing... 3-2
* Caen et Strasbourg... 3-3

Classement. — 1. Paris-SG, 61 pts ; 2. Marseille, 59 ; 3. Auxerre, 57 ; 4. Sochaux, 56 ; 5. Monaco, 54 ; 6. Nantes, 51 ; 7. Caen, 47 ; 8. Lille, 45 ; 9. Bordeaux, 44 ; 10. Metz, 41 ; 11. Saint-Etienne, 39 ; 12. Matra-Racing, 31 ; 13. Laval, Strasbourg, 30 ; 14. Caen, 29 ; 15. Lens, 14.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Groupe A
(dixième journée)

POULE 1
* Bourgoin b. Villeneuve-L... 46-12
* Cognac b. Monteban... 25-4
* Montferrand b. Dax... 9-6
* Agen b. Toulouse... 9-7
Classement. — 1. Agen, 30 points ; 2. Toulouse, 30 ; 3. Dax, 30 ; 4. Montferrand, 30 ; 5. Bourgoin, 26.

POULE 2
* Bagnac b. * Le Cressot... 21-13
* Bègles-Bordeaux b. * Nîmes... 27-15
* Bagnac b. Lourdes... 6-3
* Tarbes b. Perpignan... 17-0

Classement. — 1. Tarbes, 32 pts ; 2. Bagnac, 32 ; 3. Lourdes, 28 ; 4. Bègles-Bordeaux, 27 ; 5. Le Cressot, 22.

POULE 3
* Colomiers b. Bayonne... 38-12
* Aurillac b. Bergerac... 24-13
* Graillet b. Brive... 30-25
* Toulouse b. Mont-de-Marsan... 9-6

Classement. — 1. Toulouse, 30 pts ; 2. Bayonne, 28 ; 3. Brive, 28 ; 4. Graillet, 23 ; 5. Aurillac, 23.

POULE 4
* Hagetman b. Nice... 20-6
* Narbonne b. Grenoble... 18-12
* Béziers b. * Villeneuve-L... 16-9
* Racing b. * Béziers... 16-12

Classement. — 1. Grenoble, 32 pts ; 2. Béziers, 31 ; 3. Narbonne, 31 ; 4. Racing, 28 ; 5. Hagetman, 19.

Tennis

TOURNOI DE KEY BISCAYNE

L'Argentine Gabriela Sabatini a remporté samedi 1^{er} avril le tournoi féminin de tennis de Key Biscayne en battant l'Américaine Chris Evert 6-2, 4-6, 6-2. Chez les hommes, l'Australien Thomas Muster ayant déclaré forfait après avoir été victime d'un accident de sa circulation quelques heures après sa victoire en demi-finale sur le Français Yannick Noah, c'est Ivan Lendl qui a été déclaré vainqueur.

Voile

TROPHÉE DES MULTICOQUES
Jean Maurel à bord d'Elu Aquitaine a remporté dimanche 2 avril à la Trinité-sur-Mer, le trophée des multicoques. Serge Madec sur Jet Services termine deuxième, le Canadien Mike Birch sur Falcotat se place troisième.

Régions

AQUITAINE

Une porte sur la Chine

Les autorités régionales d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées ont mis en place une délégation permanente à Hongkong pour couvrir les marchés de la Chine du Sud, de Taïwan et de Hongkong, indique la dernière lettre mensuelle du Centre français du commerce extérieur.

L'animation en a été confiée aux chambres régionales de commerce et d'industrie d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées.

L'antenne est tenue par la société Ballande Asia, filiale du groupe Ballande, implantée à Hongkong depuis plus de dix ans.

FR3 vers le sud

Depuis bientôt un an, FR3 Aquitaine fait le pari d'un élargissement du paysage audiovisuel vers l'Europe du Sud. La station régionale d'association avec ses confrères espagnols (TVE) et portugais (RTP) pour produire et réaliser un magazine d'information de soixante-seize minutes baptisé Eurosud.

Le troisième numéro de ce magazine consacré à un vaste tour d'horizon économique a été diffusé sur FR3 le mardi 28 mars à 22 h 30 et le dimanche 2 avril à 12 heures. Les trois équipes de télévision travaillant en parallèle sur les mêmes sujets proposent un regard différent, à la fois étranger et proche, amical et critique sur ce qui se passe chez leurs voisins.

Ainsi, le dernier Eurosud comprend-il par exemple un panorama des ports de Bordeaux vu par TVE et d'Algarve vu par RTP. Le premier de ces ports est en déclin, l'autre, au Portugal, est en train de devenir le débouché européen de Burgos et de Salamance.

La règle du jeu entre les trois partenaires autorise un montage personnalisé par chaque station des différents reportages composant le magazine. L'expérience devrait se poursuivre avec un effort pour rendre Eurosud un peu plus « digeste ».

En Aquitaine, cette expérience présente en outre l'avantage de marquer la réalité d'une ouverture vers l'Espagne et le Portugal à l'heure où la région se sent menacée d'une mise à l'écart des grands flux économiques européens.

BRETAGNE

Plougastel vote pour son calvaire

Il a un bon, les cheveux frisés et les yeux pétillants. Sur son visage se lit le bonheur de la réussite. Et pourtant, au début de l'année, personnellement, Plougastel, n'aurait pas sur ses chances aux municipales. Or voici André Le Gac installé dans le fauteuil du maire. Un sacré « coup » pour cet enseignant de quarante-quatre ans, ancien permanent du PCF dans le Finistère en rupture de ban avec son parti depuis 1986 dont il critique « les manœuvres à la démocratie ». Un sacré « coup » parce que ce n'était pas évident avec de tels états de services de devenir premier magistrat de la seule ville de la communauté urbaine de Brest à n'avoir pas donné la majorité à François Mitterrand lors de la dernière présidentielle. Une victoire gagnée de surcroît à cause de la protection d'un édifice religieux : le fameux calvaire construit au dix-septième siècle.

Les Plougastels, dont le cœur ne penche pas précisément à gauche, et qui remplissent l'église paroissiale à la grande messe du dimanche, ont voté en masse pour « Dédé » le rouge. Joël Julien, le maire sortant (div. d.), un pilote en retraite de l'armée de l'air, n'a pu empêcher André Le Gac de décoller : 59 % des voix pour celui-ci au second tour, 41 % pour Julien.

Conséquence immédiate de ce résultat, les halles qui commencent à s'élever au centre du bourg devant le calvaire et dont la construction est maintenant arrêtée par le tribunal de Rennes, notamment sous l'action d'André Le Gac, seront détruites. Car c'était là la véritable cause du problème politique dans la cité réputée pour ses fraises. Le projet d'aménagement commercial défendu par le maire avait créé une situation explosive dépassant même les frontières communales.

Les urnes ont tranché. Entre le second tour, les deux listes de gauche ont fusionné autour d'André Le Gac. A droite, Hervé Le Floch (div. d.), doyen de la faculté de médecine, lui aussi opposé aux halles, a préféré ne pas donner de consignes de vote plutôt que de se désister en faveur de Joël Julien, préférant « voir entrer André Le Gac à la mairie pour six ans que les halles au milieu du bourg pour cent ans ».

Une cité du livre

Vingt librairies ouvertes dans une commune de cinq cents habitants, tel est le pari réussi par l'association Savenn Douar (pour vivre et travailler au pays) à l'occasion de la Foire aux livres de Béchère (Ille-et-Vilaine) organisée lors du week-end

PLUSIEURS CENTAINES DE CANTONS EN PERDITION

La carte de la France fragile

CETTE carte montre les zones qui constituent la France rurale la plus fragile, quant à ses caractéristiques économiques.

Sur mille sept cent quatre cantons ruraux, cinq cent soixante dix-neuf perdent de la population active, cent quarante-trois en gagnent avec une prédominance pour les emplois industriels et neuf cent quatre vingt-deux gagnent surtout dans le secteur tertiaire.

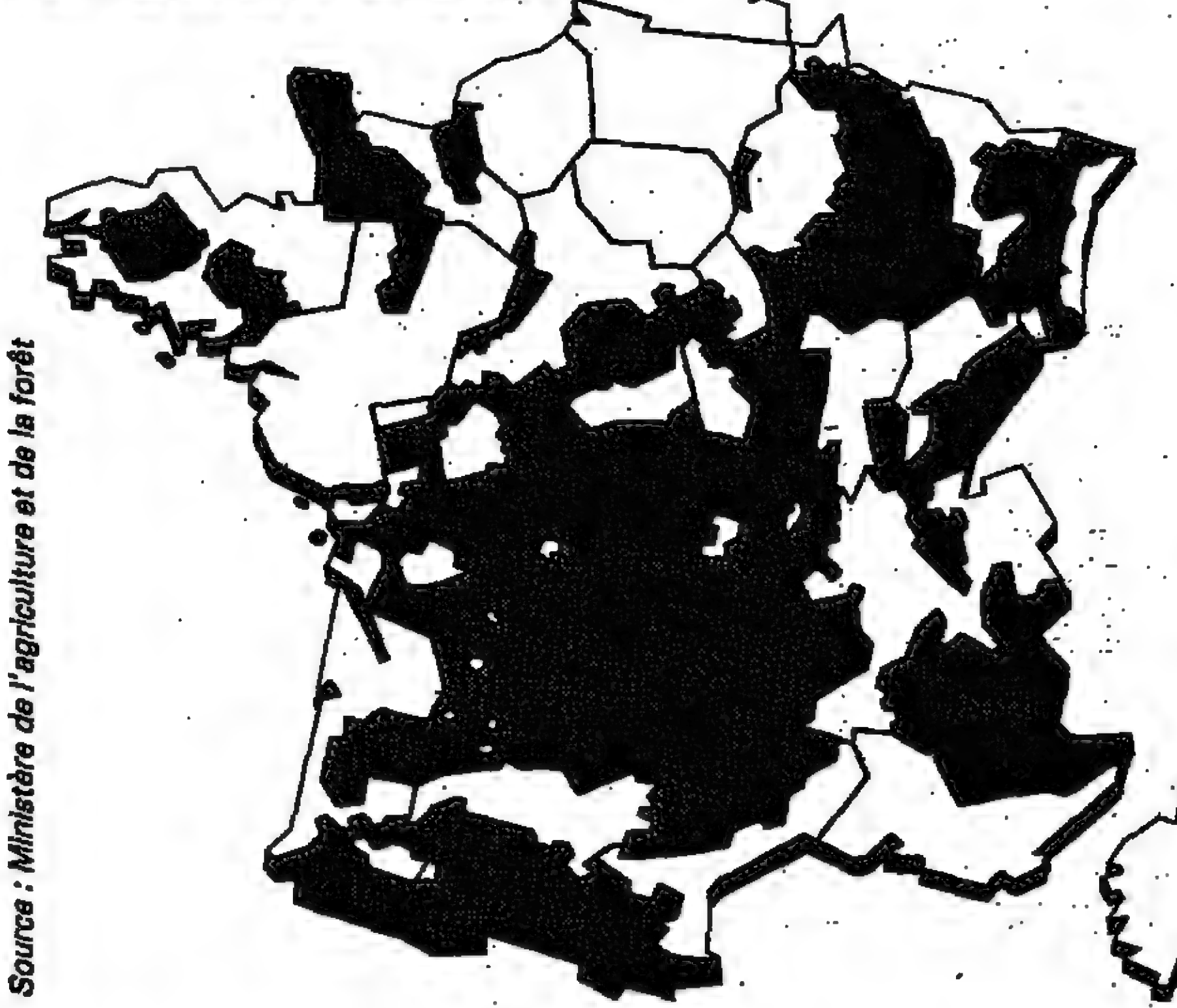
Pour essayer de lutter contre le phénomène de désertification rurale, de dépopulation et de déclin économique qui affecte surtout les Landes et la Corse, les gouvernements successifs ont lancé des politiques souvent onéreuses qui ont connu des fortunes diverses.

Dans les contrats de plan (1989-1993), la quasi-totalité des régions (sauf les Pays de la Loire) ont accepté de délimiter avec l'Etat des programmes d'aménagement concerté du territoire (PACT) qui recouvrent une zone géographique précise. Il s'agit en général de zones rurales difficiles dans lesquelles devront être concentrés les moyens d'intervention de l'Etat et ceux des régions pour enclencher un début de processus de reconquête économique.

Le ministère de l'Agriculture a prévu d'affecter 230 millions de francs par an pendant cinq ans à ces zones, ce qui représente un triplement de l'effort financier par rapport à la période 1984-1988. Les autres ministères (tourisme, commerce et artisanat notamment) y affectent 100 millions et le Fonds interministériel d'aménagement rural (FIDAR) environ 270 millions.

De leur côté, sur leurs propres budgets, les conseils régionaux « mettront au pot » quelque 400 millions par an pour des opérations de développement économique. Enfin Paris est en négociation avec la Commission de Bruxelles pour que les zones rurales prioritaires puissent bénéficier de crédits supplémentaires sur le budget du Fonds européen de développement régional (FEDER).

Zones rurales fragiles des Programmes d'Aménagement Concerté du Territoire (PACT) des contrats de Plan Etat-Région



MM. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, et Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, présenteront prochainement au conseil des ministres une série de mesures portant sur l'enseignement, les infrastructures, le maintien des services publics, la réforme fis-

cale éventuellement, en particulier à propos de l'impôt sur le foncier non bâti qui pénalise lourdement les propriétaires de terres agricoles mais qui représente souvent l'essentiel des ressources fiscales des petites communes.

F. Gr.

tion et de recherche une nouvelle croissance du marché des bureaux et un développement de l'activité tertiaire (avocats, conseillers, etc.).

Tous les terrains de « Nice-La Plaine 1 » ont été acquis à l'amiable et cette opération pilote s'inscrit dans un vaste projet d'urbanisme qui n'est pas encore définitif. Les travaux dureront de treize à quinze mois et l'inauguration du parc est prévue pour le milieu de 1990.

Golf folie

Avec cinq golfs existants et huit projets à réaliser dans les deux années à venir, le Var veut affirmer sa « vocation golfique » en favorisant trois autres projets, qui, s'ils étaient menés à bien, doteraient ce département de vingt-six parcours dans les quatre ans à venir. C'est beaucoup, mais c'est en retrait par rapport aux six cents greens programmés en 1987 dans le sillage d'une vaste campagne menée par le conseil général sous le label « Var en vert ».

A neuf ou dix-huit trous, publics, semi-publics ou (plus généralement) privés, couvrant de 7 à plus de 500 hectares, ces réalisations (termes ou à venir) sont « une chance pour le Var » estime M. Maurice Arrocet, président du conseil général, pour qui, « comme à Marbella, quatre à cinq parcours différents permettent à un golfeur de jouer en des lieux différents durant une semaine. De plus, c'est une manière de diversifier le tourisme jusqu'à des trop littoral ou profit de l'arrière-pays. Avec une fréquentation pouvant s'étendre d'avril à octobre ».

Les golfs ne peuvent vivre sans béton. Maurice Arrocet en est conscient qui déclarait dès 1987 : « Il est impensable de croire qu'un investisseur quel qu'il soit envisage de créer un tel équipement touristique sans avoir l'assurance d'une rentabilité : donc un golf c'est au minimum 35 000 mètres carrés de surface plancher hors œuvre ». Message bien reçu par les promoteurs, qui savent n'en pas à se contenter de 40 à 50 hectares nécessaires en moyenne pour un parcours de dix-huit trous. On estime, à 1 400 le nombre de logements accompagnant chaque golf, également flancé d'hôtels, de restaurants et autres clubs-houses.

Voilà qui ne manquera pas de fragiliser les grandes unités foncières et de poser problème pour l'entretien des « greens ». 150 000 à 300 000 mètres cubes d'eau par an et par parcours : soit l'équivalent de la consommation d'une ville de 6 000 à 8 000 habitants. Une eau tellement vitale pour lutter contre les incendies de forêts.

RHONE-ALPES

Les encombrements de la Tarentaise

Après l'article de Claude Francillon (Le Monde daté 19-20 mars), sur « les encombrements de la Tarentaise », M. Michel Barnier, président du conseil général de la Savoie, nous apporte les précisions suivantes :

Vous indiquez que l'Etat investit plus de 2 milliards de francs sur la route nationale 90 pour donner à cette voie des caractéristiques autoroutières entre Albertville et Modane.

Dans la réalité, les investissements de l'Etat sur la RN 90 concernent la déviation d'Albertville pour 255 millions de francs (cofinancée à 50 % par la région Rhône-Alpes), la portion Albertville-Notre-Dame-de-Briançon pour 260 millions de francs, la section en amont de Modane pour 170 millions de francs.

S'agissant du noyau central Notre-Dame-de-Briançon-Modane, sa réalisation était programmée avant la décision du CIO sur l'attribution des Jeux olympiques à la Savoie. Son coût, réévalué à 800 millions de francs environ, est financé à hauteur de 7/12 par le département, qui rassemble les concours de plusieurs autres partenaires locaux (région, communes, sociétés de remontées mécaniques). Les crédits sont inscrits jusqu'à la fin du budget de l'Etat pour la RN 90 s'élevaient donc à 890,5 millions de francs.

Le débat que vous relèvez sur l'aménagement des stations de l'arrière-pays n'évoque à aucun moment le travail d'étude et de prospective diligenté par le conseil général de la Savoie sur ce sujet. Une séance spéciale a eu lieu le 21 février dernier, qui a conclu à la nécessité d'un suivi plus fin des projets par le département, ainsi qu'à une plus grande sélectivité de ses interventions.

Partenaire traditionnellement actif du développement du tourisme d'hiver et d'été, le conseil général se veut également protecteur des équilibres. Il a dû et va rapidement donner un contenu précis à cette orientation.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : José Lancelotti, Michel Lévêque, Clément de Mathis, Gabriel Simon, Christian Tual. Coordination : Jacques-François Simon.

PROVENCE

ALPES-COTE D'AZUR

Les emplois de « Nice-La Plaine »

En avril 1989, les premiers coups de pioche seront donnés pour la réalisation du projet « Nice-La Plaine 1 » développé par la SIVN (Société immobilière de la Ville de Nice) et la société FICL, en coopération avec Côte d'Azur développement (CAD), le bureau de promotion économique de la ville et du département.

Sur 50 000 mètres carrés, le parc est conçu pour recevoir diverses activités allant des services à la fabrication, tout en évitant les activités polluantes. Les bâtiments seront implantés dans un grand espace de verdure et 450 emplacements de parking sont prévus.

La SIVN prévoit la création de quelque 400 emplois sur le parc et une étude de CAD estime que 600 autres seront transférés par diverses entreprises qui trouveront là l'espace qui leur faisait défaut. Métro-Soge, le grand centre d'approvisionnement, abouira, à lui seul, à la création de quelque 130 emplois.

L'expérience de Sophia Antipolis laisse penser que la naissance de ce parc entraînera à la suite de l'implantation d'activités de produc-

POITOU-CHARENTES

Pour favoriser l'initiative locale

Jean-Pierre Raffarin, président du conseil régional de Poitou-Charentes, et Pierre-Rémy Housain, président du conseil général de la Charente, viennent de signer le premier contrat régional d'initiative locale à Brigueuil, commune rurale du Confolentais, en Charente.

Ce contrat favorise un investissement industriel de très haute technologie : celui de l'entreprise de micro-électronique Micro-Contrôle, dont le siège est à Evry, en région parisienne, et qui va créer une usine de cent cinquante emplois (techniciens, ingénieurs et cadres supérieurs) à Brigueuil.

Le concours du conseil régional se caractérise par une intervention sous forme d'aides directes au titre du développement industriel (0,5 million de francs) et d'une participation au titre de la formation professionnelle : création d'un BTS optronique (1 million de francs) complété par des actions particulières de formation à l'apprentissage.

UN LIVRE DE NICOLE COMMERÇON

Ville moyenne, ville passoire

VOILA un livre qui tombe bien. Nous disons ferme depuis deux ou trois décennies sur les « villes moyennes » sans trop savoir ce qu'elles sont ni ce que nous en attendons. On vante leur tranquillité, entre les démesures des métropoles et l'atmosphère des bourgades. Mais rien de plus qu'un rêve, une façon d'exprimer le regret de la ville perdue.

Nicole Commerçon ne s'arrête pas à cette mélancolie et s'applique à l'étude de trois villes voisines de moyen calibre : Chalons-sur-Saône, Mâcon et Bourg-en-Bresse. Elle en tire des résultats que l'on n'attendait guère. Loin d'être immobiles, ces villes ont connu depuis 1950 de considérables changements. Non seulement leur population a beaucoup augmenté, mais elle s'est constituée par un double et vit mouvement : des apports sans cesse entretenus de campagnards chassés par la modernisation des économies rurales, et des sorties, plus réduites, mais sans relâche, de citadins en quête d'un emploi mieux qualifié. Ces agglomérations ne sont donc point, tant s'en faut, en sommeil démographique : sans que cela se voie, ce sont des « passoires ». Mais ce mouvement perpétuel n'est pas porteur de diversité : ouvriers, employés, cadres inférieurs et moyens font une population passablement homogène qui n'offre au renouvellement de l'économie que de maigres chances.

Cette « banalité » suffirait à ôter à la ville moyenne ce caractère à la fois communautaire et hiérarchisé qui devrait caractériser la ville de demain. Mais les structures spatiales ont, elles aussi, changé, et le plus souvent dans le même sens : celui de l'ordinaire et du banal. Le quartier le plus pavillonnaire se gâte par abandon. Et le manque de continuité dans l'intention des aménageurs quant aux remèdes à apporter à cette... désurbanisation n'a pas arrangé les choses : on a mis tour à tour l'accent sur l'hygiène, sur le bon marché, sur la convenance économique, sur l'agrément de la vie, si bien que la ville moyenne n'a pas pris l'assurance qu'on lui eût souhaitée.

Déséquilibre

L'évolution générale de l'économie ne lui a pas été longtemps favorable, en ce sens que la distorsion entre les intérêts de niveau local et ceux de niveau national est allée croissant. La crise aidant, nos villes moyennes n'ont pas pu trouver leur place face aux métropoles dites d'équilibre. Chalons-sur-Saône, Mâcon et Bourg-en-Bresse ont bien gardé une certaine capacité de polarisation régio-

nale, mais de rayon modeste et qui ne saurait suffire à faire de la ville un véritable relais dans un ensemble hiérarchisé soumis aux impératifs de l'économie moderne.

Ces trois villes de la Saône ont servi d'exemples pour dégrader une réflexion éclairée sur les chances qui restent aux villes moyennes de France d'être utiles et attachantes. L'éclairage, particulièrement réussi, est dû à la mise en œuvre de méthodes inédites dans leur application aux faits de géographie humaine, longtemps objets d'investigations plus lâches, plus... littéraires. Pourrait-on dire, en songeant aux vieux géographes du temps où l'enquête orale, devant un monde moins rampant, suffisait.

L'heure n'est plus où l'un de nos maîtres pouvait se flatter de tout apprendre en conversant avec l'indigène sur un banc de la place du village : la ville a d'autres dimensions, d'autres profondeurs, d'autres mouvements dont de simples statistiques ne sauraient plus rendre compte. Monde nouveau : préoccupations et recherches nouvelles. La Dynamique du changement en ville moyenne, de Nicole Commerçon, si riche en aperçus méthodologiques variés et neuves, est à cet égard fort probante.

MAURICE LE LAINOU.

* Nicole Commerçon, La Dynamique du changement en ville moyenne, Presses universitaires de Lyon, 1988, 380 p., 280 F.

SOMMAIRE

■ A l'occasion de la réunion du groupe des Sept (G7) à Washington, les ministres des finances ont réaffirmé leur volonté de stabiliser le dollar (lire ci-contre).

■ Les menaces sur la sécurité alimentaire dans le monde sont à l'ordre du jour de la réunion de la FAO qui s'ouvre à Rome (lire page 29).

■ Devant la Chambre de commerce franco-américaine, M. Bérégovoy s'est nettement prononcé en faveur des investissements étrangers en France (lire ci-contre).

■ L'annonce de sept cent quarante-cinq suppressions d'emplois chez Roudière crée un véritable émoi à Lavalanet (lire page 29).

Démission du ministre argentin de l'économie et du gouverneur de la Banque centrale

M. Juan Sourrouille, le ministre argentin de l'économie, a présenté, le vendredi 31 mars, sa démission au président Raul Alfonsín en raison de la « difficile situation économique ». Par solidarité, ses proches collaborateurs, dont le président de la Banque centrale, le ministre du commerce extérieur et le secrétaire d'Etat à la coordination économique ont également choisi de quitter leurs fonctions. M. Sourrouille avait conservé son poste depuis 1985, année du lancement du célèbre plan Austral de lutte contre l'inflation, dont s'étaient inspirés plusieurs pays d'Amérique latine.

La situation économique de l'Argentine s'est considérablement dégradée depuis quelques mois, et la politique de M. Sourrouille a été très critiquée par le candidat à la présidence du parti gouvernemental, M. Eduardo Angeloz.

M. Sourrouille a été remplacé par M. Juan Carlos Pugliese, le président de la Chambre des députés argentine. Les opérations bancaires et monétaires devaient être suspendues, lundi 3 avril, pour permettre au nouveau ministre de prendre ses fonctions et, peut-être, quelques mesures nouvelles.

NOUVELLE-CALÉDONIE

AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

L'Etat, représenté par le délégué du gouvernement, Haut-Commissaire de la République pour la Nouvelle-Calédonie, envisage de procéder à la passation d'un marché pour un projet d'étude de faisabilité technique, économique, financière et de précommercialisation d'un port et d'une zone d'activités industrielles et commerciales franches concourant au développement d'un centre urbain dans la province Nord.

A ce titre, il procède au recensement préalable des compétences des bureaux d'études susceptibles de réaliser une telle étude.

Le marché à intervenir sera passé suivant la procédure de l'appel d'offres restreint après sélection des candidatures faisant l'objet du présent appel.

Cet appel de candidatures s'adresse à des bureaux d'études possédant des compétences particulières dans les domaines :

- de choix de site et d'aménagement portuaire ;
- de conception et d'aménagement de zones industrielles et commerciales ;
- de gestion et commercialisation de zones franches ;
- de conception et d'aménagement d'une zone urbaine.

Les candidatures seront adressées au :

PORT AUTONOME DU HAVRE

Service des études économiques et du Plan
Terre-plein de la Barre - B.P. 1413 - 78067 LE HAVRE CEDEX
par pli recommandé avec avis de réception postal avant le 25 avril 1989, terme de rigueur.

Les dossiers de candidatures seront rédigés en langue française et comporteront tous renseignements utiles permettant de juger de la compétence, des références et des moyens dont dispose le candidat pour réaliser cette étude qui sera obligatoirement en langue française.

Date d'envoi de l'avis d'appel de candidatures à la publication chargée de l'insertion : 24 mars 1989.

Les renseignements concernant le présent appel de candidatures pourront être obtenus auprès de :

Monsieur RICHIER

Chef du service des études économiques et du plan
PORT AUTONOME DU HAVRE - Terre-plein de la Barre - B.P. 1413
78067 - LE HAVRE CEDEX - Tél. : 35-21-73-95

Réunis à Washington

Les ministres des finances des principaux pays industriels ont apporté leur soutien aux initiatives en faveur de l'allègement de la dette

Les sept pays les plus industrialisés du monde (1) sont tombés d'accord, dimanche soir 2 avril, pour manifester leur opposition à une nouvelle appréciation du dollar. Le communiqué publié à l'issue de la réunion du groupe des Sept est assez net à cet égard. Il devrait compter court aux rumeurs qui circulaient ces derniers jours, selon lesquelles Washington désirait obtenir de ses partenaires un relèvement des limites supérieures de fluctuation du dollar vis-à-vis des autres monnaies, une appréciation du billet vert permettant de lutter contre l'actuelle accélération des hausses de prix aux Etats-Unis. Les marchés des changes semblaient, lundi 3 avril, avoir compris le message, le dollar perdant un peu de terrain. Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales se sont également prononcés en faveur d'une stratégie de réduction de la dette des pays en développement et d'un dollar stable.

WASHINGTON
de notre envoyée spéciale

Les efforts conjugués des Etats-Unis, de la France et du Japon l'ont finalement emporté sur les réticences, voire l'hostilité ouverte de leurs partenaires du groupe des Sept.

A l'abri de River Farm, dans l'ancienne propriété de George Washington, en Virginie, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des principaux pays industriels, réunis le dimanche 2 avril à Washington, ont franchi un pas laborieux, mais essentiel, vers un allègement de la dette du tiers-monde envers les banques créancières. Dans un communiqué consacré pour plus de la moitié à ce

thème, les Sept se déclarent d'accord pour engager le Fonds monétaire international et la Banque mondiale à consacrer une part de leurs ressources au « soutien » d'opérations de réduction de dette. L'objectif d'une telle démarche a été clarifié avec les plans successifs présentés par les Japonais, les Français et les Américains (le Monde du 31 mars) : offrir aux banques l'assurance de remboursements réguliers des intérêts contre l'effort consistant à réduire leurs créances, moyennant une décote.

Au fil des années, des crises et tout récemment des émeutes au Venezuela, la situation économique, financière et politique est apparue insoutenable pour les débiteurs. Mais également menaçante pour les

pays industriels. Du constat général d'échec des précédentes tentatives de gestion de la dette au lancement d'un nouveau processus faisant table rase de vieux principes, le cheminement ne sera pas aisé. Facilité par un mécanisme multilatéral public, la réduction du risque privé des banques a suscité de houleux débats à River Farm, non loin du majestueux et calme Potomac.

Une idée fondamentale

Les Britanniques étaient les plus hostiles à l'abandon d'un précepte rappelé noir sur blanc dans le communiqué du précédent groupe des Sept à Berlin il y a six mois seulement : le risque privé ne peut être transféré au public. Les Allemands étaient hésitants, les Canadiens et les Italiens sur leurs gardes. L'urgence d'un acte de bonne volonté des pays industriels a pourtant fini par l'emporter. Le secrétaire américain au trésor, Nicolas Brady, aura pesé de tout son poids, même s'il préfère que ses propositions ne soient pas baptisées « plan Brady ».

Mais les termes du communiqué ont été soigneusement pesés. Celui de « garantie » des opérations de réduction de dette a disparu, au profit d'un « soutien », plus diplomatique et plus conforme au statut du FMI. L'idée fondamentale demeure pourtant. Le Fonds, grâce à une augmentation de capital qui

selon M. Brady, devrait intervenir d'ici à la fin de l'année, offrira avec la Banque mondiale un filet de sécurité aux banques prêteuses à jouer l'allègement de la dette. Une approche qualifiée de « pragmatique et offensive » par le ministre français des finances Pierre Bérégovoy et dont Paris n'a qu'à se féliciter.

Certes le plan Mitterrand a peu de chances de prendre totalement forme. L'idée même d'alimenter un mécanisme de « soutien » par une allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) fait encore frémir d'horreur la majorité des partenaires de la France. Mais, après les banques créancières elles-mêmes, les gouvernements sont aujourd'hui prêts à mettre fin à certaines fictions.

La « politique du tango »

Il ne s'agit que d'un début. Le lundi 3 avril, l'initiative devenue commune aux Sept sera soumise au comité intérimaire réunissant tous les pays membres du FMI industriels ou en développement. L'élaboration de ces modalités pratiques s'annonce complexe. Les sommes à lui consacrer restent en discussion. Les questions sans réponse sont également nombreuses : quels débiteurs bénéficieront du système ? L'idée d'un cas concret ayant valeur d'exemple fait son chemin. Mexique ou Venezuela ?

Enfin, au cas où les banques seraient intéressées, joueront-elles le

jeu jusqu'au bout et accepteraient-elles, après avoir assaini leurs portefeuilles de dettes dans de bonnes conditions, de prêter à nouveau à des pays en mal d'investissements ? Conscient des obstacles qui restent à surmonter, le groupe des Sept n'a fixé aucun délai, se contentant de souligner la nécessité d'aller vite.

Ce débat, jugé essentiel autant que délicat, aura quelque peu éclipsé les volets plus traditionnels des réunions des Sept, taux d'intérêt et parités de changes notamment. L'exhortation à de meilleurs équilibres aura pourtant, cette fois-ci, été teintée de nouvelles inquiétudes. Comme l'avait souligné Jacob Frenkel en présentant les dernières perspectives économiques du FMI, l'excellente année 1988, avec une croissance moyenne de 4,1 % dans les pays industriels, limite la marge de manœuvre.

Si les pays déficitaires, Etats-Unis en tête, ne prennent pas les mesures qui s'imposent, la correction des déséquilibres, après s'être ralentie, s'inversera, faisant renaître des incertitudes qui font régulièrement frémir les marchés des changes.

Dans son communiqué final, le groupe des Sept assure être conscient du danger. « Une fois sorti de sa bouteille, le mauvais génie de l'inflation a le plus grand mal à y rentrer », lance-t-il, préoccupé, M. Frenkel. Les Sept ont voulu minimiser ce risque. A leurs yeux, les signes de ralentissement de l'économie américaine vont dans le bon sens.

Une vision optimiste qui se justifie par deux engagements majeurs sur les monnaies et la politique des taux d'intérêt. Rappelant aux marchés que la stabilisation des parités restait leur préoccupation majeure, les Sept se sont engagés à intervenir en cas de turbulences.

Le communiqué du 2 avril implique que le dollar ne doit plus s'apprécier. Mais l'essentiel pour les Sept se situe au-delà, car les taux de change restent exclus du champ de bataille visant à de meilleurs équilibres. Et à moins d'un dérapage des prix, la guerre des taux ne sera pas ravivée par l'Allemagne fédérale. Pour l'instant, tout au moins.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Etats-Unis, Japon, RFA, Grande-Bretagne, France, Italie et Canada.

Des éloges pour la France

« L'économie française, écrit le FMI dans un passage de son rapport, a fait preuve en 1988 d'une croissance favorable soutenue par une expansion rapide des investissements et des exportations. La croissance enregistrée a été la plus forte des dix dernières années, le taux de chômage a baissé pour la première fois depuis 1983, le différentiel d'inflation avec la RFA a atteint des niveaux jamais vus depuis le début des années 70 et le déséquilibre extérieur reste très contenu ».

Cette réussite traduit en grande partie la volonté acharnée des autorités de mettre en place depuis 1983 une stratégie de contrôle de l'inflation et d'assainissement de la rentabilité des entreprises. Les politiques monétaires et salariales ont eu pour objectifs : la réduction de l'inflation, l'amélioration indispensable de la compétitivité et, plus récemment, la stabilité de la parité du franc à l'intérieur du SME. La politique budgétaire a conduit à réduire la taille du déficit du secteur public tout en allégeant les charges fiscales des entreprises. Les politiques structurelles s'efforcent de faire disparaître les distorsions, et tentent de faire augmenter l'efficacité des marchés en assouplissant notamment les réglementations des marchés financiers, le contrôle des changes et en libérant les prix.

« Bien que l'effort d'assainissement des six dernières années commence à porter ses fruits, le chômage reste important et l'équilibre extérieur reste fragile. Les politiques d'ajustement doivent donc être

poursuivies en particulier dans l'utilisation des politiques financières afin de contenir les pressions salariales et inflationnistes et renforcer la rentabilité et la compétitivité ».

« Les déséquilibres financiers importants du système de sécurité sociale devaient être corrigés et cela en utilisant des instruments qui préserveront la compétitivité et augmenteront les incitations au travail et à l'emploi. Du côté des politiques structurelles, des efforts devront être faits pour apporter des améliorations au fonctionnement du marché du travail et, en particulier, dans les domaines précis de la réduction, de la formation et dans ceux qui permettent de diminuer le chômage structurel. Enfin, la restructuration de l'industrie vers une meilleure spécialisation sectorielle ne peut se faire que par des politiques visant à augmenter la concurrence ».

Le FMI prévoit, pour la France, une augmentation du PIB en volume de 2,8 % cette année puis, encore, le même taux d'expansion en 1990, soit un peu plus qu'en RFA (+ 2,4 % et 2,8 %) et qu'en Europe (+ 2,8 % et 2,6 % en moyenne). Les prix de détail augmenteront de 2,9 % cette année et de 2,5 % en 1990 contre 2,4 % pour la RFA en 1989 et 1990. L'écart d'inflation disparaîtra donc quasiment l'année prochaine avec notre voisin. Toujours selon le FMI, le taux de chômage se stabilisera en France à 10,2 % cette année et l'année prochaine après avoir atteint 10,3 % en 1988 et 10,6 % en 1987.

Les extraits du communiqué du G-7

A l'issue de leur réunion, dimanche 2 avril, les ministres des finances et gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industrialisés ont publié un communiqué dans lequel ils constatent que « des pressions inflationnistes sont récemment apparues dans un certain nombre de pays » et que « les déséquilibres de balances de paiements courants se sont réduits ». « Bien que cet ajustement se soit récemment ralenti », les membres du G-7 estiment que « de nouveaux progrès en ce domaine sont nécessaires ». « Dans les pays ayant des déficits budgétaires et commerciaux, spécialement les Etats-Unis et aussi le Canada et l'Italie, des réductions supplémentaires de déficit budgétaire sont nécessaires pour compléter les politiques monétaires ».

Après s'être félicités de la stabilité des taux de change « l'année dernière », les ministres et gouverneurs conviennent qu'« une hausse du dollar susceptible de miner les efforts d'ajustement ou une baisse excessive seraient contre-productives ». Ils ont à ce sujet réitéré « leur engagement en faveur d'une étroite coopération sur les marchés des changes ».

A propos de la dette du tiers-monde, le G-7 a, sur la base des « propositions récentes de plusieurs pays », reconnu la nécessité de « renforcer la stratégie de la dette en mettant l'accent sur la réduction volontaire de la dette et du service de la dette, en accord avec les banques commerciales ». « Ils encouragent le Fonds monétaire international et la

Banque mondiale à effectuer, en accord avec leurs principes, les pas appropriés pour soutenir l'effort de réduction de dette des pays engagés dans des réformes économiques substantielles ». « Ce soutien serait obtenu, indique le communiqué, par l'affectation d'une part des prêts-pays à des opérations destinées à la réduction de la dette. De plus, les deux institutions doivent examiner la mise en place d'un soutien limité au paiement des intérêts par des opérations comportant une réduction significative de la dette ou du service de la dette ».

Les Sept sont enfin convenus de « revoir, tout en maintenant un système financier stable, les pratiques fiscales et comptables pour éliminer les obstacles superflus aux opérations de réduction de la dette ou du service de la dette ».

BILLET

Vive les investissements étrangers !

« Vous devez savoir et faire savoir que le gouvernement français est favorable à un fort courant d'investissements étrangers sur son territoire ». Prononcé à New-York devant la chambre de commerce franco-américaine vendredi 31 mars, cet appel de M. Pierre Bérégovoy avait de quoi faire sourire. Quelques jours auparavant, le même M. Bérégovoy, en sa qualité de ministre des finances, avait refusé l'acquisition de Spax par la société américaine 3M, au profit d'une laborieuse solution autour d'une filiale du pétrolier d'Etat Total. L'achat par l'américain « aurait conduit à un contrôle de 85 % du marché français » de l'essuyage, un chiffre excessif car contraire à une « saine concurrence », s'est expliqué le ministre, gêné. Essayant, et on ose écrire, de passer rapidement l'éponge sur ce refus, il a souligné que c'était la « concentration » et non la qualité de l'acquéreur qui avait été mise en cause...

Le ministre français eût sans doute été plus crédible si son argument avait paru moins devoir aux circonstances. Il eût dû s'abstenir d'autres marchés très concentrés en France, par exemple... le lait « concentré » dans les mains de Nestlé. Ensuite, la construction de l'Europe voudrait que l'on se réfère de plus en plus à la position sur le marché européen, et non plus seulement français, pour juger du respect d'une saine concurrence.

En réalité, chacun sait que le blocage de 3M est intervenu après les attaques du président de la République sur TF 1 le 13 février contre les OPA étrangères.

« Je veux qu'on défende les producteurs français, les entrepreneurs français (...) l'Etat peut empêcher [ces opérations] », avait dit M. Mitterrand. Le gouvernement a été fort ennuyé de

ce discours. Pour les deux dossiers en instance d'autorisation, il a dû couper la poire en deux : acceptation du rachat des papiers Aussedat-Rey par l'américain International Paper, mais blocage pour Spontax. Impossibilité de contredire ouvertement M. Mitterrand.

Mais, et M. Bérégovoy l'a clairement dit aux Américains, le gouvernement a « la volonté d'en finir avec l'attitude frileuse qui fut longtemps la règle ». L'industrie française est jugée absente ou trop étroite dans de nombreux secteurs, creusant irrémédiablement le déficit commercial. La solution a été longtemps d'aider à l'émergence d'entreprises françaises. Mais cela ne suffit pas, et c'est souvent trop tard ou illusoire, comme dans la machine-outil.

Aujourd'hui, et même dans les secteurs où la France se débrouille bien comme dans l'automobile, l'heure est à l'ouverture. Seule trois mille emplois industriels ont été créés en 1988 par les investissements étrangers, guère plus qu'en 1981. Les entreprises américaines ont même réduit leurs créations : sept mille emplois en 1981, deux mille quatre cents en 1988. La France voit se créer les usines en Irlande, en Grande-Bretagne et en Espagne, et elle reçoit ensuite les produits, fibres de ciré au sein du marché unique : le déficit sans les emplois.

Paris milite pour que la Communauté établisse, secteur par secteur, des règles à l'égard des produits et usines étrangères. Mais cette démarche se heurte à des conceptions plus libérales et M. Bérégovoy est las d'attendre. Il voudrait désormais attirer les capitaux, et n'est pas seul. Ce qui promet de beaux débats : envers les usines d'automobiles japonaises, par exemple.

ÉRIC LE BOUCHER.

Tungram, une grande entreprise hongroise va vendre une partie de son capital à des investisseurs étrangers

La banque autrichienne Girozentrale vient de signer, à Budapest, un contrat prévoyant la vente de 49,65 % du producteur d'ampoules électriques hongroises Tungram. L'agence de presse hongroise, MTI, qui a donné l'information, samedi 1^{er} avril, précise que ces actions seront placées auprès d'un groupe international d'investisseurs. Il s'agira de la première vente d'actions d'une entreprise hongroise à des acheteurs occidentaux. Le gouvernement a établi une liste de cinquante entreprises qui pourraient suivre cet exemple.

La Banque de crédit hongroise, la plus grande banque de commerce du pays, conserve 41,38 % de Tungram, 8,97 % appartenant à d'autres actionnaires hongrois, dont l'Etat.

Le chiffre d'affaires de Tungram, qui compte dix-huit mille employés, a atteint 12,4 milliards de forints (environ 216 millions de dollars) en 1988, et les bénéfices 230 millions de forints (4 millions de dollars). Pour 1989, l'entreprise s'attend à des bénéfices de 1,4 milliard de

forints (plus de 24 millions de dollars), selon MTI.

Tungram a l'intention de licencier 4 % de ses employés. Les exportations contre devises convertibles ont atteint 135,1 millions de dollars en 1988. Tungram possède quatorze usines en Hongrie et des filiales en Autriche, aux Etats-Unis et en Australie. — (AFP.)

© GUYANA : forte dévaluation de la monnaie. — Le président Desmond Hoyte a annoncé, le 31 mars, une dévaluation de 70 % du dollar guyanais, dans le cadre d'un plan d'austérité mis au point avec le soutien du FMI, annonce l'Agence France-Presse de Georgetown. Le Guyana, dont la population n'excède pas 800 000 habitants, a une dette extérieure de 1,9 milliard de dollars. Afin de contenir le mécontentement prévisible de la population, en raison notamment des fortes hausses annoncées des prix des transports et de l'électricité, le gouvernement a décidé une augmentation de 20 % des salaires. Le Guyana, qui exporte principalement de la bauxite, doit importer tout son pétrole du Venezuela voisin.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Réuni sous la présidence de Jean Solier le 22 mars 1989, le conseil d'administration de la Société européenne de propulsion a arrêté les comptes de l'exercice 1988, qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, laquelle aura lieu au siège social le 20 juin, à 15 heures.

Les comptes sociaux font ressortir un chiffre d'affaires de 3 644 millions de francs, en progression de 21 % par rapport à l'exercice 1987. Le bénéfice net dégage s'élève à 77,2 millions de francs contre 48,3 millions de francs l'année précédente (+ 60 %).

Au niveau consolidé, le chiffre d'affaires atteint 3 750 millions de francs, en progression de 19 %. Le résultat pour la part du groupe ressort à 71,5 millions de francs (25,75 francs par action) et marque une croissance de 44 %.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

LOCAFRANCE

Le Conseil d'Administration de LOCAFRANCE, réuni le 20 mars 1989, sous la présidence de M. Gérard BILLAUD, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Sur le plan de l'activité globale, les contrats signés, tant en France qu'à l'étranger, ont franchi pour la première fois les

F 10 milliards, en progression de 22 %

et Agence a réalisé un chiffre d'affaires de

F 700 millions

contre F 490 millions en 1987 (+ 43 %)

Le résultat net consolidé, part du Groupe, s'élève à

F 112,12 millions, en progression de 7 % par rapport à celui de 1987.

Le résultat financier avant impôt de LOCAFRANCE ressort à

F 96,9 millions

contre F 101,8 millions en 1987.

Cette stagnation du résultat financier s'explique, d'une part par la faible progression des nouvelles immobilisations, conséquence de l'augmentation des investissements des filiales spécialisées, d'autre part, par la concurrence toujours très vive sur les taux de placement des contrats.

Le résultat net comptable de LOCAFRANCE s'élève pour 1988 à

F 69,983 millions

contre F 55,656 millions au titre de l'exercice antérieur.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, convoquée le 24 mai 1989, la distribution d'un dividende de

F 31,50 par action, avoir fiscal de F 10,50 compris,

contre F 29,25 par action, avoir fiscal de F 9,75 compris, au titre de l'exercice précédent.

La progression de la masse distribuée ressort à 7,7 %

Les activités commerciales au titre des deux premiers mois de l'exercice 1989 s'inscrivent en forte progression par rapport à la période de référence de l'année antérieure permettant d'augurer favorablement de la réalisation des objectifs de 1989.

Le Président BILLAUD a porté à la connaissance du Conseil la signature d'une promesse de vente authentique portant sur l'immeuble principal du siège social de LOCAFRANCE sis 43-47, avenue de la Grande-Armée, à Paris 16^e.

En cas de levée de cette promesse de vente, au plus tard courant juin prochain, la plus-value immobilière qui en résulterait pour LOCAFRANCE au titre de l'exercice en cours serait de l'ordre de

F 200 millions, avant incidence fiscale.

Groupe Docks de France

Le conseil d'administration des Docks de France, réuni le 30 mars 1989, a arrêté les comptes de l'exercice 1988 qui seront soumis à l'assemblée générale du 25 mai prochain.

Les principaux chiffres consolidés comparables figurent dans le tableau ci-dessous :

	1987 (1)	1988	Variation
Chiffre d'affaires hors taxes (MF)	22 248	23 082	+ 3,5
Résultat courant avant impôt (MF)	297,1	316,2	+ 6,4
Résultat net (MF)	147,4	188,1	+ 27,6
dont part du Groupe (MF)	143,7	185,9	+ 29,4
soit : par action (F)	142	180	+ 27
par titre (F)	129	166	+ 29,1

(1) Résultats retraités selon les nouvelles méthodes de consolidation en application de la loi du 3 janvier 1985.

Pour la société-mère Docks de France :

● le résultat courant après impôt progressé de 95 MF à 128,5 MF ;

● le résultat net passé de 94,8 MF à 127,3 MF.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de porter le dividende à 55 F par action (soit un revenu global de 82,50 F) contre 50 F versés au titre de 1987.

Compte tenu des conversions d'obligations et des levées d'options de souscription d'actions intervenues en cours d'exercice, le montant distribué augmenterait ainsi de 14,5 %.

FORTE PROGRESSION DES RÉSULTATS DE LA BANQUE WORMS

Le conseil d'administration de la Banque Worms s'est réuni le 22 mars 1989 sous la présidence de Jean-Michel Bloch-Lainé pour arrêter les comptes de l'exercice 1988.

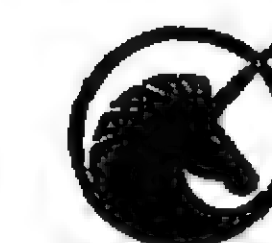
Le bénéfice net consolidé du groupe de la Banque Worms s'est établi à 144 millions de francs, en forte progression par rapport à 1987, où il avait atteint 89 millions de francs. La part du groupe représente 119 millions de francs, contre 80 millions de francs en 1987.

Il convient de noter la contribution des filiales, qui a progressé de près de 40 % en dépit de la cession de la BML.

Les comptes de la banque démontrent un bénéfice net de 189 millions de francs contre 58 millions de francs en 1987. La réorganisation du périmètre de consolidation, principalement liée à la transformation d'ACMER en holding d'affaires, est à l'origine de la différence observée entre les résultats consolidés et sociaux.

Ce résultat a été obtenu après une progression importante de la dotation aux provisions pour créances douteuses et risques généraux, dont le solde a atteint, dans les comptes de la banque, 149 millions de francs - contre 92,5 millions de francs en 1987 - ce qui a permis de porter le taux moyen de couverture des risques souverains à plus de 40 %.

L'année 1988 a été marquée par le renforcement des fonds propres et assimilés (+ 507 millions de francs) à 1 600 millions de francs. La banque a en effet réalisé en juin 1988 une augmentation de capital de 200 millions de francs assortie d'une prime du même montant. Après remboursement anticipé des prêts participatifs consentis par l'UJAP en 1984, la banque est également revenue sur le marché international des capitaux en émettant deux emprunts subordonnés pour un total de 371 millions de francs. Au terme de ces opérations, les fonds propres consolidés du groupe de la Banque Worms ressortent à plus de 2 milliards de francs.



L'engagement
d'une banque d'affaires.

BANQUE WORMS

société nationale elf aquitaine

Confirmation du bon niveau de résultat : + 7,2 milliards de F Augmentation du dividende porté à 20 F/action Augmentation de capital de 3 milliards de F

Le Conseil d'Administration de la SNEA, lors de sa réunion du 29 mars, a arrêté pour l'exercice 1988 les comptes consolidés du Groupe ELF AQUITAINE et les comptes sociaux de la Société Mère.

COMPTES CONSOLIDÉS

En milliards de francs	1988	1987
Chiffre d'affaires	126,1	127,4
Marge brute d'autofinancement (après exploration en charge)	19,5	15,0
Investissements courants	24,1	15,9
Résultat net consolidé (part du Groupe)	7,2	4,1
Résultat net par action, en francs (calculé sur le nombre d'actions au 31/12)	72,0	41,0

PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU BILAN CONSOLIDÉ (avant affectation)

En milliards de francs	1988	1987
ACTIF		
Valeurs immobilisées	100,9	90,1
Fonds de roulement	25,8	22,8
	126,7	112,9
PASSIF		
Situation nette, avant répartition	53,2	50,6
Résultat net, (part du Groupe)	7,2	4,1
Autres fonds propres	9,9	9,3
Capitaux propres	70,3	64,0
Dettes à long et moyen terme	20,8	16,7
Impôts différés	16,7	14,9
Autres passifs à long terme	18,9	17,3
Capitaux permanents	126,7	112,9

L'exercice 1988 s'est caractérisé pour le Groupe par une forte croissance de la marge brute d'autofinancement et du résultat net consolidé malgré une relative stabilisation du chiffre d'affaires.

La progression sensible des ventes des secteurs de la chimie et de l'hygiène-santé n'a pu en effet compenser totalement l'impact de la baisse des prix des hydrocarbures sur les ventes des secteurs pétroliers.

En revanche, le net accroissement de 30 % de la marge brute d'autofinancement et celui du résultat net consolidé de 73 % montrent bien l'équilibre obtenu par le Groupe entre ses trois pôles d'activité, la croissance des résultats des secteurs non pétroliers ayant été largement supérieure aux effets négatifs d'un environnement pétrolier dégradé.

L'évolution a été en effet très différenciée selon les secteurs :

— **Exploration-production** : l'exercice a été marqué par une croissance sensible des productions qui sont passées de 32,2 millions de Tep à 36 millions de Tep.

Le Groupe a accru de manière significative son programme d'exploration. Ce facteur, conjugué à la baisse des prix du brut, a pesé sur la marge brute d'autofinancement et sur le résultat.

— **Raffinage-distribution** : après un début d'année défavorable, le redressement des marges de raffinage et les efforts de gestion de ce secteur ont permis une amélioration significative des résultats, hors éléments exceptionnels.

— **Chimie** : la croissance des résultats du secteur chimie a fortement contribué à l'augmentation du résultat consolidé total et constitue

pour le Groupe un des événements les plus remarquables de l'exercice 1988. ATOCHEM a bénéficié d'une excellente conjonction et tiré partie des investissements et des efforts de restructuration passés. Les résultats de la chimie américaine, et notamment des activités de phosphate, sont eux aussi en nette progression.

— **Hygiène-santé/bio-industries** : le chiffre d'affaires de ces activités s'est accru sensiblement. Le développement a été particulièrement significatif pour les filiales pharmaceutiques étrangères et pour le secteur des bio-industries.

Au total, la progression du résultat provient essentiellement des opérations courantes. Les éléments non récurrents pris en compte dans le résultat s'élèvent à 1,1 milliard de francs, soit un niveau comparable à celui de l'exercice 1987.

L'exercice a par ailleurs été marqué par une croissance des investissements qui passent de 15,9 milliards de francs en 1987 à 24,1 milliards de francs du fait de la mise en œuvre d'un important programme d'acquisitions.

Celles-ci ont concerné le secteur exploration-production (actifs pétroliers de la Société RTZ et prise de participation de 25,2 % dans le capital de la société pétrolière britannique ENTERPRISE OIL). Dans le secteur de la chimie, ATOCHEM a acquis notamment deux Sociétés américaine et allemande. Parmi les opérations réalisées par SANOFI, les plus importantes ont concerné le laboratoire KALLESTAD aux États-Unis et plusieurs entités dans le secteur des parfums et produits de beauté.

Le Groupe a conservé une solide structure financière tout en assurant un développement significatif de ses activités : les capitaux propres avant affectation du résultat se sont accrus de 6,3 milliards de francs tandis que l'endettement long terme reste modéré, passant de 16,7 à 20,8 milliards de francs.

Le Conseil d'Administration a par ailleurs arrêté les comptes sociaux de la Société Mère SNEA dont le résultat net s'élève à 3,225 millions de francs contre 2,468 millions de francs en 1987. Ce bénéfice provient pour l'essentiel des remontées en provenance des filiales.

Prenant en compte la forte croissance des résultats consolidés et l'évolution du résultat de la Société Mère, le Conseil d'Administration a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 juin 1989 une croissance significative du dividende, le portant à 20 francs par titre de 10 francs de nominal, soit, avec l'avoir fiscal, une rémunération globale de 30 francs par action contre respectivement 15 francs et 22,50 francs. Le montant ainsi distribué de 2.002.543.500 francs représenterait 28 % du bénéfice net consolidé et 62 % du résultat net dégage au niveau de la Société Mère. Ce dividende sera mis en paiement le 4 juillet 1989.

Conformément à la politique arrêtée par le Groupe pour le financement de son développement, le Conseil a décidé de procéder à un appel au marché domestique et international en vue d'augmenter le capital de SNEA comme l'a autorisé l'Assemblée Générale Extraordinaire du 25 mai 1988.

Cette opération portera sur environ 3 milliards de francs et réservera un délai de priorité aux anciens actionnaires. L'ERAP a fait savoir qu'elle suivrait cette opération à hauteur de sa participation. Les modalités de cette augmentation de capital seront prochainement précisées.

Un grand Groupe français
se développant dans le monde entier
autour de 3 pôles d'activité :
Pétrole, Chimie, Santé-bio industries

JP 11/10/89

Économie

TRANSPORTS

Le tunnel sous la Manche sera livré le 15 juin 1993

La sérénité est revenue dans le tunnel sous la Manche. On se souvient que, l'été dernier, les dirigeants du concessionnaire de l'ouvrage (Eurotunnel) avaient tapé sur la table et sommé les constructeurs de Transmanche Link (TML) de cesser de prendre du retard sur l'échéancier qui prévoyait une livraison le 15 mai 1993.

Les sept tunnels en service ont progressé de 7 kilomètres pendant le premier trimestre 1989, alors que les galeries forcées n'avaient pas dépassé 5 kilomètres au cours des six derniers mois de 1988. Pour la première fois, le rythme de progression sous la Manche a dépassé, avant Pâques, les 400 mètres par semaine.

D'autre part, Eurotunnel passera, avant l'été, commande des prototypes de motrices et de voitures des navettes qui circuleront à l'intérieur de l'ouvrage.

Il semble que les réformes intervenues dans les programmes d'Eurotunnel et de TML aient mis fin aux incompréhensions réciproques. « Grâce à l'arrivée de M. Philippe Essig comme président à plein temps de TML, nous disposons enfin d'un interlocuteur, nous a déclaré M. André-Bénard, coprésident français d'Eurotunnel. Les conditions d'une vraie coopération sont désormais établies ».

A TML, qui réclamait des dépassements de devis et onze mois supplémentaires pour achever le tunnel, Eurotunnel a proposé un accord qui recule d'un mois seulement la livraison de l'ouvrage, prévue désormais pour le 15 juin 1993. « Plutôt que maintenir un système de pénalités très contraignant, nous avons préféré mettre en place un système de primes substantielles qui incitent les constructeurs à respecter les délais et à motiver leurs équipes et leurs sous-traitants », explique M. Bénard. Nous y gagnons, car chaque mois de retard nous coûte 600 millions de francs environ. Eurotunnel a donc accepté d'acquiescer une prime de 1 milliard de francs si le tunnel est terminé dans les temps, et de 300 millions, seulement, si ce n'est pas le cas. Les pénalités de retard courront à partir du 15 août 1993.

ALAIN FAUJAS.

SOCIAL

745 suppressions d'emplois aux Tissus Roudière à Lavelanet

La vallée de la Touyre entièrement vouée au textile

Placé au firmament depuis les années 50, par les habitants de Lavelanet (Ariège), premier employeur du pays d'Olmes, le groupe Tissus André Roudière va mal. Racheté en 1987 par Chargeurs SA et donc par M. Jérôme Seydoux, alors en pleine bagarre pour prendre le contrôle de Prouvost, le groupe devait annoncer, le lundi 3 avril, la suppression en un an de 745 emplois, sur un effectif de 2 185 personnes. La fin de l'invulnérabilité d'un mythe en quelque sorte, dans cette vallée pyrénéenne de la Touyre, entièrement vouée au textile, après deux siècles de mono-industrie.

LAVELANET de notre envoyé spécial

Dans ce pays de frontières qui s'offre, pour barrer le sud de l'horizon, le spectacle défilé des montagnes encore enneigées, on a peut-être les pieds sur terre mais la tête dans les étoiles. De tout temps, on pousse, on y a vécu du tissu, de la laine, au rythme de la mode, au point de croire à la fatalité de ses cycles et de ne jamais désespérer de ses enchevêtrements prodigieux.

Idem, il y a eu jusqu'à soixante-dix fabricants, rois du métier à tisser, techniques hors pair, qui drapaient des commandes pour faire vivre toute une armée de filatures, de teinturiers et de tant d'autres spécialités. A chaque génération ou presque, une vedette est sortie du lot.

Championne incontestée de la croissance, Roudière a employé jusqu'à 4 000 personnes dans ce bassin d'emplois enclavé, isolé du bout du monde, que constitue le pays d'Olmes, avec ses vingt mille habitants, dont neuf mille à Lavelanet même. Elle fut et reste l'un des premiers producteurs européens de tissu lainé ou cardé, exportateur jusqu'à 57 %, il y a deux ans encore. « Les gens ont d'autant plus de mal à croire aux licenciements que, dans leur mémoire, Roudière a toujours embauché », remarque un habitant, lui aussi incrédule.

Effacement d'un rêve

Habitée à vivre dans le sillage de réussite du moment, Lavelanet est absorbée par les 745 suppressions d'emplois annoncées pour intervenir la dernière semaine de 1989 et le premier trimestre de 1990, synonyme de la fin d'une saga, de l'effacement d'un rêve de mono-industrie,

auquel on s'accroche encore. « Le textile ne peut pas mourir », proclament en chœur ceux-là mêmes qui ont assisté à 1 500 pertes d'emplois en trois ans et à vingt départs de bilan en dix-huit mois.

Il faut dire aussi que les légendes donnent crédit aux miracles dont l'histoire même d'André Roudière témoigne. Fils d'un marchand de grains et lui-même tisserand, il développe vraiment sa société à partir de 1955 grâce à un contrat avec Rhône-Poulenc, qui lui permet de fabriquer du tissu terval en grande série, un créneau plus que porteur à l'époque. Parvenu au faite de la gloire vingt ans plus tard, coté en Bourse et ayant peut-être conscience que les années de grande prospérité s'achèvent, il abandonne le métier et va s'installer à Cannes « alors qu'il n'avait pas soixante ans », raconte le maire (PS) M. Jean-Michel Caux. « Dans le textile on peut faire fortune en une génération », explique, manifestement émerveillé M. Jacques Forepont, l'actuel directeur général des établissements qui a été son bras droit pendant un quart de siècle.

Perte de compétitivité

Toujours est-il que vendus, les Tissus Roudière à la renommée indiscutable, passent de main en main. D'abord acquis par le groupe Revillon, ils sont rachetés par l'industriel textile Masquel pour être cédés à la Compagnie financière de Marignone (Cofimar), ex-Banque Chaux pour finir en 1987 dans l'escarcelle de Chargeurs SA, la société de M. Jérôme Seydoux.

Secrétaire CGT du comité central d'entreprise, deuxième et dernier d'une liste PCF aux récentes élections municipales, M. Gérard Chenet fait remonter les ennemis à l'adoption de

procédures comptables des Chargeurs qui font apparaître un déficit d'exploitation de 4,7 millions en 1987 et de 30,8 millions en 1988 pour un chiffre d'affaires qui est lui-même passé de 919 à 899,6 millions de francs.

Omnipotent dans la vallée, le mastodonte Roudière perd en tout cas de sa superbe et des critiques se font jour que l'analyse de M. Forepont, comme dans les plans de restructuration et d'accompagnement social, reprend dans une large mesure. Faute de capacités d'investissement et à cause d'un personnel à 69 % non qualifié — qui, pour les trois quarts, n'a pas le minimum le niveau du CAP, l'entreprise a perdu progressivement de sa compétitivité. Alors que les sociétés textiles performantes affichent un ratio de 650 000 F de chiffre d'affaires par salarié, elle plafonne à 382 000 F. Soumise à la concurrence étrangère, elle fabrique des fils trop gros pour les besoins d'un marché qui favorise les producteurs de qualité.

Malgré son apparent réussite commerciale, largement due aux exploits de vendeur de M. Forepont, « capable de prendre sa valise pour ramener des commandes en deux ou trois jours », l'entreprise perd pied en multipliant les clients et les trop petites séries. Avec 2 734 acheteurs, dont 78 % pour moins de 250 000 francs par an, la rentabilité décline au rythme de l'accumulation des références de produits. « Et puis, accusent ceux qui demeurent dans l'anonymat, le directeur général a concentré tous les pouvoirs. Il dirige le groupe comme une PME de cinquante personnes, pousse des coups de gueule et, ne déléguant pas, se retrouve entouré de cadres médiocres ».

les mêmes pourtant, à l'exclusion de la CGT, voient dans l'arrivée du groupe Chargeurs une chance pour Roudière, pour Lavelanet et pour l'industrie textile toute entière, à les entendre, le fait que des financiers s'intéressent au tissu et à la mode est bien la preuve que le secteur recule une profitabilité déclinée. De ce point de vue, les 220 millions de francs d'investissements prévus en trois ans dans 73 programmes pour 1989 font mieux que rassurer.

Mais les conditions mises au redressement ne manquent pas d'inquiéter. Spécialisés dans le tissu d'habillement fibres longues où il est au premier rang européen, Roudière va rapidement se

reconvertir sur ces métiers de base et faire des complicités dans sa clientèle au prix d'une baisse de son chiffre d'affaires. « Il faut faire de la fabrication à marge c'est-à-dire privilégier la créativité, le marché, la qualité et les services », assure M. Forepont à l'adresse des tisserands de Lavelanet qui « ont toujours choisi la technique contre le commercial ».

Electrochoc

Dans ce schéma les grands groupes s'entoureront de faconniers — des sous-traitants — qui devraient devenir « des partenaires de production à l'italienne ». M. Forepont a lui-même montré l'exemple en reprenant à son propre compte et avec succès trois sociétés locales dont une de sous-traitance. Convenu de la nécessité d'un « électrochoc », il pense que la méthode devrait produire ses effets d'ici à trois ans après « un passage bas ».

Pour Lavelanet, c'est là que le bât blesse puisque rien n'a été fait en dehors du textile. « On nous parle de diversification et de formation mais cela manque de décence », proteste M. Gérard Chenet, ancien situationniste parisien désormais à l'aise au sein de la CGT. « Il fallait le faire avant. Diversifier aujourd'hui cela revient à endormir les licenciements chez Roudière. La question ? On se dit : d'envoyer leurs fils dans les écoles textiles. C'est de la mauvaise foi... ».

Persuadé d'être compris par ses camarades, il rejette toutes les propositions au nom de la « lutte » qui seule paiera. Les aides à la reconversion « les trucs comme à Decazville ou à Carmeaux, on n'y croit pas », poursuit-il, englobant le maire de Lavelanet, « un socialiste de la tendance CNPF », dans ses critiques tout azimut.

Plan social et... mame

Tel qu'il est actuellement envisagé, le plan d'accompagnement social de Roudière ne brille pas par son originalité, malgré son coût de 55 millions de francs : cent trente-cinq préretraités ; des départs naturels et des départs volontaires assortis d'une prime dégressive, en plus des indemnités de

licenciement, qui ira de 50 000 F au 15 juin à 15 000 F au 15 septembre ; des conventions de conversion, des propositions de mutation interne — y compris au groupe Chargeurs — et bien sûr des aides de 10 000 F au reclassement extérieur pour les entreprises qui embaucheraient un ancien de Roudière. Des aides à la création d'entreprise sont aussi annoncées ainsi qu'à l'encouragement à la sous-traitance. Roudière garantissant une activité minimale dégressive sur trois ans. Une cellule de reclassement sera mise en œuvre pendant deux ans ainsi qu'une mission de soutien au développement local.

Mais, dans les prochains jours, une manne pourrait tomber sur Lavelanet. Plan textile oblige, les ministères de MM. Chérèque et Faure ont avec lesquels les négociations sont en cours, s'apprêtent à intervenir massivement, avec comme bonne raison supplémentaire que le ministre de l'Industrie s'est fait élire maire de Saint-Girons, à cent kilomètres de là. Un dispositif est prêt qui laisserait « soixante personnes sur la touche seulement », dit-on rue de Grenelle.

Un chargé de mission supplémentaire travaillera sur place ainsi qu'une équipe de Saint-Gobain-Développement pour un coût de 2,5 millions alors que l'enveloppe globale sera de 10 millions de francs environ. Tous les fonds et les programmes seront mobilisés. Ainsi sera satisfaite la revendication du maire M. Jean-Michel Caux qui demande « à bénéficier des avantages d'une zone de conversion sans en avoir forcément le nom ». Mais le même, comme beaucoup d'acteurs locaux, ne se fait malgré tout pas trop d'illusions. « Quand nous créons des emplois nouveaux c'est dans un rapport de un à dix sur les pertes », note-t-il.

Cela n'a l'air de rien mais il n'existe qu'un hôtel-restaurant à Lavelanet dont toutes les tables sont réservées à 12 h 35. Le café le plus fréquentable était fermé pour cause de vacances en août dernier et le local du syndicat des ouvriers du textile ressemble au kiosque d'un syndicat d'initiative du début du siècle. Même l'équipe de rugby à XV perd ses meilleurs éléments. Ici le textile a tout atrophié, au point qu'il n'y a plus de salut sans lui.

ALAIN LEBEAUE.

AGRICULTURE

La production mondiale de céréales est inférieure à la consommation

(Suite de la première page.)

Le 15 mars, lors du plénum du comité central du PC soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev a reconnu que 22 millions d'hectares de terres agricoles ont été perdus en URSS depuis vingt-cinq ans, dont 3 millions de terres irriguées — les plus fertiles — et 10 millions de pâtures inondées, à la suite d'une mauvaise organisation ou de projets hydrauliques mal conçus.

Le bilan de la campagne 1988 donne une idée du revers enregistré par l'agriculture mondiale : les stocks céréaliers ont diminué de 111 millions de tonnes et la production de 57 millions de tonnes. Selon la FAO, il faudrait que la production augmente de 220 millions de tonnes en 1989, soit de 12 %, « des proportions jamais vues », pour reconstituer les stocks à un niveau satisfaisant.

La « révolution verte » des années 60, cette formidable batterie d'engrais, de semences et de machines, avait laissé croire à une abondance éternelle. Activité millénaire, l'agriculture semblait échapper aux contingences de la nature par l'entremise de la science. 1988 a mis à vif le talon d'Achille. Un accident a eu raison des excédents. Les prix céréaliers ont brusquement flambé. Le trop-plein de grain, à la surprise générale, a fondu comme neige au soleil.

Apocalypse...

Les caprices du ciel ne manquent pas d'enflammer les esprits chagrins du millénarisme, prompts à annoncer famines et apocalypses. Dans un document rédigé par l'économiste américain Lester Brown, le Worldwatch Institute (2) lance un cri d'alarme digne du célèbre rapport Meadows, *Faite à la croissance*, que publia le Club de Rome en 1972. « Nous sommes en train de perdre la bataille pour la sauvegarde de la planète. Les conséquences seconderont les fondements mêmes du monde », n'hésite pas à écrire Lester Brown, précisant que les dés seront jetés dans les dix ans... Les dangers majeurs sont, à ses yeux, la dégradation accélérée

de l'environnement — appauvrissement des sols, pénurie croissante d'eau, radoucissement exagéré du climat — et la surpopulation. « La sécurité alimentaire pourrait remplacer la sécurité militaire comme préoccupation principale de nombreux gouvernements », ajoute l'économiste américain, qui préconise des mesures de conservation des sols et de contrôle de la démographie. Malthus n'aurait pas écrit autrement, qui critiquait « la tendance connue des êtres vivants à accroître leur espèce plus que ne le permet la quantité de nourriture à leur portée ».

Une arme dans les conflits

Lester Brown retient cependant l'attention en relevant que, depuis 1984, la production mondiale de céréales per capita n'a pas cessé de diminuer (-14 %), alors qu'elle s'était accrue de 40 % entre 1950 et 1984 (de 624 millions de tonnes à 1,645 milliard de tonnes pour la récolte globale). Depuis cinq ans, les meilleures agricultures du tiers-monde — chinoise, indienne, mexicaine, indonésienne — stagnent ou déclinent. Ailleurs, la surexploitation des sols fait perdre chaque année l'équivalent de la surface céréalière de l'Australie. Vingt-quatre milliards de tonnes d'humus disparaissent pour le même motif. Enfin, pendant que la planète gagne tous les ans 36 millions d'habitants, les agronomes estiment que le potentiel d'augmentation de la production est à présent limité. Les plus pessimistes jugent que l'agriculture serait en passe de subir la loi des rendements décroissants.

Sous-estimer la vitesse du progrès serait dans ce domaine pêcher par optimisme, mais les déconvenues climatiques de la saison passée ont remis sur la scène internationale une hache de guerre qu'on pensait ensevelie après une décennie de surabondance : l'arme alimentaire. En 1988, elle a révéillé ses premiers coups au tiers-monde, qui a subi un doublement de sa facture céréalière. L'URSS connaît un sort comparable si son agriculture tarde à

s'affranchir de la gangue collectiviste, encore bien serrée, malgré les exhortations de M. Gorbatchev en faveur de l'initiative individuelle.

L'histoire contemporaine est riche en épisodes édifiants sur l'usage de l'arme alimentaire comme moyen ultime de faire rendre gorge à l'adversaire. Les images se bousculent. Jérusalem, assiégée en 1948 par les Arabes, qui dut son salut aux boyaux que jeunes et vieillards de Tel-Aviv creusèrent dans les collines de Judée pour envoyer à leurs frères des sacs de farine (3). L'URSS de Staline que Washington voulait mettre à genoux en la privant du blé de la « wheat belt », incitant Moscou à ponctionner les pays « frères ». Le Chili d'Allende et le Congo de Lumumba à qui les Américains coupèrent les vivres, comme plus tard au Nicaragua sandiniste.

L'arme alimentaire compte parmi les plus anciennes. Le songe biblique du jeune Pharaon d'Égypte qui vit jadis ses vaches maigres dévorer au bord du Nil ses vaches grasses reste un cauchemar récurrent de l'humanité. De la nécessité de manger vient la peur de manquer. On libère l'esclave Joseph qui sut interpréter le rêve du souverain égyptien : sept ans de pénurie suivraient sept ans d'abondance. Le stockage est apparu dans la nuit des temps comme le repoussoir de la famine. Les jardins suspendus de Babylone abritèrent les premières réserves de grain de l'empire de Nabuchodonosor, et Rome fit de la Tunisie son grenier.

Les intempéries de 1988 ont montré que les stocks n'étaient rien sans le maintien d'une capacité de production. Les nations qui cultivent leur jardin doivent aussi l'entretenir, ne pas exiger trop de la terre, si elles lui rendent trop peu en retour. La sécurité alimentaire est au prix de cette sagesse que les responsables agricoles de la planète trouveront peut-être cette semaine, sur les chemins qui mènent à Rome.

ERIC FOTTORINO.

(2) Organisme spécialisé dans la recherche sur le développement. O Jérusalem, Lapierre et Collin. Laffont 1971.

AFFAIRES

L'avenir des PTT

Le rapport de M. Prévot sera bientôt rendu public

M. Hubert Prévot, chargé depuis décembre par M. Paul Quilès de conduire un grand débat sur « la place du service public de la poste et des télécommunications » en France, a remis au ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, un premier rapport sur l'ensemble des questions soulevées par ce thème. Ce document, d'une quarantaine de pages, est le fruit de trois mois d'auditions. Au total, une centaine de personnalités ont eu l'occasion de s'exprimer : syndicalistes, grands clients, associations de consommateurs... se sont succédés.

Dans son rapport, qui sera envoyé aux quatre cent cinquante mille agents des PTT dès le 10 avril et rendu public le 11, M. Prévot, conseiller maître à la Cour des comptes et ancien commissaire au Plan, ne prend pas position. Il se contente, comme prévu (*Le Monde* du 8 décembre 1988), de poser les questions. Mais il n'en étudie aucune : les problèmes de la réglementation, de l'étendue du monopole, de l'Europe, des carrières du personnel et, bien sûr, celui du statut des PTT, sont ouverts.

Après la publication de ce pré-rapport, s'ouvrira le débat public : tout au long des mois d'avril et de mai, commenceront les auditions, publiques cette fois. M. Prévot rédigera enfin un rapport — vers la fin du mois de juin — sur lequel le gouvernement pourra s'appuyer pour prendre, ultérieurement, des décisions. La démarche est originale. Elle est longue. Il reste à espérer que s'en dégagera un consensus permettant de faire évoluer en douceur les postes et télécommunications, deux administrations plongées dans un univers en pleine mutation.

F.V.

Accord salarial à Air Inter pour le personnel au sol.

FO, la CGT et la CFDT ont signé avec la direction d'Air Inter un accord salarial pour les années 1988 et 1989 concernant le personnel au sol (ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise et cadres). L'accord prévoit une augmentation générale des salaires, selon les catégories de personnels, de 3,8 % à 4,4 % sur l'ensemble des deux années. La hausse sur deux ans sera de 5 % en niveau et de 8,8 % en masse. Pour 1989, les syndicats indiquent que l'augmentation des salaires sera de 2,2 %, répartie entre 1 % au 1^{er} avril et 1,2 % au 1^{er} octobre.

Réintégration de délégués CGT des mines d'Alès.

Le tribunal

des prud'hommes d'Alès (Gard) a décidé mercredi 29 mars la réintégration immédiate (sous astreinte de 500 F par jour de retard pour chacun) de deux délégués CGT des Houillères des Cévennes, MM. Patrick Bau-ducco et Smaïn Zaïd, révoqués le 10 janvier 1986 avec l'autorisation de l'inspecteur du travail, pour avoir molesté un ingénieur lors de la grève de la mine de Ladrecht, près d'Alès, en septembre 1985. En revanche, il n'a pas demandé la réintégration de M. Francis Iffernet, alors secrétaire du comité d'entreprise des Houillères des Cévennes et responsable régional des mineurs CGT, révoqué en même temps pour la même affaire, car celui-ci a atteint l'âge de la retraite.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FINANCIÈRE DE BANQUE ET DE L'UNION MEUNIÈRE

Le Conseil d'administration de la Financière de Banque et de l'Union Meunière — FBUM — s'est réuni le 22 mars 1989 sous la présidence de M. Pierre Hennequin. Cette filiale de la Mutuelle Assurances Artisanale de France — MAAF — a vu son bilan en 1988 s'élever à 2 493 millions de francs contre 1 689 millions de francs en 1987, soit une progression de 48 %.

Le résultat net atteint 20,2 millions de francs, dont 11 millions de francs au titre de plus-values exceptionnelles, contre 7,9 millions de francs pour l'exercice précédent. Le bénéfice de 1988 fera l'objet d'une provision à caractère général de 10 millions de francs, ramenant le résultat net comptable à 10,2 millions de francs.

Il sera proposé à l'Assemblée générale de distribuer un dividende de 11,30 francs par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5,65 francs.

Le présent exercice se présente sous d'heureux auspices. Une augmentation de capital en espèces de 50,4 millions de francs souscrite par la MAAF en janvier 1989, suivie d'une émission d'obligations de 300 millions de francs réalisées en février, donnent à la FBUM les moyens de sa politique de développement.

WAGONS DE LITS

ACTIVITÉS DU GROUPE AU COURS DE L'ANNÉE 1988

Chiffre d'affaires consolidé par secteur (en milliards de francs belges)

	1987	1988	Variations
Service ferroviaire	10,4	10,9	+ 5 %
Secteur du tourisme	12,4	14,9	+ 20 %
Secteur de l'hôtellerie	11,0	12,4	+ 13 %
Secteur de la restauration	28,8	34,1	+ 18 %
Activités nouvelles	2,9	7,7	NS
Total	65,5	80,0	+ 22 %

Le dernier trimestre a confirmé l'évolution favorable observée depuis le début de l'année pour l'ensemble des secteurs.

Les activités nouvelles comprennent la location de voitures, depuis l'acquisition d'EUROPCAR en mai 1988 ; le chiffre d'affaires pris en compte à ce titre s'élève à 3,5 milliards de francs belges.

Les comptes seront arrêtés par le conseil d'administration convoqué pour le 13 avril. Le résultat courant est en progression par rapport à celui de l'année précédente et d'importantes plus-values exceptionnelles ont été dégagées pendant l'exercice.

Marchés financiers

BOURSE DU 3 AVRIL

Réglement mensuel																								
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS				
Compagnie	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnie	Cours	Premier cours	Dernier cours	% + -
3966 G.A.E. 3% s	3923	3948	3940	+ 0.28	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
1051 B.M.P. T.P.	1206	1085	1085	+ 0.47	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
1206 C.C.F. T.P.	1206	1208	1208	+ 0.17	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
1126 C.A.L. T.P.	1184				1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
1282 Rho-Pne T.P.	1886	1890	1891	+ 0.36	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 S.G. Galien T.P.	1335	1331	1320	- 1.42	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
570 Thomson T.P.	1349	1333	1336	+ 0.21	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 Acor	606	608	614	+ 1.32	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.L. Liquide	582	583	581	- 0.17	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
2744 Alcatel	2375	2370	2368	- 0.57	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
1970 A.L.S.P. 1%	326				1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
556 Alcatel	556	560	558	- 0.31	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
2586 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16
930 A.T.M. 1%	2570	2570	2569	- 0.04	1330 C.S.E.E. s	615	618	614	- 0.16	1330 C.S.E.E														

Comptant

(sélection)

SICAV

(sélection)

31/3

VALEURS

% du nom.

% du coupon

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Emission

Frais incl.

Rachet net

VALEURS

Emission

Frais incl.

Rachet net

VALEURS

Emission

Frais incl.

Rachet net

VALEURS

Emission

Frais incl.

Rachet net

Obligations

C.C.I. (Fonci. de l'Etat)

198 20

126

7 085

1086

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106 80

8 820

98 20

8 011

108 30

2 026

108 30

2 026

1371

100 80

9 713

104 50

11 036

105 25

3 551

107 65

13 083

189 55

1 640

116 37

3 761

106 25

5 916

112 10

1 236

105 20

6 818

3020 10

106 35

8 011

107 03

3 011

104 45

1 882

101 90

2 239

102 75

2 239

101 75

2 239

101 75

2 239

104 30

1 854

106

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La situation en Namibie. 4 Le conflit entre chrétiens et Syriens au Liban. 6 Coup d'état manqué à Haïti. - Le voyage de M. Gorbatchev à Cuba.	7 Les journées parlementaires du RPR à Nice. 8 L'échec de la conférence européenne et le débat au sein du Parti socialiste. 9 Corée : les nationalistes et les socioprofessionnels joignent leurs efforts.	13 La marée noire en Alaska. - Préparation de la Convention des droits de l'enfant. - Polémique sur un médicament contre l'infarctus du myocarde. 14 Les obsèques de l'impératrice Zita. - Le lancement d'Ariane 2.	15 Le XIII ^e Printemps de Bourges. - Eddy Louiss au Petit Journal Montparnasse. 16 Mode : l'air de Londres. - Communication : les rencontres de la tour Eiffel. 25 Sports. 26 Régions.	27 Dette : la réunion des ministres des finances des sept grands pays industriels à Washington. 29 Sept cent quarante-cinq emplois supprimés aux tissus Roudière, à Lavelle. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 9 Cartes 14 Loto, Loto sportif 18 Météorologie 18 Météo croisée 18 Radio-télévision 18 Spectacles 17	● La crise en Corée JOUR ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 APP ● La Bourse en direct BOURSE 3615 tapes LHM 3615 tapes LEMONDE

Les élections présidentielle et législatives en Tunisie

- Participation au scrutin limitée
- M. Ben Ali plébiscité

Les Tunisiens qui étaient appelés aux urnes, dimanche 2 avril, pour des élections présidentielle et législatives anticipées, ont plébiscité M. Ben Ali. Selon les premiers résultats officiels publiés ce lundi matin il a obtenu, sur l'ensemble du pays, de 97 à plus de 99 % des suffrages exprimés. M. Ben Ali était sans adversaire, et l'ensemble de l'opposition soutenait sa candidature. D'autre part, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) au pouvoir arrive très largement en tête du scrutin législatif dans six des vingt-cinq circonscriptions - où ses candidats sont élus - dont les résultats étaient connus lundi matin en milieu de nuit.

TUNIS
des nos envoyés spéciaux

Ces élections n'ont pas été la « grande fête de la démocratie » dont parlait le président Ben Ali au dernier jour de la campagne. D'abord parce que, quels que soient les chiffres officiels, la participation ne paraît pas avoir été massive. Ensuite parce que l'opposition fait état d'irrégularités qui ont motivé notamment le retrait de tous les observateurs du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), principal adversaire du parti au pouvoir sous M. Bourguiba.

« Tous aux urnes », proclamait, dimanche 2 avril, la manchette de la Presse, le quotidien pro-gouvernemental, qui assurait en sous-titre : « L'élection présidentielle revêt plus tôt le caractère d'un référendum sur le projet de société que présente le candidat Ben Ali ». Pour les 2 700 000 électeurs inscrits (la

population en âge de voter étant estimée à 3 850 000), l'occasion était unique de manifester leur soutien à l'artisan de la transition sans drame opérée en 1987.

Pour autant que nous ayons pu le constater au cours d'une tournée dans une quinzaine de bureaux de vote à Tunis et aux environs, cette mobilisation n'a pas eu lieu. Les rangs paraissent clairsemés devant les deux urnes - l'une pour la présidentielle, l'autre pour les législatives. La multiplicité des bureaux de vote (douze mille dans tout le pays) explique en partie cette impression. Mais des chiffres recueillis à l'échelon local donnent à réfléchir. A Tunis, dans un bureau de vote réservé aux femmes, quatre-vingt-dix minutes avant la clôture du scrutin, moins d'un tiers des inscrites s'étaient présentées. La proportion était de 50 % chez les hommes.

Quelque peu gênés par de tels constats, les présidents des bureaux de vote faisaient état des « fréquents démanagements » des locaux tunisiens et du caractère improvisé de ces élections anticipées. De plus, de très nombreux électeurs, appartenant sans doute à toutes les familles politiques, n'avaient pas reçu leur carte électorale. Et parmi les gens en règle, beaucoup qui se seraient peut-être déplacés pour la seule élection présidentielle ont préféré s'absentier dans la mesure où celle-ci était jumelée avec les législatives.

Les mécontentements engendrés par la composition des listes du RCD (une vingtaine de postulants pour une place de candidat) ont probablement suscité du sabotage dans certaines circonscriptions. D'autres inscrits ont sans doute estimé que, même rebaptisé RCD, le parti gouvernemental ressemblait trop à celui de l'ancien régime, sans pour autant se reconnaître dans les listes concurrentes.

Assis sur un pupitre dans chacune des écoles transformées en bureaux de vote, les observateurs - ou les observatrices - des « indépendants » prenaient méticuleusement note des événements. A la suite d'incidents et de contestations, la liste « indépendante » de Kairouan - une des villes tests de la confrontation entre le parti gouvernemental et les islamistes - déclare se désintéresser des résultats officiels. Il n'empêche que, par « indépendants » interposés, les islamistes ont été en mesure de trouver 1200 observateurs dans la seule ville de Tunis, des hommes ou des femmes assez motivés pour afficher leurs convictions et pour s'organiser de façon à faire face en temps voulu à toutes les exigences, voire à toutes les tracasseries de l'administration.

La couleur rouge

Pour sa part, le MDS a retiré ses observateurs quelques heures après l'ouverture du scrutin, en raison de « la gravité d'une situation qui affecte profondément la crédibilité de la consultation ». « Nous avons voulu jouer le jeu de la démocratie et des élections libres, nous a dit le chef du MDS, M. Mestiri. Malheureusement, il apparaît qu'à un certain niveau du pouvoir ce n'était pas le cas et surtout pas le cas du côté du RCD. Nous avons constaté plusieurs cas où l'autorité était compromise du RCD. Nous avons regretté que le candidat Ben Ali ait choisi la couleur rouge (celle du RCD) pour son bulletin de vote (à la présidentielle). Nous aurions souhaité une couleur neutre ».

Avant même la clôture du scrutin, le directeur des affaires politiques du ministère de l'Intérieur a tenu une conférence de presse pour s'élever contre ces accusations et démentir les pressions et les violences exercées sur les propres candidats du RCD par les islamistes. Ce responsable a admis l'existence de quelques bavures imputables aux cadres locaux du RCD, mais il a estimé que l'attitude du MDS « procède d'une certaine mauvaise foi et porte atteinte au processus démocratique ».

Avec cette guerre des communications qui menace de se prolonger et de s'aggraver, on est soudain très loin du climat de réconciliation entre Tunisiens qui prévalait lors de la signature du pacte national par tous les partis, le 7 novembre 1988.

MICHEL DEURÉ
JEAN de la GUÉRIÈRE.

M. Habib Bourguiba a voté pour le président Ben Ali

Pour la première fois depuis sa destitution, les Tunisiens ont revu, dimanche 2 avril, sur leur petit écran, l'ancien président Bourguiba. En simple citoyen, il votait à Monastir, sa ville natale, où il réside désormais, et les caméras de la télévision étaient là pour saisir le moment.

Serré dans un pardessus noir sur lequel tranchait une écharpe blanche, en dépit d'une chaleur quasi estivale, le regard caché derrière des lunettes teintées et coiffé du fez traditionnel, celui qui fut le « Combattant suprême » a ostensiblement choisi, d'un geste mal assuré, les bulletins réservés à la désignation de M. Ben Ali, président de la République, et des candidats du Rassemblement constitutionnel démocratique, aux destinées duquel il présidait lorsque celui-ci s'appelait Parti socialiste destourien.

« C'est un jour de fête. Ces élections se déroulent conformément à la loi, et moi qui ai été le premier président de la République tunisienne, je vais voter pour le président Ben Ali », a-t-il dit, d'une voix hésitante et cassée, sous les regards de son fils, Habib Bourguiba junior, et du gouverneur de la ville.

A Tours Le recteur de la mosquée de Paris plaide pour un islam pacifique

Un millier de musulmans ont assisté, dimanche 2 avril, au Parc des expositions de Tours, au vingt-deuxième rassemblement islamique régional organisé par cheikh Abbas, recteur de la mosquée de Paris. Après avoir inauguré une mosquée, rue Lobin, dans le centre de la ville, cheikh Abbas s'est adressé à la communauté musulmane de l'Indre-et-Loire, en présence du rabbin Joseph Sayag de Tours et du Père Gaston Pineau, prêtre catholique du diocèse.

Le recteur de la mosquée de Paris a présenté ses condoléances à la communauté islamique de Bourges, endeuillée par l'assassinat d'Abdullah Abdelhakim de Bruxelles. Il s'est ensuite livré à un plaidoyer en faveur d'un islam pacifique et tolérant, tout en prenant de nouvelles distances par rapport au livre les Versets sataniques de Salman Rushdie : « Nous n'avons pas peur pour l'islam mais pour la liberté d'expression », a affirmé cheikh Abbas, car elle est déviée par des raisons commerciales. Vingt millions de livres de Rushdie ne pourront jamais nous empêcher de dire : Il n'y a de Dieu que Dieu ».

Cheikh Abbas a demandé aux musulmans « de ne pas avoir peur, car l'islam n'a jamais été aussi fort que de nos jours ». A charge pour les musulmans de le présenter sous son « véritable jour » et de donner l'exemple d'une religion tolérante. « Nos mosquées doivent être des lieux de prière et de paix. Nos imams doivent avoir une conduite exemplaire », a dit cheikh Abbas.

Le recteur a souhaité, une fois de plus, la construction de nouveaux lieux de prière en France et, pour la première fois, la création d'une université islamique.

(Lire en première page le début de notre enquête : « L'islam en fil à plomb »).

● RFA : Un cimetière juif profané. - Soixante-deux tombes ont été dessignées sur un mémorial, dans le cimetière juif de Giessen (centre-ouest de la RFA), dans la nuit du samedi 1^{er} au dimanche 2 avril. Des tracts antisémites signés d'un « Groupe faulx de chine », jusqu'à présent inconnu, ont été retrouvés sur les lieux, a indiqué la police. - (AFP.)

● Cathay Pacific commande vingt Airbus-A 330. - La compagnie aérienne de Hongkong, Cathay Pacific, a commandé dix bi-réacteurs Airbus-A 330 et mis une option sur dix autres avions du même type. Les dix premiers appareils seront livrés à partir du mois de janvier 1995. Le montant du contrat atteint 2,2 milliards de dollars (14 milliards de francs). Equipés de réacteurs Rolls-Royce, ces Airbus transporteront trois cent quinze passagers et remplaceront des Lockheed Tristar.

ABAISSONS LE FOL ORGUEIL DES PRIX !

Une partie de la Mode féminine est vendue beaucoup trop cher ! Des vêtements et des accessoires sont à des prix extravagants. En 1989, ces prix insensés sont vraiment inacceptables. Vive la liberté d'acheter avec plaisir sans subir l'oppression des « griffes » ! A vous les tissus de coton, de lin, de soie, de laine, dans toute leur extraordinaire beauté, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Sur le vif

Gueule d'atmosphère

Vous ne trouvez pas que ça commence à sentir mauvais ? Entre la couche de gaz et la couche d'ozone, entre le commandement de l'Écor-Vallée qui a tout le camp, petit comme un coing, avec son beluchon plein de ferons et l'appel des vingt-quatre, vingt-cinq chefs d'État et de gouvernement - les autres s'en sont passés - elle a vraiment une odeur de gaz d'atmosphère, la Terre ! Notre pays, c'est la planète. Et la planète, c'est une poubelle. On a l'impression de vivre dans un cloaque. Le mer, les villes... A New-York, j'en reviens, on joue à la marelle sur les trottoirs avec des canettes vides entre des monceaux de déchets d'oïl s'échappent, poussés par le vent, des papiers gras, des ordures, c'est un énorme vide-ordures. Ici, en France, je vous raconte pas. Vous avez vu le palmiers de l'événement du jeudi. Entre Valenciennes et Marseille, en passant par Paris, c'est ça que ça sent.

La mer, les villes, l'air qu'on respire... Il est tellement toxique, « dit » Newswest, à cause de ces sottises de produits chimiques cachés par les pots d'échappement et les cheminées d'usines qu'on pourra bientôt plus mettre le nez dehors sans un masque à gaz.

Remarque, dans nos livres, ça sent mauvais. On est là, ventrilles sur la moquette jonchée de pots de yoghourts et de chaussettes dépa-

chées, nos plateaux sont dégoûtants de partout, à biter devant des dômes barbouillés à la main noire en Alaska et maintenant à Hawaï. Regardez un peu ces pauvres petites bêtes, ces fourmis, ces oiseaux pris en gâche dans une couche de goodness épaisse de 30 centimètres, si c'est pas ça, c'est ça ! Ici, je peux pas vous dire, c'est trop dégoûtant. Dis donc, à propos, ça sent pas bon non plus dans le bœuf, prends le caniche. Ah, merde, il est plein ! Bon, ça fait rien.

On est là, on se plaint de la pollution, mais on se lave pas, on achète deux broches à dents et trois saucettes par personne et par an. On ne fait un shampooing par mois. On ne se bécote pas de la tête, quand il nous essaiment, les ténailles du poil, et dans les cheveux, les ténailles du poil, et dans les cheveux, les ténailles du poil, et dans les cheveux, les ténailles du poil.

Au train où ça va, on pourra bientôt plus sortir de chez soi sans un masque à gaz, ça sent tellement mauvais, on va calfeutrer chez soi dans une odeur de renfermé pas possible et on n'aura même plus le droit de s'envoyer une glorie d'eau de toilette et d'utiliser une bombe déodorante, un bon petit spray parfumé à la violette, histoire de disperser la puanteur ambiante, rapport aux trous dans le plafond de la maison Tchernobyl. On sera faits comme des rats.

CLAUDE SARRAUTE.

Naissance d'un nouveau géant de la pharmacie

Beckham (GB) et l'américain Smithkline Beckman pourraient fusionner

Le groupe pharmaceutique britannique Beckman prévoit de fusionner la plus grosse partie de ses activités avec l'américain Smithkline Beckman, dont la naissance a été annoncée il y a quelques semaines.

L'annonce officielle de ces discussions fait suite à des mois de spéculations sur l'avenir de Smithkline, qui rencontre de sérieux problèmes sur plusieurs de ses marchés, notamment avec son Tagamet, un traitement contre les ulcères. La fusion pourrait en particulier lui permettre de se soustraire à l'appétit dévorant des investisseurs, comme le groupe pharmaceutique japonais Takeda.

Auton des deux groupes n'a donné de précisions sur les termes de l'accord, mais selon la presse anglosaxonne, la fusion pourrait dépasser le seul domaine du médicament et concerner également les produits de grande consommation de Beckman, considérés par les milieux boursiers londoniens comme probablement à vendre.

Le mariage entre Smithkline et Beckman devrait aboutir à la création d'un groupe qui serait au coude à coude avec le numéro deux mondial du médicament, le britannique Glaxo. Le chiffre d'affaires total de Smithkline s'élève à 1988 à 4,75 milliards de dollars (30 milliards de francs) et celui de Beckman, à 4,18 milliards de dollars (26,7 milliards de francs).

La Coupe du monde d'échecs

Yousoufopov bat Kasparov

Garry Kasparov aura sans doute du mal à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé pour le tournoi de la Coupe du monde d'échecs de Barcelone : battre le record de points ELO de Bobby Fischer (2785). Il faut lui souhaiter de ne pas voir descendre son classement (2775) après un début de tournoi fort peu glorieux pour un champion du monde : deux nuls (Ribli et Seirawan) et une défaite face à Yousoufopov.

Consolation pour Kasparov, il a regagné de l'Association internationale de la presse échiquéenne (AIPE) son quatrième Oscar mondial consécutif du meilleur joueur de l'année, devant Karpov, bien évidemment.

Classement après quatre rondes : 1. Yousoufopov, 5,5 (une aj.) ; 2. Hjarstam, Habers, Seirawan, 5,5 ; 3. Short, 5,5 ; 4. Spassky, Illescas, 5 ; 5. Beliavsky, 4,5 (une aj.) ; 6. Kortchnoi, Salov, Nogueiras, 4,5 (une aj.) ; 7. Ribli, 4,5 ; 8. Kasparov, 4,5 ; 9. Nikolic, 4,5 ; 10. Seirawan, 4,5 ; 11. Seirawan, 4,5 ; 12. Seirawan, 4,5 ; 13. Seirawan, 4,5 ; 14. Seirawan, 4,5 ; 15. Seirawan, 4,5 ; 16. Seirawan, 4,5 ; 17. Seirawan, 4,5 ; 18. Seirawan, 4,5 ; 19. Seirawan, 4,5 ; 20. Seirawan, 4,5 ; 21. Seirawan, 4,5 ; 22. Seirawan, 4,5 ; 23. Seirawan, 4,5 ; 24. Seirawan, 4,5 ; 25. Seirawan, 4,5 ; 26. Seirawan, 4,5 ; 27. Seirawan, 4,5 ; 28. Seirawan, 4,5 ; 29. Seirawan, 4,5 ; 30. Seirawan, 4,5 ; 31. Seirawan, 4,5 ; 32. Seirawan, 4,5 ; 33. Seirawan, 4,5 ; 34. Seirawan, 4,5 ; 35. Seirawan, 4,5 ; 36. Seirawan, 4,5 ; 37. Seirawan, 4,5 ; 38. Seirawan, 4,5 ; 39. Seirawan, 4,5 ; 40. Seirawan, 4,5 ; 41. Seirawan, 4,5 ; 42. Seirawan, 4,5 ; 43. Seirawan, 4,5 ; 44. Seirawan, 4,5 ; 45. Seirawan, 4,5 ; 46. Seirawan, 4,5 ; 47. Seirawan, 4,5 ; 48. Seirawan, 4,5 ; 49. Seirawan, 4,5 ; 50. Seirawan, 4,5 ; 51. Seirawan, 4,5 ; 52. Seirawan, 4,5 ; 53. Seirawan, 4,5 ; 54. Seirawan, 4,5 ; 55. Seirawan, 4,5 ; 56. Seirawan, 4,5 ; 57. Seirawan, 4,5 ; 58. Seirawan, 4,5 ; 59. Seirawan, 4,5 ; 60. Seirawan, 4,5 ; 61. Seirawan, 4,5 ; 62. Seirawan, 4,5 ; 63. Seirawan, 4,5 ; 64. Seirawan, 4,5 ; 65. Seirawan, 4,5 ; 66. Seirawan, 4,5 ; 67. Seirawan, 4,5 ; 68. Seirawan, 4,5 ; 69. Seirawan, 4,5 ; 70. Seirawan, 4,5 ; 71. Seirawan, 4,5 ; 72. Seirawan, 4,5 ; 73. Seirawan, 4,5 ; 74. Seirawan, 4,5 ; 75. Seirawan, 4,5 ; 76. Seirawan, 4,5 ; 77. Seirawan, 4,5 ; 78. Seirawan, 4,5 ; 79. Seirawan, 4,5 ; 80. Seirawan, 4,5 ; 81. Seirawan, 4,5 ; 82. Seirawan, 4,5 ; 83. Seirawan, 4,5 ; 84. Seirawan, 4,5 ; 85. Seirawan, 4,5 ; 86. Seirawan, 4,5 ; 87. Seirawan, 4,5 ; 88. Seirawan, 4,5 ; 89. Seirawan, 4,5 ; 90. Seirawan, 4,5 ; 91. Seirawan, 4,5 ; 92. Seirawan, 4,5 ; 93. Seirawan, 4,5 ; 94. Seirawan, 4,5 ; 95. Seirawan, 4,5 ; 96. Seirawan, 4,5 ; 97. Seirawan, 4,5 ; 98. Seirawan, 4,5 ; 99. Seirawan, 4,5 ; 100. Seirawan, 4,5 ; 101. Seirawan, 4,5 ; 102. Seirawan, 4,5 ; 103. Seirawan, 4,5 ; 104. Seirawan, 4,5 ; 105. Seirawan, 4,5 ; 106. Seirawan, 4,5 ; 107. Seirawan, 4,5 ; 108. Seirawan, 4,5 ; 109. Seirawan, 4,5 ; 110. Seirawan, 4,5 ; 111. Seirawan, 4,5 ; 112. Seirawan, 4,5 ; 113. Seirawan, 4,5 ; 114. Seirawan, 4,5 ; 115. Seirawan, 4,5 ; 116. Seirawan, 4,5 ; 117. Seirawan, 4,5 ; 118. Seirawan, 4,5 ; 119. Seirawan, 4,5 ; 120. Seirawan, 4,5 ; 121. Seirawan, 4,5 ; 122. Seirawan, 4,5 ; 123. Seirawan, 4,5 ; 124. Seirawan, 4,5 ; 125. Seirawan, 4,5 ; 126. Seirawan, 4,5 ; 127. Seirawan, 4,5 ; 128. Seirawan, 4,5 ; 129. Seirawan, 4,5 ; 130. Seirawan, 4,5 ; 131. Seirawan, 4,5 ; 132. Seirawan, 4,5 ; 133. Seirawan, 4,5 ; 134. Seirawan, 4,5 ; 135. Seirawan, 4,5 ; 136. Seirawan, 4,5 ; 137. Seirawan, 4,5 ; 138. Seirawan, 4,5 ; 139. Seirawan, 4,5 ; 140. Seirawan, 4,5 ; 141. Seirawan, 4,5 ; 142. Seirawan, 4,5 ; 143. Seirawan, 4,5 ; 144. Seirawan, 4,5 ; 145. Seirawan, 4,5 ; 146. Seirawan, 4,5 ; 147. Seirawan, 4,5 ; 148. Seirawan, 4,5 ; 149. Seirawan, 4,5 ; 150. Seirawan, 4,5 ; 151. Seirawan, 4,5 ; 152. Seirawan, 4,5 ; 153. Seirawan, 4,5 ; 154. Seirawan, 4,5 ; 155. Seirawan, 4,5 ; 156. Seirawan, 4,5 ; 157. Seirawan, 4,5 ; 158. Seirawan, 4,5 ; 159. Seirawan, 4,5 ; 160. Seirawan, 4,5 ; 161. Seirawan, 4,5 ; 162. Seirawan, 4,5 ; 163. Seirawan, 4,5 ; 164. Seirawan, 4,5 ; 165. Seirawan, 4,5 ; 166. Seirawan, 4,5 ; 167. Seirawan, 4,5 ; 168. Seirawan, 4,5 ; 169. Seirawan, 4,5 ; 170. Seirawan, 4,5 ; 171. Seirawan, 4,5 ; 172. Seirawan, 4,5 ; 173. Seirawan, 4,5 ; 174. Seirawan, 4,5 ; 175. Seirawan, 4,5 ; 176. Seirawan, 4,5 ; 177. Seirawan, 4,5 ; 178. Seirawan, 4,5 ; 179. Seirawan, 4,5 ; 180. Seirawan, 4,5 ; 181. Seirawan, 4,5 ; 182. Seirawan, 4,5 ; 183. Seirawan, 4,5 ; 184. Seirawan, 4,5 ; 185. Seirawan, 4,5 ; 186. Seirawan, 4,5 ; 187. Seirawan, 4,5 ; 188. Seirawan, 4,5 ; 189. Seirawan, 4,5 ; 190. Seirawan, 4,5 ; 191. Seirawan, 4,5 ; 192. Seirawan, 4,5 ; 193. Seirawan, 4,5 ; 194. Seirawan, 4,5 ; 195. Seirawan, 4,5 ; 196. Seirawan, 4,5 ; 197. Seirawan, 4,5 ; 198. Seirawan, 4,5 ; 199. Seirawan, 4,5 ; 200. Seirawan, 4,5 ; 201. Seirawan, 4,5 ; 202. Seirawan, 4,5 ; 203. Seirawan, 4,5 ; 204. Seirawan, 4,5 ; 205. Seirawan, 4,5 ; 206. Seirawan, 4,5 ; 207. Seirawan, 4,5 ; 208. Seirawan, 4,5 ; 209. Seirawan, 4,5 ; 210. Seirawan, 4,5 ; 211. Seirawan, 4,5 ; 212. Seirawan, 4,5 ; 213. Seirawan, 4,5 ; 214. Seirawan, 4,5 ; 215. Seirawan, 4,5 ; 216. Seirawan, 4,5 ; 217. Seirawan, 4,5 ; 218. Seirawan, 4,5 ; 219. Seirawan, 4,5 ; 220. Seirawan, 4,5 ; 221. Seirawan, 4,5 ; 222. Seirawan, 4,5 ; 223. Seirawan, 4,5 ; 224. Seirawan, 4,5 ; 225. Seirawan, 4,5 ; 226. Seirawan, 4,5 ; 227. Seirawan, 4,5 ; 228. Seirawan, 4,5 ; 229. Seirawan, 4,5 ; 230. Seirawan, 4,5 ; 231. Seirawan, 4,5 ; 232. Seirawan, 4,5 ; 233. Seirawan, 4,5 ; 234. Seirawan, 4,5 ; 235. Seirawan, 4,5 ; 236. Seirawan, 4,5 ; 237. Seirawan, 4,5 ; 238. Seirawan, 4,5 ; 239. Seirawan, 4,5 ; 240. Seirawan, 4,5 ; 241. Seirawan, 4,5 ; 242. Seirawan, 4,5 ; 243. Seirawan, 4,5 ; 244. Seirawan, 4,5 ; 245. Seirawan, 4,5 ; 246. Seirawan, 4,5 ; 247. Seirawan, 4,5 ; 248. Seirawan, 4,5 ; 249. Seirawan, 4,5 ; 250. Seirawan, 4,5 ; 251. Seirawan, 4,5 ; 252. Seirawan, 4,5 ; 253. Seirawan, 4,5 ; 254. Seirawan, 4,5 ; 255. Seirawan, 4,5 ; 256. Seirawan, 4,5 ; 257. Seirawan, 4,5 ; 258. Seirawan, 4,5 ; 259. Seirawan, 4,5 ; 260. Seirawan, 4,5 ; 261. Seirawan, 4,5 ; 262. Seirawan, 4,5 ; 263. Seirawan, 4,5 ; 264. Seirawan, 4,5 ; 265. Seirawan, 4,5 ; 266. Seirawan, 4,5 ; 267. Seirawan, 4,5 ; 268. Seirawan, 4,5 ; 269. Seirawan, 4,5 ; 270. Seirawan, 4,5 ; 271. Seirawan, 4,5 ; 272. Seirawan, 4,5 ; 273. Seirawan, 4,5 ; 274. Seirawan, 4,5 ; 275. Seirawan, 4,5 ; 276. Seirawan, 4,5 ; 277. Seirawan, 4,5 ; 278. Seirawan, 4,5 ; 279. Seirawan, 4,5 ; 280. Seirawan, 4,5 ; 281. Seirawan, 4,5 ; 282. Seirawan, 4,5 ; 283. Seirawan, 4,5 ; 284. Seirawan, 4,5 ; 285. Seirawan, 4,5 ; 286. Seirawan, 4,5 ; 287. Seirawan, 4,5 ; 288. Seirawan, 4,5 ; 289. Seirawan, 4,5 ; 290. Seirawan, 4,5 ; 291. Seirawan, 4,5 ; 292. Seirawan, 4,5 ; 293. Seirawan, 4,5 ; 294. Seirawan, 4,5 ; 295. Seirawan, 4,5 ; 296. Seirawan, 4,5 ; 297. Seirawan, 4,5 ; 298. Seirawan, 4,5 ; 299. Seirawan, 4,5 ; 300. Seirawan, 4,5 ; 301. Seirawan, 4,5 ; 302. Seirawan, 4,5 ; 303. Seirawan, 4,5 ; 304. Seirawan, 4,5 ; 305. Seirawan, 4,5 ; 306. Seirawan, 4,5 ; 307. Seirawan, 4,5 ; 308. Seirawan, 4,5 ; 309. Seirawan, 4,5 ; 310. Seirawan, 4,5 ; 311. Seirawan, 4,5 ; 312. Seirawan, 4,5 ; 313. Seirawan, 4,5 ; 314. Seirawan, 4,5 ; 315. Seirawan, 4,5 ; 316. Seirawan, 4,5 ; 317. Seirawan, 4,5 ; 318. Seirawan, 4,5 ; 319. Seirawan, 4,5 ; 320. Seirawan, 4,5 ; 321. Seirawan, 4,5 ; 322. Seirawan, 4,5 ; 323. Seirawan, 4,5 ; 324. Seirawan, 4,5 ; 325. Seirawan, 4,5 ; 326. Seirawan, 4,5 ; 327. Seirawan, 4,5 ; 328. Seirawan, 4,5 ; 329. Seirawan, 4,5 ; 330. Seirawan, 4,5 ; 331. Seirawan, 4,5 ; 332. Seirawan, 4,5 ; 333. Seirawan, 4,5 ; 334. Seirawan, 4,5 ; 335. Seirawan, 4,5 ; 336. Seirawan, 4,5 ; 337. Seirawan, 4,5 ; 338. Seirawan, 4,5 ; 339. Seirawan, 4,5 ; 340. Seirawan, 4,5 ; 341. Seirawan, 4,5 ; 342. Seirawan, 4,5 ; 343. Seirawan, 4,5 ; 344. Seirawan, 4,5 ; 345. Seirawan, 4,5 ; 346. Seirawan, 4,5 ; 347. Seirawan, 4,5 ; 348. Seirawan, 4,5 ; 349. Seirawan, 4,5 ; 350. Seirawan, 4,5 ; 351. Seirawan, 4,5 ; 352. Seirawan, 4,5 ; 353. Seirawan, 4,5 ; 354. Seirawan, 4,5 ; 355. Seirawan, 4,5 ; 356. Seirawan, 4,5 ; 357. Seirawan, 4,5 ; 358. Seirawan, 4,5 ; 359. Seirawan, 4,5 ; 360. Seirawan, 4,5 ; 361. Seirawan, 4,5 ; 362. Seirawan, 4,5 ; 363. Seirawan, 4,5 ; 364. Seirawan, 4,5 ; 365. Seirawan, 4,5 ; 366. Seirawan, 4,5 ; 367. Seirawan, 4,5 ; 368. Seirawan, 4,5 ; 369. Seirawan, 4,5 ; 370. Seirawan, 4,5 ; 371. Seirawan, 4,5 ; 372. Seirawan, 4,5 ; 373. Seirawan, 4,5 ; 374. Seirawan, 4,5 ; 375. Seirawan, 4,5 ; 376. Seirawan, 4,5 ; 377. Seirawan, 4,5 ; 378. Seirawan, 4,5 ; 379. Seirawan, 4,5 ; 380. Seirawan, 4,5 ; 381. Seirawan, 4,5 ; 382. Seirawan, 4,5 ; 383. Seirawan, 4,5 ; 384. Seirawan, 4,5 ; 385. Seirawan, 4,5 ; 386. Seirawan, 4,5 ; 387. Seirawan, 4,5 ; 388. Seirawan, 4,5 ; 389. Seirawan, 4,5 ; 390. Seirawan, 4,5 ; 391. Seirawan, 4,5 ; 392. Seirawan, 4,5 ; 393. Seirawan, 4,5 ; 394. Seirawan, 4,5 ; 395. Seirawan, 4,5 ; 396. Seirawan, 4,5 ; 397. Seirawan, 4,5 ; 398. Seirawan, 4,5 ; 399. Seirawan, 4,5 ; 400. Seirawan, 4,5 ; 401. Seirawan, 4,5 ; 402. Seirawan, 4,5 ; 403. Seirawan, 4,5 ; 404. Seirawan, 4,5 ; 405. Seirawan, 4,5 ; 406. Seirawan, 4,5 ; 407. Seirawan, 4,5 ; 408. Seirawan, 4,5 ; 409. Seirawan, 4,5 ; 410. Seirawan, 4,5 ; 411. Seirawan, 4,5 ; 412. Seirawan, 4,5 ; 413. Seirawan, 4,5 ; 414. Seirawan, 4,5 ; 415. Seirawan, 4,5 ; 416. Seirawan, 4,5 ; 417. Seirawan, 4,5 ; 418. Seirawan, 4,5 ; 419. Seirawan, 4,5 ; 420. Seirawan, 4,5 ; 421. Seirawan, 4,5 ; 422. Seirawan, 4,5 ; 423. Seirawan, 4,5 ; 424. Seirawan, 4,5 ; 425. Seirawan, 4,5 ; 426. Seirawan, 4,5 ; 427. Seirawan, 4,5 ; 428. Seirawan, 4,5 ; 429. Seirawan, 4,5 ; 430. Seirawan, 4,5 ; 431. Seirawan, 4,5 ; 432. Seirawan, 4,5 ; 433. Seirawan, 4,5 ; 434. Seirawan, 4,5 ; 435. Seirawan, 4,5 ; 436. Seirawan, 4,5 ; 437. Seirawan, 4,5 ; 438. Seirawan, 4,5 ; 439. Seirawan, 4,5 ; 440. Seirawan, 4,5 ; 441. Seirawan, 4,5 ; 442. Seirawan, 4,5 ; 443. Seirawan, 4,5 ; 444. Seirawan, 4,5 ; 445. Seirawan, 4,5 ; 446. Seirawan, 4,5 ; 447. Se